

GIUSEPPE GAGLIANO

**GUERRA ECONOMICA
E NUOVO DISORDINE
GLOBALE**

TEORIE, CONFLITTI E STRATEGIE

**GUERRE ÉCONOMIQUE ET NOUVEAU
DÈSORDRE MONDIAL: THÉORIES, CONFLITS
ET STRATÉGIES**

**ECONOMIC WAR AND THE NEW GLOBAL
DISORDER: THEORIES, CONFLICTS, AND
STRATEGIES**

**ECONOMIC WAR AND THE NEW
GLOBAL DISORDER: THEORIES,
CONFLICTS, AND STRATEGIES**

Cestudec/ Opig luglio 2025

GIUSEPPE GAGLIANO

GUERRA ECONOMICA E NUOVO DISORDINE GLOBALE: TEORIE, CONFLITTI E STRATEGIE
GUERRE ECONOMIQUE ET NOUVEAU DESORDRE MONDIAL : THEORIES, CONFLITS ET
STRATEGIES ECONOMIC WAR AND THE NEW GLOBAL DISORDER: THEORIES, CONFLICTS, AND
STRATEGIES

Cestudec/ Opig luglio 2025

INDICE – TABLE DE MATIÈRES - INDEX

Capitolo I – Chapitre I – Chapter I

Théories et concepts de la guerre économique

La guerre économique selon Christian Harbulot: une lutte pour la puissance sans armes conventionnelles

Du protectionnisme au libre-échange: l'équilibre fragile de la puissance américaine

Intelligence économique: la France à la croisée des chemins stratégiques

L'IA et l'intelligence économique : une révolution au cœur des guerres immatérielles

Guerre économique en temps de paix : l'intelligence économique comme arme stratégique

Impact de l'IA sur l'intelligence économique: pouvoir, dépendance et stratégies à l'ère des guerres immatérielles

La guerre économique: une nouvelle ère de domination par les marchés et les technologies

Souveraineté industrielle: le cri d'alarme de la France face à la Guerre Économique

L'Europe sous influence : la subordination stratégique aux États-Unis

Bibliografia - Références bibliographiques - Bibliography

Capitolo II – Chapitre II – Chapter II

Dynamiques de pouvoir et cas de guerre économique

L'affaire des Gripen au Brésil : une guerre économique sous couvert du droit américain

La « Grande Zone » : les fondations de l'hégémonie économique américaine post-1945

Nvidia sous enquête chinoise: une bataille stratégique pour la domination technologique

US Steel et le Golden Power: le protectionnisme américain face à la souveraineté économique

Piaggio Aerospace et Baykar: la perte d'un fleuron italien au profit de la stratégie turque

L'ascension chinoise: une stratégie de guerre économique derrière le développement pacifique

La guerre en Ukraine : quand le militaire occulte la guerre économique systémique

UniCredit contre Commerzbank: une offensive bancaire au cœur de la guerre économique européenne

Le Char MGCS : symbole d'une Europe désunie dans la course à l'autonomie

Démantèlement des GAFAM : Un Enjeu Géopolitique pour la Souveraineté Numérique

Nord Stream 2: Une renaissance controversée aux enjeux géopolitiques majeurs

La guerre économique américaine: L'Europe face à l'offensive de Washington

L'affaire Ilva et Alitalia: une analyse à travers les prismes de l'intelligence économique et du patriotisme économique

Bibliografia - Références bibliographiques - Bibliography

Capitolo III – Chapitre III – Chapter III

Ordre mondial, crises géopolitiques et guerre hybride

L'effondrement de l'ordre mondial: l'ONU, spectatrice impuissante des crises géopolitiques

Da Helsinki alla Nuova Guerra Fredda. Come l'Espansione della NATO ha Ridisegnato l'Ordine Europeo

Un ordre mondial manqué: La guerre hybride et la nouvelle course au conflit

Conflit OTAN-Russie: Les Dessous d'une Guerre par Procuration en Ukraine

La Guerre de l'ombre en Ukraine: opérations clandestines et escalade géopolitique

Opération Barracuda : La France et l'éviction de Bokassa en Centrafrique

L'Irak et la France: Une brèche dans l'hégémonie soviétique au Moyen-Orient

Le Safari Club: Une alliance clandestine contre l'expansion soviétique

Opération Condor: le réseau de terreur des dictatures sud-américaines

DINA and Operation Condor: the international of repression between Chile and the Río de la Plata (1973–1980)

Le coup d'État de 1953 en Iran: l'ombre de l'impérialisme britannique

La guerre de l'information: quand la narration virtuelle l'emporte sur la réalité

Bibliografia - Références bibliographiques - Bibliography

Capitolo IV – Chapitre IV – Chapter IV

Pensée stratégique et réflexions géopolitiques

Richelieu et Mazarin selon Raymond Aron: La raison d'État et l'éthique du pouvoir

Alfred t. Mahan. Shaping global strategy through maritime power and geopolitical thought

Rethinking Power and Geography: Nicholas Spykman's Realist Vision in American Geopolitical Strategy

The Transformation of American Cultural Diplomacy: from Public to Secret

Xi Jinping : l'ascension d'un leader et la centralisation du pouvoir en Chine

Shashi Tharoor: L'Inde, carrefour géopolitique d'un monde multipolaire

Bibliografia - Références bibliographiques - Bibliography

Capitolo I – Teorie e concetti della guerra economica

Questo capitolo presenta i fondamenti teorici e i concetti chiave della guerra economica, così come delineati da studiosi ed esperti di intelligence economica come Christian Harbulot. Vengono esplorati i principi che regolano l'uso delle leve economiche come strumenti di potere e di conflitto non convenzionale, le relazioni tra protezionismo e libero scambio, nonché l'impatto delle nuove tecnologie e dell'intelligenza artificiale sulla dimensione immateriale delle guerre contemporanee. Questa sezione offre la cornice concettuale necessaria per interpretare i casi concreti discussi nei capitoli successivi.

Chapitre I – Théories et concepts de la guerre économique

Ce chapitre présente les fondements théoriques et les concepts clés de la guerre économique, tels que définis par des chercheurs et des experts en intelligence économique comme Christian Harbulot. Il explore les principes qui régissent l'utilisation des leviers économiques comme instruments de pouvoir et de conflit non conventionnel, les relations entre protectionnisme et libre-échange, ainsi que l'impact des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle sur la dimension immatérielle des guerres contemporaines. Cette section fournit le cadre conceptuel nécessaire pour interpréter les cas concrets analysés dans les chapitres suivants.

Chapter I – Theories and Concepts of Economic Warfare

This chapter presents the theoretical foundations and key concepts of economic warfare, as outlined by scholars and experts in economic intelligence such as Christian Harbulot. It explores the principles governing the use of economic levers as tools of power and unconventional conflict, the relationship between protectionism and free trade, and the impact of new technologies and artificial intelligence on the immaterial dimension of contemporary wars. This section provides the conceptual framework needed to interpret the concrete cases discussed in the following chapters.

La guerre économique selon Christian Harbulot: une lutte pour la puissance sans armes conventionnelles

Christian Harbulot, directeur de l'École de Guerre Économique de Paris (École de Guerre Économique, EGE), définit la guerre économique comme « l'expression maximale des rapports de force non militaires ». En d'autres termes, il est possible de faire la guerre sans armes conventionnelles, en utilisant des leviers économiques, financiers et informationnels pour obtenir des avantages stratégiques. Les facteurs déclencheurs de ce conflit « sui generis » résident dans la survie d'un peuple et l'accroissement de la puissance d'un État. Harbulot souligne que la guerre économique plonge ses racines dans l'histoire de l'humanité : depuis toujours, les sociétés s'affrontent pour le contrôle des ressources et des richesses. Comme il l'a écrit lui-même, « l'histoire de l'humanité est fondée sur la recherche des moyens de se développer, et le recours à la force, soit pour s'emparer des richesses et des moyens de subsistance des zones géographiques convoitées, soit pour se protéger des actes prédateurs des envahisseurs ».

Cette vision reconnaît ainsi une continuité historique entre les conflits armés et les conflits économiques : les luttes pour le pouvoir ont souvent des motivations économiques, même si elles sont masquées par des prétextes religieux ou idéologiques. Harbulot observe qu'à partir du XIXe siècle, avec le triomphe du libéralisme et des marchés ouverts, le débat sur la guerre économique a longtemps été nié ou sous-estimé, dans la conviction optimiste que le libre-échange garantirait la paix. Cependant, la compétition pour les ressources, la technologie et les marchés n'a pas disparu : elle a simplement trouvé de nouveaux moyens et de nouveaux terrains d'action dans la modernité. Le politologue américain Edward Luttwak parlait déjà en 1990 d'une « logique de conflit exprimée avec la grammaire du commerce », inventant le terme de géo-économie. Dans ce paradigme, les outils économiques (droits de douane, investissements, sanctions, contrôle des technologies, etc.) deviennent des armes pour promouvoir les intérêts nationaux et influencer les équilibres géopolitiques.

Pour Harbulot, la guerre économique est donc une composante structurelle des stratégies géopolitiques actuelles. Les États redeviennent des acteurs stratégiques centraux : même dans un monde globalisé, ils protègent leurs informations sensibles, soutiennent leurs entreprises nationales et orientent le développement technologique selon l'intérêt national. Par exemple, les investissements publics dans des secteurs clés ou le soutien aux champions industriels nationaux peuvent être interprétés comme des mouvements défensifs et offensifs sur un « champ de bataille » économique. De la même manière, des pratiques comme l'espionnage industriel, les cyberattaques contre des infrastructures économiques ou le contrôle des matières premières stratégiques s'inscrivent dans la logique de la guerre économique, car elles visent à affaiblir la puissance d'autrui ou à préserver la sienne. En résumé, la guerre économique selon Harbulot est la continuation de la compétition globale par d'autres moyens (économiques, financiers, informationnels), avec pour objectif d'accroître son pouvoir relatif et de garantir la sécurité et la prospérité nationale sans recourir, autant que possible, à un affrontement militaire direct.

Les droits de douane américains contre l'UE comme acte de guerre économique

Dans le cadre théorique de Harbulot, même les politiques commerciales agressives – comme l'imposition de droits de douane – peuvent être considérées comme des actes de guerre économique. Un exemple emblématique est la longue dispute entre Airbus et Boeing dans

le secteur aéronautique: des décennies de compétition et d'accusations mutuelles de subventions déloyales, qui ont culminé avec l'imposition de droits de douane américains sur des produits européens suite à la décision de l'OMC dans l'affaire Airbus. Des analystes formés à l'EGE ont qualifié cette lutte de véritable « guerre économique de cent ans » entre l'Europe et les États-Unis dans le secteur aérospatial. Il s'agit en effet de mesures de rétorsion par lesquelles Washington a frappé des produits symboles de l'UE (des avions civils aux fromages et vins européens) pour contraindre Bruxelles à respecter les règles du jeu imposées par les USA et protéger ses propres industries.

Les droits de douane sur l'acier et l'aluminium introduits par les États-Unis en 2018 (25 % sur l'acier et 10 % sur l'aluminium importés, touchant également les alliés européens) ont été perçus en Europe non seulement comme du protectionnisme économique, mais comme une attaque stratégique. L'ancien président Donald Trump avait même menacé d'imposer des tarifs de 25 % sur les automobiles européennes, accusant l'UE d'avoir « escroqué » les États-Unis dans le domaine commercial. Ce type de pression commerciale vise à plier les contreparties : en termes harbulotiens, cela équivaut à utiliser le levier économique national (le marché américain, essentiel pour les exportations de l'UE) comme une arme de coercition pour obtenir des concessions politiques ou économiques. Il n'est pas surprenant que, face aux droits de douane de Trump, l'UE ait réagi avec des contre-droits sur des produits américains emblématiques (motocyclettes, bourbon, jeans), dans ce qui fut immédiatement qualifié de « guerre des droits de douane » transatlantique.

Il convient de souligner que les initiatives de guerre économique des États-Unis contre l'Europe n'ont pas débuté avec Trump. Des études italiennes d'intelligence économique soulignent qu'un accroissement des droits de douane envers l'Europe avait déjà eu lieu sous l'administration Obama. De plus, les États-Unis appliquent depuis longtemps des mesures de coercition économique indirecte: par exemple, des sanctions unilatérales et des embargos (qui pénalisent les entreprises européennes opérant dans des pays considérés comme « ennemis » des USA) ou l'application extraterritoriale des lois américaines – pensons aux amendes colossales infligées à des banques européennes pour avoir violé des sanctions américaines, ou à l'interdiction pour les entreprises de l'UE de faire des affaires avec l'Iran après le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire. Ces pratiques influencent le marché mondial autant, sinon plus, que les droits de douane traditionnels, et elles s'inscrivent également dans les outils de la guerre économique selon la doctrine de Harbulot. En résumé, les droits de douane imposés par les États-Unis à l'Union européenne – que ce soit dans le cadre de différends commerciaux spécifiques ou comme partie d'une stratégie protectionniste plus large – peuvent être interprétés comme des actions hostiles sur le plan économique, visant à affaiblir la compétitivité européenne ou à contraindre l'UE à négocier dans des termes favorables à Washington. C'est le reflet concret de ce rapport de force non militaire dont parle Harbulot : l'économie devient le champ de bataille où deux alliés se découvrent concurrents sur ce terrain.

La clairvoyance de Harbulot et la compétition entre blocs économiques

Les réflexions de Harbulot sur la guerre économique se sont révélées prophétiques à la lumière des événements des dernières années. Il avait mis en garde l'Europe contre une pensée purement idéaliste ou une vision de la « fin de l'histoire » économique: le monde post-Guerre froide, malgré l'apparent triomphe du libre marché mondial, voit resurgir des rivalités entre grandes puissances sous de nouvelles formes. Aujourd'hui, la compétition entre blocs économiques est évidente pour tous. D'un côté, il y a le défi USA-Chine, une

lutte pour la suprématie technologique et commerciale qui a pris les traits d'une guerre économique tous azimuts (des droits de douane croisés entre Washington et Pékin au découplage technologique sur les puces et la 5G, en passant par le contrôle des terres rares et des chaînes d'approvisionnement stratégiques). De l'autre, l'Europe se retrouve coincée entre ces deux géants et peine à se tailler un rôle autonome. Harbulot avait décrit un scénario où, avec la disparition de l'opposition idéologique de la Guerre froide, même les alliés transatlantiques deviennent des concurrents économiques. C'est exactement ce qui s'est produit : les États-Unis, libérés de l'obligation de défendre « gratuitement » l'Europe contre une menace soviétique, ont poursuivi sans scrupule leurs intérêts nationaux, même au détriment des Européens (pensons, au-delà des droits de douane, au Buy American Act ou aux récentes politiques d'incitation de l'Inflation Reduction Act, perçues par l'UE comme discriminatoires envers les entreprises européennes).

Harbulot mettait aussi en évidence la faiblesse structurelle de l'Europe en termes de culture du pouvoir et d'intelligence économique. Les élites européennes – contrairement à celles des États-Unis, de la Chine ou de la Russie – ont longtemps sous-estimé la dimension conflictuelle de l'économie, adoptant l'idéologie du libre marché comme un terrain « neutre ». Ce manque de réalisme stratégique rendait, et rend encore, l'Europe vulnérable : Harbulot avertissait que, sans prise de conscience, l'UE resterait « une annexe des États-Unis » ou un vase d'argile parmi des vases de fer (comme la Chine, la Russie ou les puissances pétrolières). Aujourd'hui, avec des crises comme la guerre en Ukraine et les tensions USA-Chine, nous voyons une Europe souvent en difficulté : dépendante des États-Unis pour la sécurité militaire et le soutien en Ukraine, dépendante de la Chine pour les approvisionnements industriels et le marché d'exportation, et vulnérable sur le front énergétique (comme l'a montré la crise du gaz liée au conflit russe). Tous ces éléments confirment la clairvoyance de l'analyse de Harbulot : l'économie est devenue un terrain d'affrontement explicite entre blocs, et l'Europe risque l'irrélevance si elle n'apprend pas à jouer le jeu du pouvoir.

Cela dit, certains développements récents indiquent que l'Europe commence, bien que lentement, à s'équiper. Depuis les années 1990, Harbulot insistait sur l'importance de se doter d'une intelligence économique et d'une stratégie nationale (ou continentale) pour protéger son système économique. Aujourd'hui, des concepts similaires émergent dans le discours de l'UE sous des termes comme « autonomie stratégique » ou « souveraineté technologique ». L'Union a mis en place des mécanismes de filtrage des investissements étrangers pour empêcher les acquisitions hostiles dans des secteurs sensibles (une mesure impensable il y a quelques années dans des pays libéraux comme l'Allemagne). Elle est également en train de développer un « instrument anti-coercition » pour se défendre ou riposter face aux pressions économiques externes (par exemple, les menaces de boycott ou d'embargo de la part de grandes puissances). En substance, il s'agit de commencer à reconnaître le jeu de la guerre économique et de se doter de contre-mesures, confirmant implicitement les diagnostics de Harbulot sur la nécessité de penser en termes de pouvoir. Harbulot avait même envisagé des hypothèses de nouvelles alliances mondiales comme une issue à l'étau des blocs existants. Dans une interview de 2018, il évoquait un possible espace d'indépendance stratégique fondé sur un accord « ni européen ni atlantique, mais latin ». Cette suggestion – une alliance entre pays de culture latine – pourrait faire penser à une coopération renforcée entre certaines nations d'Europe du Sud (France, Italie, Espagne) et peut-être le monde latino-américain, pour contrebalancer le duopole USA-Chine. Au-delà de la faisabilité d'un tel scénario, cette idée révèle une volonté d'imaginer des architectures

alternatives sur l'échiquier mondial, signe de l'importance que Harbulot accorde à la recherche d'espaces de manœuvre autonomes pour échapper à la subordination économique.

Scénarios futurs pour l'Europe et possibles contre-mesures

En regardant vers l'avenir, l'Europe se trouve à un carrefour stratégique. Un scénario possible est que l'UE reste passive, subissant les événements : dans ce cas, elle continuera d'être un terrain d'affrontement pour les autres ou un « terrain de chasse » pour les puissances économiques extérieures. Cela signifierait une dépendance technologique (microprocesseurs américains ou asiatiques, plateformes numériques américaines, infrastructures 5G chinoises), une exposition à des chantages économiques (comme la coupure des approvisionnements énergétiques ou les sanctions secondaires des États-Unis) et une perte de compétitivité de ses secteurs industriels stratégiques. Dans ce scénario pessimiste, l'Europe risque de glisser vers une irrelevance géopolitique, réalisant la métaphore du vase d'argile de Harbulot. Elle pourrait être contrainte de s'aligner tour à tour sur l'un des blocs dominants (probablement les États-Unis, compte tenu des liens avec l'OTAN et des valeurs communes), mais toujours en position de subalterne et avec des marges de négociation réduites.

L'autre scénario est celui d'une Europe qui prend en main son destin économique et stratégique. Cela impliquerait d'adopter enfin bon nombre des recettes implicites dans les théories de Harbulot : développer une unité d'intention entre les pays européens sur le front de la politique économique extérieure, en surmontant les divisions internes lorsqu'il s'agit d'affronter des concurrents externes ; renforcer les outils de défense commerciale (droits antidumping, sanctions contre les pratiques déloyales, contrôle des exportations de technologies critiques) ; investir massivement dans des secteurs clés pour réduire les dépendances (de l'énergie aux batteries électriques, des semi-conducteurs à l'intelligence artificielle, peut-être en coordonnant des projets européens sur le modèle d'Airbus) ; et promouvoir une culture partagée de l'intelligence économique. Ce dernier point signifie à la fois mieux protéger les secrets industriels et les informations sensibles européennes, et collecter des données sur le comportement économique des rivaux pour anticiper leurs mouvements – exactement le type de formation dispensé par l'École de Guerre Économique de Harbulot.

Une Europe plus consciente pourrait également élaborer des stratégies offensives sur le plan géo-économique. Par exemple, exploiter le poids de son marché unique (le plus grand au monde) comme levier de négociation : par le passé, Bruxelles a déjà imposé des normes réglementaires mondiales (« effet Bruxelles ») et a su utiliser des sanctions économiques (contre la Russie) avec un impact notable. À l'avenir, elle pourrait employer des mesures de rétorsion ciblées contre ceux qui la frappent économiquement, se faisant respecter à la table des négociations. Elle pourrait aussi diversifier ses alliances : en plus de maintenir le partenariat transatlantique, l'UE pourrait tisser des liens commerciaux et technologiques plus étroits avec des pays proches (comme le Japon, l'Inde, les démocraties asiatiques, certaines puissances moyennes), créant un réseau de collaboration qui diluerait sa dépendance aux pôles USA-Chine. Dans un scénario d'ordre multipolaire, l'Europe aurait intérêt à ne pas s'isoler ni à s'aligner aveuglément, mais à devenir un « troisième pilier » autonome qui dialogue avec tous, selon ses propres intérêts.

Naturellement, réaliser ce scénario exige une volonté politique et une capacité de vision à long terme. Cela signifie aussi accepter certains coûts à court terme (par exemple, investir

dans la résilience peut être coûteux, tout comme diversifier les approvisionnements ou produire localement des biens auparavant importés à bas prix). Mais la leçon de Harbulot est que le prix de la naïveté peut être bien plus élevé : perdre des parts de marché, céder des actifs stratégiques ou dépendre des technologies d'autrui équivaut à affaiblir sa propre sécurité nationale. En définitive, l'Europe de demain devra choisir si elle veut être sujet ou objet de la guerre économique mondiale. Adopter une vision lucide et « réaliste » à la manière de Harbulot – sans renoncer à ses valeurs, mais sans ignorer les rapports de force – pourrait lui permettre de naviguer dans la compétition croissante entre blocs économiques avec plus d'autonomie et de succès. Comme le note Giuseppe Gagliano (un chercheur italien disciple de Harbulot), ce n'est qu'en retrouvant la conscience du concept de pouvoir que l'Europe pourra éviter de rester un simple spectateur et redevenir un protagoniste sur la scène internationale.

Conclusion

Les théories de Christian Harbulot, développées il y a des décennies, offrent aujourd'hui une clé de lecture précieuse pour comprendre des dynamiques apparemment déconnectées – des droits de douane USA contre l'UE à la course aux microprocesseurs, en passant par la « guerre des sanctions » entre l'Occident et la Russie. Tous ces phénomènes font partie d'une guerre économique mondiale, larvée mais de plus en plus évidente. Pour l'Europe, en tirer profit signifie se doter des outils analytiques et opérationnels pour défendre ses intérêts dans un monde où la compétition économique est totale. Le débat n'est plus académique : il concerne les emplois, le bien-être des citoyens et la capacité des démocraties européennes à préserver leur modèle dans un contexte bien plus rude que celui imaginé dans les années post-rideau de fer. Harbulot nous rappelle, en somme, que la géopolitique du XXI^e siècle se joue autant avec les droits de douane et les multinationales qu'avec les chars d'assaut, et que seuls ceux qui sauront manœuvrer avec astuce sur ces deux plans pourront se dire véritablement souverains.

Du protectionnisme au libre-échange: l'équilibre fragile de la puissance américaine

Au début du XXe siècle, les États-Unis étaient déjà un géant industriel, avec une croissance économique soutenue par l'expansion des infrastructures et l'augmentation de la production manufacturière. Cependant, le pays devait trouver un équilibre entre l'ouverture aux marchés internationaux et la protection de son industrie nationale.

De l'essor industriel au retour du protectionnisme

En 1912, le débat politique et économique était dominé par quatre visions différentes. Le conservatisme de William H. Taft mettait en avant le rôle du dollar comme outil de diplomatie économique, renforçant ainsi la position financière des États-Unis dans le commerce mondial. L'alternative socialiste d'Eugene Debs visait à redistribuer la richesse et à réduire les inégalités sociales. Le "Nouveau Nationalisme" prônait une plus grande régulation de l'économie par l'État pour lutter contre les monopoles, tandis que la "Nouvelle Liberté" cherchait à limiter l'influence des grandes entreprises par de nouvelles lois antitrust.

L'adoption de l'Underwood-Simmons Act en 1913, qui réduisit significativement les tarifs douaniers, semblait indiquer un virage vers le libre-échange. Cependant, l'équilibre entre protectionnisme et libéralisme économique se révéla fragile : avec l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale, le gouvernement adopta des mesures protectionnistes pour garantir l'autosuffisance industrielle et soutenir l'économie nationale face aux perturbations du commerce mondial.

Entre exportations en hausse et stratégies géoéconomiques

Dans la décennie précédant la guerre, le commerce américain connut une expansion sans précédent. Les exportations augmentèrent de 1,6 milliard à 2,5 milliards de dollars, tandis que les importations passèrent de 920 millions à 1,99 milliard. Cette période vit également une forte hausse des investissements américains à l'étranger, qui passèrent de 673 millions de dollars en 1897 à plus de 348 milliards en 1914.

L'élection de Woodrow Wilson en 1913 entraîna une première tentative d'ouverture économique, avec une réduction tarifaire moyenne de 30 %. Cette politique permit un afflux accru de produits étrangers sur le marché américain, mais rendit également les États-Unis plus vulnérables aux fluctuations de l'économie mondiale. La guerre, cependant, changea radicalement cette tendance, poussant le gouvernement à réintroduire des barrières commerciales pour protéger l'industrie nationale de la concurrence étrangère.

L'interventionnisme de Roosevelt et la redéfinition des stratégies commerciales

Dans les années 1930, la crise économique mondiale incita le gouvernement américain à revoir sa politique économique. En 1932, Franklin Delano Roosevelt présenta un plan visant à gérer plus rationnellement les ressources industrielles, à promouvoir la consommation intérieure et à rééquilibrer la distribution des richesses.

L'un des piliers de sa stratégie fut la dévaluation du dollar, destinée à rendre les exportations américaines plus compétitives. Le Reciprocal Trade Agreement Act de 1934 introduisit une nouvelle approche des accords commerciaux, basée sur la réciprocité tarifaire. Cela permit aux États-Unis de négocier des réductions douanières allant jusqu'à 50 % en échange de concessions équivalentes de la part des pays partenaires.

En 1936, Washington signa des accords commerciaux avec la France et renforça ses liens économiques avec le Canada et l'Amérique latine, créant ainsi une sorte de "zone du dollar". Cependant, les politiques de Roosevelt ne furent pas exemptes de critiques : certains analystes, comme Henry Luce, accusèrent le président de manquer de vision économique globale, soulignant l'importance d'un ordre économique international mieux structuré.

La Seconde Guerre mondiale et le triomphe économique américain

Entre 1941 et 1945, le gouvernement fédéral dépensa plus du double de ce qu'il avait investi au cours des 150 années précédentes. Cette intervention massive de l'État fut le moteur de la reprise économique américaine, transformant le pays en ce que l'on appela "l'arsenal des démocraties".

L'industrie de guerre américaine produisit une quantité énorme d'armements, de véhicules et de matériaux stratégiques, alimentant une croissance sans précédent. À la fin du conflit, les États-Unis émergèrent comme la principale puissance économique mondiale, avec un excédent commercial imposant et un système industriel hautement avancé.

Le protectionnisme resta un élément clé de la politique économique américaine, mais le contexte international exigeait une nouvelle approche. L'Europe, dévastée par la guerre et lourdement endettée envers les États-Unis, ne pouvait être laissée à la dérive, surtout face à la menace soviétique croissante.

Le double jeu de l'après-guerre : banquier mondial et gardien du commerce

Après la guerre, les États-Unis se retrouvèrent en position de domination économique mondiale. D'un côté, ils promouvaient le libre-échange à travers le Trade Act de 1945, visant à éliminer les barrières commerciales et les pratiques anticoncurrentielles. De l'autre, ils renforçaient leur rôle de "banquiers du monde", exerçant une influence décisive sur les économies européennes.

Le Plan Marshall fut l'exemple le plus évident de cette stratégie: les fonds de reconstruction accordés aux pays européens étaient conditionnés à l'adoption de politiques de libre-échange, facilitant ainsi l'accès des entreprises américaines aux marchés étrangers. La création du GATT en 1947 établit en outre un cadre réglementaire favorable aux intérêts américains, posant les bases d'un système commercial mondial modelé sur les règles des États-Unis.

Protectionnisme et mondialisation : l'équilibre instable de la superpuissance

Pendant la Guerre froide, les États-Unis maintinrent une politique commerciale sélective, favorisant le libre-échange dans les zones d'intérêt stratégique tout en maintenant des barrières protectionnistes dans les secteurs sensibles. Cependant, à partir des années 1970, la montée en puissance de nouveaux acteurs économiques, comme le Japon et la Chine, poussa Washington à reconsidérer ses politiques commerciales.

Dans les années 1980, le Buy American Act fut renforcé pour mieux protéger les industries nationales, tandis que les États-Unis négocièrent des accords bilatéraux avec des partenaires sélectionnés, préférant une approche individualisée plutôt qu'un engagement multilatéral généralisé.

Le XXIe siècle : nouveaux défis et retour au protectionnisme

Avec l'entrée dans le XXIe siècle, la mondialisation transforma profondément l'économie américaine. L'essor de la Chine en tant que puissance industrielle et l'expansion du

commerce mondial placèrent les États-Unis face à une concurrence économique sans précédent.

Entre 2008 et 2016, l'administration américaine adopta des mesures de plus en plus protectionnistes, imposant des barrières aux accords de libre-échange et introduisant des tarifs ciblés sur les importations chinoises et européennes. L'élection de Donald Trump en 2016 accéléra cette tendance, avec une augmentation drastique des droits de douane et une renégociation des accords commerciaux internationaux.

Ce retour au protectionnisme marqua un changement radical par rapport aux politiques des décennies précédentes, démontrant que le nationalisme économique américain n'a jamais totalement disparu, mais qu'il réapparaît lors des crises comme un outil fondamental de défense des intérêts nationaux.

Le nationalisme économique était considéré jusqu'à présent comme une pensée archaïque en voie de disparition. Donald Trump a relancé le débat en dénonçant les excès commis par des pays concurrents comme la Chine, le Japon ou l'Allemagne. Le Président des États-Unis prône un recours au protectionnisme pour maintenir de l'emploi sur le territoire américain. La remise en cause des traités commerciaux ouvre une nouvelle ère de la mondialisation des échanges. La guerre économique n'est plus à exclure dans les confrontations économiques du XXI^e siècle. Afin de mieux cerner ce renversement de situation, l'École de Guerre Économique a retracé le cheminement de la pratique du nationalisme économique dans l'Histoire de la nation américaine. Il apparaît clairement que le libéralisme est d'abord un discours et non une ligne de conduite permanente qui différencie les partisans du libre-échange des souverainistes de tout bord. Les pouvoirs exécutifs qui se sont succédé à la Maison Blanche ont eu comme priorité absolue de bâtir une économie en adéquation avec leur recherche de puissance sur la scène internationale.

Intelligence économique : la France à la croisée des chemins stratégiques

Introduction

Dans le contexte actuel de compétition mondiale, la dimension économique est devenue un terrain d'affrontement stratégique entre nations et acteurs privés. L'École de Guerre Économique de Paris (EGE), fondée et dirigée par Christian Harbulot, a élaboré une vision lucide de ce phénomène, en introduisant les concepts d'intelligence économique et de guerre économique. Selon cette école de pensée, la mondialisation a transformé la concurrence, autrefois relativement « courtoise » et limitée, en une véritable « guerre économique », menée avec des outils non militaires. Dans cet essai, nous examinerons en détail ces deux concepts, en clarifiant leurs caractéristiques, leurs finalités et leurs instruments, et en mettant en lumière comment l'intelligence économique et la guerre économique interagissent sans toutefois se confondre. En nous appuyant sur la pensée de Christian Harbulot et d'autres chercheurs associés à l'EGE (comme Alain Juillet et Bernard Carayon), nous intégrerons dans notre analyse des thèmes clés tels que le rôle de l'État, la souveraineté économique, l'asymétrie informationnelle, le contrôle stratégique des ressources et l'utilisation de l'information comme levier de pouvoir.

Définition des concepts

a) L'intelligence économique selon l'École de Guerre Économique

L'intelligence économique désigne l'ensemble des activités de collecte et d'analyse d'informations stratégiques, principalement à partir de sources ouvertes, destinées aux décideurs publics et privés, dans le but de renforcer la compétitivité et la sécurité économique d'un pays. En d'autres termes, l'intelligence économique consiste à surveiller la concurrence, protéger les informations sensibles, valoriser le capital de connaissances et anticiper les mouvements des acteurs économiques rivaux, afin d'influencer et de contrôler l'environnement économique à son avantage. Christian Harbulot précise que parler d'intelligence économique revient à aborder des questions de productivité et de compétitivité nationale, des facteurs fondamentaux pour le rôle international d'un État. Cette pratique est donc conçue comme un outil de pouvoir à la disposition de l'État, mais exercé en étroite collaboration avec le secteur privé.

Il convient de souligner que, selon l'école française, l'intelligence économique n'est pas uniquement du ressort des services secrets ou synonyme d'espionnage industriel, mais une approche intégrée impliquant les entreprises, les administrations publiques, les centres de recherche et d'autres acteurs. L'une des caractéristiques distinctives de l'intelligence économique « à la française » est précisément la collaboration entre le système étatique et entrepreneurial dans la gestion de l'information stratégique. L'objectif ultime est double : d'une part, soutenir les entreprises nationales en leur fournissant des informations utiles pour concurrencer sur les marchés mondiaux ; d'autre part, protéger l'intérêt national face aux menaces économiques externes (des acquisitions hostiles au vol de technologies). Harbulot et ses collègues soulignent que la France a mis du temps à développer une culture propre dans ce domaine, devant également surmonter des préjugés linguistiques et conceptuels qui confondaient l'intelligence économique avec les activités traditionnelles d'espionnage. Aujourd'hui, elle est reconnue comme une composante légitime de la stratégie de puissance d'un État : « l'information est devenue aujourd'hui le bien le plus précieux », note Harbulot, ce qui impose de trouver des moyens efficaces de coopération entre public et privé et de mettre en œuvre des politiques de soutien à la base productive

nationale. En résumé, l'intelligence économique représente l'« arme informationnelle » avec laquelle un État et ses entreprises peuvent se défendre et avancer dans la compétition mondiale.

b) La guerre économique selon l'École de Guerre Économique

Selon Harbulot et l'EGE, la guerre économique désigne l'ensemble des conflits et rivalités de nature économique qui opposent États, blocs et acteurs privés à l'échelle mondiale. C'est la dimension conflictuelle de l'économie internationale, où l'économie devient à la fois un enjeu et un moyen de puissance. Harbulot démontre, à travers une analyse historique, que les stratégies visant à accroître la puissance étatique par l'économie – et les rapports de force qui en découlent – ne peuvent être comprises qu'en adoptant le concept de guerre économique. Les principes fondateurs de cette guerre puisent leurs racines dans la lutte pour la survie et les conflits pour le contrôle des ressources et territoires vitaux. Par le passé, cela se manifestait par des pillages, la piraterie et des blocus commerciaux ; aujourd'hui, cela se traduit par une compétition pour les marchés, les matières premières, les technologies et les capitaux.

Après la fin de la Guerre froide, avec l'atténuation des affrontements idéologiques et militaires entre blocs, les rivalités entre puissances se sont principalement articulées autour de problématiques économiques. La majorité des gouvernements ne cherchent plus à conquérir des territoires par les armes, mais à construire un pouvoir technologique, industriel et commercial capable d'assurer richesse et emploi à leur pays. En ce sens, la politique économique devient la continuation de la guerre par d'autres moyens : paraphrasant Clausewitz, si « la guerre est la politique menée par d'autres moyens », nous pouvons aujourd'hui affirmer que la politique – et l'économie – est une guerre menée par l'usage des informations. Les batailles se déroulent sur les terrains financier, industriel, technologique et normatif. Les « armes » de cette guerre silencieuse incluent les tarifs douaniers, les sanctions, les lois extraterritoriales, les spéculations financières, les cyberattaques, les campagnes médiatiques et les opérations d'influence, en plus, bien sûr, de l'espionnage industriel et des acquisitions ciblées d'entreprises stratégiques. De manière significative, un phénomène répandu mais souvent sous-estimé est le recours à des acquisitions et fusions d'entreprises pour s'emparer de technologies ou de parts de marché d'un autre pays, une forme de guerre économique menée par des capitaux et des OPA (parfois hostiles). Une autre forme insidieuse est le lobbying agressif, c'est-à-dire l'influence exercée sur les processus législatifs et réglementaires pour orienter les normes et standards à son avantage potansiy

Dans tous les cas, l'objectif reste le même : accumuler puissance et prospérité pour soi et en priver le rival potentiel.

La guerre économique, selon l'EGE, est donc une situation permanente de conflit, souvent non déclarée ouvertement, où il n'existe pas de véritables alliés, mais seulement des compétiteurs. « La France est en guerre – une guerre économique sans chars, mais avec des armes bien plus subtiles : l'information, les technologies, les lois extraterritoriales et les dollars », a déclaré avec force Harbulot lors d'une audition parlementaire. La menace économique aujourd'hui est asymétrique, diffuse et en constante évolution : elle ne provient pas d'armées à la frontière, mais d'attaques capables de frapper l'ensemble du système productif, voyageant sur les réseaux et visant souvent les maillons faibles des chaînes industrielles et financières. Face à cela, tous les secteurs – public, privé et même la société civile – deviennent des acteurs (ou des cibles) de la guerre économique. Les États restent des

arbitres influents de l'échiquier économique mondial, les entreprises adoptent l'intelligence compétitive comme outil de sécurité économique, et même l'« infosphère » (le flux médiatique et numérique des informations) agit comme une caisse de résonance et un théâtre de confrontation, pouvant influencer les opinions et les réputations à l'échelle mondiale.

En résumé, la guerre économique est le cadre stratégique dans lequel se déroulent des affrontements économiques de diverses intensités : c'est la « guerre de tous contre tous » sur le plan économique, menée avec des moyens informationnels, financiers et normatifs plutôt qu'avec des armées. Contrairement à une guerre conventionnelle, elle n'a ni déclaration formelle ni trêve, et est potentiellement continue dans le temps. Reconnaître son existence, selon Harbulot, est fondamental pour élaborer des stratégies efficaces de défense et d'attaque sur le plan économique.

Analyse comparative: intelligence économique vs guerre économique

Bien qu'étroitement liés, les concepts d'intelligence économique et de guerre économique opèrent sur des plans différents et ne doivent pas être confondus. Nous pouvons esquisser quelques différences clés :

- Nature et finalité : l'intelligence économique est un outil ou un ensemble de pratiques opérationnelles, tandis que la guerre économique est le scénario de conflit dans lequel ces pratiques s'inscrivent. L'intelligence vise à collecter des connaissances et à protéger/intercepter des informations stratégiques pour soutenir les décisions et accroître la compétitivité nationale. La guerre économique, en revanche, décrit la logique conflictuelle sous-jacente dans laquelle les acteurs cherchent à accumuler du pouvoir économique au détriment des autres. En d'autres termes, la première a une fonction instrumentale (offrir un avantage informationnel et stratégique), la seconde est de nature finaliste (obtenir des avantages économiques et géoéconomiques dans la confrontation mondiale).
- Acteurs impliqués : les activités d'intelligence économique sont généralement menées (ou coordonnées) par l'État à travers des structures dédiées, en collaboration avec les entreprises et autres entités nationales. La guerre économique implique un éventail plus large d'acteurs : non seulement les États, mais aussi les multinationales, les organisations internationales, les ONG, l'opinion publique, les médias, les hackers, etc. Par exemple, une campagne d'intelligence peut être menée par une unité gouvernementale d'analyse économique, tandis qu'une action de guerre économique peut être initiée par une entreprise (comme une OPA hostile) ou surgir de manière bottom-up, par exemple à travers des pressions de l'opinion publique boycottant des produits étrangers.
- Outils et méthodes : l'intelligence économique utilise principalement des méthodes informationnelles - collecte de données (souvent à partir de sources ouvertes), analyses concurrentielles, réseaux d'informateurs, outils de cybersécurité, lobbying informationnel, etc. - et est principalement défensive ou préparatoire. Les actions de guerre économique incluent, en revanche, des mesures offensives véritables : cyberattaques pour voler des secrets industriels, acquisitions d'actifs étrangers, manipulation des prix de marché, imposition d'embargos ou de sanctions, pressions diplomatiques pour exclure un concurrent d'un contrat, etc. Bien sûr, il existe des chevauchements (l'espionnage industriel, par exemple, est à la fois un acte de guerre économique et une activité d'intelligence) ; la différence réside dans le contexte et l'intention avec laquelle on agit. L'intelligence économique fournit des informations et des analyses ; la guerre économique emploie des actions coercitives ou prédatrices (même basées sur ces informations) pour modifier les rapports de force économiques à son avantage.
- Dimension temporelle : l'intelligence économique est un processus continu et proactif, à mettre en œuvre en temps de paix pour prévenir les risques et saisir les opportunités. Elle doit être constante, s'adaptant aux changements du contexte. La guerre économique, bien qu'en réalité permanente, se manifeste par des épisodes ou des phases de conflit plus aigües - par exemple, une guerre tarifaire entre deux pays, une bataille pour l'acquisition d'une entreprise stratégique, une vague de cyberattaques ciblées. Dans ces moments, l'intelligence collectée auparavant est utilisée pour guider la stratégie de confrontation. Harbulot déplore que l'Occident ait pendant des années ignoré la dimension belliqueuse de l'économie, se berçant de l'illusion libérale d'une compétition « gagnant-

gagnant », et se soit ainsi retrouvé pris au dépourvu lorsque d'autres acteurs ont agi de manière agressive. En conséquence, de nombreux pays se trouvent aujourd'hui contraints de rattraper leur retard en développant rapidement des capacités d'intelligence économique, car la guerre économique, elle, est déjà en cours.

- **Légitimité et perception publique** : une autre distinction importante réside dans le fait que l'intelligence économique, telle que définie par l'EGE, est conçue comme une activité légitime et nécessaire pour sauvegarder l'intérêt national. Dans les années 1990, la France a même institutionnalisé ce concept avec le Rapport Martre (1994) et la création d'organismes dédiés, dans le but de donner une base légale et culturelle à l'intelligence économique. En revanche, parler de « guerre économique » a longtemps été un tabou dans les cercles officiels, comme si l'on refusait d'admettre que les alliés occidentaux puissent se livrer à une concurrence déloyale. Harbulot observe que la volonté de dissimuler la véritable nature des affrontements économiques a longtemps empêché une étude académique sérieuse du phénomène. Ce n'est que récemment, grâce à des événements marquants (comme les guerres commerciales ou les scandales d'espionnage industriel), que l'opinion publique commence à prendre conscience qu'un conflit économique larvé existe. En résumé, l'intelligence économique tend aujourd'hui à être promue ouvertement par les institutions comme un facteur de compétitivité, tandis que la guerre économique est l'« éléphant dans la pièce » – présente mais souvent non déclarée, bien que ses effets soient visibles.
- **Intégration et interdépendance** : malgré ces différences, les deux domaines se complètent fortement. L'intelligence économique peut être vue comme l'outil principal pour combattre (ou prévenir) la guerre économique. Celui qui dispose des meilleures informations et analyses aura un avantage dans l'affrontement économique, pouvant anticiper les mouvements des autres et protéger ses propres intérêts. Comme le résume Alain Juillet (ancien haut responsable de l'intelligence économique en France), la guerre économique ressemble à « une partie d'échecs où gagne celui qui voit en premier le coup de l'autre ». Dans cette optique, l'intelligence est ce qui permet de voir le coup de l'autre à l'avance. À l'inverse, la prise de conscience de se trouver dans une situation de guerre économique incite à investir dans l'intelligence économique : si un pays se croit à l'abri des menaces, il négligera de se doter de structures de collecte d'informations, s'exposant à des surprises stratégiques. C'est précisément ce que Harbulot dénonce comme ayant eu lieu en France et en Europe : une sorte d'« angle mort » mental qui, pendant des années, a empêché de reconnaître les agressions économiques subies, laissant nos économies sans défense face à des compétiteurs sans scrupules. Il appelle donc à une véritable « culture officielle de la guerre économique » qui parte du sommet politique et imprègne l'ensemble de la société, de sorte que même le citoyen comprenne qu'il doit être – métaphoriquement – un « guerrier économique » pour défendre son système national. Parallèlement, des figures comme Juillet soulignent que l'intelligence économique occidentale est souvent en retard : si les services secrets sont habitués aux menaces militaires ou terroristes, ils peinent encore à développer des compétences économiques et financières adéquates. Cela crée un paradoxe : nous disposons de moyens et de ressources, mais nous ne les orientons pas vers la protection de nos entreprises, qui ainsi « peinent parce que les services ne les couvrent pas » adéquatement. En définitive, intelligence économique et guerre économique sont les deux faces d'une même médaille : la première est l'outil stratégique, la seconde est le scénario conflictuel. Sans intelligence, on est « un poulet à plumer » dans la guerre économique, mais sans reconnaître la guerre économique, on ne mettra jamais en place les mesures d'intelligence nécessaires.

Rôle de l'État et importance de la souveraineté économique

Un point central de la pensée de l'EGE est la réaffirmation du rôle de l'État dans la compétition économique mondiale. Malgré la rhétorique libérale sur la « fin de l'État-nation » en économie, les États restent les arbitres les plus influents du jeu économique. Ils disposent de leviers uniques – de la législation antitrust aux politiques industrielles, en passant par les services d'intelligence – qui peuvent déterminer le sort de secteurs entiers. La souveraineté économique désigne la capacité d'un État à contrôler ses actifs stratégiques et son destin économique, sans dépendre des décisions d'autrui. Harbulot et ses collègues insistent beaucoup sur ce concept : une nation qui perd le contrôle de secteurs clés (énergie,

défense, haute technologie, infrastructures financières) devient vulnérable aux chantages et au déclin.

Au cours des dernières décennies, la France a forgé le terme de « patriotisme économique » pour désigner l'ensemble des politiques visant à protéger les entreprises nationales contre les OPA étrangères indésirables et à favoriser la formation de champions nationaux compétitifs à l'échelle mondiale. Bernard Carayon, ancien député et auteur de rapports importants sur l'intelligence économique (2003 et 2006), soutient qu'il ne peut y avoir de politique industrielle sans une politique publique active : l'État doit reprendre « le gouvernail de l'économie » qui, en Europe, a été en partie cédé à des mécanismes de marché supranationaux. Cela signifie, par exemple, opposer des vetos stratégiques à des investissements étrangers jugés dangereux (via des comités gouvernementaux qui examinent les acquisitions, comme le décret Montebourg en France ou le Golden Power en Italie), ou soutenir financièrement des secteurs stratégiques pour éviter qu'ils ne tombent entre des mains hostiles. Ce n'est pas un hasard si l'Allemagne, traditionnellement libérale en économie, a renforcé ces dernières années l'interventionnisme étatique en réponse à l'activisme de la Chine et des États-Unis : Berlin a renforcé les contrôles sur les investissements étrangers et a même nationalisé des infrastructures énergétiques critiques au nom de la sécurité nationale. Le message de l'EGE est clair : l'État doit agir comme un bouclier et un stratège dans la guerre économique, en coordonnant les acteurs économiques internes et en négociant en position de force à l'extérieur. Lorsque, au contraire, l'État se retire complètement, il laisse ses entreprises « nues » face à des compétiteurs sans scrupules – avec le risque de les voir acquises ou éliminées.

La souveraineté économique implique également la capacité de décider de manière autonome de ses politiques économiques et industrielles sans subir d'impositions externes. Dans un contexte comme celui de l'Union européenne, ce sujet est délicat : les pays membres ont accepté des règles communes sur le marché intérieur et les aides d'État, qui peuvent parfois contraindre les stratégies nationales. L'école de Harbulot dénonce qu'une naïveté excessive dans la délégation à l'UE ou au « marché » de décisions dans le cadre de décisions cruciales a affaibli des pays comme la France, empêchant des réponses rapides à la guerre économique. Il ne s'agit pas de remettre en question l'UE, mais d'adapter les règles communautaires pour permettre aux États de défendre efficacement leurs intérêts lorsqu'ils sont menacés (par exemple, en créant des champions européens par des fusions transnationales pour concurrencer la Chine et les États-Unis, plutôt que de les entraver pour des raisons purement antitrust). En définitive, la souveraineté économique est vue comme une condition préalable pour pratiquer une intelligence économique efficace : seul un État souverain dans ses choix peut mettre en œuvre une stratégie cohérente d'intelligence et de contre-guerre économique. À l'inverse, un État contraint ou dépendant sera inévitablement à la merci des stratégies d'autrui.

Asymétrie informationnelle, contrôle des ressources et usage de l'information comme arme

Un élément cardinal de la guerre économique est l'asymétrie informationnelle : celui qui dispose de plus d'informations stratégiques – ou parvient à les refuser à son rival – acquiert un avantage décisif. L'information au XXI^e siècle est comparable à ce que furent les ressources naturelles au XIX^e siècle : un facteur critique de pouvoir. Ce n'est pas un hasard si Harbulot affirme que le « capital informationnel » doit être considéré comme ****un véritable facteur de production et, en même temps, une arme offensive (et dissuasive)****. Les

exemples concrets abondent : pensons à la capacité de certains pays à obtenir des informations d'intelligence technologique sur leurs concurrents et à les exploiter à leur profit. L'asymétrie survient lorsqu'une partie est informée et l'autre non. Pendant les années 1990 et 2000, par exemple, la Chine a su tirer parti de l'attitude ouverte, peut-être naïve, de l'Occident, en acquérant des technologies critiques dans des secteurs comme l'aérospatiale, les télécommunications et l'énergie. Comme le rappelle Harbulot, la Chine de Deng Xiaoping s'est présentée à l'Occident la main tendue, obtenant des investissements et du savoir-faire, mais en même temps « elle nous vidait les poches de technologie pour nous dépasser » – un objectif qu'elle a atteint, détenant aujourd'hui le contrôle de dizaines de technologies clés à l'échelle mondiale. Dans ce cas, l'asymétrie informationnelle était double : d'une part, Pékin collectait des données sur nos faiblesses et nos besoins technologiques ; d'autre part, nous sous-estimions les véritables intentions chinoises, manquant de « mémoire » historico-stratégique et donc de conscience.

L'usage de l'information comme levier de pouvoir s'exprime également à travers la guerre cognitive et la propagande. Contrôler le récit d'une affaire économique peut déterminer l'issue d'un affrontement : par exemple, diffuser des alertes (fondées ou non) sur la sécurité d'un produit concurrent, ou influencer l'opinion publique contre un investissement étranger en le présentant comme « prédateur », sont des techniques qui font partie de l'arsenal de la guerre économique. L'EGE met en évidence qu'à l'ère actuelle de la société de l'information, il est possible d'orchestrer des campagnes d'opinion très efficaces pour soutenir ses objectifs économiques. À travers des ONG, des médias, des réseaux sociaux et autres « outils d'influence », un acteur peut exercer une pression indirecte sur un rival – par exemple en mobilisant les consommateurs contre lui – obtenant des résultats impossibles à atteindre par la force. Harbulot cite comme exemple la capacité anglo-saxonne d'orchestrer des ONG et des campagnes médiatiques pour faire plier l'adversaire « sans tirer un coup de feu ». C'est un type de conflit sournois, qu'il appelle « guerre cognitive », où l'enjeu est le contrôle des perceptions et des informations.

Un autre front crucial est le contrôle stratégique des ressources. Historiquement, le contrôle des matières premières a été une cause déclenchant de guerres, y compris armées ; aujourd'hui, dans la guerre économique, il prend la forme d'une compétition pour sécuriser des sources d'énergie, des minerais rares, des terres rares, des approvisionnements alimentaires, ainsi que des ressources immatérielles comme les brevets et les normes technologiques. S'assurer une ressource stratégique signifie la refuser (ou la rendre coûteuse) au concurrent. Par exemple, la possession de technologies avancées pour la production de puces électroniques est devenue une arme géopolitique: ceux qui les détiennent (États-Unis, Taïwan, quelques autres) peuvent imposer des restrictions de vente aux rivaux, affectant des secteurs industriels entiers. À l'inverse, celui qui dépend de fournisseurs étrangers dans des secteurs critiques se trouve en position de faiblesse. La guerre économique moderne voit donc un déplacement des armées vers les chaînes de valeur : interrompre la supply chain d'un adversaire peut être aussi dévastateur que gagner une bataille. L'intelligence économique sert également à cartographier ces dépendances et vulnérabilités, afin de pouvoir les exploiter ou les atténuer.

Dans le cadre de l'EGE, un cas souvent cité de perte de contrôle sur des ressources stratégiques est l'affaire Alstom : en 2014, le géant américain General Electric a acquis la division énergétique de l'entreprise française Alstom, productrice de turbines nucléaires et d'autres équipements critiques. Harbulot a qualifié cet épisode de « pointe de l'iceberg » de la manière dont la France avait sous-estimé la guerre économique : GE s'est emparée d'un

joyau industriel français tandis que Paris balbutiait sur la concurrence loyale. En d'autres termes, les Américains ont appliqué des logiques de puissance (étendre le contrôle sur des technologies énergétiques stratégiques), tandis que la France est restée engluée dans des logiques de marché (cédant aux dynamiques d'acquisition sans opposer un veto rapide). Cet exemple montre que sans une intelligence préalable adéquate – qui aurait pu signaler l'importance stratégique d'Alstom et les intentions de GE – et sans une volonté politique forte, on risque de perdre des pans vitaux de l'économie nationale. Information et ressources deviennent ainsi les deux faces d'une même médaille : celui qui possède des informations privilégiées peut s'emparer de ressources d'autrui de manière ciblée ; celui qui contrôle des ressources clés peut imposer des informations (règles, normes) au système mondial.

Cas d'école

Pour illustrer comment les concepts discutés se traduisent dans la réalité, examinons trois cas concrets – deux européens et un international – qui mettent en lumière différents aspects de la guerre économique et de l'intelligence économique.

UniCredit–Commerzbank : En 2024, un affrontement financier s'est dessiné entre l'Italie et l'Allemagne autour de la possible acquisition de la banque allemande Commerzbank par l'italienne UniCredit. Cette dernière, dirigée par le PDG Andrea Orcel, avait progressivement augmenté sa participation dans Commerzbank jusqu'à environ 9 %, en se dotant d'instruments financiers pour dépasser les 20 %. L'objectif implicite était de préparer le terrain pour une fusion ou une acquisition qui aurait créé un champion bancaire européen. La réaction allemande a été immédiate et ferme : le chancelier Olaf Scholz a publiquement déclaré la guerre à cette opération, affirmant que « les attaques et les acquisitions hostiles ne sont pas une bonne chose pour les banques » et que le gouvernement fédéral considère inacceptable toute tentative agressive d'acquérir des entreprises allemandes sans coopération. Berlin, qui détient encore une participation publique de 12 % dans Commerzbank, a clairement indiqué qu'elle interdirait la cession et maintiendrait sa participation étatique pour en préserver l'indépendance. En pratique, l'Allemagne a exercé sa souveraineté économique en bloquant une opération perçue comme une menace stratégique. Ce cas est emblématique : d'un côté, il montre une manœuvre de « guerre économique » (une banque d'un pays de l'UE cherchant à scaler un concurrent étranger) ; de l'autre, il met en évidence l'importance de l'intervention étatique (intelligence politique et économique) pour défendre un actif jugé critique. Pour l'Italie, cette affaire a représenté une tentative d'expansion internationale, probablement motivée aussi par la peur de rester à la traîne dans une ère de concentrations bancaires ; pour l'Allemagne, un réflexe de défense nationale s'est déclenché. La rhétorique de Scholz – parler ouvertement d'« attaques hostiles » dans le domaine bancaire – est révélatrice de la manière dont les dirigeants politiques lisent désormais ces dynamiques en termes belliqueux. On peut supposer que, en coulisses, une intelligence économique active a également été à l'œuvre : il n'est pas exclu que les services d'information allemands aient surveillé les mouvements d'UniCredit (afin d'alerter le gouvernement), de même qu'UniCredit aura étudié en profondeur, avec des analystes et des consultants, la structure actionnariale et les possibles manœuvres défensives allemandes. La partie UniCredit–Commerzbank, pour l'instant avortée, confirme donc la validité des théories de Harbulot : en Europe, malgré la coopération, les États sont prêts à livrer des batailles économiques pour préserver leur souveraineté financière.

Piaggio Aerospace : Un autre cas significatif est celui de Piaggio Aerospace, une entreprise italienne historique produisant des avions et des drones (comme le P.1HH HammerHead

montré en figure) utilisés également dans le domaine militaire. Ces dernières années, Piaggio a traversé une grave crise financière et a été placée en administration extraordinaire, à la recherche d'acquéreurs. En 2023-2024, une offre s'est concrétisée de la part de Baykar, une importante société turque de technologies aéronautiques et de drones (connue pour les drones Bayraktar TB2). En décembre 2024, le gouvernement italien a approuvé la vente de Piaggio Aerospace à Baykar, estimant que cette opération était la meilleure voie pour relancer l'entreprise et sauvegarder les emplois en Italie. Cette décision, cependant, a suscité des préoccupations géopolitiques : Piaggio produit des technologies sensibles (moteurs aéronautiques, drones à longue portée), et son passage sous contrôle turc signifie qu'Ankara - pays membre de l'OTAN mais avec des ambitions régionales souvent divergentes de celles de l'UE - acquerra du savoir-faire italien et une présence industrielle en Europe. La Grèce a même annoncé une protestation diplomatique envers l'Italie pour cette vente, craignant le renforcement de l'industrie militaire turque avec la technologie italienne. Nous sommes face à un exemple concret de la manière dont la guerre économique se joue également sur des acquisitions dans le domaine de la haute technologie : la Turquie, avec une manœuvre offensive (Baykar a surpassé d'autres offreurs et proposé des garanties d'investissement), obtient un joyau technologique étranger ; l'Italie, en position défensive et dépourvue d'un acquéreur national fort, a choisi de céder l'actif pour éviter la faillite de l'entreprise. Cela reflète une faiblesse de souveraineté économique : ne pas disposer d'instruments domestiques pour sauver Piaggio a contraint le gouvernement à compromettre la souveraineté industrielle en échange de capitaux étrangers. On peut se demander si une évaluation adéquate de l'intelligence économique a été réalisée sur l'impact stratégique : quelles informations ont conduit à considérer Baykar comme la meilleure option ? Des contraintes ont-elles été imposées (par exemple, sur le maintien en Italie des activités de recherche et de production, ou sur l'interdiction de transférer certaines technologies sensibles à l'étranger) ? L'affaire Piaggio met en évidence que l'information et le contrôle des ressources vont de pair : celui qui connaît l'état de nécessité d'autrui peut en profiter (la Turquie savait que l'Italie devait vendre), celui qui contrôle une ressource clé peut dicter les conditions (Baykar aura désormais accès aux drones Piaggio, renforçant sa position sur le marché mondial des systèmes UAV). Pour l'Italie, la leçon est que sans un solide dispositif de guerre économique (intelligence + politiques industrielles), on risque de perdre des pans précieux de son appareil productif au profit de puissances étrangères.

US Steel et le vol de technologies par la Chine : Un exemple frappant de l'utilisation de l'information comme arme dans la guerre économique est le cas du géant sidérurgique américain U.S. Steel. En mai 2016, U.S. Steel a officiellement dénoncé avoir été victime d'une attaque de piratage industriel par des hackers chinois liés au gouvernement de Pékin. Lors de l'attaque (survenue dès 2011), l'entreprise a perdu des gigaoctets de données de recherche hautement précieuses sur le processus de production d'aciers spéciaux à haute résistance, destinés à l'industrie automobile. En peu de temps, des producteurs chinois ont réussi à répliquer ces aciers avancés et à les commercialiser, ce qu'ils n'étaient pas capables de faire auparavant. U.S. Steel a estimé que les concurrents asiatiques avaient obtenu un avantage illégitime énorme, commençant à exporter ce type d'acier et érodant les parts de marché de l'entreprise américaine. Il s'agit d'un cas d'espionnage économique d'État : l'intelligence chinoise aurait volé des secrets industriels pour les transférer à ses entreprises nationales, qui en ont tiré un bénéfice compétitif direct. Cet épisode s'inscrit dans un schéma plus large : il est notoire que le vol de propriété intellectuelle et de technologies occidentales par des acteurs chinois (que ce soit par le cyberespionnage ou en imposant aux entreprises

étrangères en Chine des transferts de savoir-faire) a produit au cours des dernières décennies le plus grand transfert illégitime de richesse de l'histoire, avec des coûts estimés jusqu'à 600 milliards de dollars par an pour l'économie américaine. En réponse, U.S. Steel a entrepris des actions judiciaires (demandant aux autorités de bloquer l'importation d'acier chinois obtenu avec ces secrets volés) et des pressions politiques pour dénoncer les pratiques déloyales de Pékin. Ce cas illustre bien l'interaction entre intelligence et guerre économique : d'un côté, la Chine a conduit une opération d'intelligence offensive (vol informatique) comme arme de guerre économique pour attaquer la position de marché d'une société étrangère ; de l'autre, les États-Unis ont dû activer leurs propres instruments (contre-enquêtes du FBI, procédures auprès de l'International Trade Commission, puis des droits de douane et sanctions commerciales dans les années suivantes) pour atténuer le dommage et dissuader d'autres attaques. On voit clairement que l'asymétrie informationnelle a été décisive : obtenir l'information technique secrète a permis aux Chinois de sauter des années de recherche et d'investissements, comblant l'écart technologique d'un bond et mettant en difficulté l'adversaire sur le marché. En termes de « coût belliqueux », voler des informations peut être énormément plus efficace qu'investir de manière autonome : avec un seul piratage réussi, la Chine a économisé des centaines de millions en R&D et a affaibli un rival industriel.

Du point de vue des théories de Harbulot, cet exemple confirme deux choses : (1) que l'information de valeur (ici les secrets métallurgiques) est elle-même un « champ de bataille » économique, disputé entre les puissances ; (2) que sans une intelligence défensive robuste (cybersécurité, contre-espionnage industriel), même les géants industriels peuvent être victimes d'attaques invisibles. U.S. Steel, en effet, ne s'était pas immédiatement rendu compte du vol de 2011 ; ce n'est qu'en recoupant des données des années plus tard qu'il est apparu que des produits chinois imitaient ses technologies propriétaires. Cela suggère qu'une action préventive et coordonnée au niveau étatique serait nécessaire : les entreprises individuelles n'ont souvent ni la vision d'ensemble ni tous les outils pour faire face à des menaces aussi sophistiquées. C'est pourquoi l'intelligence économique nationale – entendue également comme le partage d'informations sur les menaces entre public et privé – est cruciale : si le gouvernement américain avait eu vent de l'opération chinoise, il aurait pu alerter U.S. Steel à temps, évitant peut-être la perte ou en limitant l'impact. Ce cas sert donc d'avertissement universel : dans la guerre économique moderne, les batailles se livrent dans les laboratoires et les serveurs, et seul celui qui saura protéger (ou capter) les informations sensibles l'emportera.

Conclusion

L'analyse menée met en lumière comment les concepts d'intelligence économique et de guerre économique, élaborés par l'École de Guerre Économique de Paris, offrent une clé interprétative puissante pour comprendre les dynamiques actuelles de la compétition internationale. Christian Harbulot et ses collègues nous avertissent qu'ignorer la dimension conflictuelle de l'économie équivaut à combattre avec un angle mort : on risque de subir passivement les coups d'autrui, de prendre pour des forces libres du marché ce qui sont en réalité des stratégies hostiles, et de sacrifier des pans de son appareil économique sur l'autel d'un libéralisme naïf. À l'inverse, se doter d'un solide système d'intelligence économique et d'une culture de la guerre économique permet à un État de protéger sa souveraineté, de préserver l'emploi et le savoir-faire national, et de passer à l'offensive si nécessaire pour défendre ses intérêts.

En définitive, intelligence économique et guerre économique sont distincts mais inséparables : la première est l'arme (informationnelle) et la seconde est le conflit dans lequel cette arme doit être employée. Comme dans une partie d'échecs mondiale, chaque mouvement économique – un investissement, un partenariat technologique, une normative commerciale – peut dissimuler une action d'attaque ou de défense. Les cas examinés (de la banque « défendue » par Berlin à l'entreprise cédée à la Turquie, en passant par les secrets volés à Pittsburgh) confirment que ces théories ne sont pas des abstractions, mais une réalité quotidienne. La leçon qui en découle est que les nations et les entreprises doivent « penser en termes de guerre économique » pour ne pas être submergées. Cela ne signifie pas adhérer à des visions paranoïaques ou autarciques, mais adopter un réalisme stratégique sain : développer des capacités d'intelligence, préserver des marges d'autonomie économique, connaître ses propres vulnérabilités et celles d'autrui.

Christian Harbulot conclut de manière provocante que soit on entreprend cette lutte, soit on est destiné à vendre des gaufres sur la plage, c'est-à-dire à un avenir d' « irrélevance » économique. Sans verser dans des images extrêmes, nous pouvons convenir que, dans le monde actuel, celui qui dort en termes de stratégie économique est voué à la perte. La paix économique, en fin de compte, n'est qu'un équilibre instable de forces : pour le maintenir à son avantage, il faut veiller comme une espionne et planifier comme un général. C'est là l'enseignement durable de l'École de Guerre Économique de Paris.

L'IA et l'intelligence économique : une révolution au cœur des guerres immatérielles

L'IA redéfinit l'intelligence économique, offrant des outils inédits tout en créant des dépendances et des menaces nouvelles. Pour les professionnels et les étudiants, l'enjeu est de comprendre ces dynamiques, de cartographier les flux d'information et de développer des stratégies pour préserver la souveraineté numérique.

Un enjeu de pouvoir global

« Celui qui deviendra leader en ce domaine sera le maître du monde. » Ces mots, prononcés en 2017 par Vladimir Poutine à propos de l'intelligence artificielle (IA), résonnent comme une prophétie dans un monde où la technologie redéfinit les équilibres de pouvoir. L'IA, bien plus qu'un simple outil technologique, est devenue une arme stratégique dans la compétition géoéconomique mondiale. Elle est au cœur d'une guerre économique où l'information, les données et les algorithmes sont les nouvelles monnaies du pouvoir. Cette transformation touche directement l'intelligence économique, cette discipline qui, entre collecte d'informations stratégiques, protection des données sensibles et influence, constitue le cerveau des stratégies économiques modernes.

Mais qu'est-ce que l'intelligence économique, et pourquoi l'IA la bouleverse-t-elle si profondément ?

L'intelligence économique regroupe les pratiques visant à collecter, analyser et exploiter des informations pour anticiper les mouvements des concurrents, protéger son savoir-faire ou orienter les dynamiques de marché. Dans ce contexte, l'IA agit à la fois comme un allié puissant, capable d'analyser des masses de données en un temps record, et comme une menace, en introduisant des risques comme la désinformation automatisée ou la dépendance technologique.

Selon les analyses de l'École de Guerre Économique (EGE) de Paris, l'IA marque l'avènement des « guerres immatérielles », où le contrôle des infrastructures numériques et des algorithmes devient aussi essentiel que celui des territoires dans les conflits traditionnels. Ces guerres invisibles redessinent les rapports de force : celui qui domine le cyberspace peut influencer économies et sociétés sans jamais apparaître comme un conquérant.

Nous explorons ici l'impact de l'IA sur l'intelligence économique et la guerre économique. Nous analyserons d'abord les enjeux géopolitiques de l'IA, puis la dualité entre mondes matériel et immatériel, avant d'examiner les opportunités et menaces qu'elle représente.

Enfin, nous discuterons du rôle des acteurs publics et privés, des modèles de régulation et des perspectives pour l'avenir. Le ton se veut rigoureux, car ces questions touchent directement notre avenir dans une économie numérique en pleine mutation.

IA et Guerre Économique: une course géopolitique

L'intelligence artificielle est le théâtre d'une compétition mondiale acharnée, où la suprématie technologique se traduit en pouvoir économique et politique. Les nations qui maîtriseront l'IA pourront façonner les marchés, imposer leurs normes et même influencer les valeurs culturelles. À l'inverse, celles qui accusent un retard risquent de devenir dépendantes des technologies étrangères, une vulnérabilité stratégique majeure.

Aujourd'hui, deux géants dominant : les États-Unis et la Chine. Les premiers misent sur le dynamisme de leurs entreprises privées, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), qui investissent des milliards dans la recherche et développement. Ce modèle, porté par la liberté du marché, a permis aux États-Unis de conserver une avance technologique, bien que le gouvernement commence à encadrer l'IA avec des lignes directrices éthiques.

La Chine, elle, adopte une approche centralisée, orchestrée par le Parti communiste. Les champions nationaux (Baidu, Alibaba, Tencent, Huawei, Xiaomi) collaborent étroitement avec l'État, mobilisant des ressources colossales et exploitant des données massives pour rattraper l'Occident. Cette stratégie s'appuie sur une absence de contraintes éthiques, notamment dans la collecte de données, et sur l'utilisation de l'IA pour des objectifs de contrôle social, comme la surveillance de masse.

L'Europe, quant à elle, est dans une position complexe.

En retard sur les investissements et les infrastructures par rapport aux États-Unis et à la Chine, elle cherche à se positionner comme un leader éthique et réglementaire. Avec des initiatives comme l'AI Act, adopté en 2024, l'Union européenne veut imposer des normes mondiales pour une IA « de confiance », centrée sur l'humain. Ce rôle de « norm-setter » est une arme puissante : comme avec le RGPD pour la protection des données, l'Europe peut influencer les pratiques globales. Mais cette stratégie a ses limites.

L'Europe reste dépendante des technologies étrangères, notamment américaines, pour des infrastructures critiques comme le cloud computing. Des entreprises comme EDF ou des systèmes de santé français utilisent encore des services comme Microsoft Azure ou Amazon Web Services, ce qui soulève des inquiétudes sur la souveraineté numérique, notamment en raison du Cloud Act américain, qui permet aux autorités des États-Unis d'accéder aux données hébergées par ces fournisseurs.

La compétition pour l'IA dépasse donc la simple innovation technologique : elle est stratégique. Les États-Unis ont compris que la domination de leurs entreprises technologiques renforce leur puissance nationale, au point d'imposer des restrictions sur l'exportation de semi-conducteurs pour freiner la Chine. Cette dernière, grâce à un accès quasi illimité aux données de ses citoyens et à une présence croissante en Asie et en Afrique, projette son influence via des technologies comme la reconnaissance faciale ou les plateformes de « smart cities ». D'autres acteurs, comme le Japon, la Corée du Sud ou Israël, se positionnent dans des niches spécifiques (robotique, sécurité), tandis que la France et l'Allemagne développent des stratégies nationales, comme le plan France 2030. Selon l'EGE, cette course à l'IA pourrait déterminer le prochain leader économique mondial.

Domaine matériel vs domaine immatériel : le cyberspace comme champ de bataille

L'un des apports majeurs de l'EGE est d'avoir théorisé la dualité entre le monde matériel – celui des ressources physiques, des territoires et des infrastructures – et le monde immatériel, celui des données, des algorithmes et des plateformes numériques. Dans ce dernier, les règles de la guerre économique changent. Si, dans le monde matériel, on se bat pour des matières premières ou des routes commerciales, dans l'immatériel, la lutte porte sur le contrôle des flux d'information et des technologies.

L'objectif est d'instaurer des relations de dépendance à long terme. Les grandes entreprises technologiques américaines, par exemple, ont imposé leurs standards mondiaux – cloud, réseaux sociaux, IA – en offrant des services souvent gratuits ou peu coûteux. Ce faisant,

elles ont rendu des nations entières dépendantes de leurs infrastructures. Un changement dans les algorithmes de Google ou une interruption des services d'Amazon peut avoir des répercussions économiques immédiates sur des millions d'utilisateurs et d'entreprises. Ce pouvoir, exercé sans violence apparente, est une forme de conquête invisible.

La dépendance informative est au cœur de cette dynamique.

De nombreux pays, y compris en Europe, s'appuient sur des technologies étrangères pour des fonctions critiques : systèmes d'exploitation, cloud, modèles d'IA. La France et l'UE tentent de répondre par des initiatives comme le « cloud souverain », mais les alternatives locales peinent à rivaliser avec l'efficacité des solutions américaines. Cette dépendance expose à des risques : en cas de tensions géopolitiques, un pays pourrait se voir privé d'accès à des services essentiels, avec des conséquences économiques dramatiques.

Le cyberspace est aussi le théâtre des guerres de l'information. L'IA amplifie ces opérations, notamment via les deepfakes - vidéos ou audios falsifiés - ou les campagnes de désinformation automatisées. Un faux communiqué d'un PDG, créé par IA, peut faire plonger une action en bourse ; des bots peuvent amplifier des messages polarisants, influençant l'opinion publique ou les décisions politiques. Comme le note le ministère français des Armées, l'IA est devenue une arme d'influence et de désinformation dans les champs immatériels. Ces pratiques, qui relèvent de la guerre cognitive, visent à manipuler les perceptions pour affaiblir un concurrent économique ou politique.

Menaces et opportunités pour l'Intelligence Économique

a) Opportunités : une révolution analytique

Dans un monde saturé d'informations, l'IA excelle à extraire du sens des masses de données. Les algorithmes de machine learning peuvent analyser en temps réel des flux d'actualités, des brevets ou des données financières, détectant des tendances ou des signaux faibles.

Dans l'Open Source Intelligence (OSINT), l'IA permet d'exploiter des sources ouvertes - réseaux sociaux, rapports publics - pour anticiper les mouvements de concurrents ou les crises de marché. Les fonds d'investissement utilisent déjà l'IA pour prédire les prix des matières premières en croisant données économiques, politiques et climatiques. Ces capacités renforcent la prise de décision stratégique.

b) Menaces : désinformation et dépendance

Mais l'IA est aussi une source de risques. Les deepfakes et les campagnes de désinformation automatisées menacent la stabilité des marchés et des sociétés. Un concurrent pourrait utiliser l'IA pour discréditer une entreprise ou manipuler l'opinion publique. De plus, la dépendance envers des fournisseurs étrangers d'IA expose à des vulnérabilités stratégiques. Si une entreprise ou un État repose sur des modèles d'IA propriétaires, il risque de perdre son autonomie en cas de restrictions d'accès.

Acteurs publics et privés : une régulation en jeu

La gouvernance de l'IA oppose deux visions : les modèles propriétaires, dominés par les géants technologiques, et les approches open source, prônées par certains pour démocratiser l'accès à l'IA. Les gouvernements, comme celui de l'UE avec l'AI Act, cherchent à encadrer ces dynamiques, mais peinent à rivaliser avec la puissance des entreprises privées. Les États-Unis et la Chine, chacun à leur manière, intègrent l'IA dans leurs stratégies de puissance, tandis que l'Europe mise sur la régulation pour conserver une influence.

Perspectives : un défi pour l'avenir

L'IA redéfinit l'intelligence économique, offrant des outils inédits tout en créant des dépendances et des menaces nouvelles. Pour les professionnels et les étudiants, l'enjeu est de comprendre ces dynamiques, de cartographier les flux d'information et de développer des stratégies pour préserver la souveraineté numérique. Dans cette ère de guerres immatérielles, la maîtrise de l'IA sera la clé pour naviguer dans un monde où le pouvoir se joue autant dans les algorithmes que dans les territoires.

Guerre économique en temps de paix : l'intelligence économique comme arme stratégique

Dans un monde où les conflits armés spectaculaires cèdent de plus en plus la place à des affrontements feutrés, la guerre économique en temps de paix s'impose comme une réalité stratégique majeure. Silencieuse, insidieuse, elle ne mobilise ni chars ni soldats, mais des normes, des technologies, des ressources et des esprits.

Elle façonne pourtant l'avenir des nations, redessine les équilibres de puissance et menace la souveraineté de ceux qui refusent de la reconnaître. Le colloque international organisé le 26 octobre 2024 au Palais du Luxembourg à Paris, sous l'impulsion de la sénatrice Gisèle Jourda et du centre de recherche CR451 de l'École de Guerre Économique, a mis en lumière cette nouvelle forme de conflit. À travers les interventions d'experts tels que Christian Harbulot, Nicolas Moinet, Greg Kennedy et Jacques Sapir, cet événement a repositionné l'intelligence économique comme un outil central pour comprendre et contrer cette guerre invisible.

Une guerre sans déclaration, mais aux enjeux colossaux

La guerre économique en temps de paix se distingue des conflits traditionnels par son caractère permanent et masqué. Comme l'expliquent Arnaud de Morgny et Nicolas Moinet dans leur article publié dans la *Revue Internationale d'Intelligence Économique* (R2IE, vol. 16, n°2, 2024), il est essentiel de différencier trois régimes d'action économique dans le contexte géopolitique contemporain :

1. **L'économie de guerre**, où les ressources nationales sont mobilisées pour soutenir un effort militaire, comme lors des conflits mondiaux du XXe siècle.
2. **La guerre économique en temps de guerre**, qui vise à perturber les chaînes logistiques et les capacités productives de l'ennemi, à l'image des blocus ou des sanctions.
3. **La guerre économique en temps de paix**, un affrontement constant pour capter les ressources stratégiques, les marchés, les technologies, les normes et l'influence, sans recours à la violence physique.

Ce troisième régime, encore peu conceptualisé dans le droit international, souffre d'un déficit de reconnaissance, notamment en Europe. Cette absence de cadre juridique et stratégique rend les nations occidentales particulièrement vulnérables face à des acteurs qui, eux, maîtrisent parfaitement cette forme de combat.

L'intelligence économique : Une arme pour déchiffrer et agir

L'intelligence économique, définie comme la collecte, l'analyse et l'exploitation de l'information stratégique pour soutenir les décisions économiques et politiques, est au cœur de la riposte. Christian Harbulot, pionnier de cette discipline en France et directeur de l'École de Guerre Économique, insiste sur le fait que la guerre économique en temps de paix est déjà une réalité tangible, observable dans les stratégies de plusieurs puissances.

Les « machines de guerre économiques » : Japon, Corée du Sud, Chine

Harbulot identifie trois exemples emblématiques de nations ayant érigé des « machines de guerre économiques » efficaces :

- **Le Japon** : Confronté à l'ouverture forcée de son marché par les puissances occidentales au XIXe siècle, le Japon a répondu par une industrialisation méthodique orchestrée par l'État. Des institutions comme le MITI

(Ministère de l'Industrie et du Commerce International) ou la JETRO (Organisation Japonaise du Commerce Extérieur) ont soutenu une stratégie d'exportation agressive, appuyée par un renseignement économique performant. Cette approche a permis au Japon de devenir une puissance industrielle mondiale en quelques décennies.

- **La Corée du Sud** : Dévastée par la guerre de Corée (1950-1953), la Corée du Sud a rebâti son économie grâce à une mobilisation nationale pilotée par l'État. Les chaebols (conglomérats comme Samsung ou Hyundai) ont été soutenus par des politiques protectionnistes et une intégration stratégique de la menace nord-coréenne comme levier de cohésion nationale. Ce modèle a transformé le pays en un acteur majeur des technologies et de l'industrie.
- **La Chine** : Depuis les réformes de Deng Xiaoping dans les années 1980, la Chine a exploité les délocalisations occidentales pour orchestrer un transfert massif de technologies. En combinant une direction politique centralisée, une stratégie de long terme et un usage intensif du renseignement économique, Pékin a construit un appareil industriel dominant dans des secteurs clés comme les batteries électriques, les terres rares ou les principes actifs pharmaceutiques.

Ces trois nations partagent quatre caractéristiques communes : une mobilisation nationale autour d'objectifs économiques stratégiques, un usage systématique du renseignement économique, une stratégie du « faible vers le fort » (utilisation du faux-semblant pour masquer leurs ambitions) et une offensive informationnelle visant à influencer les marchés étrangers.

Une séquence d'analyse : compétition, modélisation, déstabilisation, destruction

Nicolas Moinet, professeur et expert en intelligence économique, propose une approche systémique pour analyser la guerre économique en temps de paix. Il remplace le triptyque obsolète « paix-crise-guerre » par une séquence en quatre étapes : **compétition - modélisation - déstabilisation - destruction**. Cette grille de lecture permet de comprendre les dynamiques à l'œuvre dans les affrontements économiques contemporains.

Un exemple frappant est celui de la transition vers le véhicule électrique en Europe. La Chine a su instrumentaliser le débat climatique pour imposer ses normes et son avance industrielle dans la filière des batteries. En orientant les réglementations européennes vers des objectifs environnementaux ambitieux, Pékin a créé un contexte favorable à ses propres entreprises, tandis que l'industrie automobile européenne, dépendante des importations chinoises, s'enfonce dans une spirale de vulnérabilité. Ce cas illustre comment la guerre économique utilise des leviers normatifs et informationnels pour déstabiliser un adversaire sans tirer un seul coup de feu.

Moinet souligne également l'urgence de nommer l'adversaire et de construire une riposte. Contrairement à la Chine ou aux États-Unis, qui intègrent la guerre économique dans leurs doctrines stratégiques, l'Europe persiste à raisonner en termes de « concurrence loyale ». Cette posture naïve la rend vulnérable face à des acteurs qui pratiquent une domination stratégique sans scrupules.

Les infrastructures critiques : Un champ de bataille maritime et logistique

Greg Kennedy, professeur au King's College de Londres, aborde la guerre économique sous l'angle des infrastructures critiques et des chaînes d'approvisionnement. Il rappelle que les voies maritimes, qui acheminent 80 % du commerce mondial, constituent un théâtre stratégique majeur. La Chine, qui contrôle 70 % de la production mondiale de principes actifs pharmaceutiques et domine les ports clés à travers ses investissements dans les « nouvelles routes de la soie », illustre cette mainmise sur les flux logistiques.

Kennedy plaide pour une approche intégrée de la sécurité économique, combinant intelligence artificielle, capacités industrielles et coordination entre États et entreprises. Il

met en garde contre l'inertie occidentale, qualifiant de « suicidaire » l'incapacité des nations européennes à protéger leurs dépendances stratégiques.

Une perspective historique : La guerre économique, une constante

Jacques Sapir, économiste et historien, replace la guerre économique dans une perspective de longue date. Dès le XVIII^e siècle, des théoriciens comme Jean-Baptiste Colbert en France ou Friedrich List en Allemagne dénonçaient le libre-échange promu par la Grande-Bretagne comme une forme d'agression économique déguisée. Ces idées protectionnistes visaient à préserver la souveraineté nationale face à des puissances hégémoniques.

Aujourd'hui, la guerre économique s'est complexifiée avec l'émergence d'acteurs non étatiques (multinationales, fonds souverains, ONG) qui concurrencent le monopole des États sur la « violence économique ». Sapir appelle à un retour de l'État dans les secteurs stratégiques, à travers le filtrage des investissements étrangers, la relocalisation des chaînes de valeur critiques et la protection des industries nationales.

L'Europe : Une forteresse réglementaire, mais un nain stratégique

Le colloque a révélé un consensus inquiétant : l'Union européenne est l'un des rares espaces économiques à ne pas penser en termes de puissance. Son obsession pour la concurrence interne et sa fragmentation institutionnelle en font une cible idéale pour les stratégies de prédation. Les normes européennes, souvent perçues comme un atout, sont en réalité instrumentalisées par des acteurs comme la Chine, qui les détourne à son avantage.

La sénatrice Gisèle Jourda a appelé à une révolution culturelle et juridique au sein de l'UE. Elle propose de reconnaître officiellement la guerre économique, de la cartographier et de construire une doctrine européenne de souveraineté stratégique. Cette doctrine devrait englober la défense des intérêts industriels, numériques, alimentaires et normatifs, tout en intégrant l'intelligence économique comme outil de vigilance et d'action.

Ouvrir les yeux sur l'invisible

La guerre économique en temps de paix n'est pas une hypothèse abstraite : elle est une réalité quotidienne. Elle se manifeste par des fusions hostiles, des campagnes de désinformation, des normes détournées ou des dépendances stratégiques. Si elle ne fait pas couler de sang, elle érode le pouvoir et la souveraineté des nations qui refusent de la combattre.

Dans ce nouveau paradigme, l'intelligence économique devient une arme indispensable pour déchiffrer les intentions des adversaires, protéger les actifs stratégiques et anticiper les coups. Les nations qui s'obstinent à raisonner selon les règles obsolètes de Bretton Woods ou du GATT risquent de sortir de l'histoire. Comme le soulignent les intervenants du colloque, il est temps d'ouvrir les yeux et de reconnaître que la puissance se joue désormais dans l'invisible : dans l'information, la norme, la logistique et la stratégie. Ceux qui refusent ce combat le perdront sans même s'en rendre compte.

Impact de l'IA sur l'intelligence économique: pouvoir, dépendance et stratégies à l'ère des guerres immatérielles

Introduction

« Celui qui deviendra leader en ce domaine sera le maître du monde », déclarait Vladimir Poutine en 2017, en référence à l'intelligence artificielle. Cette phrase, prononcée par un chef d'État, met en lumière avec force la pertinence stratégique que l'intelligence artificielle (IA) a acquise ces dernières années. D'un simple outil de progrès technologique, l'IA s'est rapidement transformée en un « levier stratégique de pouvoir géoéconomique », se plaçant au cœur de la compétition technologique mondiale. En d'autres termes, l'IA n'est plus seulement un ensemble de techniques informatiques avancées, mais une ressource clé dans la guerre économique contemporaine, capable de remodeler les équilibres de pouvoir entre nations et acteurs privés, de créer de nouvelles dépendances informatives et de redéfinir les modalités par lesquelles États et entreprises mènent l'intelligence économique.

Mais qu'entendons-nous par intelligence économique, et pourquoi l'IA a-t-elle un impact si profond sur ce domaine ? Par intelligence économique, nous désignons l'ensemble des activités de collecte, d'analyse et d'utilisation stratégique des informations à des fins économiques et compétitives – un domaine qui inclut aussi bien des pratiques de veille informative et d'espionnage industriel que des mesures de protection des données sensibles et d'influence sur l'environnement économique. En somme, c'est l'« esprit » qui guide la guerre économique : connaître le marché, anticiper les mouvements des concurrents, sauvegarder son savoir-faire, influencer les normes et les opinions en faveur de ses propres intérêts. Dans ce contexte, l'IA représente à la fois un allié puissant et un facteur de risque potentiel. Ses capacités d'apprentissage automatique et d'analyse massive de données promettent un bond en avant dans la capacité à traiter des informations stratégiques, mais elles introduisent également de nouvelles menaces – pensons par exemple à la désinformation automatisée – et de nouvelles formes de dépendance technologique.

L'École de Guerre Économique de Paris (EGE), institution française renommée spécialisée dans ces thématiques, a analysé en profondeur l'impact de l'IA sur la compétition géoéconomique et l'intelligence économique. Ses études mettent en évidence un véritable changement de paradigme : l'entrée dans l'ère des *guerres immatérielles*, où la domination de l'information et de la technologie devient aussi cruciale que ne l'était le contrôle des territoires dans les guerres traditionnelles. Cette nouvelle dimension immatérielle – le cyberspace et l'espace des données – redéfinit les règles du jeu : celui qui contrôle les infrastructures numériques, les plateformes et les algorithmes peut exercer une influence considérable sur les économies et les sociétés rivales, souvent « sans apparaître justement comme un conquérant ». Parallèlement, l'EGE souligne que l'IA est devenue une ressource disputée par les grandes puissances et les géants privés, créant des « rapports de force économiques et informationnels » totalement inédits.

L'objectif de ce discours est d'examiner en détail comment l'intelligence artificielle transforme le champ de l'intelligence économique et de la guerre économique. Dans la section suivante, nous analyserons les implications géopolitiques de l'IA, en observant comment se configure la compétition entre les grandes puissances et quels modèles de gouvernance se dessinent. Ensuite, nous explorerons la dichotomie entre le monde matériel et le monde immatériel, en mettant en lumière le concept de dépendance informative et le

rôle du cyberspace dans les dynamiques modernes de pouvoir. Nous examinerons ensuite les menaces et les opportunités que l'IA entraîne pour l'intelligence économique, en les illustrant par des exemples concrets. Enfin, nous discuterons du rôle respectif des acteurs publics et privés – gouvernements, organismes supranationaux, grandes entreprises technologiques – et des différents modèles de régulation en jeu (des stratégies open source aux IA propriétaires), avant de tirer des conclusions sur les perspectives futures et les leçons pour les étudiants et professionnels qui évolueront dans ce domaine. Le ton adopté sera rigoureux sur le plan analytique, mais également engageant et conçu pour maintenir votre attention : après tout, nous abordons des sujets qui touchent de près votre avenir en tant que citoyens et acteurs de l'économie numérique.

IA et Guerre Économique : la compétition géopolitique

À travers le monde, l'intelligence artificielle est désormais au centre d'une course globale pour la suprématie technologique et économique. Les implications géopolitiques de cette course sont immenses : celui qui saura dominer les technologies de l'IA disposera d'un avantage stratégique pour façonner les marchés, les normes techniques et même les valeurs culturelles. Les pays leaders en IA pourront renforcer leur souveraineté économique, tandis que les retardataires risquent de devenir dépendants des plateformes et des solutions d'autrui – un facteur de vulnérabilité à la fois économique et politique.

Le paysage actuel voit deux géants dominer la révolution de l'IA : les États-Unis et la Chine occupent une position de duopole mondial dans la recherche et les applications avancées. D'un côté, les États-Unis misent sur le dynamisme du secteur privé : les grandes entreprises de la Silicon Valley – les fameuses GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) – investissent des sommes colossales dans la recherche et le développement, tirant l'innovation dans un contexte de relative liberté de marché. De l'autre côté, la Chine adopte une approche étatique et centralisée : le Parti communiste chinois orchestre une synergie étroite entre initiatives publiques et entreprises privées (les champions nationaux connus sous le nom de BATHX : Baidu, Alibaba, Tencent, Huawei, Xiaomi), mobilisant des ressources considérables et des données massives pour combler l'écart technologique et dépasser les États-Unis. Cette différence de modèles est cruciale. Aux États-Unis, l'IA est largement façonnée par des intérêts privés et des logiques de marché, le gouvernement n'intervenant que récemment pour définir des lignes directrices éthiques et des régulations possibles. En Chine, en revanche, le gouvernement oriente et soutient directement le développement de l'IA, l'intégrant dans les plans quinquennaux et l'utilisant comme outil de pouvoir étatique – il suffit de penser à l'utilisation extensive de l'IA pour la surveillance de masse et le contrôle social sur son propre territoire.

Et l'Europe ? Le vieux continent se trouve dans une position ambivalente. D'un côté, il reconnaît avoir accumulé des retards significatifs par rapport aux États-Unis et à la Chine en termes d'investissements, d'infrastructures et de grandes plateformes IA. De l'autre, l'Union européenne cherche à compenser cet désavantage en se positionnant comme leader mondial dans la régulation et l'orientation éthique de l'IA. Plutôt que de se lancer dans une course impossible à rattraper sur le plan des investissements privés (domaine où les budgets des géants technologiques américains et chinois sont difficilement égalables), l'UE a choisi une stratégie différente : définir des normes, des réglementations et des principes pour une IA « de confiance », centrée sur l'humain. La Commission européenne, par exemple, a promu dès 2021 un projet d'*AI Act*, un règlement qui classe les systèmes d'IA selon leur niveau de risque et encadre leur usage (des interdictions pour les utilisations contraires aux

droits fondamentaux aux exigences strictes de transparence et de sécurité pour les usages à haut risque). Cette stratégie normative – que l'on pourrait qualifier de pouvoir réglementaire – vise à faire de l'Europe un *norm-setter*, un acteur capable d'imposer au monde ses standards éthiques et juridiques en matière d'IA, un peu comme elle l'a déjà fait avec le RGPD pour la protection des données. Paradoxalement, l'Europe est ainsi « championne de la régulation » mais reste fortement dépendante des technologies extra-européennes : comme le notait un éditorial, le continent excelle dans l'élaboration de règles mais demeure « totalement dépendant des fournisseurs américains » pour les infrastructures numériques critiques. Un exemple emblématique est le cloud computing : encore en 2024, des données sensibles d'entités françaises comme le système de santé ou de grandes entreprises comme EDF ont été confiées à des fournisseurs de cloud américains (Microsoft Azure, Amazon Web Services), soulevant de sérieuses préoccupations de souveraineté numérique, étant donné que, selon le *Cloud Act* américain, ces informations pourraient être accessibles aux autorités des États-Unis.

La compétition internationale autour de l'IA n'est donc pas seulement technologique et économique, mais également stratégique. Les États-Unis ont compris que le succès de leurs entreprises high-tech devient un pilier du pouvoir national, au point que le gouvernement américain est intervenu – par exemple avec des restrictions à l'exportation de semi-conducteurs avancés – pour ralentir les progrès chinois et « armer économiquement » leurs entreprises dans ce défi. La Chine, de son côté, bénéficie d'un accès quasi illimité aux données personnelles de ses citoyens (et au-delà, si l'on considère ses activités en Asie et en Afrique) et n'est pas freinée par des scrupules éthiques dans l'utilisation de ces données. Cela lui confère un avantage comparatif énorme dans le développement d'algorithmes entraînés sur des volumes massifs d'informations – un avantage que Pékin exploite également pour projeter son *soft power* technologique à travers le monde, par exemple en exportant des systèmes de reconnaissance faciale et des plateformes de *smart cities* dans de nombreux pays. La « course à l'IA » entre les États-Unis et la Chine sera, selon toute probabilité, un facteur déterminant du prochain équilibre économique mondial : comme le résume une analyse de l'EGE, elle pourrait décider « le futur leader économique global ».

Il convient également de noter que d'autres acteurs s'insèrent dans ce scénario. Des puissances de taille moyenne comme le Japon et la Corée du Sud investissent dans des niches de l'IA (robotique, matériel innovant). Israël est à la pointe des applications de l'IA pour la sécurité et la défense. Au sein même de l'Europe, des pays comme la France et l'Allemagne promeuvent des stratégies nationales pour l'IA (la France a lancé sa propre stratégie dès 2018, à la suite du rapport Villani, et la met à jour avec des investissements dans le cadre du plan France 2030). De plus, de grandes organisations internationales et des think tanks examinent l'impact géopolitique de l'IA : par exemple, l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) a souligné comment l'IA perturbe déjà de nombreuses sphères, « ouvrant des marchés inconnus en matière économique, révolutionnant... les procédures de ciblage... en matière militaire... multipliant... les capacités de manipulation en matière diplomatique... et confrontant les sociétés... à des flux d'informations » tels qu'ils altèrent la perception de la réalité. En bref, l'IA est devenue un terrain d'affrontement et de confrontation tous azimuts : économique, militaire, diplomatique, social. Dans cette nouvelle géopolitique de l'IA, l'intelligence économique doit tenir compte de forces en rapide mutation : de nouveaux acteurs puissants (comme les entreprises technologiques transnationales), de nouvelles asymétries de pouvoir et de nouvelles vulnérabilités liées à

la dépendance technologique. Dans le chapitre suivant, nous approfondirons précisément cette dimension immatérielle et ses implications.

Domaine matériel vs domaine immatériel : cyberspace et dépendance informative

L'une des contributions les plus originales de l'École de Guerre Économique est d'avoir mis en lumière comment l'avènement de l'IA et des technologies numériques a créé deux mondes parallèles où se déroule la compétition économique. D'un côté, le monde matériel, traditionnel, fait de ressources tangibles, de marchandises, d'infrastructures physiques et de territoires nationaux ; de l'autre, le monde immatériel, émergent, composé de données, d'informations, d'algorithmes, de savoirs et de plateformes numériques globales. Dans chacun de ces mondes, les logiques de la guerre économique peuvent différer. Dans le monde matériel, on se bat encore pour le contrôle des ressources naturelles, des routes commerciales, pour s'accaparer des matières premières ou sécuriser des marchés d'exportation. Dans le monde immatériel, en revanche, l'enjeu est le contrôle des flux informatifs et des technologies, et les stratégies de pouvoir prennent des formes plus subtiles mais tout aussi efficaces.

Comme le souligne l'EGE, dans les rapports de force du domaine immatériel, « il s'agit davantage d'inscrire des phénomènes de dépendance sur la longue durée ». Cela signifie qu'une puissance (ou une entreprise) peut conquérir une position dominante en rendant les autres dépendants de ses systèmes et de ses innovations, sans avoir à les « conquérir » physiquement. Un exemple emblématique est la manière dont les multinationales de la Silicon Valley ont diffusé leurs standards technologiques à l'échelle mondiale – du cloud computing aux cryptomonnaies, en passant par l'intelligence artificielle elle-même – « imposant leur système d'innovation technologique au reste du monde occidental », dans ce que l'EGE qualifie de « cas d'école de dissimulation de la réalité offensive de la guerre économique dans ce monde immatériel émergent ». En d'autres termes, des entreprises comme Google, Amazon ou Microsoft ont conquis d'énormes parts de marché mondial en offrant des services innovants et gratuits ou abordables (pensons aux moteurs de recherche, aux réseaux sociaux, aux services cloud), mais ce faisant, elles ont rendu des pays, des entreprises et des utilisateurs du monde entier structurellement dépendants de leurs plateformes. Cette dépendance confère à ces acteurs un pouvoir formidable : la capacité de contrôle informatif. Un changement dans les conditions de service, une interruption de fourniture, une modification dans l'algorithme d'indexation peuvent avoir des impacts économiques immédiats sur des millions d'autres entreprises et utilisateurs. De fait, le cyberspace, dominé par les grands acteurs privés, est devenu un domaine aussi disputé que les mers ou l'espace aérien.

Le concept de dépendance informative désigne cette situation où un acteur perd de son autonomie en s'appuyant sur des informations ou des systèmes contrôlés par d'autres. Dans le contexte actuel, de nombreux pays se trouvent dans une situation de dépendance vis-à-vis de technologies étrangères pour des fonctions cruciales : systèmes d'exploitation, matériel, services cloud, et désormais modèles d'IA. La France et l'Europe dans son ensemble, par exemple, ont pris conscience du danger de dépendre de fournisseurs étrangers pour les infrastructures cloud et tentent de promouvoir des solutions de *cloud souverain* ou de *cloud de confiance*. Cependant, comme nous l'avons vu, combler cet écart n'est pas simple : tandis que des alternatives locales se développent, les entreprises et administrations publiques européennes continuent d'utiliser des services comme Azure ou AWS, souvent parce qu'il n'existe pas d'alternatives aussi efficaces ou évolutives. Ainsi, la

souveraineté numérique européenne reste vulnérable : la dépendance informative devient une arme potentielle de pression entre les mains de ceux qui contrôlent les technologies. Imaginons, par hypothèse, un scénario de tension diplomatique où les États-Unis imposeraient des restrictions à l'exportation de mises à jour logicielles ou à l'accès à des services cloud pour un pays européen ; l'impact économique pourrait être paralysant, révélant à quel point les chaînes de valeur immatérielles peuvent devenir des « chaînes » au sens littéral.

Un autre aspect crucial du domaine immatériel est qu'il englobe le champ de l'information et de la communication, c'est-à-dire l'arène où circulent nouvelles, idées et données. Le cyberspace est le théâtre où se déroulent aujourd'hui des opérations de *guerre de l'information* : campagnes d'influence occultes, désinformation, propagande algorithmique, vol et fuite de données stratégiques. L'IA agit comme un multiplicateur d'efficacité dans ces opérations. Par exemple, la technique des *deepfakes* - la création de vidéos ou d'audios falsifiés grâce à des algorithmes d'IA - est « un parfait exemple de la menace informationnelle permise par l'intelligence artificielle », comme le souligne une analyse de l'EGE. Avec les *deepfakes*, il est possible de fabriquer des déclarations crédibles de dirigeants politiques ou de simuler des événements jamais survenus, avec des conséquences potentiellement désastreuses sur les marchés financiers (pensons à une fausse annonce de crise d'une entreprise) ou sur la stabilité sociale. De même, des algorithmes d'IA peuvent générer des masses de contenus faux (*fake news*) ou amplifier des messages polarisants sur les réseaux sociaux via des bots, altérant la perception publique des réalités économiques et politiques. Le ministère des Armées français a mis en garde sur le fait que « dans les champs immatériels, l'IA s'impose comme une arme d'influence et de désinformation ». Cela signifie que la compétition immatérielle ne concerne pas seulement des aspects techniques, mais aussi une sorte de guerre cognitive : façonner les opinions, manipuler le consensus, distordre l'accès à la connaissance. Tout cela s'inscrit pleinement dans la guerre économique, car l'information (ou la désinformation) peut affecter la réputation d'une entreprise concurrente, orienter les choix des consommateurs ou créer des pressions sur l'opinion publique qui se traduisent ensuite en décisions réglementaires défavorables à un acteur économique.

En résumé, le domaine immatériel défini par l'IA et le cyberspace représente la nouvelle frontière où se jouent les destinées de l'intelligence économique. Alors que dans le monde matériel persistent les défis traditionnels (tarifs, sanctions, accaparement de ressources), sur le plan immatériel se livrent des guerres invisibles mais percutantes : celui qui détient les algorithmes les plus avancés et les données les plus précieuses peut imposer sa volonté aux autres sans tirer un coup de feu, instaurant des relations de dépendance à long terme. Pour les professionnels de l'intelligence économique, cela implique la nécessité de cartographier ces dépendances, de comprendre qui contrôle quels flux informatifs et de développer des contre-mesures au cas où l'accès à l'information (ou aux technologies IA) serait refusé ou faussé. Dans le segment suivant, nous analyserons de plus près comment l'IA se traduit en menaces et opportunités concrètes pour l'intelligence économique, en examinant des cas pratiques et des secteurs d'application.

Menaces et opportunités de l'IA pour l'Intelligence Économique

L'IA présente une sorte de « double visage » : d'un côté, elle offre des outils extrêmement puissants pour améliorer l'activité d'intelligence économique ; de l'autre, elle introduit de nouveaux risques et vulnérabilités qu'il ne faut pas ignorer. Examinons d'abord les

opportunités, puis les menaces, en gardant à l'esprit que ces deux aspects sont souvent étroitement liés (une technologie née comme opportunité peut, entre des mains hostiles, devenir une menace).

Opportunités : renforcement de l'analyse et automatisation intelligente

Dans le domaine de l'intelligence économique, l'un des défis classiques est de gérer la masse d'informations disponibles. Aujourd'hui, nous vivons dans ce que certains appellent la « société de l'information » ou même de l'*infoxication* (surcharge informationnelle) : des montagnes de données financières, des nouvelles, des rapports, des brevets, des publications sur les réseaux sociaux, des flux de communication d'entreprise. Ici, l'IA représente un allié formidable. Grâce aux algorithmes d'apprentissage automatique (*machine learning*) et d'apprentissage profond (*deep learning*), il est possible de passer au crible en quelques secondes d'énormes quantités de données pour repérer des schémas significatifs – des choses qu'une équipe humaine mettrait des mois à découvrir. Par exemple, des systèmes d'IA peuvent surveiller en temps réel les nouvelles économiques mondiales dans plusieurs langues, détectant des signaux faibles de changements de marché ou des indicateurs de crise dans certains secteurs. Ils peuvent analyser historiquement l'évolution des prix des matières premières en les croisant avec des événements politiques et climatiques, fournissant un soutien prédictif aux décisions d'investissement (pratiques déjà utilisées dans les fonds d'investissement quantitatifs). Dans le cadre de l'*Open Source Intelligence* (OSINT) – l'intelligence basée sur des sources ouvertes –, l'IA permet d'explorer le web, les réseaux sociaux et même les bases de données de brevets ou de documents juridiques pour découvrir des informations pertinentes sur des concurrents ou des partenaires. Cela signifie que même des acteurs plus petits, disposant de ressources humaines limitées, peuvent bénéficier d'une capacité analytique amplifiée par l'IA, comblant en partie l'écart avec les géants : en un sens, l'IA peut démocratiser l'accès à l'analyse avancée.

Un exemple concret d'application positive est l'utilisation de l'IA pour la cybersécurité économique : des algorithmes intelligents surveillant les réseaux d'entreprise peuvent détecter des intrusions ou des activités anormales (comme le vol de données sensibles) bien plus rapidement que les systèmes traditionnels, protégeant ainsi les secrets industriels. Ou encore, dans le domaine de la conformité financière, des autorités comme Tracfin (le service français de lutte contre le blanchiment) et des banques utilisent des modèles d'IA pour repérer des transactions suspectes parmi des millions d'opérations, débusquant des réseaux de financement illicite ou des schémas de fraude complexes impossibles à reconstruire manuellement. Le secteur public peut également en bénéficier : des études citées par le gouvernement français indiquent que « l'IA permet des gains substantiels de compétitivité ou de productivité dans tous les secteurs de l'économie et dans les services publics », rendant plus efficace la collecte et l'analyse d'intelligence au service des politiques économiques nationales. En somme, exploiter l'IA dans l'intelligence économique signifie prendre des décisions meilleures, plus rapides et mieux informées, qu'il s'agisse d'une entreprise devant anticiper les mouvements d'un concurrent ou d'un État négociant un accord commercial en connaissant en profondeur les intérêts et les vulnérabilités de la partie adverse.

L'IA peut également aider à modéliser des scénarios complexes. Des techniques de simulation avancée et de modélisation basée sur des agents (*agent-based modeling*), alimentées par des algorithmes, permettent de créer des « jumeaux numériques » de

marchés ou de secteurs industriels, sur lesquels tester l'impact de certaines décisions (par exemple, comment réagirait le marché de l'acier si un grand producteur asiatique réduisait sa production de 20 % ? Quelles entreprises en bénéficieraient et lesquelles en souffriraient ?). De telles simulations étaient impensables il y a encore quelques années, alors qu'elles commencent aujourd'hui à être utilisées par des centres d'études et des think tanks économiques. Il s'agit d'une révolution comparable à celle apportée par le calcul numérique dans les modèles météorologiques : plus de données et plus de puissance de calcul signifient des prévisions plus fiables, bien qu'une marge d'incertitude subsiste naturellement.

Une opportunité supplémentaire réside dans la création de nouveaux services et modèles économiques liés à l'IA dans l'intelligence économique. Des startups spécialisées en « intelligence augmentée » émergent, offrant des plateformes pilotées par l'IA pour la veille stratégique (*strategic watch*), la gestion des risques pays ou l'analyse de la concurrence. Ces plateformes combinent souvent des sources ouvertes, des données propriétaires et des algorithmes de traitement du langage naturel (*Natural Language Processing*) pour fournir des informations clés aux managers. Par exemple, la startup française Preligens (anciennement Hyperlex) utilise l'IA pour analyser des images satellitaires et d'autres sources, au service à la fois de l'intelligence militaire et économique, en identifiant des activités suspectes (chantiers, mouvements logistiques) pouvant signaler des changements économiques (comme l'ouverture d'une nouvelle mine ou le ralentissement d'une usine concurrente). L'émergence de ces solutions témoigne de la manière dont l'IA devient un incontournable pour ceux qui opèrent dans l'intelligence économique : ne pas l'adopter reviendrait à se couper des opportunités. D'ailleurs, les prévisions de dépenses montrent clairement cette tendance : on estime que les dépenses mondiales des entreprises en solutions d'IA atteindront 632 milliards de dollars d'ici 2028, une part croissante de ces investissements concernant des applications d'analyse de données avancée et d'automatisation intelligente des processus informatiques.

En résumé, les opportunités incluent une plus grande efficacité, une meilleure capacité prédictive, de nouvelles formes d'analyse et de nouveaux services. L'IA peut agir comme un amplificateur d'intelligence pour les analystes et les décideurs, élevant la fonction d'intelligence économique à un niveau de proactivité et de précision jusqu'alors inimaginable. Cependant, ce « côté lumineux » de l'IA ne vient pas sans coûts ni risques. Passons maintenant à l'examen du « côté obscur » : quelles menaces l'IA pose-t-elle à l'intelligence économique et, plus largement, à la sécurité économique ?

Menaces : désinformation, dépendance technologique et autres vulnérabilités

Nous avons déjà évoqué certaines menaces dans le contexte des guerres immatérielles, comme la désinformation automatisée (*deepfakes, fake news*) et la dépendance envers des technologies étrangères. Explorons-les plus systématiquement:

1. **Désinformation et manipulation automatisée** : L'utilisation malveillante de l'IA à des fins de manipulation informative est peut-être la menace la plus évidente. Outre les *deepfakes*, qui peuvent créer des faux si réalistes qu'ils trompent l'opinion publique et même les marchés, il existe des algorithmes capables de produire des textes persuasifs (comme les modèles de langage tels que GPT-4 et ses successeurs) qui pourraient être exploités pour inonder les réseaux sociaux et les forums financiers de rumeurs et de fausses nouvelles. Imaginons un adversaire économique diffusant, via des milliers de comptes automatisés, des rumeurs sur des problèmes de sécurité d'un produit d'une entreprise rivale : en quelques heures, ces rumeurs pourraient faire chuter le cours de l'action en bourse, obligeant l'entreprise à

démentir et générant un chaos – une véritable attaque informative ciblée. L'IA permet de réaliser cela de manière scalable, c'est-à-dire à grande échelle et à faible coût, créant une asymétrie entre défenseur et attaquant (le premier doit contrôler et démentir un nombre énorme de faussetés, le second les produit en un clic). L'intelligence économique devra donc s'équiper à son tour d'outils d'IA pour filtrer et vérifier les informations, distinguant le vrai du faux dans un paysage médiatique de plus en plus trompeur.

2. **Cyberattaques amplifiées par l'IA** : Si l'IA aide les défenseurs, elle peut aussi aider les cybercriminels ou les services secrets adverses. Par exemple, des algorithmes peuvent automatiser la recherche de vulnérabilités logicielles (*bug hunting*), rendant plus facile la découverte de failles dans les systèmes informatiques d'une entreprise cible. Des malwares dotés d'IA peuvent s'adapter dynamiquement pour contourner les antivirus traditionnels. De plus, les attaques dites de *spear phishing* (emails frauduleux ciblés pour tromper des individus spécifiques) peuvent être rendues plus efficaces grâce à une IA qui personnalise les messages de manière convaincante à partir des données sur les victimes (collectées, par exemple, sur les réseaux sociaux). Une réussite de ce type d'attaque pourrait compromettre des documents confidentiels, des stratégies industrielles, des brevets – le butin classique de l'espionnage économique, mais obtenu par des moyens high-tech. La menace pour l'intelligence économique est double : d'une part, il est plus difficile de protéger les informations (car l'adversaire dispose d'outils plus sophistiqués) ; d'autre part, il y a le risque de vol de données que l'IA elle-même a élaborées (imaginons des modèles prédictifs ou des analyses propriétaires développés par une entreprise : s'ils sont volés, ils peuvent donner à l'adversaire exactement les mêmes informations sur lesquelles l'entreprise comptait pour son avantage compétitif).
3. **Dépendance technologique et perte d'autonomie décisionnelle** : La dépendance ne concerne pas seulement les relations géopolitiques entre États, mais aussi les entreprises et même les analystes individuels. Si une unité d'intelligence économique d'une entreprise s'habitue à utiliser un certain service d'analyse basé sur l'IA (peut-être fourni par une société tierce), elle risque de se retrouver en grande difficulté si ce service n'est plus disponible ou devient trop coûteux. Plus insidieux encore est le risque de dépendance cognitive : se fier aveuglément aux évaluations produites par l'IA, perdant progressivement l'expertise humaine. Une étude de l'EGE met en garde contre « les risques de dépendance excessive envers la technologie », notant que des capacités typiquement humaines – comme la faculté de pensée critique – pourraient être « usurpées » par les machines, avec des effets potentiellement dégradants sur notre capacité d'analyse. Dans un contexte d'intelligence économique, cela signifie que les analystes pourraient devenir de simples exécutants passifs de ce que « dit l'algorithme », cessant de remettre en question les résultats ou de les considérer dans un cadre stratégique plus large. C'est une menace subtile mais dangereuse : l'IA excelle dans les calculs, mais manque de bon sens et de contexte qualitatif ; si nous lui déléguons tout, nous pourrions prendre des décisions gravement erronées, basées sur des corrélations plutôt que sur de véritables causalités, ou parce que les données d'entraînement de l'IA étaient incomplètes ou biaisées.
4. **Impact sur l'emploi et les compétences** : Une autre problématique – certes à double tranchant – est l'impact de l'IA sur le travail des opérateurs de l'intelligence économique. D'un côté, comme nous l'avons vu, de nouveaux rôles émergeront (data scientists, stratèges IA, experts en gouvernance algorithmique, etc.) et les analystes pourront se consacrer à des tâches de plus haut niveau, laissant à l'IA les opérations répétitives. De l'autre, certaines positions traditionnelles pourraient devenir redondantes. Dans le journalisme, par exemple, l'IA peut déjà rédiger de courts articles financiers à partir de données (de nombreuses agences de presse génèrent automatiquement des nouvelles boursières) ; de manière similaire, un rapport initial sur un secteur pourrait être rédigé par un modèle linguistique et simplement révisé par un analyste humain. Ce scénario soulève des questions sociales (perte d'emplois ? nécessité de reconversion professionnelle ?) mais aussi des besoins immédiats

de formation : comme le souligne un article de l'EGE, « ceux qui n'ont pas les compétences appropriées pour travailler avec des dispositifs autonomes devront probablement s'adapter pour survivre dans un environnement en mutation rapide ». Pour vous, étudiants, cela sonne comme un avertissement clair : ceux qui opèrent dans l'intelligence économique devront acquérir des compétences en IA, comprendre au moins dans les grandes lignes comment fonctionnent les algorithmes, quels sont leurs biais, comment les interpréter et quand s'en méfier. L'éthique devient également une composante intégrale du bagage professionnel : il faut savoir fixer des limites et des contrôles à l'usage de l'IA (par exemple, en refusant des pratiques portant atteinte à la vie privée ou en reconnaissant les dilemmes moraux de certaines applications). Nous y reviendrons en conclusion.

5. **Risque de monopole informatif et effondrement compétitif** : Une menace macroéconomique découlant de l'IA est qu'elle favorise la concentration du pouvoir entre quelques acteurs. Nous avons vu que les grands groupes technologiques ont un avantage structurel : « les grandes entreprises technologiques, notamment les GAFAM et les BATX, ont actuellement l'ascendant dans le domaine de l'IA, grâce à leurs investissements massifs en R&D, [et] leur capacité à façonner les cadres réglementaires... ». Si cette tendance se poursuit, nous risquons un oligopole mondial de l'information et de l'IA : quelques acteurs contrôleront les sources de données, les réseaux de calcul et les algorithmes les plus avancés. Du point de vue de l'intelligence économique, cela pose problème car cela signifie une faible pluralité de sources et une dépendance aux choix (y compris commerciaux) de ces rares fournisseurs. Que se passe-t-il si demain un grand acteur décide de fermer l'accès libre à ses données ou services ? Par exemple, si Google limitait drastiquement les possibilités de recherche avancée ou imposait des coûts élevés pour accéder à ses API de données, des flux entiers de travail d'intelligence en seraient bouleversés. Ou encore, imaginons un scénario où seuls ceux qui peuvent se permettre des abonnements coûteux à des services IA ultra-avancés auraient les meilleures analyses : les PME et les pays moins riches resteraient informatiquement « aveugles », creusant les inégalités. C'est un risque systémique à garder à l'esprit : sans contre-mesures adéquates, l'IA pourrait accentuer le fossé entre ceux qui ont accès à la connaissance et ceux qui n'y ont pas.

En synthèse, les menaces de l'IA pour l'intelligence économique se manifestent à plusieurs niveaux : technique (nouvelles attaques), informatif (dilution de la véracité, surcharge), stratégique (dépendance et perte de souveraineté décisionnelle), social (bouleversement du travail et concentration du pouvoir). Les reconnaître est le premier pas pour pouvoir les atténuer. En pratique, de même qu'il existe des stratégies de cybersécurité pour contrer les hackers, des contre-mesures intelligentes émergent pour contrer les risques de l'IA : algorithmes de vérification des sources pour détecter les *fake news*, systèmes de traçabilité des contenus générés (*watermarking* numérique) pour démasquer les *deepfakes*, réglementations antitrust adaptées à l'ère des données pour empêcher les monopoles informatifs, programmes de formation continue pour les analystes humains. Mais ces solutions nécessitent une coordination et, souvent, des choix audacieux en matière de politique. C'est précisément là qu'interviennent les modèles de gouvernance et le rôle des différents acteurs – sujet de la section suivante.

Gouvernance de l'IA et Modèles de Régulation : Open Source vs IA Propriétaires

L'avancée rapide de l'IA a pris de court les systèmes normatifs traditionnels. En l'absence de règles claires à l'échelle mondiale, une situation se dessine où différents modèles de gouvernance de l'IA s'affrontent. Nous avons déjà mentionné un modèle américain davantage orienté vers le libre marché avec des interventions minimales, un modèle chinois étatiste et peu transparent, et un modèle européen axé sur l'éthique et la régulation. Mais la

gouvernance de l'IA ne se limite pas aux États : il existe aussi une dimension technico-communautaire cruciale, représentée par l'opposition entre IA *open source* et IA propriétaires.

Ces dernières années, de nombreux développements en IA (notamment dans le domaine des réseaux neuronaux profonds et des modèles linguistiques génératifs) ont été rendus possibles grâce aux communautés *open source* et à des chercheurs publiant librement leurs découvertes et leur code. Cette tradition ouverte a des racines profondes (pensons au rôle des publications scientifiques et de plateformes comme GitHub dans la diffusion des innovations). Cependant, avec l'énorme valeur commerciale de l'IA, une fermeture progressive s'est opérée : certaines des IA les plus avancées aujourd'hui – comme GPT-4 d'OpenAI ou les modèles de DeepMind/Google – sont propriétaires, de véritables « secrets industriels » dont ni le code ni les données d'entraînement ne sont révélés en détail. La raison est évidente : le savoir-faire sur ces modèles puissants vaut des milliards, et les entreprises craignent un usage malveillant ou une perte d'avantage compétitif si tout était ouvert. D'un autre côté, la communauté scientifique et divers acteurs (y compris gouvernementaux, notamment en Europe) insistent sur le fait que la transparence est essentielle pour faire confiance à l'IA et stimuler une innovation diffuse. Un débat fondamental s'est ainsi ouvert : *open source* contre modèles fermés.

Selon Marc Palazon, expert français du secteur, « l'Europe doit renforcer sa souveraineté en IA. L'*open source* est un levier clé pour une innovation transparente et indépendante, soutenue par des investissements stratégiques et des actions politiques ». En d'autres termes, l'*open source* dans le domaine de l'IA est vu comme un facteur clé de souveraineté et d'indépendance technologique pour l'Europe, car il permet une innovation transparente (les algorithmes ouverts peuvent être inspectés pour en vérifier l'équité, par exemple) et réduit la dépendance aux géants étrangers. Si tous n'utilisaient que des modèles propriétaires de deux ou trois entreprises extra-européennes, l'Europe resterait à la merci de choix extérieurs ; en développant ou du moins en contribuant à des modèles *open source*, elle peut maintenir un certain contrôle et former des compétences internes. Ce n'est pas un hasard si des projets comme LETAI (*Large European Transparency in AI*) ou des modèles ouverts comme BLOOM, développé par un collectif international incluant des chercheurs français, ont vu le jour, offrant un modèle linguistique de grande échelle librement utilisable comme alternative aux modèles fermés américains.

Cependant, il y a un revers à la médaille : une ouverture totale comporte aussi des risques de sécurité. Les partisans d'un contrôle plus strict soulignent que des modèles *open source* puissants pourraient tomber entre les mains de criminels ou de régimes autoritaires et être utilisés sans aucune limite éthique. Ce débat est donc très vif. Aux États-Unis, le PDG d'OpenAI, Sam Altman, a même proposé l'idée de « licences » ou de « permis » pour développer des IA avancées, un peu comme pour les technologies nucléaires, en imaginant un régime d'autorisations gouvernementales pour ceux qui entraînent des modèles au-delà d'une certaine échelle. Cette proposition, partagée par d'autres leaders du secteur, a une double portée : d'une part, elle naît de véritables craintes face aux risques d'une IA hors de contrôle (mouvement *AI Safety* préoccupé par des scénarios catastrophiques) ; d'autre part – selon certains critiques – elle pourrait finir par favoriser les grands acteurs existants, seuls à disposer des ressources pour obtenir et respecter ces licences, étouffant ainsi l'innovation indépendante et *open source*. En effet, comme le note l'EGE, « les développeurs *open source* subissent... la pression... des grandes entreprises pour établir des réglementations qui pourraient restreindre la création *open source*... ». Le résultat paradoxal serait que des

régulations trop strictes, bien qu'introduites au nom de l'éthique et de la sécurité, consolideraient le monopole des géants technologiques. Ce dilemme est au cœur de la gouvernance de l'IA : comment équilibrer ouverture et contrôle ? Comment encourager une innovation diffuse sans exposer la société à des risques excessifs ?

À l'échelle globale, on observe déjà des réponses différentes. La Chine, par exemple, bien qu'ayant de nombreuses communautés *open source* actives, a récemment émis des directives obligeant les modèles d'IA générative à respecter les valeurs socialistes et à être enregistrés auprès des autorités s'ils atteignent une certaine taille – une approche claire de contrôle étatique sur les modèles, ouverts ou non. Les États-Unis ont jusqu'à présent laissé plus de liberté : de nombreuses familles de modèles ouverts (comme Stable Diffusion pour les images ou diverses variantes de modèles linguistiques) naissent dans des milieux académiques ou industriels américains sans censure préalable, comptant ensuite sur des mesures *ex post* en cas d'abus. L'Europe semble vouloir exiger transparence et évaluations de conformité pour les modèles les plus évolués (le projet d'*AI Act* parle de *Foundation Models* avec des obligations de documentation des données d'entraînement, etc.), ce qui pourrait favoriser un écosystème ouvert (plus facile à inspecter) mais aussi introduire des barrières bureaucratiques.

Un autre aspect de la gouvernance est la tentative de créer des forums internationaux de coopération : par exemple, le G7 a défini en 2023 un code de conduite non contraignant pour l'IA générative, visant à promouvoir sécurité, fiabilité et respect des droits. L'UNESCO a proposé un cadre éthique mondial pour l'IA. Ce sont des pas importants, mais non décisifs, car ils restent volontaires et parce que, pendant ce temps, la course aux armements algorithmiques entre grandes puissances se poursuit. Il est intéressant de noter que, parallèlement, des initiatives d'auto-régulation émergent dans les entreprises : de nombreuses grandes entreprises technologiques ont créé des *AI Ethics Boards* (comités éthiques internes) et publient des rapports d'impact ; cependant, des cas comme celui de Google, qui a dissous en 2020 son *Advanced Technology External Advisory Council* au milieu de controverses, montrent la difficulté de s'en remettre uniquement à l'auto-régulation.

En synthèse, la gouvernance de l'IA est un champ d'expérimentation institutionnelle : il n'existe pas encore de « régime » consolidé comme le sont l'OMC pour le commerce ou l'AIEA pour le nucléaire. Nous sommes dans une phase où des normes souples (*soft law*) et des initiatives locales précèdent des traités et des lois plus robustes. Pour l'intelligence économique, cela signifie opérer dans un contexte normatif en évolution, où il faut suivre les lois et règlements (par exemple, les restrictions à l'exportation de technologies sensibles, les lois sur la protection des données impactant la collecte de datasets, etc.) et peut-être contribuer à ces discussions en apportant des éléments techniques aux décideurs publics.

Un point d'ancrage peut toutefois être identifié : la souveraineté numérique est désormais reconnue comme un objectif stratégique par de nombreux gouvernements, et l'IA en est une composante essentielle. *Souveraineté numérique*, en français, signifie la capacité d'un pays ou d'un ensemble de pays à contrôler son destin technologique, en s'assurant que les choix numériques (des infrastructures aux services) ne soient pas imposés de l'extérieur. Dans le contexte de l'IA, cela implique d'avoir au moins un accès garanti aux ressources clés : les données (notamment via une coopération ou un partage de données intra-européen, par exemple), la puissance de calcul (développement de centres de supercalcul propres et de clouds de confiance) et les compétences (former des talents et attirer des chercheurs). L'*open source* est vu comme un facilitateur de cette souveraineté, mais il doit être soutenu par des

politiques concrètes : financements de projets ouverts, exigences d'interopérabilité dans les appels d'offres publics, promotion de standards ouverts.

Du point de vue des entreprises, la question *open source* versus propriétaire se traduit par des choix stratégiques sur les outils à adopter. De nombreuses entreprises pourraient préférer des solutions ouvertes pour éviter le *lock-in* (rester liées à un seul fournisseur), tandis que d'autres se tournent vers de grands fournisseurs pour la commodité et les performances. L'important est que ce choix soit conscient et résulte d'une évaluation des risques d'intelligence : s'appuyer sur un fournisseur de cloud/IA américain, par exemple, implique de savoir que ses données pourraient être soumises à des réglementations comme le *Cloud Act* ; utiliser un modèle ouvert nécessite d'investir dans des compétences internes pour le personnaliser et en contrôler les résultats.

Avant de passer aux conclusions, il est utile de souligner que la gouvernance de l'IA et l'équilibre entre *open source* et propriétaire sont des thèmes étroitement liés au rôle des acteurs publics et privés. C'est dans le dialogue (ou le conflit) entre gouvernements, grandes entreprises technologiques, communauté scientifique et opinion publique que se définiront les règles du jeu à venir. Dans la section suivante, nous mettrons précisément en lumière cette interaction, en soulignant les rôles et responsabilités des différents acteurs.

Acteurs publics et privés : synergies et rivalités dans l'écosystème de l'IA

Une caractéristique distinctive de la « guerre économique » à l'ère de l'IA est la fusion des rôles entre le secteur public et le secteur privé. Si, par le passé, l'État et les entreprises avaient des sphères relativement séparées (l'État jouant le rôle de régulateur/arbitre et les entreprises se disputant le marché), aujourd'hui, dans la compétition technologique mondiale, États et grandes entreprises agissent côte à côte, et parfois l'un au nom de l'autre. L'IA en est peut-être l'exemple le plus frappant : les investissements nécessaires pour développer des algorithmes avancés proviennent en grande partie d'entreprises privées, mais leurs retombées ont un impact public (géopolitique, social) considérable ; inversement, de nombreuses initiatives clés – des stratégies nationales aux consortiums de recherche – sont promues par les gouvernements, mais leur mise en œuvre opérationnelle repose souvent sur des partenaires industriels.

Aux États-Unis, cette relation peut être décrite comme une alliance flexible : le gouvernement soutient l'innovation en créant un environnement favorable (protection de la propriété intellectuelle, aides à la recherche fondamentale via des agences comme la DARPA ou la NSF, contrats publics à forte teneur technologique comme ceux du Département de la Défense) et, si nécessaire, intervient pour défendre les intérêts nationaux (comme dans le cas des restrictions à l'exportation vers la Chine). Les entreprises, de leur côté, poussent l'innovation, mais lorsque le contexte géopolitique s'intensifie, elles cherchent la protection de Washington. Un cas flagrant est celui de Huawei : l'administration américaine a fait pression sur ses alliés et les entreprises pour éviter les infrastructures 5G chinoises, favorisant implicitement les concurrents occidentaux ; de même, si demain une entreprise américaine d'IA était menacée par des sanctions ou des boycotts d'un adversaire, le gouvernement américain interviendrait probablement. Cette symbiose public-privé génère toutefois des tensions internes : toutes les entreprises n'ont pas les mêmes priorités que l'État (pensons aux réticences de Google à collaborer sur des projets militaires comme le célèbre *Project Maven*, finalement abandonné, où l'IA devait aider à analyser des images de drones – les employés ont protesté contre l'usage militaire de la technologie).

En Chine, la relation est bien plus hiérarchique : l'État-Parti dirige, les entreprises exécutent (ou savent qu'elles doivent rester alignées). L'IA est un secteur sur lequel Pékin a émis des directives précises (le plan « China AI 2030 » vise à en faire le leader mondial). Des géants comme Alibaba ou Tencent savent qu'ils ne peuvent prospérer qu'en contribuant aux objectifs nationaux, en fournissant des technologies de surveillance, en participant à des projets de sécurité intérieure et en partageant des données avec le gouvernement. Cette convergence fait que, par exemple, la frontière entre l'intelligence étatique et le *data mining* commercial est très floue : il n'est un secret pour personne que le gouvernement chinois puise abondamment dans les bases de données privées (pensons aux systèmes de crédit social). En termes de guerre économique, cela signifie que les entreprises chinoises peuvent servir d'avant-garde de l'État dans la conquête de marchés étrangers : elles offrent des services numériques avantageux qui, à terme, intègrent d'autres pays dans la sphère d'influence technologique chinoise. Un exemple est TikTok : bien qu'il s'agisse d'un réseau social commercial, son immense succès mondial a suscité en Occident des craintes d'influence culturelle et d'utilisation des données à des fins d'intelligence par Pékin, au point que certains gouvernements en ont limité l'usage sur les appareils officiels.

En Europe – où, historiquement, il y a moins de géants technologiques –, le secteur public cherche à combler ce vide en investissant dans des partenariats public-privé. Des programmes comme les *Digital Innovation Hubs*, les consortiums comme GAIA-X (pour le cloud européen) ou le récent Comité sur l'IA générative en France réunissent autour d'une table des ministres, des chercheurs, des PDG d'entreprises, des startups et des juristes, dans le but de créer des écosystèmes collaboratifs. L'idée est qu'aucun acteur seul ne peut relever les défis de l'IA : les entreprises seules n'ont pas d'incitation à développer une IA « éthique » si le marché ne l'exige pas ; l'État seul n'a ni les compétences techniques ni la rapidité d'action de l'industrie. Un dialogue constant est donc nécessaire. Cependant, la société civile entre également en jeu : associations, ONG, syndicats, consommateurs souhaitent tous avoir leur mot à dire sur les impacts de l'IA (de la protection de la vie privée aux effets sur les droits des travailleurs). En France, par exemple, le CESE (Conseil Économique, Social et Environnemental) a produit un rapport intitulé « Pour une intelligence artificielle au service de l'intérêt général », impliquant de nombreux acteurs différents pour esquisser une vision de l'IA véritablement au service du bien commun. Cela montre que la gouvernance multi-acteurs est complexe : non seulement public et privé, mais une multitude de voix.

Du point de vue de l'intelligence économique, les professionnels doivent apprendre à naviguer dans cet écosystème : comprendre les logiques de gouvernance de l'IA signifie aussi anticiper les mouvements futurs. Par exemple, si une startup prometteuse en IA en Europe est rachetée par une grande entreprise technologique américaine, qu'est-ce que cela change pour l'écosystème local ? Quelles données ou connaissances migrent hors des frontières ? Ou encore, si un État impose une exigence de localisation des données pour certaines applications d'IA (comme le font déjà la Chine et la Russie), comment les multinationales doivent-elles s'adapter ? Ces questions montrent que l'intelligence économique doit aujourd'hui inclure une analyse attentive des politiques technologiques et des relations public-privé.

En conclusion de cette section, nous pouvons affirmer que les acteurs publics et privés sont à la fois partenaires et concurrents dans la partie de l'IA. Partenaires, car seule leur collaboration peut faire avancer l'innovation de manière sûre et bénéfique ; concurrents, car leurs intérêts divergent parfois (profit vs bien public, secret industriel vs transparence, rapidité de déploiement vs prudence réglementaire). Trouver le juste équilibre est peut-être

le défi le plus ardu. Ce qui est certain, pour revenir au cœur de notre conférence, c'est que l'IA est désormais une arme stratégique reconnue par tous ces acteurs : gouvernements, multinationales, armées, communautés scientifiques. Tous cherchent à la manier à leur avantage, conscients que la position qu'ils occuperont dans ce domaine déterminera une grande partie de leur influence future.

Conclusion

Nous voici parvenus à la fin de ce long voyage à travers l'impact de l'intelligence artificielle sur l'intelligence économique et, plus largement, sur la compétition économique mondiale. Nous avons esquissé un tableau complexe, dans lequel l'IA émerge non pas comme une simple avancée technologique, mais comme un changement de paradigme – capable de redéfinir les dynamiques de pouvoir (entre nations, entre entreprises, entre public et privé), de déplacer le terrain de la confrontation vers le domaine immatériel et informatif, d'offrir des outils extrêmement puissants aux stratèges tout en les exposant à de nouveaux dangers. Nous pouvons maintenant formuler quelques considérations synthétiques :

L'IA est devenue un enjeu stratégique : celui qui la domine acquiert un avantage compétitif considérable, tant sur le plan économique que géopolitique. Les grandes puissances (États-Unis, Chine) l'ont compris, engagées dans une course effrénée ; l'Europe l'a compris, tentant de répondre en jouant la carte de la régulation et de la souveraineté technologique ; et toutes les organisations opérant dans des secteurs compétitifs doivent le comprendre – ignorer l'IA aujourd'hui reviendrait à se désarmer en pleine guerre économique. Comme nous l'avons dit au début, résonne l'avertissement : « celui qui deviendra leader en ce domaine sera le maître du monde ». Sans aller jusqu'à des tons aussi absolus, il est indéniable que l'IA agit désormais comme une arme stratégique dans de nombreux domaines : économique (avantage de productivité), militaire (systèmes d'armes intelligents, supériorité informative), diplomatique (plus grande capacité d'influence), technologique (imposition de normes).

La dimension immatérielle est centrale : nous avons vu que la guerre économique contemporaine se joue autant sur le terrain des tarifs et des investissements que sur celui, plus subtil, des informations, des normes et des plateformes numériques. L'IA renforce cette dimension immatérielle : créer une dépendance via des technologies propriétaires, influencer les masses par des contenus générés, protéger ou violer des secrets grâce à des algorithmes – tout cela se fait sans déplacer de chars, mais les effets peuvent être tout aussi bouleversants. Pour les analystes, cela signifie devoir élargir leurs outils d'observation : il ne suffit plus de surveiller les données macroéconomiques ou les nouvelles officielles, il faut aussi scruter le sous-bois numérique, capter les tendances dans les *big data*, identifier les campagnes de manipulation, évaluer la fiabilité des sources.

Les opportunités et les risques de l'IA vont de pair : chaque innovation apportée par l'IA dans l'intelligence économique s'accompagne d'un risque potentiel. La vitesse d'analyse s'améliore ? Oui, mais aussi celle de la diffusion de la désinformation. La capacité prédictive augmente ? Oui, mais si tous disposent de modèles prédictifs similaires, l'avantage devient éphémère et l'on entre dans une nouvelle parité informative, peut-être juste à un niveau de complexité supérieur. Cela implique que l'apprentissage et l'adaptation devront être constants. La formation de professionnels « hybrides », combinant des compétences en analyse stratégique et une compréhension technique de l'IA, sera déterminante. Et ici, je m'adresse directement à vous, étudiants universitaires et futurs analystes, managers, décideurs : investissez dans la compréhension de ces outils, mais cultivez aussi la pensée

critique et la capacité de vision globale. L'IA peut fournir des réponses, mais c'est à l'homme de poser les bonnes questions et d'interpréter les résultats dans le bon contexte global.

Le rôle éthique et normatif n'est pas accessoire, mais fait partie intégrante de la compétition : nous l'avons vu avec le cas européen, qui tente de transformer l'éthique en un avantage compétitif de type normatif. Cela pourrait fonctionner ou non, mais dans tous les cas, l'éthique de l'IA n'est pas seulement une question philosophique : c'est un champ de bataille pour l'influence et la confiance. Un pays ou une entreprise qui saura démontrer fiabilité, sécurité et respect des valeurs humaines dans ses IA pourra gagner la confiance des utilisateurs et des partenaires (pensons à la valeur commerciale de pouvoir dire « notre IA est certifiée européenne, conforme aux plus hauts standards de confidentialité et de non-discrimination » – cela peut devenir une marque de qualité). À l'inverse, des abus et des incidents (comme des algorithmes révélés racistes ou causant des dommages) peuvent détruire des réputations et des marchés. Une régulation intelligente et une autorégulation responsable font partie de la stratégie de succès dans l'écosystème de l'IA. Ce n'est pas un hasard si même les géants technologiques participent désormais à des forums politiques et financent des recherches sur l'*ethical AI* : ils savent que la légitimation sociale est essentielle pour continuer à opérer.

La coopération internationale sera nécessaire, malgré la compétition : bien que nous ayons beaucoup parlé de guerre économique et donc de rivalités, il faut rappeler que l'IA pose aussi des défis communs à l'humanité (de la possible désoccupation technologique massive aux risques existentiels évoqués par certains futurologues concernant une IA hors de contrôle). Face à des problèmes globaux, des solutions globales seront nécessaires. Il appartiendra aussi à votre génération de trouver des moyens de coopérer au-delà des divisions lorsque la sécurité collective est en jeu. Un exemple pourrait être la définition de normes partagées dans le cyberspace ou des accords pour éviter une course aux armements IA déstabilisante. Par le passé, la coopération scientifique a su maintenir des ponts même en pleine Guerre froide : qui sait si l'IA ne pourrait pas devenir un terrain à la fois de rivalité et de collaboration.

Pour conclure, tournons notre regard vers ceux qui devront agir sur ces dynamiques dans les années à venir : vous, étudiants et jeunes professionnels. Quelles implications pratiques pouvons-nous tirer de tout cela pour votre formation et votre carrière ? Tout d'abord, l'importance d'une mentalité interdisciplinaire : l'intelligence économique avec l'IA exige des compétences en économie, géopolitique, technologie, droit, éthique. Ne vous enfermez pas dans un « silo » disciplinaire. Ensuite, la nécessité d'un apprentissage continu : l'IA évolue à un rythme exponentiel (la fameuse loi de Moore, citée aussi par l'EGE), donc ce qui est à la pointe aujourd'hui sera standard demain ; préparez-vous à apprendre tout au long de votre vie. Enfin, valorisez les compétences humaines irremplaçables : pensée critique, créativité, leadership, empathie. Paradoxalement, plus les machines deviennent intelligentes, plus le facteur humain fera la différence dans les choix stratégiques – car les algorithmes peuvent optimiser, mais seuls les humains peuvent donner un sens et une finalité aux actions collectives.

L'impact de l'IA sur l'intelligence économique, comme nous l'avons vu, est déjà profond et destiné à s'amplifier. Savoir naviguer dans ce nouvel environnement signifiera non seulement éviter les menaces et saisir les opportunités, mais aussi contribuer à façonner un avenir où la technologie soit véritablement au service de l'intérêt général, et non un outil de domination unilatérale. Comme le dit un adage cher aux stratèges français, « gouverner, c'est prévoir ». Et prévoir, à l'ère de l'IA, signifie combiner la puissance des algorithmes

avec la sagesse et la clairvoyance humaines. C'est à nous de réussir cette tâche, en transformant l'IA d'un facteur potentiel de conflit en un moteur de progrès partagé, sans pour autant être naïfs face aux défis qu'elle pose.

La guerre économique : une nouvelle ère de domination par les marchés et les technologies

L'histoire des relations internationales a toujours été marquée par une quête incessante de suprématie, mais les moyens de domination ont évolué au fil des siècles. Si, pendant des siècles, les grandes puissances ont cherché à étendre leur territoire par la force des armes, le XX^e siècle a vu l'émergence d'une nouvelle forme de pouvoir, plus subtile mais tout aussi efficace : la guerre économique.

Plutôt que d'imposer leur autorité par la conquête militaire, les États ont compris qu'ils pouvaient asseoir leur influence en contrôlant les marchés, les flux financiers et les ressources stratégiques. Cette transition, amorcée dès la fin du XIX^e siècle, s'est accélérée après la Seconde Guerre mondiale et a façonné le monde contemporain.

L'Allemagne et le Japon : de la défaite militaire à l'hégémonie industrielle

Deux exemples emblématiques illustrent ce passage de la force militaire à la domination économique : l'Allemagne et le Japon.

L'unification de l'Allemagne en 1871, sous l'impulsion de Bismarck, a transformé le pays en une puissance industrielle et commerciale majeure. Son économie, fortement soutenue par l'État, s'est rapidement imposée sur les marchés européens. Cette montée en puissance s'est accompagnée d'une stratégie expansionniste, la *Weltpolitik*, qui visait à étendre l'influence allemande au-delà de l'Europe. Un projet comme le chemin de fer Berlin-Bagdad en est une illustration frappante : plutôt que d'envahir militairement le Moyen-Orient, l'Allemagne cherchait à y implanter son économie et son industrie.

Le Japon a suivi une trajectoire similaire mais plus rapide. L'ère Meiji (1868-1912) a marqué une modernisation fulgurante du pays, qui est passé d'un système féodal à une économie industrielle avancée. En important des technologies occidentales et en structurant son économie autour de conglomérats industriels (*keiretsu*), le Japon a pu rivaliser avec les grandes puissances européennes. Son ascension fulgurante s'est accompagnée de tensions militaires, notamment avec la Russie, mais l'objectif sous-jacent restait le même : s'imposer comme un acteur économique incontournable.

Ces deux pays, après leur défaite lors de la Seconde Guerre mondiale, ont dû renoncer à l'expansion militaire. Pourtant, en l'espace de quelques décennies, ils sont devenus des géants industriels. Loin des champs de bataille, c'est dans les usines, les banques et les marchés financiers qu'ils ont reconstruit leur puissance.

La Guerre Froide et l'avènement du pouvoir économique

Après 1945, les États-Unis et l'Union soviétique ont mené une lutte acharnée pour le contrôle du monde, mais contrairement aux conflits du passé, cette guerre ne s'est pas limitée aux affrontements militaires. La guerre économique est devenue un levier central de cette rivalité.

Washington a compris très tôt que la puissance militaire seule ne suffisait pas. Plutôt que d'envahir militairement l'Europe de l'Ouest, les États-Unis ont utilisé le Plan Marshall pour assurer leur influence économique et politique. Le système de Bretton Woods a consolidé la suprématie du dollar, garantissant aux États-Unis un contrôle indirect mais efficace sur l'économie mondiale.

À l'inverse, l'URSS, focalisée sur la puissance militaire et la conquête territoriale, n'a jamais réussi à construire une économie compétitive. Son retard technologique et industriel a conduit à son effondrement en 1991, marquant la victoire du modèle américain et de la guerre économique sur la guerre idéologique.

L'affrontement du XXI^e Siècle : États-Unis, Chine et Europe

Si la guerre économique a été le moteur de la rivalité Est-Ouest au XX^e siècle, elle est aujourd'hui au cœur d'une nouvelle confrontation : celle qui oppose les États-Unis, la Chine et l'Europe.

Les États-Unis, forts de leur domination financière, utilisent leur monnaie comme une arme. Le dollar, qui règne sur le commerce international, permet à Washington d'imposer des sanctions économiques à ses adversaires, de contrôler les flux financiers et d'exercer une pression sur les entreprises étrangères. Des institutions comme le **CIFUS** (Committee on Foreign Investment in the United States) empêchent les acquisitions d'entreprises stratégiques par des acteurs étrangers, garantissant la suprématie des industries américaines.

La Chine, quant à elle, a adopté une approche plus offensive. Grâce à des initiatives comme la *Belt and Road Initiative*, Pékin étend son influence économique à travers le monde. Son contrôle sur les terres rares, essentielles aux technologies modernes, lui permet de dicter les règles du jeu dans plusieurs secteurs industriels. Ses entreprises, soutenues par l'État, se développent à l'international, parfois au prix d'accusations d'espionnage industriel et de manipulation des marchés.

L'Europe, bien qu'étant une puissance économique de premier plan, peine à imposer une stratégie cohérente. Dépendante des États-Unis pour sa sécurité et de la Chine pour ses approvisionnements industriels, elle se retrouve souvent à la merci des décisions de Washington ou de Pékin. Son absence de politique industrielle unifiée et son retard en matière de numérique et d'intelligence artificielle la rendent vulnérable à la guerre économique qui se joue actuellement.

Les armes invisibles de la Guerre Économique

Contrairement aux conflits traditionnels, la guerre économique ne se déroule pas sur des champs de bataille visibles. Elle s'opère dans l'ombre, à travers des mécanismes subtils mais redoutables.

Les multinationales sont devenues des acteurs majeurs de cette compétition. **Huawei**, accusé d'être un outil d'influence chinois, a été ciblé par des sanctions américaines pour empêcher son expansion dans la 5G. **Google, Facebook et Amazon**, bien qu'entreprises privées, exercent une influence colossale sur les données et l'information mondiale, ce qui leur permet de façonner les décisions politiques et économiques. **BlackRock**, avec ses milliers de milliards de dollars d'actifs sous gestion, oriente discrètement les stratégies économiques de nombreux pays.

L'influence normative joue également un rôle crucial. Les États, à travers des institutions comme l'OMC ou la BCE, imposent des réglementations qui favorisent leurs propres industries tout en pénalisant leurs concurrents.

Enfin, la cyber-guerre est devenue une arme incontournable. Des attaques comme celle contre *SolarWinds* ou *Colonial Pipeline* ont montré que des États ou des groupes privés pouvaient paralyser des infrastructures stratégiques en quelques clics.

L'Europe à la Croisée des chemins

Face à cette montée en puissance de la guerre économique, l'Europe ne peut plus se permettre de rester spectatrice. Elle doit développer une stratégie claire pour protéger ses industries, renforcer son indépendance technologique et se doter d'une véritable intelligence économique.

L'adoption d'un euro numérique, la création d'un écosystème technologique souverain et la mise en place d'une agence européenne de renseignement économique sont autant de pistes à explorer pour éviter que le Vieux Continent ne devienne un terrain de jeu pour les grandes puissances.

L'histoire montre que la domination ne passe plus par les armes, mais par le contrôle des marchés et des technologies. Ceux qui ne participent pas à cette guerre économique risquent d'être relégués au rang de simples spectateurs.

Souveraineté industrielle: le cri d'alarme de la France face à la Guerre Économique

Au cœur de Paris, le 27 mars 2025, s'est tenue l'une des auditions parlementaires les plus importantes et en même temps les plus désolantes des dernières années : la Commission d'enquête sur les freins à la réindustrialisation de la France. Dans une salle presque vide, avec seulement quatre députés présents, s'est déroulé un échange de très haut niveau entre les rares experts encore engagés dans la défense du concept de souveraineté industrielle nationale.

Le président Charles Rodwell et le rapporteur Alexandre Loubet ont accueilli en visioconférence quatre témoins d'exception: Bernard Carayon, maire de Lavaur et ancien député; Alain Juillet, ancien directeur du renseignement à la DGSE ; Christian Harbulot, directeur de l'Ecole de Guerre Économique; et Frédéric Pierucci, ancien cadre dirigeant d'Alstom et victime directe de l'agressivité juridique extraterritoriale américaine. Un panel qui, par ses compétences et expériences, pourrait constituer un Conseil de sécurité économique.

Le diagnostic de Bernard Carayon : le retour du colbertisme et la fracture de l'État

Carayon a ouvert les travaux avec une déclaration programmatique claire : « L'industrie est le moteur de la recherche, de l'enracinement territorial, de la promotion sociale et de la souveraineté technologique ». Sans industrie, la France ne peut pas être une puissance. Il a dénoncé le blocage idéologique qui, pendant des années, a rendu tabous les termes de « patriotisme économique » ou de « politique industrielle ». Ces concepts redeviennent d'actualité, mais dans un contexte dramatiquement dégradé.

Entre 2015 et 2018, la fracture de l'État s'est illustrée avec la question de la taxonomie européenne. Conception idéologique née au ministère de la Transition écologique, reprise par la direction du Trésor, elle a exclu la filière nucléaire des énergies durables, l'empêchant d'accéder à des financements publics. Une décision suicidaire, applaudie par Bruxelles.

Carayon a appelé à l'unité de l'État, à la stabilité fiscale, à la simplification administrative, et surtout au courage diplomatique. Il a critiqué l'obsession européenne pour les « aides transversales » incapables de soutenir des secteurs stratégiques. Il propose un nouveau Fonds stratégique d'investissement national, financé par capital public et épargne privée, capable de mobiliser 200 à 300 milliards.

Enfin, il a souligné que le filtrage des investissements étrangers dépend d'un simple chef de bureau à Bercy. Et a rappelé l'absence de réciprocité commerciale : « La Chine ne respecte pas les conventions de l'OIT sur les droits syndicaux. Pourtant, nous continuons à importer librement ».

Alain Juillet : l'intelligence économique est la guerre du XXIe siècle

L'ancien directeur du renseignement extérieur a donné le ton stratégique : « Nous n'avons pas d'amis. Nous sommes en guerre économique mondiale. Celui qui gagne est celui qui est le mieux informé. » Il a comparé la situation à la guerre en Ukraine : sans les renseignements américains, l'Ukraine ne pourrait pas résister.

En économie, c'est la même chose : les services français ne sont pas préparés, manquent d'expertise sectorielle (santé, défense, alimentation), et luttent avec une culture orientée

uniquement vers l'antiterrorisme. Le problème, dit-il, n'est pas l'argent, mais les priorités politiques.

Il a dénoncé l'abandon de l'Afrique par les banques françaises au profit des banques marocaines, et l'exode des start-up françaises vers les États-Unis et la Chine, qui récupèrent nos chercheurs, ingénieurs et entreprises naissantes. « Les autres agissent comme des blocs public-privé. Nous, nous sommes désorganisés ».

Christian Harbulot : la guerre économique en temps de paix, la doctrine perdue

Avec un ton à la fois polémique et analytique, Harbulot a pointé le « point aveugle » français: l'incapacité à penser l'accroissement de puissance par l'économie. Il a rappelé les réussites de la France pendant la Première Guerre mondiale en matière de guerre économique, et les cas de la Corée du Sud ou du Japon, qui ont utilisé la stratégie économique pour survivre à des crises existentielles.

Il a dénoncé l'interdiction faite par le Commissariat au Plan dans les années 90 d'aborder la notion d'affrontement entre puissances. Il a accusé Ambroise Roux (CGE) d'avoir saboté la politique industrielle de De Gaulle dans le domaine de l'informatique.

« Il nous faut une culture officielle de la guerre économique », a-t-il insisté. Il a appelé à une mobilisation civile, à des contre-attaques informationnelles, à la formation stratégique. Et lancé: « Si nous ne sommes même pas capables de manifester devant les ambassades étrangères lorsqu'on pirate nos hôpitaux, autant aller vendre des gaufres à la plage ».

Frédéric Pierucci : le colonialisme juridique américain expliqué par une victime

Frédéric Pierucci, ex-dirigeant d'Alstom arrêté en 2013 par le DOJ américain, a dénoncé l'extraterritorialité du droit américain comme instrument de domination économique. Depuis la fin de la Guerre froide, affirme-t-il, les services américains ont réorienté leur action vers l'espionnage économique. Il estime que 60 % de leurs activités concernent l'économie. Il a énuméré l'arsenal juridique américain : FCPA, OFAC, ITAR, Cloud Act, Patriot Act... utilisés pour sanctionner et faire pression. Puis, les entreprises sont invitées à venir s'installer aux États-Unis : énergie bon marché, subventions (IRA), protection juridique exclusive.

Il a cité l'exemple de Siemens, sauvée par un prêt de 15 milliards de l'État allemand, sans demander l'accord de Bruxelles. Et déploré que la France continue de jouer avec des « règles » que personne d'autre ne respecte.

Les réponses aux députés : le naufrage organisé de la souveraineté

Face aux questions du président Rodwell, les intervenants ont confirmé la faiblesse des moyens. Carayon a rappelé que les services de filtrage des IDE sont dirigés par un chef de bureau. Juillet a pointé l'absence de contrôle du respect des engagements des investisseurs. Harbulot a dénoncé le retour du corporatisme dans la DGSI. Pierucci a révélé que dans les cas Alstom ou Alcatel, l'État savait, mais n'a pas agi.

Sur le financement, Carayon a plaidé pour un fonds souverain de 300 milliards, Juillet pour le retour à l'emprunt populaire (comme les emprunts Pinay), Pierucci pour une commande publique orientée vers les entreprises françaises. « Les États-Unis ont bâti leurs champions sur la commande publique, nous finançons Amazon et Microsoft avec notre argent public. »

LMB Aerospace, Photonis : deux poids, deux mesures

Le député Loubet a évoqué le cas de LMB Aerospace, équipementier stratégique pour les Rafale, chars Leclerc et SNLE. En risque de rachat par des fonds américains, l'entreprise reste ignorée des médias. Contrairement à Photonis, sauvée grâce à l'attention médiatique. Carayon a appelé à une mobilisation transpartisane. Juillet a recommandé la pression médiatique. Harbulot a proposé le soutien des étudiants de l'EGE pour une campagne d'influence. Pierucci a conclu : « Quel parti politique pourrait s'opposer à la défense d'une entreprise française stratégique ? Aucun ».

Atlantisme et omerta : la longue marche de la colonisation culturelle

À la question du député Tanguy sur l'« atlantisme », Carayon a rappelé la fascination aveugle des élites françaises pour les États-Unis, même lorsqu'ils les spolient. Harbulot a évoqué la visite d'une agente de la CIA à l'EGE dès 1997. Juillet a raconté les campagnes de diffamation qu'il a subies. Pierucci a mis en cause les trajectoires de carrière fulgurantes de ceux qui ont facilité la vente d'Alstom.

ONG, cabinets de conseil, presse : les armes d'une guerre invisible

Les intervenants ont démonté le mythe de la neutralité des ONG. Selon Juillet, Carayon et Harbulot, elles sont souvent financées par des États ou des multinationales, et attaquent l'industrie française. Certaines reçoivent même des fonds publics. Harbulot parle de « rente de situation » : les ONG sont devenues des carrières lucratives, déconnectées de tout idéal. Pierucci a révélé que l'OCCRP (consortium de journalistes à l'origine des Panama Papers) était financé par USAID et opérait sous influence du Département d'État. Aucun scandale financier américain n'y figure.

Concernant la presse, Juillet parle de contrôle idéologique et économique. Harbulot appelle à des campagnes de contre-influence légitimes.

Conclusion

Au terme de cette audition, une question demeure : comment un État peut-il survivre s'il finance les ONG qui sabotent ses politiques publiques, s'il marginalise ses propres experts, s'il délègue sa souveraineté numérique, et s'il criminalise la notion même d'intérêt national ? Si la réponse n'est pas trouvée rapidement, d'autres réécriront à notre place l'histoire industrielle de la France. Ce processus est déjà bien engagé.

L'Europe sous influence : la subordination stratégique aux États-Unis

L'Union européenne se trouve aujourd'hui dans une position de claire subordination aux États-Unis. Plutôt que de développer une stratégie indépendante, Bruxelles suit aveuglément la ligne tracée par Washington, même lorsque cela va à l'encontre de ses propres intérêts. Le véritable problème de l'Europe réside dans une classe dirigeante incapable de répondre aux défis contemporains, acceptant de jouer un rôle secondaire plutôt que de défendre une politique étrangère autonome. Cette absence de vision stratégique s'est manifestée avec force dans la crise ukrainienne, où les capitales européennes ont adopté sans réserve la position américaine, sacrifiant ainsi toute possibilité de médiation diplomatique qui aurait pu leur permettre de peser dans le conflit.

L'Europe n'a pas su affirmer une ligne décisionnelle indépendante. Alors que Washington fixe les objectifs – du soutien militaire à Kiev à la politique de sanctions contre Moscou – l'UE s'aligne systématiquement, souvent après coup. Toute tentative interne d'affirmer une position alternative est rapidement écartée au nom de l'unité transatlantique. Le résultat est une Europe qui ne dicte plus l'agenda international, mais se contente de suivre celui des États-Unis, réduisant ainsi son rôle à celui d'un acteur passif sur la scène mondiale. Ce schéma s'est répété à plusieurs reprises, que ce soit lors des interventions militaires passées (Irak, Afghanistan) ou dans la crise actuelle, où les gouvernements européens ont rarement osé remettre en question les orientations dictées par Washington. Cette dynamique relègue l'Europe au rang de spectateur, incapable de jouer un rôle d'équilibre entre les grandes puissances.

Un fait révélateur de cette perte d'influence est l'absence totale d'initiatives diplomatiques européennes pour mettre fin au conflit. "Sans une vision claire, d'autres prennent les décisions à notre place". L'UE a abandonné toute tentative de médiation, laissant ainsi le champ libre à d'autres acteurs. Faute d'une stratégie commune – due en partie aux divergences d'intérêts entre la France, l'Allemagne, les pays d'Europe de l'Est et du Sud – aucune voix européenne unie ne s'est fait entendre. L'Union semble avoir perdu toute capacité d'action autonome, s'enfermant dans une posture où elle préfère ignorer les réalités géopolitiques qui redéfinissent pourtant les rapports de force mondiaux.

Conséquences stratégiques, économiques et énergétiques de cette dépendance

Le choix de l'Europe de s'aligner totalement sur les États-Unis dans le conflit ukrainien entraîne des conséquences lourdes sur plusieurs fronts. Sur le plan stratégique, l'UE reste dépendante de l'OTAN pour sa sécurité, ce qui limite son autonomie. Économiquement, les sanctions et la guerre prolongée ont fragilisé l'industrie et le commerce européens. Sur le plan énergétique, la rupture avec la Russie a plongé l'Europe dans une crise coûteuse, tout en la rendant plus vulnérable à d'autres dépendances.

a) Conséquences stratégiques

Dépourvue d'une armée commune et d'une réelle coordination en politique étrangère, l'Europe a délégué sa sécurité à l'OTAN, et donc aux États-Unis. Cette absence d'autonomie stratégique signifie que l'UE n'a aucune capacité d'initiative propre en matière de défense et de diplomatie. Malgré les discours récurrents sur une "Europe de la défense", la réalité est toute autre : sans l'appui militaire américain, l'Europe peine à exister sur la scène internationale.

Cette subordination pose un problème majeur : les décisions cruciales en matière de sécurité ne sont pas prises à Bruxelles, mais à Washington. L'exemple ukrainien en est la démonstration flagrante : bien que la guerre se déroule aux portes du continent européen, c'est essentiellement l'Amérique qui fixe le cap, tandis que l'UE se contente de suivre.

b) Conséquences économiques

Sur le plan économique, l'Europe subit de plein fouet les effets de la guerre et des sanctions imposées à la Russie. L'UE, autrefois première puissance économique mondiale, est aujourd'hui menacée de récession, affaiblie par la crise énergétique et l'inflation galopante. La compétitivité industrielle européenne est mise à mal par la flambée des coûts de production, notamment en Allemagne et en Italie.

Un indicateur préoccupant est le phénomène de désindustrialisation : la nécessité de réduire la consommation d'énergie a conduit de nombreuses entreprises européennes à ralentir ou arrêter leur production, ce qui accélère la fermeture d'usines et la délocalisation vers des régions où les coûts sont plus faibles. Les secteurs les plus touchés incluent la métallurgie, la chimie et l'automobile, essentiels à l'économie européenne. Pendant ce temps, la Russie redirige ses exportations vers l'Asie et le Moyen-Orient, consolidant de nouveaux partenariats pendant que l'Europe perd des parts de marché.

Par ailleurs, cette crise a également sapé la confiance dans le système financier occidental. L'essor des BRICS et la tendance à la dé-dollarisation montrent que de nombreux pays cherchent à s'émanciper de la domination financière occidentale. Plusieurs États réduisent leur exposition à l'euro et au dollar, préférant mener leurs transactions en monnaies locales. L'influence économique européenne s'en trouve affaiblie.

c) Conséquences énergétiques

Sur le plan énergétique, les choix de l'UE se sont révélés particulièrement coûteux. L'Europe dépendait du gaz russe pour assurer sa compétitivité industrielle et la stabilité de ses prix de l'énergie. Après la guerre, Bruxelles – sous forte pression de Washington – a rompu cette dépendance, espérant affaiblir Moscou économiquement. Toutefois, cette décision a eu l'effet inverse : plutôt que d'atteindre l'indépendance énergétique, l'Europe s'est simplement liée à d'autres fournisseurs, notamment les États-Unis, qui vendent du gaz liquéfié (GNL) à des prix exorbitants.

Deux ans après le début du conflit, il est évident que le principal gagnant est l'industrie énergétique américaine, qui est devenue le premier fournisseur de GNL de l'Europe, engrangeant des profits record. Le fardeau financier, lui, est porté par les consommateurs européens. Contrairement au gaz russe, transporté par gazoduc à un prix stable, le GNL américain est significativement plus cher, augmentant jusqu'à 50 % les coûts énergétiques des entreprises européennes et des ménages.

Une Europe marginalisée : Exclue des grandes négociations

Alors que la guerre en Ukraine se poursuit, un constat s'impose : l'Europe est absente des négociations majeures sur l'avenir du conflit. Les discussions essentielles se déroulent sur l'axe Washington-Moscou ou Washington-Pékin, sans la moindre consultation européenne. Cette marginalisation ne se limite pas à l'Ukraine. En Moyen-Orient, les États-Unis ont négocié des accords sur Israël et les pays du Golfe sans véritable implication de l'UE. De même, les grandes discussions mondiales – sur la Chine, l'Iran ou la Corée du Nord – se tiennent sans Bruxelles. Cette absence est le résultat direct du manque d'unité et de cohérence stratégique de l'Europe, qui ne parle pas d'une seule voix et se contente de suivre des décisions prises ailleurs.

L'avenir de l'Europe dans un monde multipolaire

Le monde évolue vers un ordre multipolaire, où de nouvelles puissances – Chine, Inde, Brésil – gagnent en influence tandis que l'hégémonie occidentale s'effrite. L'Europe doit maintenant faire face à une réalité inconfortable : elle n'est plus un acteur central dans les grandes décisions mondiales.

Si l'UE ne parvient pas à redéfinir son rôle, elle risque de rester une simple extension des politiques américaines, incapable d'imposer sa propre vision. Pour éviter cette relégation, l'Europe doit se réveiller et investir dans une politique étrangère et de défense véritablement

autonome. Il est encore temps de rétablir un équilibre dans ses relations avec les États-Unis, en devenant un allié à part entière plutôt qu'un simple suiveur.

Si cette transformation ne se produit pas, l'Europe restera en marge du nouvel ordre mondial, assumant les coûts des stratégies décidées par d'autres. L'histoire ne laisse pas de place aux retardataires : soit l'Europe prend son destin en main, soit elle se condamne à devenir une périphérie sans influence dans le monde de demain.

Bibliografia - Références bibliographiques – Bibliography

Carayon, Bernard. *Patriotisme économique : De la guerre économique à la guerre tout court*. Paris : Éditions du Rocher, 2006.

Commission européenne. *Règlement sur l'intelligence artificielle (AI Act)*. Bruxelles : Commission européenne, 2024.

École de Guerre Économique (EGE). *Publications et rapports stratégiques*. Paris : www.ege.fr.

Gagliano, Giuseppe. *L'intelligence économique et la guerre économique*. Paris : Éditions de l'École de Guerre Économique, 2019.

Harbulot, Christian. *La guerre économique*. Paris : VA Éditions, 2020.

———. *Manuel de l'intelligence économique*. Paris : Presses Universitaires de France, 2009.

———. « La guerre économique : une guerre sans morts ? » *Les Cahiers de l'intelligence économique*, no. 4 (2005).

Juillet, Alain. *Renseignement et intelligence économique : Le nouveau monde*. Paris : VA Éditions, 2021.

Luttwak, Edward N. "From Geopolitics to Geo-Economics: Logic of Conflict, Grammar of Commerce." *The National Interest*, no. 20 (Summer 1990): 17–23.

———. *Turbo-Capitalism: Winners and Losers in the Global Economy*. New York : HarperCollins, 1999.

Office of the United States Trade Representative (USTR). *Annual Reports on Trade Barriers and Enforcement*. Washington, DC : Office of the USTR, 2018–2024.

Poutine, Vladimir. Déclaration lors d'un discours à propos de l'intelligence artificielle, 2017. Cité dans divers travaux analytiques sur la géopolitique de l'IA.

Rapport Martre. *Intelligence économique et stratégie des entreprises*. Commissariat général du Plan. Paris : La Documentation Française, 1994.

U.S. International Trade Commission. *Reports and Investigations on Unfair Trade Practices and Intellectual Property Theft*. Washington, DC : USITC, années diverses.

Capitolo II – Dinamiche di potere e casi di guerra economica

Il secondo capitolo analizza episodi emblematici di guerra economica contemporanea. Attraverso casi reali – dalla controversa vendita dei Gripen in Brasile alle tensioni tecnologiche tra Nvidia e la Cina, passando per operazioni di difesa degli asset strategici come US Steel, o casi di penetrazione industriale come Piaggio Aerospace – si evidenziano le strategie economiche come proiezione diretta di interessi geopolitici. Questi esempi illustrano come Stati e imprese utilizzino norme giuridiche, controlli sulle tecnologie e politiche industriali per consolidare il proprio potere o limitare quello degli avversari.

Chapitre II – Dynamiques de pouvoir et cas de guerre économique

Le deuxième chapitre analyse des épisodes emblématiques de la guerre économique contemporaine. À travers des cas concrets – de la vente controversée des Gripen au Brésil aux tensions technologiques entre Nvidia et la Chine, en passant par des opérations de défense d'actifs stratégiques comme US Steel, ou des exemples de pénétration industrielle tels que Piaggio Aerospace – il met en évidence les stratégies économiques comme projection directe d'intérêts géopolitiques. Ces exemples illustrent comment États et entreprises utilisent le droit, les contrôles technologiques et les politiques industrielles pour consolider leur puissance ou limiter celle de leurs adversaires.

Chapter II – Power Dynamics and Cases of Economic Warfare

The second chapter analyzes emblematic episodes of contemporary economic warfare. Through real-world cases – from the controversial sale of Gripen jets in Brazil to technological tensions between Nvidia and China, including operations to defend strategic assets such as US Steel or instances of industrial penetration like Piaggio Aerospace – it highlights economic strategies as a direct projection of geopolitical interests. These examples show how states and companies use legal frameworks, technology controls, and industrial policies to strengthen their own power or curb that of their rivals.

L'affaire des Gripen au Brésil : une guerre économique sous couvert du droit américain

La récente demande du Département de la Justice des États-Unis à l'encontre de la société suédoise Saab concernant la vente de 36 avions de combat Gripen au Brésil a ouvert un nouveau front de tensions géopolitiques. Cette enquête, considérée par beaucoup comme une ingérence dans les relations bilatérales entre le Brésil et la Suède, soulève des questions sur le contrôle technologique et la concurrence entre puissances mondiales.

Une affaire stratégique : le choix des Gripen

En 2014, le Brésil a décidé d'acheter des chasseurs Gripen de fabrication suédoise, préférant ces appareils aux modèles américains Boeing. Ce choix était motivé par des considérations économiques et stratégiques : l'offre suédoise incluait un programme de transfert technologique qui permettait au Brésil de développer des capacités industrielles et d'ingénierie locales. Cependant, cette décision n'a pas complètement éliminé la dépendance du Brésil vis-à-vis de fournisseurs étrangers, car certains composants critiques des avions, tels que les moteurs et les sièges éjectables, proviennent des États-Unis et du Royaume-Uni. Cette interdépendance technologique complexe expose le Brésil à des pressions extérieures, en particulier de la part des États-Unis, qui, par le contrôle des composants et des licences, peuvent influencer la capacité du pays sud-américain à tirer pleinement parti de son investissement.

Le rôle du droit américain dans les transactions internationales

Les États-Unis mènent leur enquête sur Saab en s'appuyant sur le Foreign Corrupt Practices Act (FCPA), une loi conçue pour lutter contre la corruption internationale. Bien que cette législation ait pour objectif déclaré de promouvoir la transparence, son utilisation fréquente dans des affaires impliquant des pays tiers est perçue par certains comme un outil d'influence géopolitique.

Le Brésil est l'une des cibles principales des actions légales fondées sur la FCPA, après la Chine. Cette situation suscite des doutes sur le fait que ces enquêtes dépassent les préoccupations purement juridiques et constituent en réalité une stratégie visant à maintenir le Brésil dans une position de subordination par rapport aux intérêts américains.

Les implications géopolitiques

La vente des Gripen dépasse la simple transaction commerciale. Les États-Unis, traditionnellement influents dans les approvisionnements militaires en Amérique latine, ont perçu la décision du Brésil comme un signal d'une plus grande indépendance. Cependant, cette autonomie est limitée par la dépendance du Brésil à l'égard des technologies américaines et britanniques pour des composants clés. Par ailleurs, l'entrée de la Suède dans l'OTAN renforce les liens entre Saab et les intérêts stratégiques occidentaux, rendant le Brésil encore plus vulnérable à d'éventuelles restrictions imposées par les alliés atlantiques.

Une guerre économique exemplaire : le cas des Gripen

Le cas de la vente des Gripen au Brésil est un exemple typique de guerre économique, car il illustre comment une puissance mondiale, ici les États-Unis, utilise des outils juridiques,

économiques et diplomatiques pour maintenir le contrôle sur des secteurs stratégiques, réduire la concurrence et préserver son influence géopolitique.

La guerre économique liée au cas Gripen montre comment les États-Unis exploitent un enchevêtrement complexe d'outils législatifs, politiques et technologiques pour renforcer leur position stratégique et limiter la concurrence internationale. Parmi ces outils, le Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) joue un rôle central. Bien que formellement introduite en 1977 pour lutter contre la corruption internationale, cette loi est fréquemment utilisée pour cibler des entreprises et des pays concurrents, élargissant ainsi l'influence américaine sur les marchés mondiaux.

Dans le cas de la vente des Gripen au Brésil, l'utilisation de la FCPA pour enquêter sur Saab apparaît comme une tentative de contrôler les choix stratégiques de Brasilia et de limiter sa liberté de collaborer avec des partenaires extérieurs à l'influence américaine.

L'utilisation de la FCPA dans des contextes stratégiques

La FCPA a été utilisée à plusieurs reprises pour renforcer la domination économique des États-Unis. Un exemple emblématique est celui de la multinationale française Alstom en 2014. Accusée de corruption dans des contrats énergétiques internationaux, Alstom a fait l'objet d'une enquête qui a conduit à son acquisition par General Electric, une entreprise américaine. Cette manœuvre a été largement perçue comme une stratégie visant à éliminer un concurrent européen dans le secteur énergétique et à consolider la position des États-Unis.

Un autre exemple est celui de Siemens, le leader allemand des infrastructures et de l'énergie, qui a été condamné en 2008 à une amende de 800 millions de dollars pour des violations présumées de la FCPA. Ces accusations ont gravement affecté la réputation de l'entreprise, favorisant ses concurrents américains sur des marchés clés.

Même si cela n'est pas directement lié à la FCPA, le scandale Lava Jato au Brésil est également révélateur. Cette opération anticorruption, qui a impliqué Petrobras et d'autres entreprises stratégiques brésiliennes, a été menée avec le soutien d'agences américaines. Les conséquences ont été désastreuses pour l'économie brésilienne, car de nombreuses entreprises impliquées ont perdu leur compétitivité et ont été contraintes de céder du terrain à des compagnies américaines dans les secteurs pétrolier et de la construction.

Les autres outils de domination économique américaine

Outre la FCPA, les États-Unis utilisent une gamme d'outils législatifs pour freiner leurs concurrents et préserver leur contrôle sur des secteurs stratégiques:

- Section 301 du Trade Act de 1974 : elle permet au président américain d'imposer des sanctions commerciales contre des pays accusés de pratiques déloyales. Cette mesure a été utilisée pour cibler le secteur technologique chinois pendant la guerre commerciale menée par l'administration Trump.
- Sanctions économiques : elles sont souvent appliquées pour cibler des entreprises ou des pays considérés comme une menace pour la sécurité nationale. Un exemple notable est celui de Huawei, le géant des télécommunications chinois, qui a été soumis à des restrictions limitant son accès aux marchés occidentaux.
- Export Control Regulations : ces réglementations interdisent la vente de technologies avancées à des pays considérés comme des concurrents stratégiques, comme la Chine.
- Section 232 du Trade Expansion Act de 1962 : elle a été utilisée pour imposer des droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés, sous prétexte de protéger la sécurité nationale.

Leçons pour le Brésil et implications globales

Pour le Brésil, le cas des Gripen met en évidence la nécessité de réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs américains et de diversifier ses partenariats internationaux. La coopération avec des pays comme la Chine, l'Inde et d'autres membres des BRICS pourrait offrir des opportunités pour accéder à des technologies stratégiques sans les restrictions imposées par les puissances occidentales. Cependant, cela nécessite également des investissements dans le développement de capacités technologiques et industrielles nationales.

Construire une souveraineté économique

Comme le montrent Claude Revel et Éric Denécé dans leur ouvrage, la guerre économique menée par les États-Unis repose sur une combinaison sophistiquée d'outils juridiques et stratégiques. Pour contrer ces pratiques, le Brésil et d'autres nations émergentes doivent élaborer des stratégies de souveraineté technologique et économique.

Les enseignements de l'École de Guerre Économique de Paris rappellent l'importance de développer une vision stratégique, fondée sur la résilience économique et une anticipation des dynamiques géopolitiques. Une approche coordonnée entre États et entreprises est essentielle pour garantir un avenir économique stable et autonome face à des menaces croissantes dans un monde globalisé.

La « Grande Zone » : les fondations de l'hégémonie économique américaine post-1945

Durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont jeté les bases d'une stratégie mondiale visant à établir une domination sans précédent. Les décideurs politiques et militaires de l'époque avaient compris qu'à la fin du conflit, leur pays serait en position de force, dépassant ses rivaux affaiblis ou détruits. La production industrielle américaine avait plus que triplé, et le pays contrôlait solidement l'hémisphère occidental ainsi que les principaux océans. Forts de la puissance militaire la plus avancée au monde, les dirigeants américains ont planifié un ordre global où leur influence serait incontestée et où l'exercice de la souveraineté des autres États serait strictement limité pour éviter toute interférence avec leurs objectifs.

Dans ce contexte, des responsables de haut niveau, soutenus par les cercles économiques influents, ont élaboré une stratégie appelée la « Grande Zone » (Grand Area). Selon cette vision, les États-Unis devaient intégrer sous leur contrôle direct ou indirect toutes les régions considérées comme stratégiquement indispensables. Ces zones comprenaient au minimum l'hémisphère occidental, l'Extrême-Orient, les territoires de l'ancien empire britannique, l'Europe occidentale et méridionale, ainsi que les riches ressources pétrolières du Moyen-Orient. Cette ambition, idéalement, s'étendait à l'ensemble du globe, avec des plans détaillés pour chaque région et pour les institutions internationales censées superviser cet ordre.

George Kennan, l'un des architectes clés de cet ordre mondial, a énoncé clairement les objectifs dans un rapport stratégique de 1948. Il soulignait que les États-Unis, bien qu'abritant seulement une petite partie de la population mondiale, possédaient une proportion disproportionnée des richesses globales. Il estimait que maintenir cet écart était essentiel pour la puissance américaine. Les idéaux altruistes tels que les droits de l'homme ou la démocratie étaient jugés contre-productifs dans un monde gouverné par les rapports de force. Kennan recommandait une approche centrée sur le pouvoir, soutenue par une politique de réarmement constante, considérée comme un élément clé pour assurer la suprématie économique et militaire.

Cette stratégie a attribué des fonctions spécifiques à chaque région. L'Asie du Sud-Est devait fournir des matières premières et servir de marché aux économies alliées comme le Japon et l'Europe occidentale. Le Moyen-Orient était vu comme une source majeure de puissance stratégique et d'investissements étrangers, ses ressources énergétiques devant impérativement rester sous contrôle occidental. Toute forme de nationalisme local, notamment le contrôle des ressources par les populations concernées, était perçue comme une menace grave. Une note du Département d'État de 1958 affirmait que le nationalisme radical dans la région menaçait directement l'accès occidental aux ressources pétrolières.

En Amérique latine, les priorités américaines visaient à garantir des approvisionnements pour l'économie nationale tout en ouvrant des marchés pour les exportations et les capitaux américains. Le développement local n'était accepté que dans la mesure où il ne remettait pas en cause les profits des investisseurs américains. Les initiatives nationales visant une distribution plus équitable des richesses ou une amélioration des conditions de vie des masses étaient systématiquement rejetées comme incompatibles avec les intérêts de Washington. Lors d'une conférence en 1945, les États-Unis ont imposé une charte économique pour l'Amérique, réclamant l'abandon de toute forme de nationalisme

économique et affirmant que les véritables bénéficiaires des ressources locales devaient être les investisseurs étrangers, et non les populations locales.

Ces principes directeurs de l'hégémonie américaine ont perduré. La stratégie contemporaine continue de viser à contenir d'autres centres de pouvoir, à préserver le contrôle des ressources énergétiques mondiales et à empêcher toute forme de nationalisme indépendant qui pourrait défier l'ordre mondial dominé par les États-Unis. À l'intérieur du pays, la population américaine est tenue à l'écart de ces réalités stratégiques, préservant une continuité remarquable dans l'exercice de la puissance globale américaine.

Nvidia sous enquête chinoise : une bataille stratégique pour la domination technologique

L'affaire impliquant Nvidia, sous enquête en Chine pour un présumé abus de position dominante, est un exemple paradigmatique de ce que Christian Harbulot définit dans ses travaux sur l'école de guerre économique comme une « bataille stratégique pour la domination technologique ». Il ne s'agit pas d'une simple enquête réglementaire, mais bien d'une pièce dans le puzzle d'un affrontement économique et géopolitique plus vaste entre la Chine et les États-Unis, où la technologie est devenue le principal champ de bataille.

Contexte de l'enquête

L'enquête lancée par les autorités chinoises contre Nvidia concerne l'acquisition de Mellanox Technologies, une entreprise israélienne spécialisée dans la conception d'équipements réseau, réalisée en 2020. L'accusation, selon le communiqué de l'Administration d'État pour la régulation des marchés chinois, serait celle de ne pas avoir respecté les engagements pris au moment de la fusion. Parmi ces engagements figurait la garantie de conditions commerciales équitables et non discriminatoires pour les clients chinois.

Cependant, cette initiative réglementaire ne peut être interprétée comme un simple cas d'application de la législation antitrust. Elle s'inscrit plutôt dans une escalade de mesures de rétorsion entre Pékin et Washington, où le secteur technologique, et plus particulièrement celui des semi-conducteurs, est devenu l'épicentre d'une guerre économique mondiale.

Un exemple classique de guerre économique

En suivant les enseignements de Harbulot, on peut identifier dans cette affaire tous les éléments clés d'une stratégie de guerre économique. La Chine, face aux restrictions de plus en plus strictes imposées par les États-Unis sur l'exportation de puces avancées, réagit en ciblant un symbole de l'excellence technologique américaine. Nvidia, leader mondial dans le domaine des puces pour l'intelligence artificielle, est l'un des acteurs les plus vulnérables dans cette guerre : d'un côté, sa domination mondiale en fait une cible privilégiée ; de l'autre, sa difficulté croissante à pénétrer le marché chinois limite sa capacité de défense.

Les États-Unis, quant à eux, n'ont jamais caché l'objectif de leurs restrictions : freiner la croissance technologique chinoise, perçue comme une menace directe à leur suprématie mondiale. Les limitations à l'exportation de puces avancées comme les A100 et H100 ne sont pas seulement une mesure de sécurité nationale, mais également un instrument pour maintenir le contrôle des secteurs les plus stratégiques de l'économie mondiale.

Les implications pour Nvidia et le marché mondial

Les conséquences de cette enquête pourraient être moins significatives qu'il n'y paraît pour Nvidia, du moins à court terme. Comme l'ont souligné les analystes, sa part de marché en Chine a déjà été fortement réduite par les restrictions américaines, qui ont empêché l'exportation de ses puces les plus avancées. Cependant, l'attaque chinoise revêt une nette valeur symbolique : elle montre au monde que Pékin n'entend pas rester passive et qu'elle est prête à utiliser tous les leviers à sa disposition pour répondre aux coups portés par Washington.

De plus, cette affaire constitue un avertissement pour d'autres entreprises technologiques occidentales, qui pourraient être ciblées à l'avenir. L'objectif de la Chine est double : d'une part, protéger et encourager le développement d'acteurs nationaux comme Huawei, et d'autre part, dissuader les entreprises étrangères de considérer la Chine comme un marché sûr et rentable.

La Chine et le modèle de guerre économique

La réponse chinoise, comme le montre l'école de guerre économique de Harbulot, repose sur une approche asymétrique. Alors que les États-Unis utilisent le contrôle des technologies avancées comme une arme pour étouffer la croissance chinoise, Pékin frappe avec des mesures ciblées et symboliques, comme l'interdiction d'exporter des matériaux critiques (gallium, germanium et antimoine) ou l'ouverture d'enquêtes antitrust contre des géants étrangers. Cette approche est typique des stratégies de guerre économique adoptées par des puissances émergentes cherchant à rééquilibrer une situation d'infériorité structurelle.

L'affaire Nvidia n'est que le dernier chapitre d'un conflit qui s'annonce long et de plus en plus complexe. La technologie, en particulier celle liée à l'intelligence artificielle et aux semi-conducteurs, constitue le cœur battant de l'économie du XXI^e siècle. Pour les États-Unis et la Chine, le contrôle de ces ressources est une question existentielle, une bataille pour déterminer qui dirigera le monde dans les décennies à venir.

L'école de guerre économique nous enseigne que ces dynamiques ne se résolvent pas par des actions isolées, mais nécessitent des stratégies à long terme, où l'économie, la politique et la défense s'entremêlent. L'affaire Nvidia est un parfait exemple de cette nouvelle réalité : un monde où les entreprises ne sont plus seulement des acteurs économiques, mais deviennent des pièces maîtresses sur l'échiquier géopolitique mondial.

US Steel et le Golden Power : le protectionnisme américain face à la souveraineté économique

La récente décision de l'administration américaine de bloquer la vente de US Steel au géant japonais Nippon Steel pour des raisons de sécurité nationale constitue un exemple emblématique de la politique protectionniste et du recours au Golden Power adoptés sous la présidence de Donald Trump, et, à la surprise générale, confirmés par Joe Biden. Cette décision, qui a interrompu une opération estimée à environ 15 milliards de dollars, met en lumière les tensions croissantes autour du contrôle des actifs stratégiques et l'importance de la souveraineté économique aux États-Unis.

Le Golden Power : un outil de protection nationale

Le Golden Power est un mécanisme permettant aux gouvernements d'intervenir pour bloquer ou conditionner l'acquisition d'entreprises jugées stratégiques, afin de protéger les intérêts nationaux dans des secteurs clés tels que la défense, l'énergie et l'industrie lourde. Cet outil, largement utilisé sous la présidence Trump, a été justifié par la nécessité de préserver la sécurité nationale et l'autosuffisance économique.

Dans le cas spécifique de US Steel, le Golden Power a été utilisé pour empêcher l'un des derniers grands producteurs sidérurgiques américains de passer sous contrôle japonais. La sidérurgie, secteur crucial pour l'industrie automobile, la construction d'infrastructures et la défense, a été définie par Trump lui-même comme « un pilier fondamental de la sécurité nationale des États-Unis ».

La politique protectionniste de Trump

Donald Trump a bâti une grande partie de son agenda économique sur des politiques protectionnistes, imposant des droits de douane et des barrières pour contrer les pratiques commerciales jugées déloyales de pays comme la Chine et le Japon. Pendant son mandat, Trump a considérablement augmenté les droits de douane sur l'acier importé, les triplant pour les importations en provenance de Chine. L'objectif déclaré était de protéger les emplois américains et de soutenir une industrie sidérurgique nationale en difficulté face à la concurrence mondiale.

La décision de Biden de bloquer l'opération entre Nippon Steel et US Steel s'inscrit dans cette continuité : le président démocrate a adopté la même approche que son prédécesseur, motivant sa décision par la nécessité de préserver l'autonomie industrielle et de contrer le dumping sur les marchés mondiaux.

Implications économiques et politiques

Le blocage de la vente a cependant suscité des réactions contrastées. Alors que le syndicat United Steelworkers a salué la décision, remerciant Biden pour son engagement en faveur de l'industrie américaine, les marchés financiers ont réagi négativement. L'action de US Steel a chuté de 5 %, alimentant les craintes des investisseurs quant à l'avenir de l'entreprise et à l'attractivité du marché américain pour les investisseurs étrangers.

De plus, Nippon Steel pourrait engager des actions juridiques contre le gouvernement américain pour contester les modalités de blocage de l'accord. Cela pourrait ouvrir un

nouveau front de tension commerciale entre les deux pays, avec des répercussions possibles sur d'autres partenariats industriels.

Un précédent dangereux ?

La décision d'interrompre l'opération avec Nippon Steel représente un signal important : les États-Unis ne sont pas disposés à céder le contrôle de secteurs stratégiques à des pays étrangers, même au risque de nuire à leurs relations avec des alliés historiques comme le Japon. Toutefois, il est à craindre que cette décision soit perçue comme une mesure protectionniste excessive, susceptible de décourager de futurs investissements dans le pays. Avec une concurrence mondiale de plus en plus intense, notamment avec la Chine, le protectionnisme pourrait devenir une arme à double tranchant. Les investisseurs mondiaux, dont des géants comme Blackrock et Vanguard, pourraient choisir de déplacer leurs capitaux vers des marchés plus ouverts, affaiblissant davantage la position compétitive de l'industrie américaine.

La guerre économique comme projection de puissance

La décision de bloquer l'acquisition de US Steel par Nippon Steel illustre parfaitement les théories de l'École de guerre économique de Paris, selon lesquelles les économies avancées, comme celle des États-Unis, utilisent des outils économiques pour renforcer leur pouvoir géopolitique. Dans ce cas, empêcher qu'une entreprise stratégique passe sous le contrôle d'acteurs étrangers constitue une forme de défense active : préserver le contrôle des secteurs essentiels à la sécurité nationale, tels que la sidérurgie.

L'acier n'est pas seulement un matériau industriel, mais une ressource critique pour les infrastructures, l'industrie automobile et, surtout, la défense militaire. L'École de guerre économique considère ces secteurs comme des « actifs stratégiques » que chaque État doit protéger pour éviter des vulnérabilités en temps de crise.

Le Golden Power et la souveraineté économique

Le recours au Golden Power, largement utilisé par les États-Unis, est cohérent avec la théorie de la guerre économique : il constitue un outil pour exercer une souveraineté économique. Dans une ère où les échanges mondiaux sont dominés par des logiques de compétition géopolitique, la souveraineté économique est cruciale pour préserver l'autonomie décisionnelle et réduire la dépendance vis-à-vis d'acteurs étrangers.

Empêcher l'acquisition de US Steel signifie éviter qu'une entreprise étrangère, même issue d'un pays allié comme le Japon, accède à des technologies, des compétences et des marchés cruciaux pour les États-Unis. Cette vision est profondément enracinée dans la stratégie économique américaine des dernières années, qui se concentre sur le « découplage » des chaînes de valeur critiques des pays considérés comme des concurrents.

La décision de bloquer l'acquisition de US Steel est une confirmation pratique de la vision de l'École de guerre économique. Les États-Unis considèrent l'économie non pas comme un simple outil de croissance, mais comme un levier fondamental pour renforcer leur sécurité nationale et leur pouvoir global. Dans un monde de plus en plus fragmenté et compétitif, cette stratégie met en évidence le fait que la guerre économique est devenue une dimension incontournable des relations internationales.

Piaggio Aerospace et Baykar : la perte d'un fleuron italien au profit de la stratégie turque

Piaggio Aerospace, l'une des gloires historiques du « Made in Italy », a traversé une odyssee industrielle et politique au cours des dix dernières années, culminant avec sa récente acquisition par le géant turc Baykar. Pour comprendre comment l'Italie a pu perdre une infrastructure stratégique, il faut remonter à l'époque de Matteo Renzi, lorsque les promesses de relance industrielle se sont heurtées à la réalité d'un déclin progressif.

2014 : Renzi et les promesses de renouveau

En 2014, le gouvernement Renzi annonçait avec enthousiasme un plan ambitieux pour relancer l'industrie aérospatiale italienne. Piaggio Aerospace, fleuron de l'ingénierie aéronautique ligurienne, devait incarner cette renaissance industrielle. Le plan prévoyait des investissements publics pour soutenir la production, notamment celle du P.1HH HammerHead, une version avancée de l'avion P.180 Avanti, transformé en drone militaire. Sous la direction de Roberta Pinotti, alors ministre de la Défense, des contrats furent signés pour l'achat de ces drones, promettant un avenir radieux à l'entreprise grâce à une combinaison de commandes militaires et d'une solide base dans le secteur civil.

La réalité : une crise inexorable

Cependant, les problèmes étaient déjà palpables en coulisses. Les financements publics se révélèrent insuffisants pour couvrir les coûts de développement de l'HammerHead, un projet trop ambitieux pour une entreprise de la taille de Piaggio Aerospace. Parallèlement, la concurrence internationale s'intensifiait, dominée par des géants tels que General Atomics et, ironie du sort, Baykar, qui captait une part importante du marché.

La situation se détériora davantage lorsque la société passa sous le contrôle du fonds souverain d'Abu Dhabi, Mubadala, qui perdit progressivement intérêt pour cet investissement peu rentable. Entre 2016 et 2018, Piaggio Aerospace s'enfonça dans une spirale de dettes et de commandes manquées.

2018 : L'administration extraordinaire

En décembre 2018, le gouvernement Conte I plaça Piaggio Aerospace sous administration extraordinaire, tentant de sauver l'entreprise grâce à une gestion commissariale. Le commissaire extraordinaire Vincenzo Nicastro chercha désespérément de nouveaux investisseurs, promettant de relancer la production civile et militaire.

Les négociations s'éternisèrent pendant des années, l'entreprise survivant grâce à des commandes sporadiques. Mais aucune véritable relance ne vit le jour. Sous le gouvernement Draghi, la priorité semblait être de trouver un acquéreur, plutôt que d'investir dans l'avenir de Piaggio Aerospace.

2023 : Baykar entre en scène

En 2023, après des années d'incertitudes, le gouvernement Meloni approuva la vente de Piaggio Aerospace à Baykar, géant turc des drones militaires dirigé par Selçuk Bayraktar, gendre du président Erdogan. La décision fut justifiée par la nécessité de sauver les emplois et d'assurer la continuité de la production.

Cependant, cette cession soulève de nombreuses questions. Pourquoi une entreprise stratégique pour la défense italienne a-t-elle été vendue à une société étrangère liée à un régime de plus en plus éloigné des standards démocratiques européens ? Pourquoi d'autres solutions, telles qu'un partenariat public-privé ou l'implication d'entreprises européennes, n'ont-elles pas été envisagées ?

Un symbole du déclin industriel italien

L'histoire de Piaggio Aerospace illustre les lacunes de l'Italie dans la gestion de ses actifs stratégiques. Depuis l'ère Renzi, les promesses de renouveau se sont évanouies face à une réalité marquée par des investissements publics insuffisants et une gestion incapable de garantir un avenir durable. Finalement, une infrastructure stratégique a été cédée à un acteur étranger au lieu d'être soutenue par une vision à long terme pour le pays.

Les bénéfices pour Ankara

Avec Piaggio Aerospace, Baykar obtient une base de production stratégique au sein de l'Union européenne, facilitant l'accès aux marchés européens pour la vente de drones et d'autres systèmes militaires. Cette position permet également de contourner les restrictions imposées par Bruxelles ou l'OTAN concernant l'exportation de technologies militaires vers des pays tiers. De plus, l'acquisition place Baykar dans une position privilégiée pour participer à des projets européens de défense, renforçant le poids de la Turquie dans les décisions stratégiques de l'industrie européenne.

Sur le plan géopolitique, le contrôle d'une marque européenne prestigieuse comme Piaggio Aerospace renforce l'image internationale de la Turquie, la positionnant comme un acteur clé dans le secteur aérospatial. Parallèlement, Baykar peut combiner les infrastructures italiennes avec ses propres technologies avancées pour développer de nouveaux modèles de drones et répondre à la demande croissante mondiale, en particulier de la part de pays émergents.

L'acquisition de Piaggio Aerospace par Baykar dépasse le cadre économique. Elle incarne une stratégie politique et militaire qui permet à la Turquie d'élargir son influence industrielle, politique et géopolitique, consolidant son rôle de puissance régionale et renforçant sa projection sur la scène mondiale.

L'ascension chinoise: une stratégie de guerre économique derrière le développement pacifique

La Chine représente l'un des acteurs géopolitiques les plus influents du XXI^e siècle, mais aussi l'un des plus difficiles à comprendre. Son ascension, qui combine puissance économique, influence diplomatique et force militaire, est souvent perçue comme un phénomène inévitable et pacifique. Cependant, selon l'analyse proposée par l'École de Guerre Économique de Paris, l'expansion chinoise n'est pas simplement le résultat d'une croissance organique : c'est le fruit d'une stratégie méticuleuse qui intègre des éléments économiques, technologiques et politiques, conçue pour consolider sa domination à long terme.

La doctrine du développement pacifique : une façade aux nombreuses zones d'ombre

Lorsque la Chine évoque le concept de "développement pacifique", elle se présente comme un acteur international rassurant, prêt à collaborer pour le bien commun. Le discours officiel met en avant le respect de la souveraineté des autres pays et le désir de contribuer à la paix mondiale. Pourtant, cette image est souvent en contradiction avec ses actions sur le terrain. Un exemple frappant est l'initiative des "Nouvelles Routes de la Soie" (Belt and Road Initiative, BRI). Ce projet infrastructurel, qui concerne plus de 60 pays, est présenté comme un pont d'opportunités économiques, mais s'accompagne fréquemment d'accusations de "pièges de la dette". De nombreux pays ayant adhéré à la BRI, tels que le Sri Lanka et le Pakistan, se sont retrouvés avec des dettes insoutenables qui les ont contraints à céder le contrôle de ports et d'infrastructures stratégiques. Le cas du port de Hambantota au Sri Lanka est emblématique : le gouvernement a dû le céder à la Chine pour 99 ans après avoir accumulé des dettes irrécupérables.

Parallèlement, Pékin a renforcé son contrôle sur les routes maritimes mondiales, essentielles au commerce international. Environ 30 % du commerce mondial transite par la mer de Chine méridionale, une zone que la Chine considère comme sa propriété exclusive, malgré les décisions internationales contestant ces revendications. La construction d'îles artificielles et leur militarisation sont des actes qui contredisent ouvertement la rhétorique de coopération pacifique affichée par Pékin.

La politique des raccourcis : une stratégie éprouvée et modernisée

La "politique des raccourcis", qui consiste à accélérer le développement en acquérant des connaissances et des technologies extérieures, est une constante de la stratégie chinoise. Comme le souligne l'École de Guerre Économique, Pékin a repris et perfectionné une approche déjà utilisée par le Japon à l'ère Meiji et par la Corée du Sud après la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, la Chine a adapté cette stratégie aux dynamiques contemporaines, combinant des pratiques légales et des activités moins transparentes, comme le cyberespionnage.

Un exemple paradigmatique est le secteur aéronautique. La Commercial Aircraft Corporation of China (COMAC), soutenue directement par le gouvernement, a utilisé à la fois des collaborations internationales et des cyberattaques pour accélérer le développement du C919, le premier avion commercial chinois destiné à concurrencer les géants Boeing et Airbus. Depuis 2010, Airbus et ses sous-traitants ont été victimes de cyberattaques répétées

attribuées à des groupes de hackers tels que Turbine Panda, liés au ministère de la Sécurité de l'État chinois. Ces attaques visaient à voler des données techniques sur les moteurs et les matériaux utilisés, réduisant ainsi les coûts de recherche et développement pour COMAC. En outre, Pékin utilise des accords de coentreprise pour imposer le transfert obligatoire de technologies aux entreprises étrangères souhaitant opérer sur le marché chinois. Cette pratique, souvent critiquée par les entreprises occidentales, a permis à la Chine de développer rapidement des secteurs comme les télécommunications et les énergies renouvelables.

Le double langage chinois : une tradition stratégique

Le "double langage" de Pékin est une caractéristique récurrente de sa politique, basée sur un contraste entre la rhétorique publique et les actions réelles. Cette ambiguïté a des racines historiques profondes, déjà visibles pendant la Guerre froide. À cette époque, la Chine se présentait comme le champion de l'anti-impérialisme, tout en soutenant activement des régimes communistes et en menant des opérations militaires pour étendre son influence.

Aujourd'hui, ce double langage se manifeste dans les différends territoriaux en mer de Chine méridionale. Malgré ses déclarations officielles d'engagement pour la paix, la Chine a construit un véritable réseau de bases militaires sur des îles artificielles, équipées de radars, de pistes d'atterrissage et de missiles sol-air. Ces actions, bien qu'en violation des lois internationales, sont justifiées par Pékin comme des mesures défensives.

Un autre exemple est le secteur technologique. Alors que la Chine promeut la coopération internationale dans des domaines comme l'intelligence artificielle, elle utilise son potentiel technologique pour développer des systèmes de surveillance de masse et renforcer le contrôle interne. Des entreprises comme Huawei, accusées de collaborer avec le gouvernement pour des activités d'espionnage, représentent un point de friction croissant dans les relations entre la Chine et l'Occident.

L'aveuglement stratégique de l'Occident

La capacité de la Chine à progresser rapidement a été facilitée par l'aveuglement stratégique de l'Occident. Après l'effondrement de l'Union soviétique, de nombreux dirigeants occidentaux ont sous-estimé le régime communiste chinois, le considérant comme une relique vouée à disparaître. Cette conviction a conduit à une ouverture indiscriminée des marchés occidentaux au capital et à la production chinoise, sans considérer les conséquences stratégiques à long terme.

Un exemple concret est la pandémie de COVID-19. L'Europe et les États-Unis se sont retrouvés mal préparés pour gérer une crise sanitaire mondiale, en partie à cause de leur dépendance aux fournitures médicales produites en Chine. Masques, respirateurs et autres équipements essentiels étaient presque entièrement fabriqués en Asie, laissant les pays occidentaux vulnérables aux perturbations des chaînes d'approvisionnement.

La crise a mis en lumière un problème plus large : la délocalisation massive de la production industrielle vers la Chine a réduit l'autonomie stratégique de l'Occident dans des secteurs clés, le rendant dépendant d'un pays qui utilise l'économie comme un levier de pouvoir géopolitique.

Conclusions

L'analyse de l'École de Guerre Économique de Paris démontre que la Chine n'est pas simplement un acteur économique en plein essor, mais une puissance qui utilise l'économie

comme un instrument d'influence globale. Son approche, fondée sur des stratégies de raccourcis, un double langage et un contrôle stratégique des ressources, représente un défi sans précédent pour l'Occident.

Pour relever ce défi, un changement radical de perspective est nécessaire. Les États-Unis et l'Europe doivent adopter des politiques économiques et technologiques visant à réduire leur dépendance à la Chine tout en promouvant une coopération interne renforcée. Seule une réponse coordonnée, basée sur une compréhension approfondie des stratégies de Pékin, pourra contrer l'influence d'un régime qui utilise le commerce et l'industrie comme des armes dans une guerre silencieuse mais implacable.

La guerre en Ukraine : quand le militaire occulte la guerre économique systémique

L'invasion russe de l'Ukraine, commencée en 2022, a repositionné la guerre militaire au centre du débat stratégique international, occultant temporairement l'importance des conflits économiques à l'échelle mondiale. Cette attention renouvelée au conflit militaire risque de créer une distorsion dans la compréhension des dynamiques contemporaines du pouvoir. On tend à considérer la guerre économique comme une simple extension des sanctions et des stratégies économiques d'urgence, ignorant son rôle plus large et systémique, capable de façonner les relations internationales en temps de paix.

La guerre en Ukraine et le retour de la polarisation militaire

Alors que la Russie cherche à se repositionner sur l'échiquier géopolitique, le conflit en Ukraine démontre que la force militaire reste un outil de pression, mais pas nécessairement le plus efficace. Le véritable affrontement se joue sur le plan économique : qui saura mieux exploiter les faiblesses structurelles de l'adversaire ? La question de savoir qui profitera finalement de cette guerre, tant sur le plan économique que politique, reste ouverte et souligne un paysage stratégique où les frontières entre conflit armé et guerre économique s'estompent.

La pensée de Clausewitz : limites et anachronismes

La vision de Carl von Clausewitz, définissant la guerre comme la continuation de la politique par d'autres moyens, a dominé la pensée stratégique militaire pendant des siècles. Cependant, l'école française de la guerre économique souligne que cette perspective est aujourd'hui dépassée face à la complexité des dynamiques globales. En se concentrant sur les guerres napoléoniennes, Clausewitz a négligé des facteurs économiques et sociaux déterminants pour le déclin de l'Empire français :

- Blocus économique britannique : L'encerclement naval imposé par le Royaume-Uni fut décisif pour isoler la France.
- Retard industriel : La France, par rapport au Royaume-Uni, n'était pas préparée à soutenir un effort de guerre prolongé.
- Légitimité politique : Le refus d'émanciper les peuples conquis, comme en Italie, a érodé le soutien local, rendant les conquêtes insoutenables.

Ces éléments montrent que le succès militaire ne peut être dissocié du contexte économique et politique. Les guerres de Napoléon, tout comme les conflits actuels, ne sont pas seulement le fruit de stratégies militaires, mais le résultat d'équilibres plus larges incluant l'économie, la politique et la légitimité sociale.

Leçons des guerres mondiales

Les deux guerres mondiales illustrent clairement les limites de la guerre militaire. La Première Guerre mondiale, avec son impasse stratégique et le massacre dans les tranchées, a démontré que le conflit militaire pouvait causer plus de dégâts que de bénéfices. La Seconde Guerre mondiale, bien qu'ayant redessiné l'ordre mondial, a marqué le déclin définitif des puissances européennes et le transfert de la domination mondiale aux États-

Unis. Ces conflits montrent que la victoire sur le champ de bataille ne garantit pas un avantage durable si elle n'est pas accompagnée d'une vision économique et politique cohérente.

La guerre économique : une arme silencieuse mais décisive

Avec l'émergence de l'Union soviétique, le conflit entre blocs ne s'est plus limité à la sphère militaire. L'URSS a adopté une stratégie défensive basée sur la légitimation idéologique et la compétition économique avec l'Occident. Cette approche a culminé pendant la Guerre froide, où les armes économiques (sanctions, embargos, compétition technologique) se sont souvent révélées plus efficaces que les confrontations directes.

Aujourd'hui, la guerre économique systémique représente une nouvelle forme de conflit, où la force ne se mesure plus au nombre de chars, mais à la capacité de rendre les autres États dépendants. Les sanctions contre la Russie, par exemple, ne visent pas seulement à affaiblir son économie, mais à limiter son accès à des ressources stratégiques comme la technologie et les marchés énergétiques. La dépendance de l'Europe au gaz russe a également démontré comment l'économie peut être utilisée comme une arme de coercition.

La Chine et l'affrontement avec les États-Unis

Dans le grand jeu entre la Chine et les États-Unis, la guerre économique a pris une place centrale. Pékin évite le conflit militaire direct, se concentrant sur des stratégies économiques et technologiques pour consolider son influence mondiale. De leur côté, les États-Unis cherchent à contenir la Chine par un mélange de sanctions, d'alliances régionales et de pressions sur des questions sensibles comme Taïwan.

Cet affrontement montre que le champ de bataille du XXI^e siècle est de moins en moins physique et de plus en plus numérique et financier. Le contrôle des réseaux 5G, l'accès aux terres rares et la suprématie technologique sont les véritables armes du pouvoir global.

Dépasser le paradigme militaire

L'obsession pour la guerre militaire, alimentée par les médias et les narrations dominantes, risque d'éclipser d'autres dynamiques stratégiques. La conquête militaire est désormais une exception plutôt que la règle. Le véritable défi réside dans le contrôle systémique, c'est-à-dire la capacité à influencer les secteurs clés de la vie sociale (énergie, technologie, culture) sans recourir à la violence.

Cette nouvelle forme de conflit, définie comme une guerre économique immatérielle, repose sur des outils tels que la manipulation de l'information, le contrôle des infrastructures numériques et l'accès aux données. C'est une guerre invisible, mais non moins dangereuse, qui redessine les équilibres de pouvoir sans qu'un seul coup de canon ne soit tiré.

L'approche de l'école française de la guerre économique, fondée par Christian Harbulot, nous invite à repenser le concept de conflit en dépassant la vision de Clausewitz pour se concentrer sur les dynamiques économiques et cognitives. La guerre militaire reste un outil, mais pas le plus efficace. Le véritable défi pour les puissances mondiales est de comprendre et de maîtriser les nouveaux champs de bataille : économiques, technologiques et informationnels. Dans ce contexte, le contrôle des dépendances économiques devient l'arme la plus puissante, capable de façonner l'avenir des nations sans tirer un seul coup de feu. Ce tournant méthodologique marque une révolution dans l'analyse des relations internationales et ouvre la voie à une compréhension plus systémique des conflits contemporains.

UniCredit contre Commerzbank: une offensive bancaire au cœur de la guerre économique européenne

En septembre 2024, la banque italienne UniCredit a surpris le monde financier en prenant une participation importante dans Commerzbank, le deuxième plus grand établissement bancaire d'Allemagne. Profitant d'une fenêtre ouverte par l'État allemand – qui avait décidé de vendre une partie de sa propre participation dans Commerzbank – UniCredit est passée à l'offensive. Elle a d'abord acquis 4,5 % des actions mises en vente par l'État, puis a acheté sur le marché une part équivalente, portant sa participation initiale à environ 9 % du capital. Cette entrée surprise au capital a fait de la banque italienne un actionnaire de poids du jour au lendemain, ravivant les discussions sur la consolidation bancaire en Europe. L'opération a également déclenché de fortes réactions politiques à Berlin, le gouvernement allemand n'ayant visiblement pas anticipé qu'un acteur étranger puisse ainsi s'inviter au capital de Commerzbank.

En quelques semaines, UniCredit a continué à accroître sa position de manière discrète. En utilisant des dérivés financiers, la banque italienne a pu porter sa participation potentielle à environ 21 % dès la fin septembre 2024, puis jusqu'à 28 % en début d'année 2025 (sous réserve d'approbation réglementaire). Cette manœuvre d'augmentation de part, réalisée en grande partie de façon indirecte, a pris de court la place financière allemande. D'un point de vue européen, l'initiative de l'italienne UniCredit envers la banque allemande Commerzbank représente un tournant majeur. En effet, un tel rapprochement transfrontalier serait inédit par son ampleur, faisant de Commerzbank la plus grande filiale bancaire étrangère en Allemagne en cas de succès. La bataille engagée est ainsi devenue un test emblématique de la capacité de l'Allemagne à défendre ses actifs stratégiques face à un prétendant étranger, et soulève des questions sur la volonté réelle de Berlin de voir émerger des champions bancaires européens.

L'offensive d'UniCredit : stratégie et objectifs

La stratégie d'UniCredit s'apparente à une offensive économique soigneusement préparée. Sous l'impulsion de son PDG Andrea Orcel – un banquier d'affaires aguerri – UniCredit a adopté une approche opportuniste et agressive pour entrer au capital de Commerzbank. Orcel a profité de la mise en vente partielle des parts de l'État allemand début septembre 2024 pour s'inviter au capital de Commerzbank, réalisant ce qu'on peut qualifier de coup de maître en termes de timing. En l'espace de quelques jours, UniCredit est devenue un actionnaire incontournable de Commerzbank, ce qui lui confère une position de force dans toute discussion future sur l'avenir de la banque allemande.

L'objectif d'UniCredit est double. D'une part, l'établissement milanais cherche à étendre sa présence sur le marché allemand, l'un des plus grands d'Europe, afin de diversifier ses activités et d'accroître sa taille critique. D'autre part, UniCredit vise à créer un véritable champion bancaire européen capable de rivaliser avec les géants américains et chinois, en combinant ses actifs avec ceux de Commerzbank. Une fusion ou une coopération renforcée entre UniCredit et Commerzbank pourrait, selon Orcel, générer une valeur ajoutée considérable et donner naissance à un acteur nettement plus fort sur le marché bancaire allemand. En outre, cette démarche offensive permettrait à UniCredit de mettre la main sur la clientèle de choix de Commerzbank, notamment le Mittelstand (les PME

allemandes), réputé pour sa solidité et son potentiel de croissance. Il convient de noter qu'UniCredit n'en est pas à son coup d'essai en Allemagne : dès 2005, la banque italienne avait acquis HypoVereinsbank (HVB) à Munich, ce qui reste l'un des rares exemples de conquête bancaire transfrontalière réussie dans la zone euro. Forte de ce précédent, UniCredit avait déjà manifesté de l'intérêt pour Commerzbank en 2019, lorsque celle-ci discutait d'une fusion domestique avec Deutsche Bank. L'appétit persistant d'UniCredit pour Commerzbank montre une stratégie de long terme visant à consolider sa position en Europe via des acquisitions ciblées.

Sur le plan tactique, la démarche d'UniCredit s'est caractérisée par la discrétion et la surprise. En accumulant des titres de Commerzbank via des instruments dérivés, UniCredit a pu contourner en partie la visibilité qu'aurait entraînée un rachat d'actions classique. Cette construction progressive d'une position de près de 28 % sans annonce publique préalable a été perçue comme une prise de contrôle rampante. Elle reflète une utilisation astucieuse des outils financiers pour mener une offensive économique tout en limitant les réactions adverses initiales. C'est seulement une fois la position acquise qu'UniCredit a révélé l'ampleur de sa participation, plaçant Commerzbank et les autorités devant un fait accompli stratégique. Orsel a par ailleurs communiqué de manière mesurée, exprimant son souhait d'un dialogue avec le gouvernement allemand après les élections régionales de février 2025 pour discuter d'un rapprochement. Cette posture publique relativement conciliante contraste avec l'agressivité de l'approche financière, et peut s'analyser comme une tentative d'éviter de braquer l'opinion et les décideurs allemands tout en avançant ses pions.

La réaction allemande: défense d'un champion national

Face à l'offensive d'UniCredit, la réaction en Allemagne a été rapide et empreinte de patriotisme économique. Dès l'annonce de la prise de participation de 9 % en septembre 2024, le gouvernement allemand a fait part de son mécontentement. Olaf Scholz, le chancelier allemand, a même qualifié l'initiative d'UniCredit d'«acte inamical », soulignant le caractère non sollicité et unilatéral de la démarche italienne. Berlin a clairement laissé entendre que l'aval politique pour une fusion transfrontalière de cette envergure était loin d'être acquis. En d'autres termes, l'Italie ne pouvait pas s'attendre à ce que l'Allemagne accueille favorablement la perte de contrôle d'un de ses principaux établissements bancaires au profit d'un acteur étranger.

Commerzbank elle-même a adopté une attitude de défense vigilante. Le directoire de la banque a officiellement déclaré que l'approche d'UniCredit, consistant à bâtir unilatéralement une part importante du capital sans concertation, était fondamentalement hostile. Tout en affirmant rester ouvert à une discussion sur la base d'une proposition concrète, Commerzbank a insisté sur son devoir de protéger au mieux les intérêts de ses actionnaires et de l'entreprise. Début 2025, la direction de Commerzbank, sous la houlette de la nouvelle CEO Bettina Orlopp, a élaboré un plan de défense pour décourager davantage l'offensive d'UniCredit . Parmi les mesures envisagées figuraient des réductions d'effectifs (plusieurs milliers de postes supprimés) et de nouveaux objectifs financiers visant à améliorer la rentabilité de la banque. L'idée sous-jacente est claire : rehausser la valeur de Commerzbank et démontrer sa capacité à se transformer seule, afin de rendre une éventuelle acquisition plus coûteuse et moins attrayante pour l'assaillant italien. Cette stratégie défensive s'apparente à un empoisonnement de la pilule (poison

pill en termes de fusions-acquisitions), où la cible se rend moins vulnérable ou moins désirable.

Le rôle de l'État allemand dans cette riposte est également déterminant. Rappelons que l'État fédéral détient environ 16 % du capital de Commerzbank, héritage du sauvetage de la banque lors de la crise financière de 2008-2009. Cette participation publique signifie que Berlin possède une minorité de blocage de fait sur les décisions stratégiques majeures. Fin 2024, le ministère des Finances – dirigé par Christian Lindner (FDP), membre de la coalition Scholz – a été critiqué pour sa gestion jugée maladroite de la vente partielle des actions de l'État. Le manque de précautions pour empêcher l'achat en bloc de ces titres a en effet permis à UniCredit d'acquérir à moindre coût une position stratégique de 4,5 %. Conscient de cette erreur, Berlin a depuis durci son discours et exploré les moyens de contrer l'avancée italienne. L'une des armes à disposition des autorités est réglementaire : en zone euro, toute participation bancaire dépassant 10 % est soumise à l'approbation de la Banque centrale européenne (BCE). Or, UniCredit ayant franchi ce seuil symbolique, la BCE doit donner son feu vert pour valider la prise de participation – une décision qui, si elle était négative, obligerait UniCredit à faire marche arrière en démantelant ses positions dérivées. Il s'agit là d'un garde-fou institutionnel que l'Allemagne peut invoquer pour gagner du temps et potentiellement bloquer l'opération sur le terrain réglementaire, illustrant l'importance des normes dans la défense économique.

En somme, la réaction allemande conjugue pression politique, mobilisation réglementaire et actions managériales internes pour faire échec à ce qui est perçu comme une tentative de prise de contrôle étrangère indésirable. Le rapport de force entre l'Italie et l'Allemagne, deux piliers de l'UE, s'est ainsi invité sur la scène publique, chaque camp campant sur ses positions : UniCredit clame les mérites d'un champion européen, tandis que Berlin martèle la nécessité de préserver ses intérêts nationaux.

Analyse stratégique à travers les principes de la guerre économique

Le cas UniCredit-Commerzbank peut être décrypté à l'aune des concepts clés de la guerre économique, tels qu'enseignés à l'École de Guerre Économique de Paris. Cette grille de lecture met en évidence les logiques d'offensive et de défense économiques, le rôle de l'information et des normes, ainsi que les implications géoéconomiques plus larges de ce conflit d'intérêts. Voici les principaux aspects stratégiques à retenir :

Offensive italienne vs. défensive allemande

L'offensive d'UniCredit représente un cas d'attaque économique ciblée. En s'emparant discrètement de parts stratégiques, la banque italienne a lancé une offensive visant à prendre pied sur un marché concurrent en exploitant une opportunité tactique (la vente des parts étatiques). Ce type d'action s'inscrit pleinement dans la guerre économique offensive, où un acteur cherche à déstabiliser la position d'un rival pour capter une ressource précieuse – ici, le réseau et la clientèle de Commerzbank. Face à cela, la réaction allemande est une guerre économique défensive classique : protéger un champion national contre une prédation étrangère perçue comme menaçante. L'Allemagne mobilise ses ressources (État actionnaire, régulateur, influence politique) pour endiguer l'avancée d'UniCredit. Ce duel asymétrique illustre le jeu offensif/défensif typique de la guerre

économique : l'assaillant choisit le terrain et le timing, tandis que le défenseur tente de colmater la brèche et de reprendre l'initiative.

Patriotisme économique et rôle de l'État

Un concept central ici est celui de patriotisme économique. L'attitude du gouvernement Scholz montre une volonté de défendre la souveraineté économique de l'Allemagne. Bien que l'Union européenne promeuve officiellement l'ouverture des marchés et les synergies transnationales, chaque État reste soucieux de préserver le contrôle de ses actifs stratégiques. Les grandes banques, en tant que piliers du financement de l'économie nationale, sont souvent considérées comme des pièces maîtresses de la sécurité économique. En qualifiant l'initiative d'UniCredit d'"hostile" et d'"inamicale", Berlin a adopté un discours de patriotisme économique, légitimant aux yeux du public et des parties prenantes internes la nécessité de faire barrage à l'acheteur étranger. Cette rhétorique vise à souder l'opinion autour de la défense du champion national (Commerzbank) et à délégitimer l'opération de l'assaillant. On observe ainsi l'application du principe selon lequel l'État peut s'ériger en bouclier quand un élément clé de son économie est menacé par une puissance extérieure, fût-elle partenaire au sein de l'UE.

Ce patriotisme économique s'exprime également par l'utilisation d'outils légaux et réglementaires. L'exigence d'approbation par la BCE au-delà de 10 % de participation, par exemple, offre une arme juridique pour ralentir ou contrer l'offensive. De plus, l'État actionnaire dispose d'un droit de regard direct sur les décisions de Commerzbank et peut influencer les votes en assemblée générale pour bloquer des résolutions favorables à UniCredit. Il n'est pas exclu non plus que Berlin envisage d'autres mesures de protection du secteur financier, telles que des restrictions réglementaires additionnelles ou le soutien à une contre-offre émanant d'un acteur allemand ou allié, même si aucun concurrent national ne semble en mesure de rivaliser avec la puissance de feu d'UniCredit dans l'immédiat.

Guerre de l'information et influence médiatique

La bataille ne se joue pas seulement dans les conseils d'administration et les ministères, mais aussi sur le terrain de la guerre de l'information. En effet, la manière dont l'histoire est présentée dans les médias et perçue par le public influence grandement le rapport de force. Dès le début, Commerzbank et le gouvernement allemand ont qualifié la démarche d'UniCredit de «hostile» et «unilatérale», des termes forts destinés à discréditer l'initiative italienne et à la peindre comme contraire aux intérêts de l'Allemagne. Cette communication offensive de la part du camp allemand vise à gagner la bataille de l'opinion : en présentant UniCredit comme un prédateur agressif, Berlin justifie sa posture de défense et peut rallier à sa cause d'autres acteurs (régulateurs, employés, clients de Commerzbank, etc.).

De son côté, UniCredit a mené une communication plus subtile. Andrea Orcel s'est dit surpris de la réaction vive des Allemands tout en exprimant l'espoir d'un dialogue constructif avec le futur gouvernement issu des élections. Cette approche vise à atténuer l'image négative et à apaiser les craintes, en suggérant qu'UniCredit entend agir en partenaire et non en envahisseur. Il s'agit là d'une tactique de gestion de perception : l'entreprise italienne cherche à éviter une mobilisation générale contre elle en se montrant ouverte et raisonnable dans ses déclarations publiques. Néanmoins, la détermination d'UniCredit transparaît dans ses actes (28 % du capital conquis) plus que dans ses paroles mesurées. On assiste donc à une véritable confrontation informationnelle : chaque camp

diffuse un narratif qui sert sa stratégie – défense de la souveraineté et du tissu économique national pour l'un, promesse d'union bénéfique et de création de valeur pour l'autre. Ce bras de fer médiatique fait partie intégrante de la guerre économique, car il peut influencer les décisions des régulateurs et la volonté des actionnaires. Par exemple, si l'opinion allemande se montre farouchement opposée à une prise de contrôle par UniCredit, la BCE pourrait être plus réticente à donner son accord, et inversement si le narratif du champion européen gagnait les esprits.

Normes, règles du jeu et « barrières protectionnistes »

Dans le contexte de ce cas, on observe également l'utilisation des normes et réglementations comme armes économiques. L'Union européenne prône la libre circulation des capitaux et la constitution d'un marché bancaire unifié, mais en pratique les règles du jeu peuvent être invoquées de manière stratégique par les acteurs en place pour protéger leurs intérêts. L'exemple de la règle des 10 % soumis à approbation de la BCE en est une illustration concrète, fonctionnant comme un verrou réglementaire. De même, certaines dispositions du droit allemand ou européen concernant les investissements étrangers dans des actifs stratégiques pourraient être mises en avant pour retarder le rapprochement ou imposer des conditions strictes (par exemple en matière de gouvernance, de maintien de l'emploi, etc.). Il est révélateur que l'Allemagne soit accusée de ne vouloir l'intégration bancaire européenne qu'"à ses propres conditions". En effet, Olaf Scholz, lorsqu'il était ministre des Finances, appelait régulièrement à plus d'unions bancaires et financières en Europe, tout en se montrant très réservé dès lors qu'une banque allemande pourrait passer sous pavillon étranger. On pourrait parler d'une forme de double discours : promouvoir l'harmonisation et la consolidation européenne d'un côté, mais se retrancher derrière des barrières protectionnistes de l'autre lorsque ses propres intérêts nationaux sont en jeu. Cette tension illustre un concept clé de la guerre économique : l'asymétrie normative. Les acteurs puissants fixent ou utilisent les règles à leur avantage et n'hésitent pas à invoquer l'exception lorsqu'ils sont menacés. Dans ce cas, l'Allemagne bénéficie de sa position pour influencer les normes (via la BCE ou l'UE) afin de freiner l'initiative italienne, tandis qu'UniCredit tente de jouer sur le cadre européen existant (liberté d'investissement) pour mener à bien son opération.

Enjeux géoéconomiques européens

Au-delà du duel entre UniCredit et Commerzbank, l'affaire soulève des enjeux géoéconomiques pour l'Europe. D'un côté, la création d'un champion bancaire transfrontalier pourrait être vue comme un pas en avant vers une plus grande intégration financière de l'Union européenne – un objectif souvent mis en avant pour renforcer la compétitivité du secteur face aux États-Unis et à la Chine. D'un autre côté, la résistance farouche de l'Allemagne montre que les intérêts nationaux priment encore largement sur la vision européenne commune. Cette contradiction affaiblit l'Europe dans la guerre économique mondiale, car tant que les marchés financiers européens restent fragmentés le long des lignes nationales, il sera difficile de rivaliser avec les mastodontes étrangers. Certains observateurs estiment que le différend entre l'Italie et l'Allemagne au sujet de Commerzbank pourrait compromettre les avancées vers l'achèvement de l'Union bancaire et de l'Union des marchés de capitaux, pourtant jugées nécessaires pour sortir l'Europe de sa relative atonie économique. En effet, le climat de méfiance mutuelle et

l'hostilité croissante entre deux grands pays de la zone euro risquent de crispier la coopération et de dissuader d'autres initiatives transfrontalières.

Par ailleurs, le cas met en lumière la fragilité des banques allemandes sur la scène internationale. Depuis la réunification, les banques allemandes ont perdu du terrain en termes de taille et de rentabilité, échouant à se consolider entre elles, tandis que d'autres pays voyaient émerger de grands groupes bancaires domestiques suite à des fusions. Commerzbank, spécifiquement, est l'un des derniers grands établissements commerciaux en Allemagne aux côtés de Deutsche Bank. Le fait qu'une banque étrangère cherche à l'acquérir souligne une certaine vulnérabilité du système bancaire allemand – vulnérabilité que Berlin n'est manifestement pas prêt à exposer davantage. Dans une perspective de guerre économique, on peut interpréter la défense allemande comme une volonté de conserver une autonomie stratégique dans le secteur financier, considéré comme trop crucial pour être laissé à la merci des forces du marché ou d'intérêts étrangers.

Enfin, ce bras de fer pose la question de l'avenir des champions européens. Si même au sein de l'UE, un pays préfère protéger son champion national plutôt que de permettre l'émergence d'un acteur européen de premier plan via une fusion transfrontalière, cela suggère que la construction d'acteurs véritablement européens reste un idéal difficile à atteindre. L'affaire UniCredit-Commerzbank servira sans doute de précédent et de leçon : soit elle ouvrira la voie à d'autres opérations similaires si un compromis est trouvé, soit, en cas d'échec retentissant, elle refroidira pour longtemps les ardeurs des banques à s'aventurer hors de leurs frontières nationales.

Le cas UniCredit-Commerzbank illustre parfaitement la dynamique de guerre économique au sein même de l'Europe.

D'un côté, une offensive stratégique menée par une grande banque italienne cherchant à s'étendre et à gagner en puissance par l'acquisition d'un rival étranger. De l'autre, une défense acharnée d'un État et d'une entreprise déterminés à préserver leur autonomie et leur contrôle sur un actif jugé vital. Au gré de cette confrontation, on voit se déployer tout un arsenal d'outils de guerre économique : surprise stratégique, patriotisme économique, influence médiatique, recours aux régulations, et mobilisation politique. L'issue de ce duel financier reste incertaine, suspendue notamment à la décision des régulateurs et à l'évolution du contexte politique en Allemagne. Quoi qu'il en soit, l'affaire aura mis en exergue les tensions intrinsèques entre l'ambition d'une Europe économique intégrée et la réalité des réflexes nationaux de protection.

En fin de compte, que l'opération aboutisse ou non, l'impact sur la réflexion stratégique en Europe sera majeur. Une réussite de l'offensive d'UniCredit pourrait marquer un précédent, incitant à plus d'audace offensive de la part d'acteurs cherchant des opportunités de croissance externe. À l'inverse, un blocage effectif par l'Allemagne renforcerait l'idée que, même entre partenaires de l'UE, la concurrence fait rage et que chaque nation entend défendre bec et ongles ses intérêts économiques. Dans les deux cas, les enseignements tirés de ce cas alimenteront la doctrine de la guerre économique : ils rappelleront que la puissance économique se conquiert et se protège comme un territoire, et que la guerre économique, même sourde et feutrée, n'en est pas moins présente au cœur des rapports entre grandes puissances économiques, fussent-elles alliées.

Le Char MGCS : symbole d'une Europe désunie dans la course à l'autonomie

Au cœur de la rhétorique européenne sur l'autonomie stratégique se niche un paradoxe jamais résolu : l'idée qu'une puissance industrielle puisse naître d'un pacte entre États inégaux en vision, intérêts et ambitions. Le podcast du CR451 (https://www.youtube.com/results?search_query=cr451%2C+DST7) de l'École de Guerre Économique nous guide dans une autopsie minutieuse d'un énième cadavre annoncé : le projet MGCS (Main Ground Combat System), le futur char de combat européen signé franco-allemand. Mais le titre, provocateur et révélateur – « Les Allemands vont-ils encore nous rouler dessus ? » – suggère déjà que l'intégration n'est souvent qu'une forme édulcorée de domination économique.

Le char Léopard : le marketing l'emporte sur la souveraineté

Le Léopard n'est pas un char. C'est un système. C'est l'axe central d'une stratégie commerciale construite avec méthode et continuité : exportation, fidélisation, club d'utilisateurs, standards partagés. Depuis 1945, plus de 13 000 chars allemands vendus dans le monde. Un chiffre qui ne dit pas tout, mais suggère beaucoup : les Allemands ont créé une chaîne d'approvisionnement européenne et une communauté d'utilisateurs qui financent collectivement la recherche, les mises à jour et l'interopérabilité. Une sorte d'OTAN du chenillé.

Derrière, il y a Rheinmetall, Krauss-Maffei, mais surtout la Bundeswehr et l'État allemand. Non pas en tant qu'acheteur, mais en tant que promoteur industriel. La machine Léopard est une machine politico-commerciale. Elle fonctionne, résiste, évolue. Et s'impose.

Le char Leclerc : anatomie d'un traumatisme industriel

Le Leclerc, char raffiné et innovant, incarne l'inverse : l'isolement. Né sous le signe de la souveraineté, il est mort dans le silence de la marginalité. Des contrats mal négociés, comme celui avec les Émirats arabes, ont laissé un héritage de méfiance. Les prototypes dysfonctionnaient. Les légendes sur son échec technique, amplifiées par le mécontentement interne, ont créé un tabou stratégique : l'impossibilité, en France, d'investir à nouveau dans le char comme plateforme centrale.

Le Leclerc n'a pas été qu'une déception technique. Ce fut un effondrement psychologique. Une blessure culturelle. Et, comme tout traumatisme non surmonté, il s'est traduit en paralysie.

KNDS, Rheinmetall et la guerre silencieuse

KNDS – la joint-venture franco-allemande entre Nexter et Krauss-Maffei – devrait symboliser la réconciliation entre deux cultures industrielles. Mais la réalité est autre. Rheinmetall, géant autonome, contourne KNDS et propose le Panther (KF-51), un char développé sur fonds propres, prêt à l'exportation. Pendant que la France attend 2040 pour produire un nouveau char, l'Allemagne exporte dès aujourd'hui.

L'asymétrie devient stratégique. Le partenaire allemand n'abandonne rien sans contrepartie. La logique est celle de la conquête, non du compromis. Et l'État allemand soutient cette logique.

Paris-Berlin : deux visions, une débâcle

La France parle de « défense européenne », l'Allemagne de « défense de l'Europe ». Une question de sémantique ? Non : une idéologie. Les Français imaginent une industrie partagée pour s'émanciper de l'OTAN. Les Allemands consolident une filière industrielle pour dominer le marché européen, en synergie avec l'OTAN.

Derrière, deux doctrines militaires divergentes: pour Berlin, le char est la colonne vertébrale de la dissuasion conventionnelle. Pour Paris, c'est un outil flexible pour les théâtres extérieurs. Là encore : deux visions, une débâcle. Chaque tentative de convergence se brise sur la réalité des budgets, des calendriers, des marchés.

Sans intellect, sans industrie : le grand vide de l'État stratégique

La France manque de ce que l'Allemagne possède en abondance : un État qui pense, analyse et guide l'industrie. Le projet « Diamant », censé structurer l'intelligence économique dans le secteur de l'armement, a échoué avant même de naître. Les parlementaires n'écoutent pas. Les ministères ne lisent pas. Les industriels français ne font pas système. Pire : ils se coexistent. Et l'État, au lieu de jouer les médiateurs, se retire.

La défense comme tabou : ONG, ESG et paralysie démocratique

En France, produire des armes est plus stigmatisé que vendre de la pornographie. Les normes ESG imposées par les banques, les pressions des ONG financées par des fondations anglo-saxonnes, la culpabilisation morale du secteur... tout converge vers une forme d'auto-immunité nationale. L'industrie de défense n'est pas soutenue. Elle est tolérée. Quand elle est nécessaire.

La guerre en Ukraine at-elle réhabilité le char d'assaut ? Peut-être. Mais elle n'a pas effacé vingt ans d'autodénigrement. Et tant que les ONG influencent les politiques publiques plus que les think tanks stratégiques, la défense reste une exception moralement suspecte, et non un pilier de l'intérêt national.

La souveraineté mutilée : de la politique des vitrines à l'économie de la soumission

Le véritable drame du MGCS n'est pas seulement son possible échec. C'est ce qu'il révèle : un pays qui a peur de lui-même, qui délègue sa puissance industrielle par manque de courage politique. Chaque coopération franco-allemande dans le domaine terrestre finit par devenir allemande. Non par ruse berlinoise, mais par inconsistance parisienne.

Sans politique industrielle. Sans centre de promotion. Sans structure d'intelligence. Sans exportation coordonnée. La France s'illusionne en pensant pouvoir survivre avec le Rafale et le canon César. Mais ce n'est qu'une survie. La souveraineté ne se proclame pas. Elle se finance, s'organise, se défend.

De la cuirasse à la pensée stratégique

La leçon est brutale. Les Allemands ne nous « écrasent » pas parce qu'ils sont plus forts. Ils nous « passent dessus » parce que nous nous retirons. Le char MGCS sera allemand ou ne sera pas. Et la France, si elle ne veut pas vivre quarante années supplémentaires de rapports, de douleurs et d'auto-flagellation, devra choisir : soit redevenir une puissance pensante, soit renoncer définitivement à la cuirasse. Et à la souveraineté qu'elle symbolise.

Démantèlement des GAFAM : Un Enjeu Géopolitique pour la Souveraineté Numérique

Depuis quelques années, mais avec une intensité renouvelée sous l'administration Biden puis Trump II, les autorités américaines, et en particulier le Département de la Justice (DOJ), ont intensifié leur surveillance à l'encontre des GAFAM. Malgré plusieurs tentatives infructueuses, il persiste et vient de lancer une action en justice contre Google pour pratiques anticoncurrentielles. L'objectif? Fragmenter l'entreprise afin de favoriser une concurrence plus équitable sur le marché.

Ces entreprises sont accusées de pratiques anticoncurrentielles systémiques qui ne se limitent pas à fausser la concurrence mais tendent à verrouiller l'ensemble du marché numérique occidental. L'idée d'un démantèlement structurel, jadis marginale, est aujourd'hui évoquée dans les cercles politico-réglementaires comme une solution plausible face à une situation de domination algorithmique et infrastructurelle sans précédent.

Concentration technologique et asymétrie informationnelle : une architecture de pouvoir

Les GAFAM ont établi leur hégémonie non par une simple supériorité technologique, mais par une maîtrise totale des ressources stratégiques de l'économie numérique : traitement massif de données (data harvesting), acquisition ciblée de startups concurrentes, verrouillage des écosystèmes (walled gardens), et gestion privative des infrastructures cloud. Le paradigme du "winner takes all" a été perfectionné par ces firmes, transformant l'innovation en outil défensif, orienté vers la neutralisation préventive de la concurrence.

À travers la grille d'analyse de l'intelligence économique, ce modèle relève d'une stratégie de captation et d'exploitation exclusive de l'information à des fins de domination durable. Les données sont moins un bien accessoire qu'une ressource stratégique, au même titre que l'énergie ou les matières premières. Dès lors, chaque service offert gratuitement masque une logique d'appropriation systémique du comportement des usagers, avec des effets en cascade sur les chaînes de valeur mondiales.

Antitrust et réalité géopolitique : l'hypothèse du démantèlement

L'éventualité d'un démantèlement, évoquée à travers plusieurs procédures judiciaires ouvertes par le DOJ et la FTC, rappelle le précédent historique de l'affaire AT&T en 1982, qui avait abouti à la scission du géant des télécoms. Mais la comparaison est trompeuse. Les GAFAM ne sont pas de simples fournisseurs d'accès ou d'appareils : ce sont des acteurs systémiques dont les fonctions englobent la communication, la finance, la santé, l'éducation, la logistique, l'intelligence artificielle et la défense.

En ce sens, un démantèlement ne serait pas uniquement un acte économique, mais un geste géopolitique majeur. D'une part, il s'agirait de signaler aux puissances concurrentes (notamment la Chine) que les États-Unis peuvent imposer des normes internes rigoureuses – y compris aux fleurons de leur propre industrie. D'autre part, il permettrait de négocier un nouveau pacte social numérique, plus compatible avec les exigences démocratiques en matière de transparence, de pluralisme et de responsabilité.

Cependant, cette hypothèse reste pour l'instant théorique. Aucune feuille de route concrète n'a été dévoilée. Il est donc légitime de considérer que certaines fuites ou déclarations puissent relever d'une stratégie d'influence: pression sur les PDG des GAFAM, test de l'opinion publique, ou encore manœuvres en vue d'un compromis réglementaire.

L'Europe face au dilemme technologique : dépendance, opportunités, risques

Pour l'Europe, un éventuel démantèlement des GAFAM représenterait un tournant critique. Depuis l'entrée en vigueur du RGPD (2018), l'Union européenne s'efforce de défendre un modèle numérique fondé sur la souveraineté des données et la régulation des marchés numériques. La promulgation du Digital Markets Act et du Digital Services Act va dans ce sens. Mais dans les faits, l'Europe reste structurellement dépendante des infrastructures et des services fournis par les GAFAM – en particulier dans le domaine du cloud, de la cybersécurité, des outils de travail collaboratif et des systèmes d'exploitation.

Un affaiblissement de ces géants pourrait ouvrir une fenêtre d'opportunité pour les acteurs européens – notamment dans le cadre de projets comme GAIA-X ou les clouds de confiance nationaux (OVH, Deutsche Telekom, etc.). Toutefois, cela supposerait une mobilisation industrielle coordonnée, un soutien massif à la recherche publique et privée, et une stratégie d'alliances au sein du continent.

Par ailleurs, une fragmentation des GAFAM ne garantit pas un "retour" de souveraineté. Elle pourrait au contraire ouvrir le marché européen à une nouvelle vague de prédation, cette fois venue d'acteurs asiatiques (Alibaba, Huawei, Tencent) peu sensibles aux normes européennes.

Le risque d'un vide stratégique est donc réel si Bruxelles ne transforme pas sa posture réglementaire en capacité industrielle.

La guerre économique comme matrice d'interprétation

Du point de vue de la guerre économique, le débat autour du démantèlement ne se résume pas à une question de droit commercial. Il s'inscrit dans une dynamique de redéfinition des rapports de force globaux, où la maîtrise des infrastructures numériques est au cœur de la souveraineté politique.

Dans ce contexte, les États-Unis pourraient chercher à restaurer leur légitimité normative tout en désamorçant les critiques européennes, tout en maintenant leur mainmise sur les segments technologiques critiques via des filiales "reconfigurées".

Pour l'Europe, l'enjeu est double : affirmer un modèle alternatif crédible, fondé sur la transparence, la pluralité et la protection des droits fondamentaux ; mais aussi éviter de devenir un terrain d'affrontement entre puissances numériques étrangères. L'établissement d'un cyberspace européen réellement autonome passe par une approche stratégique intégrée, alliant diplomatie numérique, intelligence économique et politiques industrielles robustes.

Conséquences pour les utilisateurs et les médias

Pour les utilisateurs européens, un paysage numérique plus fragmenté pourrait signifier plus de diversité, une meilleure protection des données personnelles, et une réduction de la dépendance aux plateformes hégémoniques. Cependant, une telle transition risque aussi de générer des instabilités fonctionnelles, une multiplication des interfaces, voire une élévation des coûts pour l'accès à certains services aujourd'hui "gratuits" car financés par la publicité comportementale.

Quant aux médias, ils pourraient bénéficier d'un rééquilibrage du pouvoir de distribution de l'information, aujourd'hui capté par les algorithmes de Google et Meta. Mais là encore, cela nécessite des modèles économiques alternatifs viables, ainsi qu'une capacité à reconquérir l'attention des publics dans un environnement moins centralisé.

La question du démantèlement des GAFAM est le symptôme d'une crise plus large : celle d'un capitalisme numérique fondé sur la concentration, l'opacité et l'asymétrie informationnelle.

Loin d'être un fantasme, cette perspective traduit un besoin croissant de rééquilibrer les rapports entre innovation, souveraineté et bien commun. Pour l'Europe, l'enjeu n'est pas seulement de "suivre" les évolutions américaines, mais de se positionner en tant que force normative et industrielle capable d'influencer l'avenir du numérique global.

À cette condition seulement, la souveraineté technologique européenne pourra cesser d'être un slogan pour devenir une réalité géostratégique.

Nord Stream 2 : Une renaissance controversée aux enjeux géopolitiques majeurs

À première vue, l'idée semble improbable: un Américain et un Britannique travaillant de concert pour ressusciter Nord Stream 2, ce gazoduc controversé reliant la Russie à l'Europe via la Baltique, mis à l'arrêt depuis les sanctions et le sabotage de 2022. Pourtant, Stephen P. Lynch et Will Abbott, deux figures de la finance internationale, émergent comme les architectes d'un projet audacieux qui pourrait redéfinir les équilibres énergétiques et géopolitiques mondiaux.

Stephen P. Lynch : l'Américain qui mise sur le gaz russe

Stephen P. Lynch n'est pas un nom qui fait les gros titres, et c'est peut-être volontaire. Ce financier basé à Miami opère dans l'ombre depuis des années, se spécialisant dans le rachat d'actifs russes en difficulté. Fondateur en 1999 de Monte Valle Partners, il a passé deux décennies à Moscou, peaufinant son expertise dans les opérations sur des biens « distressed ». Son CV parle pour lui : en 2022, il a pris 10 % de TradeXBank (ex-filiale suisse de Sberbank), débloquant sa vente malgré les sanctions américaines. Plus tôt, dans les années 2000, il a trempé dans l'affaire Yukos, ce géant pétrolier démantelé par le Kremlin, une expérience qui l'a ancré dans les réseaux russo-occidentaux.

Proche de l'univers trumpiste - il a versé plus de 300 000 dollars à la campagne de Donald Trump -, Lynch voit en Nord Stream 2 une opportunité stratégique. Selon le Wall Street Journal, il envisage de racheter le gazoduc lors d'une vente aux enchères en Suisse, plaçant que cela donnerait à l'Occident un contrôle sur les approvisionnements gaziers européens pour l'ère fossile restante. Depuis février 2024, il négocie avec le Département du Trésor américain pour obtenir une dérogation aux sanctions et a mobilisé des lobbyistes de poids, comme l'ex-sénateur John Breaux, pour vendre son projet à Washington. Pour lui, posséder Nord Stream 2 serait un levier dans les futures négociations russo-ukrainiennes.

Curieusement, son plan trouve un écho à Moscou. D'après Intelligence Online, des proches du Kremlin, dont Matthias Warnig - ancien officier de la Stasi et ex-patron de Nord Stream 2 jusqu'en 2023 -, soutiennent discrètement Lynch. Warnig, homme de confiance de Poutine, aurait orchestré des contacts avec des businessmen américains pour relancer le gazoduc. Une alliance impensable il y a peu, mais qui reflète, selon le Financial Times, un dégel entre Washington (sous influence Trump) et Moscou. Lynch, avec ses réseaux politiques aux États-Unis et ses connexions russes, se positionne comme un pont entre ces mondes, prêt à relancer Nord Stream 2 avec l'aval tacite du Kremlin.

Will Abbott : Le Britannique discret au cœur des réseaux russes

De l'autre côté de l'Atlantique, Will Abbott, 44 ans, joue un rôle tout aussi crucial, mais plus discret. Ce financier britannique, partenaire de Segetia UK Ltd., excelle dans les matières premières agricoles et siège depuis 2018 au conseil de Rustranscom Plc, géant russe du transport ferroviaire de céréales et fertilisants basé à Chypre. Son passé chez VTB Capital, où il gérait les « situations spéciales » en 2008-2009, l'a rodé aux crises russes, notamment post-Yukos.

Abbott est un rouage essentiel des exportations russes. Rustranscom, liée à Demetra Holding (un conglomérat céréalier de VTB), dépend de figures comme lui pour naviguer

entre capitaux russes et marchés mondiaux. En 2020, quand VTB a cédé la moitié de Demetra à des investisseurs privés, des sources évoquent l'implication de capitaux occidentaux « amis » – Abbott en tête. Intelligence Online le décrit comme un homme aux « réseaux offshore russes », un facilitateur idéal pour Moscou.

Dans le dossier Nord Stream 2, Abbott épaulerait Lynch en structurant l'opération financièrement. Ses sociétés et contacts permettraient de contourner les sanctions, canalisant des fonds – russes ou autres – vers le gazoduc. Lynch et lui ont une histoire commune : en 2007, lors du démantèlement de Yukos, ils auraient collaboré sur des actifs secondaires, Lynch en façade, Abbott en coulisses. Aujourd'hui, ce schéma se répète : Lynch porte le projet publiquement, Abbott en orchestre les rouages, assurant à Moscou que ses intérêts seront préservés.

Les enjeux géopolitiques en jeu

L'Europe se retrouve face à un dilemme. Après s'être affranchie du gaz russe depuis 2022, relancer Nord Stream 2 rouvrirait la dépendance énergétique, au grand dam des pays de l'Est et de la Pologne, qui y voient une victoire du Kremlin. Pourtant, certains industriels allemands, en quête de gaz bon marché, pourraient y être favorables si l'Occident en prend les rênes. L'UE est divisée : refuser le gaz russe ou accepter un compromis pragmatique ?

À Washington, l'opération n'aurait pas vu le jour sans un virage pro-Moscou sous Trump. Nord Stream 2 pourrait devenir une monnaie d'échange dans un « grand deal » : gaz pour l'Europe contre un allègement des sanctions et une paix en Ukraine. Pour Moscou, c'est une aubaine : récupérer des revenus sans renoncer à son influence. Mais l'Ukraine craint d'être écartée, son rôle de transit énergétique menacé.

Ce projet teste aussi les sanctions. Une vente nécessiterait des dérogations inédites, risquant de fragiliser leur cohérence. Si Nord Stream 2 passe sous contrôle occidental, Moscou pourrait y voir une brèche pour d'autres actifs bloqués. Juridiquement, cela compliquerait aussi l'enquête sur le sabotage de 2022.

Enfin, l'opération redessine la sécurité énergétique globale. Un gazoduc russo-américano-européen créerait une interdépendance complexe : l'Europe gagnant du gaz, les États-Unis une influence sur Moscou, et la Russie des fonds. Mais cette stabilité pourrait voler en éclats si les tensions remontent. Nord Stream 2 reste un baromètre des relations mondiales, entre *realpolitik* et principes.

La guerre économique américaine: L'Europe face à l'offensive de Washington

Depuis plusieurs décennies, les États-Unis ont perfectionné l'art de la coercition économique, utilisant le commerce, la finance et la technologie comme des armes pour défendre leurs intérêts stratégiques et affaiblir leurs concurrents. L'Europe, longtemps persuadée que l'ouverture des marchés garantissait la prospérité et la stabilité, se retrouve aujourd'hui prise dans un engrenage dont elle n'a pas mesuré la dangerosité.

L'analyse de Christian Harbulot, l'un des plus grands théoriciens de la guerre économique, permet de mieux comprendre la nature du conflit en cours. Contrairement à une vision naïve du commerce international, qui le présente comme un jeu d'échange mutuellement bénéfique, Harbulot démontre que l'économie est avant tout un terrain de confrontation où les rapports de force se jouent avec autant de brutalité que dans les conflits militaires. Si les armes conventionnelles restent silencieuses, la pression exercée sur les secteurs industriels stratégiques, la domination des infrastructures technologiques et la manipulation des règles du commerce international remplacent les batailles d'antan. Dans cette logique, les droits de douane ne sont pas de simples mesures de protection économique : ils sont des instruments de domination et d'affaiblissement ciblé.

La stratégie américaine, sous couvert de protectionnisme, poursuit un objectif clair : réduire la compétitivité des industries européennes pour forcer l'UE à dépendre davantage du marché américain. Ce mécanisme est d'autant plus insidieux qu'il s'accompagne d'un narratif habilement construit, celui d'une Amérique qui cherche à rétablir l'équilibre face à des pratiques commerciales supposément injustes. Pourtant, la réalité est bien différente. Derrière cette rhétorique, Washington impose des barrières à des secteurs où l'Europe excelle – de l'automobile aux technologies vertes, en passant par l'acier et l'aluminium – tout en attirant les industries européennes grâce à des subventions massives et des incitations fiscales. L'*Inflation Reduction Act*, conçu pour soutenir les entreprises américaines, fonctionne aussi comme un piège qui pousse les entreprises européennes à délocaliser outre-Atlantique, sous peine de perdre en compétitivité.

Mais ce qui frappe le plus, c'est la réaction – ou plutôt l'absence de réaction – de l'Europe. Face à cette offensive économique d'une ampleur inédite, Bruxelles se contente d'exprimer son mécontentement, oscillant entre indignation et vaines menaces de représailles. L'Union européenne, paralysée par ses divisions internes et sa culture du compromis, semble incapable de comprendre qu'elle est engagée dans une bataille dont elle n'a pas choisi les règles. Trop longtemps, elle a cru que la coopération transatlantique était fondée sur des intérêts partagés et une loyauté réciproque. Or, la réalité est toute autre : dans le monde impitoyable de la guerre économique, il n'y a ni amis ni partenaires durables, seulement des rapports de force à gérer.

L'Europe se retrouve donc dans une position critique. Si elle continue de subir sans réagir, elle risque de voir son industrie décliner, ses emplois disparaître et son influence économique s'éroder. Une désindustrialisation progressive, dictée par les règles américaines, la transformerait en simple marché de consommation, dépendant des importations étrangères pour ses biens de haute technologie et ses infrastructures énergétiques. Les États-Unis, maîtres du jeu, imposeraient leur modèle, obligeant les entreprises européennes à s'aligner sur leurs normes et leurs exigences.

Une autre issue serait celle d'une réaction tardive et désordonnée, où l'Europe tenterait, sous la pression des événements, de colmater les brèches en instaurant quelques mesures de

protection économique, sans réelle stratégie d'ensemble. Mais ce sursaut ne suffirait pas. La guerre économique exige une vision de long terme, une capacité d'anticipation et une volonté politique qui, jusqu'à présent, ont cruellement manqué.

Pourtant, il existe encore une alternative, celle d'une prise de conscience radicale. Si l'Europe veut conserver son rang, elle doit cesser de jouer un rôle passif et adopter une posture offensive. Cela implique de renforcer ses outils de défense commerciale, de protéger ses industries stratégiques et de cesser de croire que les règles du libre-échange seront respectées par tous. Il s'agit aussi d'investir massivement dans les secteurs clés du futur – intelligence artificielle, semi-conducteurs, énergies renouvelables – et d'empêcher le pillage de ses technologies par des puissances rivales.

Mais plus encore, l'Europe doit comprendre que la guerre économique n'est pas un phénomène temporaire ou une aberration du système, mais bien une dynamique permanente des relations internationales. Le monde ne fonctionne pas sur des principes d'équité, mais sur des logiques de puissance. Tant que cette évidence ne sera pas intégrée dans la pensée stratégique européenne, l'UE continuera à subir les décisions prises ailleurs, incapable de défendre ses propres intérêts.

L'Europe a encore le choix. Mais le temps presse. Loin des discours de façade et des illusions de partenariat, elle doit accepter la réalité : dans le grand affrontement économique du XXI^e siècle, seuls les blocs capables de défendre leur souveraineté industrielle et commerciale pourront prétendre à un avenir de puissance. Les autres, eux, seront condamnés à l'effacement progressif.

L'affaire Ilva et Alitalia : une analyse à travers les prismes de l'intelligence économique et du patriotisme économique

L'Italie, deuxième puissance manufacturière d'Europe, se trouve à un tournant critique avec la gestion de deux de ses actifs industriels emblématiques : l'aciérie de Tarente, anciennement Ilva et aujourd'hui Acciaierie d'Italia, et la compagnie aérienne Alitalia, désormais intégrée dans ITA Airways. Ces deux cas, marqués par des crises prolongées et des interventions étatiques répétées, mettent en lumière les faiblesses de l'Italie en matière d'intelligence économique et de patriotisme économique, concepts centraux de l'École de Guerre Économique de Paris. Cet article analyse ces dossiers, en intégrant les développements récents jusqu'à mai 2025, notamment la proposition d'acquisition de l'Ilva par la société azerbaïdjanaise Baku Steel Company, et examine l'incapacité de l'Italie à affirmer sa souveraineté économique dans le cas d'Alitalia.

L'Ilva : une crise industrielle et stratégique

L'aciérie de Tarente, l'une des plus grandes d'Europe, est au cœur d'une crise complexe mêlant enjeux économiques, environnementaux et sociaux. Placée sous administration extraordinaire depuis février 2024, après le retrait progressif d'ArcelorMittal, l'Ilva a vu sa production s'effondrer à 2,5 millions de tonnes d'acier en 2024, contre une capacité potentielle de 8 millions. Cette situation met en péril environ 10 000 emplois directs et des milliers d'autres dans l'industrie locale. Les défis environnementaux, liés aux émissions polluantes de l'usine, et la nécessité de décarboner la production exigent des investissements massifs, estimés à plusieurs milliards d'euros, que l'État italien peine à financer seul.

La proposition azerbaïdjanaise : une opportunité controversée

En mars 2025, les commissaires extraordinaires d'Acciaierie d'Italia ont désigné la proposition de la cordée azerbaïdjanaise, menée par Baku Steel Company et soutenue par le fonds souverain Azerbaijan Investment Company, comme la meilleure offre pour l'acquisition de l'Ilva. Cette proposition, évaluée à 1,1 milliard d'euros (dont 500 millions pour la valorisation des stocks), prévoit des investissements de 4 milliards sur cinq ans, incluant la construction d'un terminal flottant de regazéification à Tarente pour alimenter l'usine en gaz azerbaïdjanais via le gazoduc transadriatique (TAP). À terme, le plan envisage une production de 6 millions de tonnes d'acier par an, avec un haut-fourneau et deux fours électriques, qui devraient passer à trois après la fermeture du haut-fourneau existant. Cependant, cette proposition implique une réduction des effectifs à environ 7 800 salariés, contre 10 000 actuellement, suscitant l'inquiétude des syndicats.

Cette offre soulève plusieurs interrogations. D'une part, Baku Steel, avec une production annuelle de seulement 350 000 tonnes en 2024, semble sous-dimensionnée pour gérer un complexe de l'envergure de Tarente. D'autre part, l'Azerbaïdjan, un pays aux liens étroits avec la Russie et au régime autoritaire, pourrait utiliser cette acquisition pour diversifier son économie, fortement dépendante des hydrocarbures, tout en renforçant son influence géopolitique en Europe. L'Italie, en acceptant cette proposition, risque de céder un actif stratégique à un acteur étranger sans garanties solides sur la pérennité industrielle et environnementale de l'usine. Les syndicats, notamment la FIOM-CGIL et la UILM, ont

exprimé leur scepticisme, dénonçant le manque de clarté sur les perspectives d'emploi et appelant à une nationalisation temporaire pour relancer l'usine avant de chercher un nouvel investisseur.

Alitalia : l'échec d'une gestion patriotique

Le cas d'Alitalia, devenu ITA Airways, illustre de manière encore plus criante l'incapacité de l'Italie à mettre en œuvre une stratégie de patriotisme économique et d'intelligence économique. Depuis des décennies, la compagnie aérienne nationale accumule des pertes colossales – plus de 500 millions d'euros par an à son apogée – et survit grâce à des prêts relais publics, qualifiés de « cautère sur une jambe de bois » par les observateurs. En 2024, après plusieurs tentatives de sauvetage, l'État italien a cédé une participation majoritaire d'ITA Airways à Lufthansa, marquant la fin de l'« italianité » de la compagnie. Cette opération, loin de renforcer la souveraineté économique, a révélé l'absence de vision stratégique pour un secteur clé comme le transport aérien.

En 2008, le gouvernement Berlusconi avait tenté une opération de « patriotisme économique » avec les « capitaines courageux », une cordée d'entrepreneurs italiens censée préserver l'identité nationale d'Alitalia. Cette initiative s'est soldée par un échec retentissant, suivi de multiples administrations extraordinaires et d'une dépendance chronique aux fonds publics. En 2020, le gouvernement Conte a envisagé une nationalisation temporaire, mais sans plan industriel viable, laissant la compagnie dans un état de précarité. La cession à Lufthansa, bien que pragmatique, symbolise une capitulation face à l'incapacité de l'Italie à structurer une alternative nationale ou européenne.

L'intelligence économique : un déficit structurel

L'intelligence économique, telle que définie par l'École de Guerre Économique, repose sur la collecte et l'exploitation stratégique des informations pour anticiper les risques et saisir les opportunités. Dans les cas de l'Ilva et d'Alitalia, l'Italie a montré des lacunes significatives dans ces domaines.

Pour l'Ilva, l'entrée d'ArcelorMittal en 2018 a été négociée sans une analyse approfondie des intentions du partenaire, qui a utilisé l'usine comme levier pour consolider sa position en Europe avant de se retirer lorsque les pertes se sont accumulées. De même, l'offre azerbaïdjanaise, bien que séduisante sur le papier, soulève des doutes quant à la capacité de Baku Steel à gérer un complexe aussi vaste, ainsi que sur les implications géopolitiques d'une telle acquisition. L'absence d'une cellule d'intelligence économique dédiée au secteur sidérurgique a empêché l'Italie d'anticiper les dynamiques de marché, notamment la surproduction chinoise et les hausses des coûts énergétiques, qui ont fragilisé l'Ilva.

Pour Alitalia, le manque d'intelligence économique est encore plus flagrant. Les multiples tentatives de sauvetage n'ont jamais été accompagnées d'une analyse rigoureuse des tendances du secteur aérien, marqué par une consolidation mondiale et une concurrence accrue des compagnies à bas coûts. L'Italie n'a pas su anticiper les risques liés à la dépendance aux prêts publics ni explorer des partenariats européens pour préserver une certaine influence. La cession à Lufthansa, bien que nécessaire pour éviter la faillite, reflète une absence de stratégie proactive pour maintenir un acteur national dans un secteur stratégique.

Le patriotisme économique : entre rhétorique et échec

Le patriotisme économique, selon Christian Harbulot, vise à mobiliser les ressources nationales pour protéger les intérêts économiques d'un État face à la compétition mondiale. Dans le cas de l'Ilva, l'Italie a tenté de mettre en œuvre cette approche en injectant des fonds publics (320 millions d'euros en 2024) pour maintenir l'usine en activité et en déclarant l'aciérie comme un actif stratégique. Cependant, cette intervention reste limitée à des mesures d'urgence, sans une vision de long terme pour intégrer l'Ilva dans une stratégie industrielle nationale. L'offre azerbaïdjanaise, si elle se concrétise, pourrait marquer une nouvelle perte de contrôle sur un secteur clé, contredisant les principes du patriotisme économique.

Le cas d'Alitalia est encore plus révélateur de l'échec du patriotisme économique. Les discours sur la sauvegarde de l'« italianité » de la compagnie n'ont jamais été suivis d'actions concrètes pour en faire un acteur compétitif. Les prêts relais, les nationalisations partielles et les tentatives de cordées nationales ont aggravé la situation, dilapidant des ressources publiques sans résultat tangible. La cession à Lufthansa, loin d'être une solution patriotique, illustre l'incapacité de l'Italie à défendre un symbole national dans un secteur où la souveraineté économique est cruciale pour la connectivité et l'image du pays.

Les défis systémiques de l'Italie

Les crises de l'Ilva et d'Alitalia révèlent des faiblesses structurelles dans la gouvernance économique italienne. La fragmentation politique, marquée par des divergences entre gouvernement, autorités locales et syndicats, empêche l'élaboration d'une stratégie cohérente. Dans le cas de l'Ilva, les tensions entre les impératifs environnementaux de Tarente et les besoins industriels ont paralysé les décisions. Pour Alitalia, l'absence de consensus sur un plan de restructuration viable a conduit à une gestion de court terme, axée sur la préservation des emplois au détriment d'une véritable relance.

De plus, l'Italie souffre d'un manque de culture d'État, essentielle pour aligner les acteurs autour d'un projet national. L'École de Guerre Économique insiste sur l'importance d'une vision stratégique qui dépasse les mesures d'urgence. Dans les deux cas, l'Italie a privilégié des solutions temporaires – prêts relais, administrations extraordinaires – au lieu d'investir dans l'innovation ou de chercher des partenariats européens pour renforcer sa position.

Perspectives et recommandations

Pour surmonter ces défis, l'Italie doit adopter une approche combinant intelligence économique et patriotisme économique. Pour l'Ilva, une cellule d'intelligence économique dédiée au secteur sidérurgique devrait être créée pour surveiller les dynamiques mondiales, évaluer les partenaires potentiels comme Baku Steel et identifier des opportunités d'innovation, notamment dans l'acier vert. Une nationalisation temporaire, comme suggéré par la UILM, pourrait permettre de stabiliser l'usine avant de chercher un investisseur aligné sur les intérêts italiens.

Pour Alitalia, l'Italie doit tirer les leçons de son échec. Une stratégie de patriotisme économique aurait requis des investissements précoces dans une flotte moderne et une consolidation avec d'autres compagnies européennes, plutôt qu'une dépendance aux subventions publiques. À l'avenir, l'Italie devrait privilégier des partenariats stratégiques pour maintenir une influence dans le secteur aérien, par exemple via une participation minoritaire dans ITA Airways.

Enfin, une meilleure coordination entre l'État, les syndicats et les communautés locales est cruciale pour équilibrer les impératifs économiques, sociaux et environnementaux. L'Italie

pourrait s'inspirer d'autres pays européens, comme la France ou l'Allemagne, qui ont su combiner interventions publiques et stratégies industrielles pour protéger leurs actifs stratégiques.

Conclusion

Les cas de l'Ilva et d'Alitalia illustrent les limites de l'Italie face aux défis de la guerre économique mondiale. L'offre azerbaïdjanaise pour l'Ilva, bien qu'ambitieuse, soulève des questions sur la capacité de l'Italie à préserver sa souveraineté industrielle, tandis que la cession d'Alitalia à Lufthansa marque un échec patent en matière de patriotisme économique. L'intelligence économique, en anticipant les risques et en exploitant les opportunités, et le patriotisme économique, en mobilisant les ressources nationales, offrent un cadre théorique pour relever ces défis. Cependant, le succès dépendra de la capacité de l'Italie à dépasser la gestion de crise pour adopter une vision stratégique et cohérente, capable de transformer ces actifs en moteurs de relance économique et de souveraineté nationale.

Bibliografia - Références bibliographiques - Bibliography

- Clausewitz, Carl von. *Della guerra*. Tradotto da Pietro Pirotta. Milano: Mondadori, 2006. (Edizione originale: *Vom Kriege*, 1832)
- Denécé, Éric, e Claude Revel. *L'Autre Guerre des États-Unis. Économie : les secrets d'une machine de conquête*. Paris: Robert Laffont, 2005.
- Harbulot, Christian. *La guerre économique*. Paris: VA Éditions, 2020.
- Kennan, George F. "The Sources of Soviet Conduct." *Foreign Affairs* 25, no. 4 (1947): 566–582.

Capitolo III – Ordine mondiale, crisi geopolitiche e guerra ibrida

Il terzo capitolo approfondisce la connessione tra crisi geopolitiche, disfunzioni dell'ordine internazionale e forme di guerra ibrida. Si esaminano l'impotenza delle istituzioni globali come l'ONU di fronte ai conflitti moderni, le operazioni clandestine e le guerre per procura, con casi che spaziano dalle operazioni in Ucraina alle reti di repressione sudamericane come l'Operazione Condor. Questo contesto rivela come la dimensione militare, informativa ed economica si intersechino, alimentando conflitti che sfuggono alle categorie tradizionali.

Chapitre III – Ordre mondial, crises géopolitiques et guerre hybride

Le troisième chapitre approfondit le lien entre crises géopolitiques, dysfonctionnements de l'ordre international et formes de guerre hybride. Il examine l'impuissance des institutions mondiales telles que l'ONU face aux conflits contemporains, ainsi que les opérations clandestines et les guerres par procuration, avec des exemples allant des opérations en Ukraine aux réseaux de répression sud-américains tels que l'Opération Condor. Ce contexte révèle comment les dimensions militaire, informationnelle et économique s'entrecroisent, alimentant des conflits qui échappent aux catégories traditionnelles.

Chapter III – World Order, Geopolitical Crises, and Hybrid Warfare

The third chapter delves into the connection between geopolitical crises, dysfunctions of the international order, and forms of hybrid warfare. It examines the impotence of global institutions like the UN in the face of modern conflicts, as well as clandestine operations and proxy wars, with cases ranging from operations in Ukraine to South American repression networks such as Operation Condor. This context reveals how the military, informational, and economic dimensions intersect, fueling conflicts that defy traditional categories.

L'effondrement de l'ordre mondial: l'ONU, spectatrice impuissante des crises géopolitiques

Dans des régions comme l'Ukraine, l'Europe, le Liban, le Moyen-Orient, la Corée ou Taïwan, les tensions géopolitiques atteignent un point de rupture. Ces foyers de crise, autrefois gérables, sont devenus des champs de bataille où règne le chaos. Ce constat révèle l'échec de l'ordre mondial établi après la Seconde Guerre mondiale, un système basé sur le droit international et incarné par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Aujourd'hui, ce cadre est à bout de souffle, incapable de prévenir ou de limiter les conflits qui le déchirent.

L'ONU : de gardienne de la paix à spectatrice impuissante

Créée pour maintenir la paix mondiale, l'ONU a progressivement perdu sa légitimité et sa capacité d'action. Ses missions de maintien et de renforcement de la paix (*peacekeeping et peace enforcing*) ont souvent été inefficaces, voire inutiles, car la "paix" à protéger n'existait pas. Les efforts de construction et de consolidation de la paix (*peace building et peace making*) ont souvent dissimulé des projets d'ingérence ou de colonisation. Aujourd'hui, les résolutions du Conseil de sécurité sont contournées ou ignorées, tandis que les décisions de l'Assemblée générale sont réduites à de simples formalités sans impact concret.

Les forces armées sous mandat de l'ONU, souvent mal financées et insuffisamment équipées, se retrouvent à jouer le rôle d'otages, vulnérables dans des zones de conflit où elles ne disposent d'aucun soutien. Le cas de la mission en Somalie, abandonnée dès les premières pertes américaines, illustre ce désengagement systématique. De même, en 1994, au Rwanda, l'inaction de la communauté internationale a laissé place à un massacre de deux millions de victimes, révélant le cynisme des puissances impliquées.

Les contradictions occidentales et les guerres par procuration

Le double standard de l'Occident dans l'application du droit international est frappant. L'intervention de l'OTAN dans les Balkans, sous prétexte de l'autodétermination des peuples, a été suivie d'une condamnation rapide des opérations russes en Géorgie (2008) et en Ukraine (2014, 2022). Paradoxalement, ces mêmes principes ont été ignorés lorsque l'Ukraine a réprimé violemment ses provinces du Donbass en quête d'autonomie, avec la complicité tacite de l'OTAN et de l'Europe.

En 2015, les accords de cessez-le-feu dans le Donbass, négociés par l'Occident, n'étaient qu'un subterfuge pour permettre à l'Ukraine de reconstituer ses forces armées. Cette stratégie d'instrumentalisation des conflits locaux illustre l'hypocrisie d'un système international prétendument fondé sur le droit.

Le cas de l'UNIFIL : une mission sans espoir au Liban

Depuis 1978, la mission de l'ONU au Liban (UNIFIL) incarne l'échec des opérations de maintien de la paix. Chargée de surveiller une bande frontalière entre Israël et le Liban, cette mission est devenue un théâtre d'inaction face aux violations répétées des résolutions de l'ONU. Israël a ignoré 69 résolutions, tandis que les États-Unis en ont bloqué 29 supplémentaires.

L'UNIFIL, équipée de véhicules blancs et de casques bleus, symbolise l'impuissance des forces internationales. Ces soldats, incapables de se défendre face aux capacités militaires

d'Israël et du Hezbollah, servent souvent de boucliers humains dans un conflit interminable. L'inaction des Nations Unies, tout comme l'absence de réponse militaire coordonnée, laisse le Liban sombrer dans le chaos.

La justice internationale en péril

La crise de légitimité ne se limite pas à l'ONU : elle touche également les institutions judiciaires internationales. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a montré les limites de la poursuite des crimes de guerre. De son côté, la Cour pénale internationale (CPI), créée par le Traité de Rome en 1998, est constamment confrontée à des pressions politiques et à des actes de délégitimation.

Les États-Unis, la Russie et Israël ne reconnaissent pas la juridiction de la CPI et s'efforcent de limiter son action. Par exemple, la demande d'arrestation de Vladimir Poutine, fondée sur une plainte ukrainienne, a été largement critiquée, tout comme les accusations portées contre Benjamin Netanyahu pour des crimes de guerre. Ces manœuvres sapent la crédibilité de la justice internationale et permettent aux États voyous et aux criminels de guerre de continuer leurs activités en toute impunité.

Une communauté internationale divisée : jusqu'où ira la désintégration ?

L'échec des institutions internationales met en lumière un monde où la loi du plus fort domine. Les États-Unis et leurs alliés continuent de promouvoir un ordre basé sur leurs propres intérêts, tout en accusant d'autres nations de violer les règles qu'ils manipulent à leur guise. Dans ce contexte, la paix mondiale reste un idéal lointain, compromis par des stratégies politiques à court terme et un manque de volonté réelle de réformer le système existant.

La question qui se pose est simple : combien de temps ce système dysfonctionnel pourra-t-il encore durer avant de céder totalement ?

L'Ursula-bis et le déclin de l'Europe

L'Europe, dans l'étreinte étouffante des États-Unis, a emprunté le chemin du déclin

L'Europe, autrefois protagoniste de la diplomatie internationale et gardienne d'un pragmatisme géopolitique unique, semble aujourd'hui reléguée à un rôle subalterne. Avec le début de la guerre en Ukraine, l'Union européenne s'est laissé entraîner dans le sillage stratégique de Washington, abandonnant ses politiques traditionnelles de médiation. Cet alignement a imposé des coûts élevés : économiques, énergétiques, politiques et sociaux. L'Europe risque non seulement de perdre sa centralité géopolitique, mais aussi de sombrer dans une crise structurelle dont il sera difficile de sortir.

La subordination géopolitique : une Europe sous influence américaine

Depuis février 2022, la politique étrangère européenne a été définie à Washington. La narration américaine, centrée sur une victoire totale de Kiev, a annulé toute possibilité de négociation, une stratégie qui contraste profondément avec la tradition européenne. Des leaders comme Emmanuel Macron, qui avaient auparavant plaidé pour une autonomie stratégique du continent, se sont pliés à une ligne belliciste, craignant l'isolement politique au sein de l'OTAN. Les sanctions contre la Russie en sont un exemple frappant. L'Europe a imposé des mesures sans précédent, ignorant les risques de représailles et le poids des interdépendances économiques.

En 2021, le commerce UE-Russie représentait plus de 260 milliards d'euros : l'interruption brutale a durement frappé des secteurs clés, de l'industrie manufacturière à

l'agroalimentaire, tandis que Moscou a trouvé de nouveaux partenaires comme la Chine, l'Inde et la Turquie. Même l'explosion du gazoduc Nord Stream, attribuée officieusement à des saboteurs proches des intérêts américains, n'a pas suscité une réponse forte de Bruxelles. La destruction d'une infrastructure stratégique pour l'approvisionnement énergétique européen a été traitée presque comme un incident secondaire, confirmant la soumission politique aux États-Unis.

L'effet boomerang des sanctions

Les sanctions, loin d'affaiblir gravement Moscou, ont eu des effets dévastateurs sur l'économie européenne. Selon les données de la Commission européenne, le coût du gaz pour l'industrie européenne a augmenté en moyenne de 70 % entre 2022 et 2023. Cette hausse a rendu de nombreux secteurs industriels non compétitifs par rapport à leurs concurrents mondiaux. L'Allemagne, pilier économique du continent, a vu sa balance commerciale s'effondrer, enregistrant un déficit pour la première fois depuis 1991.

L'Inflation Reduction Act (IRA) des États-Unis, avec ses énormes incitations pour la transition verte, a encore accéléré la fuite des capitaux et des entreprises européennes vers l'autre rive de l'Atlantique. Selon une étude de la Banque centrale européenne, entre 2023 et 2024, au moins 10 000 emplois dans l'industrie automobile et chimique devraient être transférés aux États-Unis, attirés par des coûts énergétiques divisés par deux et des avantages fiscaux.

Un modèle économique en crise

Le modèle économique européen, basé sur une haute productivité et des coûts énergétiques compétitifs, est en crise. La désindustrialisation, un phénomène amorcé avant la pandémie, s'est accélérée. Des secteurs clés tels que l'automobile, la chimie et la sidérurgie allemande perdent du terrain en raison d'une combinaison d'énergie coûteuse, de dumping américain et de concurrence chinoise.

Une Europe entre espoir et déclin

L'Union européenne est à un carrefour : elle peut choisir de renforcer son autonomie stratégique, en retrouvant un rôle central dans le nouvel ordre mondial, ou continuer à suivre passivement une voie qui la condamne à la marginalité. Cela nécessite des choix courageux : une politique énergétique basée sur une véritable diversification, une défense de l'industrie européenne contre le dumping mondial, et une diplomatie dépassant la logique de confrontation idéologique.

Le risque, cependant, est que l'Europe soit incapable de surmonter ses divisions internes, perdant ainsi l'occasion de se réaffirmer comme une puissance mondiale. Dans un monde en mutation rapide, l'inertie est une condamnation. Et le temps pour agir s'épuise.

Da Helsinki alla Nuova Guerra Fredda. Come l'Espansione della NATO ha Ridisegnato l'Ordine Europeo

La divisione dell'Europa e gli Accordi di Helsinki: Un nuovo quadro per la sicurezza

Dopo la Seconda Guerra Mondiale, l'Europa si trovò divisa tra due blocchi contrapposti: il blocco capitalista, guidato dagli Stati Uniti, e il blocco comunista, sotto l'influenza dell'Unione Sovietica. Entrambi cercarono di rafforzare un ordine mondiale comune che non compromettesse i rispettivi ordini regionali. Una svolta cruciale si verificò nel 1975 con gli Accordi di Helsinki, che stabilirono un quadro comune per la sicurezza europea.

Gli Accordi di Helsinki consolidarono i principi fondamentali dell'ordine westfaliano, tra cui l'uguaglianza sovrana, la sicurezza indivisibile, l'astensione dalla minaccia o dall'uso della forza, la non ingerenza negli affari interni e il rispetto dell'integrità territoriale. Tuttavia, l'accordo includeva anche principi di giustizia e sicurezza umana, come l'uguaglianza dei diritti, l'autodeterminazione dei popoli e il rispetto per i diritti umani e le libertà fondamentali, tra cui la libertà di pensiero, coscienza e religione. Questi elementi di giustizia, associati ai principi statocentrici di ordine, riflettevano un compromesso tra la sicurezza degli Stati e la sicurezza delle persone.

Gli Accordi ispirarono un maggiore clima di fiducia internazionale, che influenzò profondamente i leader politici dell'epoca. Mikhail Gorbaciov fu uno dei principali sostenitori di un approccio collaborativo basato su questi principi e iniziò a immaginare una nuova Europa basata sulla cooperazione e l'inclusività.

La "Casa Comune Europea" di Gorbaciov e le risposte occidentali

La maggiore fiducia generata dagli Accordi di Helsinki spinse Mikhail Gorbaciov a intraprendere ampie riforme interne e a proporre il progetto di una "Casa Comune Europea". Questa visione immaginava una smilitarizzazione delle relazioni estere attraverso lo smantellamento simultaneo della NATO e del Patto di Varsavia. In questa nuova architettura, i blocchi militari contrapposti sarebbero stati sostituiti da un'unica istituzione paneuropea che avrebbe armonizzato le differenze ideologiche e rafforzato la sicurezza collettiva.

Gli Stati Uniti, tuttavia, risposero nel 1989 con il concetto di un'"Europa Intera e Libera", che enfatizzava l'universalismo della democrazia liberale come fondamento di un'Europa comune. Da questa prospettiva, l'inclusione della Russia o di altre ideologie sarebbe stata possibile solo sotto la guida delle istituzioni dominate dagli USA. Parallelamente, gli Stati Uniti furono critici anche nei confronti del progetto di confederazione europea avanzato da François Mitterrand, ritenendolo un tentativo di costruire un'Europa autonoma al di fuori dell'influenza americana.

Mentre Gorbaciov immaginava una casa con molte stanze per accogliere ideologie diverse, gli Stati Uniti preferirono una stanza unica, riflettendo la propria visione ideologica. Questo scontro di visioni si manifestò durante eventi storici come la caduta del Muro di Berlino e il Vertice di Malta del 1989, dove fu formalmente dichiarata la fine della Guerra Fredda. Nonostante ciò, l'ambizione statunitense di dominare il sistema europeo creò tensioni che avrebbero avuto ripercussioni durature.

La Carta di Parigi e le contraddizioni della sicurezza indivisibile

Nel 1990, la Carta di Parigi per una Nuova Europa fu firmata come estensione degli Accordi di Helsinki, proponendo una nuova architettura di sicurezza paneuropea. La Carta riaffermò principi fondamentali come l'uguaglianza sovrana e la sicurezza indivisibile, promettendo un'Europa senza linee di divisione. Essa ampliò inoltre il concetto di sicurezza includendo temi come i diritti umani, la democrazia, la cooperazione economica e la sostenibilità ambientale.

Nonostante le sue ambizioni, la Carta conteneva una contraddizione intrinseca tra il principio di sicurezza indivisibile e il diritto degli Stati di scegliere liberamente i propri accordi di sicurezza. Mentre gli Stati Uniti promuovevano l'espansione della NATO come una scelta libera e sovrana di ogni Stato, la Russia interpretò questa espansione come una violazione del principio di sicurezza indivisibile. La NATO, per rispettare la visione della Carta, avrebbe dovuto mantenere uno status quo, evitando politiche espansionistiche. Tuttavia, gli Stati Uniti adottarono una "politica della porta aperta", che finì per ridividere l'Europa e aumentare le tensioni con la Russia.

L'espansione della NATO e il dominio statunitense in Europa

Con l'espansione della NATO, gli Stati Uniti consolidarono la propria influenza in Europa. La scelta per gli Stati europei si ridusse a una dicotomia: aderire alla NATO per ottenere sicurezza o restarne esclusi, accettando un ruolo marginale. Per Mosca, questa strategia era vista come un modo per isolare e contenere la Russia. Boris Yeltsin, in una lettera del 1994 al presidente Clinton, espresse preoccupazioni per i piani di espansione della NATO, sottolineando che essi avrebbero ridiviso l'Europa, creando tensioni durature.

Nel 2004, la Russia propose la creazione di uno "Spazio Economico Unico" con Bielorussia, Ucraina e Kazakistan, un'iniziativa che fu respinta dall'Occidente come un tentativo di ricostruire l'influenza imperiale russa. Gli Stati Uniti adottarono un atteggiamento simile nei confronti dell'accordo di sicurezza tra Cina e Isole Salomone nel 2022, opponendosi a qualsiasi presenza militare rivale, anche in aree geograficamente distanti dal proprio territorio.

L'OSCE e la marginalizzazione delle alternative multilaterali

Nel 1994, l'Organizzazione per la Sicurezza e la Cooperazione in Europa (OSCE) fu istituita per attuare i principi della Carta di Parigi. Tuttavia, l'OSCE fu presto marginalizzata dagli Stati Uniti, che temevano che potesse sfidare l'egemonia della NATO. Secondo Charles de Gaulle, la NATO era uno strumento del primato statunitense in Europa, un'osservazione che trovò conferma nel periodo post-Guerra Fredda.

La NATO continuò a espandersi sotto lo slogan di un'"Europa Intera e Libera", ma il fallimento nel coinvolgere la Russia in un'architettura di sicurezza inclusiva contribuì a rafforzare le divisioni geopolitiche. La Russia percepì questa strategia come una minaccia diretta alla propria sicurezza.

Tattiche incrementalì e inganni diplomatici

L'espansione della NATO si basò su una strategia di tattiche incrementalì, conosciute anche come "tattiche del salame", che consistevano in una graduale espansione per evitare reazioni forti da parte della Russia e degli alleati europei. Questa strategia, pur mitigando l'opposizione immediata, portò a un progressivo deterioramento del clima di fiducia tra Occidente e Russia.

Nel 1994, il presidente Bill Clinton riconobbe che l'espansione della NATO poteva ridividere l'Europa, rischiando di creare "una profezia che si autoavvera" di futuri conflitti. Come compromesso, propose il Partenariato per la Pace, presentato come un'alternativa inclusiva all'espansione della NATO. Tuttavia, il Partenariato non divenne mai un'opzione reale: invece, servì da trampolino per facilitare l'adesione degli Stati dell'Europa orientale all'Alleanza. Questo doppio standard emerse chiaramente, come osservò l'ambasciatore statunitense Chas Freeman, il quale sottolineò che Clinton, da un lato, assicurava ai russi che non c'era urgenza di espandere la NATO, mentre dall'altro rassicurava gli alleati dell'Europa orientale che sarebbero stati inclusi il prima possibile.

Boris Yeltsin, in una lettera del 1994 a Clinton, avvertì che i piani di espansione della NATO avrebbero portato a una nuova divisione dell'Europa e a un profondo senso di umiliazione per la Russia. Nonostante ciò, molti leader statunitensi ritenevano che la Russia fosse troppo debole per reagire. William Perry, allora segretario alla Difesa, ammise che gli Stati Uniti non avevano adeguatamente considerato le preoccupazioni russe, ritenendo che Mosca avrebbe dovuto "abituarsi" all'idea di una NATO amichevole, pur con la NATO ai suoi confini.

L'approccio degli Stati Uniti fu percepito dalla Russia come provocatorio. La leadership russa interpretò il crescente avvicinamento della NATO ai suoi confini come una violazione delle garanzie non scritte degli anni '90. George Kennan, il celebre architetto della politica di contenimento, definì l'espansione della NATO "l'errore più fatale della politica americana nel periodo post-Guerra Fredda", avvertendo che avrebbe portato a un nuovo ciclo di tensioni con la Russia.

La nuova politica estera della Russia sotto Putin

Con l'arrivo di Vladimir Putin, la Russia abbandonò il suo approccio conciliatorio verso l'Occidente. Putin cercò di ridefinire le relazioni internazionali della Russia, negoziando da una posizione di forza e abbandonando le concessioni unilaterali. La politica estera di Putin mirava a costruire un rapporto di parità con l'Occidente, non una semplice integrazione subordinata.

Nel 2007, durante la Conferenza sulla Sicurezza di Monaco, Putin criticò apertamente gli Stati Uniti e la NATO per il loro approccio unilaterale. Egli denunciò il sistema unipolare guidato dagli USA, sostenendo che esso "aveva oltrepassato i propri confini nazionali in ogni modo possibile". Putin richiamò le promesse fatte negli anni '90, quando i leader occidentali avevano garantito che la NATO non si sarebbe spinta verso est. Citò il discorso del segretario generale della NATO Manfred Wörner del 1990, in cui si affermava che non ci sarebbe stato alcun dispiegamento militare della NATO oltre il territorio tedesco. Putin sottolineò che queste promesse erano state disattese e che la NATO aveva ormai posizionato le sue forze ai confini russi.

Putin interpretò l'espansione della NATO come una provocazione diretta e una minaccia alla sicurezza nazionale della Russia. Questo discorso segnò un punto di svolta nella politica estera russa, che si orientò sempre più verso il confronto con l'Occidente.

L'annessione della Crimea e il punto di rottura

Le tensioni tra Russia e Occidente raggiunsero un punto critico nel 2014, con l'annessione della Crimea da parte della Russia. Putin giustificò questa mossa come una risposta alla continua espansione della NATO e alla mancata considerazione delle "linee rosse" della Russia. Egli accusò l'Occidente di aver tradito la Russia "ancora e ancora", prendendo

decisioni unilaterali che presentavano a Mosca fatti compiuti. Putin richiamò in particolare l'espansione della NATO e il dispiegamento di infrastrutture militari vicino ai confini russi, affermando che queste azioni erano state giustificate con la retorica che "non riguardavano la Russia".

L'annessione della Crimea fu vista dalla Russia come una mossa necessaria per proteggere i propri interessi strategici, ma fu interpretata dall'Occidente come una violazione del diritto internazionale. Questo evento segnò l'inizio di una nuova fase di confronto geopolitico.

Conclusione: l'Europa e la rinnovata divisione geopolitica

Il fallimento nel costruire un'architettura di sicurezza inclusiva trasformò la promessa di una "Casa Comune Europea" in un'illusione. La NATO, originariamente concepita come un'alleanza difensiva, si trasformò in una forza revisionista, contribuendo a ridisegnare le divisioni geopolitiche in Europa. La Russia, sentendosi tradita e marginalizzata, adottò una politica di bilanciamento, costruendo alleanze con l'Eurasia e contribuendo alla nascita di un nuovo ordine mondiale multipolare.

Come osservò George Kennan, la decisione di espandere la NATO fu "una politica di errore storico", che minò la fiducia della Russia verso l'Occidente e contribuì alla riaccensione delle logiche della Guerra Fredda. L'incapacità dell'Occidente di includere la Russia in un'architettura di sicurezza europea rafforzò ulteriormente le tensioni, portando a un nuovo ciclo di divisioni geopolitiche.

Un ordre mondial manqué: La guerre hybride et la nouvelle course au conflit

La Guerre froide s'est achevée sans donner naissance à un nouvel ordre mondial stable. L'unipolarisme américain a nourri des illusions de domination globale, tandis que les grandes puissances – États-Unis, Russie et Chine en tête – ont refusé de construire des structures partagées de sécurité et de coopération.

Dans ce contexte, le retour à des logiques d'équilibre des puissances a favorisé la résurgence de confrontations stratégiques bilatérales et régionales, jetant les bases d'une nouvelle course au conflit – non seulement armé, mais aussi hybride, cognitif et économique.

La doctrine Gerasimov et l'adaptation asymétrique

Le général russe Valery Gerasimov n'a jamais formulé une véritable « doctrine », mais a livré une analyse réaliste et opérationnelle des guerres modernes. En observant les « révolutions colorées », les Printemps arabes et les opérations de l'OTAN, Gerasimov a constaté que les outils non militaires (information, économie, désinformation) peuvent, dans certains contextes, surpasser l'efficacité des armes conventionnelles.

La stratégie russe s'est ainsi transformée en une adaptation asymétrique : combattre selon les logiques de l'adversaire (désinformation, manipulation, guerre psychologique), tout en maintenant une capacité autonome de réponse en termes de force et de dissuasion. La Crimée (2014) et le Donbass (depuis 2014) ont servi de bancs d'essai : des opérations rapides, coordonnées, fondées sur le contrôle des perceptions et la négation de la réalité opérationnelle à l'adversaire.

L'invasion de l'Ukraine comme guerre limitée avec des objectifs stratégiques

L'intervention de février 2022 n'a pas été conçue comme une occupation totale, mais comme une guerre opérationnelle limitée visant à : garantir la sécurité de la Crimée et du Donbass, neutraliser les forces armées ukrainiennes, obtenir une redéfinition de la sécurité européenne en freinant l'expansion de l'OTAN. La Russie a adopté une stratégie multi-niveau : pression sur Kiev, pénétrations territoriales dans le sud-est, contrôle de l'axe logistique de Kharkiv à Odessa, avec l'objectif final de contraindre l'Ukraine à la neutralité et à la reconnaissance des républiques séparatistes.

La gestion tactique du conflit

Sur le plan tactique, les opérations russes ont été décentralisées, laissant une large autonomie aux commandants locaux. L'accent a été mis sur des objectifs militaires et infrastructurels, évitant – sauf exceptions – la destruction totale des villes. Kiev, Lviv, Dnipro et d'autres centres ont été épargnés pour maintenir ouverts les canaux de négociation et limiter les coûts humains et politiques.

La guerre s'est également jouée sur une supériorité aérienne temporaire et localisée, obtenue non par une domination totale des cieux, mais par un ciblage sélectif et la paralysie des lignes logistiques et de commandement ukrainien.

En ce sens, le modèle d'action russe s'est nettement distingué des campagnes « shock-and-awe » occidentales (Irak, Libye, Afghanistan).

L'aspect non conventionnel : Guerre par procuration, propagande et guerre psychologique

L'Ukraine est devenue le champ de bataille par procuration d'une confrontation plus large entre les États-Unis/OTAN et la Fédération de Russie. La fourniture d'armes, de renseignement, de fonds et de mercenaires par l'Occident a transformé le conflit en un affrontement multiniveaux : sur le terrain, entre armées régulières et forces irrégulières ; dans les médias, à travers la propagande belliqueuse et la diabolisation systématique de l'ennemi ; dans la psychosphère, avec la préparation psychologique à une éventuelle escalade chimique ou nucléaire.

La guerre financière comme guerre à part entière

Le recours à des sanctions économiques – dans leur forme systémique et structurelle – constitue une nouvelle forme de guerre totale. Ces mesures, loin de se limiter aux oligarques, frappent l'ensemble du système économique russe, le poussant vers un modèle d'autosuffisance stratégique.

La guerre économique – théorisée également par le général chinois Qiao Liang – vise à préserver la domination du dollar et à saper les alternatives émergentes, comme l'euro ou le yuan. Dans ce cadre, la Russie n'est pas vue comme un ennemi en soi, mais comme un maillon entre la Chine et l'Europe, et donc comme une cible stratégique dans la lutte pour la suprématie globale.

L'effet contre-productif des sanctions et la consolidation russo-chinoise

Les sanctions occidentales ont accéléré la construction d'un système économique et financier alternatif entre la Russie, la Chine et les pays d'Eurasie. Le passage aux paiements en roubles pour le gaz, les accords au sein de l'Union économique eurasiatique (UEEA) et le renforcement des liens avec l'Initiative de la ceinture et de la route (BRI) chinoise constituent une réponse stratégique à la domination du dollar. Cette alliance sino-russe n'est pas seulement économique, mais aussi géopolitique et militaire, avec le risque que l'Occident, en tentant d'isoler Moscou, ait en réalité renforcé un nouvel axe mondial alternatif.

L'Europe au cœur de la tempête La grande absente dans cette stratégie globale est l'Europe, incapable d'autonomie stratégique et soumise aux intérêts géopolitiques américains. Pourtant, l'Europe aurait la possibilité – si elle se libérait de sa subordination atlantique – de devenir une puissance équilibratrice, capable de négocier avec Moscou et Pékin, de défendre l'euro et de s'affirmer comme un acteur stratégique autonome sur l'échiquier mondial.

Conflit OTAN-Russie: Les Dessous d'une Guerre par Procuration en Ukraine

Les raisons cachées du conflit OTAN-Russie

Dans le récit dominant du conflit en Ukraine, la séquence des événements est souvent compressée en une narration simpliste : une agression soudaine, un peuple héroïque, une solidarité internationale. Mais sous la surface des slogans se cache une réalité plus profonde, patiemment construite au fil des années, tenue secrète dans les chancelleries et les services de renseignement. Une guerre par procuration, qui a transformé l'Ukraine en champ de bataille entre puissances nucléaires et l'Europe en spectatrice complice et vulnérable.

La longue marche vers la guerre

Dès 2015, après le coup d'État de Maïdan et l'annexion de la Crimée, l'OTAN a mis en place un programme systématique de formation, d'équipement et de réorganisation des forces armées ukrainiennes. Des milliers de soldats ont été formés chaque année par des instructeurs américains, britanniques et canadiens. Le Wall Street Journal a documenté comment, en huit ans, l'ensemble de la structure de commandement ukrainienne a été remodelée pour s'aligner sur les standards de l'OTAN. Les officiers ont adopté des doctrines occidentales, les troupes ont participé à des manœuvres multinationales, et le parlement ukrainien a été encadré par des « superviseurs » atlantistes. Tout cela s'est fait alors que, officiellement, l'Ukraine n'était pas membre de l'Alliance.

Parallèlement, les services de renseignement – en particulier la CIA et le MI6 – ont construit un partenariat opérationnel toujours plus étroit avec le SBU et le GUR ukrainiens. Depuis 2016, comme l'a révélé le New York Times, la CIA finance et structure un réseau de bases d'espionnage à travers toute l'Ukraine. Objectif : surveiller les mouvements russes et préparer une capacité de réponse instantanée. Cet appareil a permis, dès février 2022, de frapper des cibles stratégiques comme le croiseur Moskva ou des généraux russes de haut rang, dont le chef d'état-major, qui a échappé de peu à une tentative d'élimination.

La guerre de l'ombre et les règles violées

Ces actions, bien que masquées par une stratégie de déni plausible, ont violé les « règles non écrites » censées éviter une escalade entre puissances nucléaires. L'élimination, avec le soutien de la CIA, d'un général russe de premier plan a frôlé la ligne rouge stratégique. Mais ce ne fut pas un cas isolé. Des documents confidentiels, confirmés par Newsweek, Associated Press et The Times, révèlent la présence en Ukraine de forces spéciales françaises, britanniques et américaines engagées dans des opérations secrètes à haut risque politique et militaire.

En février 2024, le chancelier allemand Olaf Scholz a publiquement dénoncé l'implication directe de la France et du Royaume-Uni dans la planification d'attaques contre la flotte russe en mer Noire et en Crimée. Les missiles SCALP-EG et Storm Shadow, fournis par Paris et Londres, ont été utilisés pour frapper Sébastopol, des sous-marins et des navires amphibies. Scholz a souligné que la Bundeswehr ne devait en aucun cas être impliquée dans la désignation des cibles, admettant ainsi, en creux, que la France et le Royaume-Uni l'étaient.

Une escalade délibérée

Le véritable tournant s'est produit en avril 2022, lors des négociations d'Istanbul entre Kiev et Moscou. Un cessez-le-feu semblait à portée de main. Mais la visite surprise du Premier ministre britannique Boris Johnson, le 9 avril, y a mis fin. Selon plusieurs sources, Johnson aurait ordonné à Zelensky de ne signer aucun accord avec Poutine, assurant que l'OTAN garantirait la victoire militaire. L'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett, alors médiateur, a confirmé cette version.

Dès lors, la guerre est devenue une stratégie, non une circonstance. Le Congrès américain a débloqué un paquet d'aide militaire de 61 milliards de dollars. Les missiles ATACMS, avec une portée de 300 km, ont commencé à frapper la Crimée. Ben Hodges, ancien commandant des forces américaines en Europe, a résumé l'objectif : rendre la Crimée « inhabitable » pour l'armée russe.

Mais cette campagne a réveillé un risque longtemps latent : celui de l'arme nucléaire. James Acton, du Carnegie Endowment for International Peace, a rappelé que, selon la doctrine russe, la Crimée est territoire national. Une attaque contre elle peut justifier, aux yeux du Kremlin, une riposte atomique. Vladimir Poutine l'a confirmé en juin 2024 : tout assaut mené par un État non nucléaire mais soutenu par une puissance nucléaire sera considéré comme une agression conjointe contre la Russie.

Cobelligérance et dissimulation

Cette cobelligérance occidentale – clandestine mais de plus en plus flagrante – est niée par des gouvernements qui continuent d'affirmer leur « neutralité ». Pourtant, selon la jurisprudence du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, la planification et la supervision d'opérations militaires équivalent à une participation active. En Ukraine, ces critères sont amplement remplis.

En juin 2024, des missiles ATACMS ont frappé un centre spatial russe en Crimée. L'explosion, qui a causé des pertes civiles, a provoqué une riposte diplomatique immédiate : la Russie a accusé directement Washington, réactivé ses programmes nucléaires à moyenne portée et entamé une révision de sa doctrine stratégique.

Dans le même temps, la Royal Navy et les Royal Marines britanniques menaient des opérations discrètes. Le général Robert Magowan a admis que ces missions présentaient un « risque politique et militaire élevé ». Et pourtant, ni le Parlement britannique, ni le public n'ont été informés.

Le mensonge stratégique

D'après Le Monde, Air-Cosmos, Atlantic Council et RUSI, les attaques menées avec des drones navals et des missiles à longue portée ont franchi les lignes rouges fixées par Moscou. En août 2024, des chars britanniques Challenger 2 étaient engagés à Kursk. Une première historique. Keir Starmer et Emmanuel Macron ont même, selon le Telegraph, coordonné une pression sur Joe Biden pour autoriser des frappes en territoire russe à l'aide de missiles occidentaux, dans le but de bloquer un retrait américain potentiel sous Donald Trump.

Le Kremlin, en réaction, a révisé sa doctrine nucléaire. Toute attaque massive impliquant un soutien occidental est désormais considérée comme motif de riposte atomique. Le seuil d'emploi des armes nucléaires a été abaissé.

L'Europe complice et silencieuse

Et l'Europe dans tout cela ? Spectatrice, suiviste, silencieuse. Aucun débat public, aucun référendum, aucune information transparente. Le discours des dirigeants sur les « valeurs » ne tient plus dès lors qu'ils engagent leurs peuples dans une guerre sans les consulter.

Jeffrey D. Sachs, dans le Financial Times, a rappelé que la faute originelle remonte aux années 1990, quand les États-Unis ont décidé d'élargir l'OTAN vers l'Est, malgré leurs engagements envers Moscou. Clinton, Bush, Obama, Biden : tous ont contribué à créer l'encerclement que redoutait Poutine. Et quand ce dernier demanda à négocier l'arrêt de l'élargissement à l'Ukraine, Washington refusa.

La Guerre de l'ombre en Ukraine: opérations clandestines et escalade géopolitique

Le conflit ukrainien, qui a culminé avec l'invasion russe de février 2022, ne peut être pleinement compris sans analyser le réseau complexe d'opérations clandestines qui a transformé l'Ukraine en un épicode de l'affrontement entre l'OTAN et la Russie.

Cette « guerre de l'ombre », orchestrée principalement par la CIA américaine et le MI6 britannique en collaboration avec les services de renseignement ukrainiens (SBU et GUR), a joué un rôle déterminant dans l'escalade des tensions géopolitiques. À travers une analyse approfondie des sources disponibles, cet article explore les dynamiques cachées de ces opérations, leurs implications stratégiques et la manière dont elles ont alimenté la perception russe d'un encerclement occidental, en s'appuyant sur l'excellent essai récemment publié par Maxime Chaix, intitulé *La guerre de l'ombre en Ukraine* (éditions Erik Bonner, mai 2025).

Les fondations de la guerre clandestine

Selon une enquête du *New York Times* publiée en février 2024, la CIA a entamé une collaboration intensive avec les services de renseignement ukrainiens dès 2014, après le coup d'État qui a renversé le président prorusse Viktor Ianoukovitch. Cet événement a marqué un tournant, transformant l'Ukraine en un avant-poste stratégique pour les opérations occidentales contre la Russie. La CIA a investi des ressources considérables pour moderniser le SBU (Service de sécurité de l'Ukraine) et le GUR (Direction principale du renseignement militaire), en fournissant des formations, des technologies avancées et un soutien opérationnel pour mener des actions secrètes. Ces opérations incluaient la collecte de renseignement, des sabotages, des assassinats ciblés et des attaques transfrontalières, souvent dirigées contre des cibles russes de haut rang.

Parallèlement, le MI6 britannique a joué un rôle complémentaire, renforçant le réseau clandestin à travers une coopération trilatérale avec la CIA et le GUR. Un exemple notable est la création d'une cellule opérationnelle secrète à La Haye, réunissant des représentants des trois services pour coordonner des actions contre la Russie. Ce réseau se concentrait sur le recrutement d'informateurs au sein de la Fédération de Russie, l'interception de communications sensibles et l'exécution d'opérations de sabotage près des frontières russes. L'objectif était clair : affaiblir la capacité de Moscou à projeter son influence en Europe de l'Est, en utilisant l'Ukraine comme base opérationnelle.

Les opérations clandestines : Détails et impact

Les opérations clandestines menées en Ukraine se sont intensifiées au fil des années, avec une escalade significative après 2014. Selon le *Washington Post* (octobre 2023), la CIA a fourni au SBU et au GUR des équipements avancés, tels que des systèmes de communication cryptés, des drones et des dispositifs d'interception électronique, tout en finançant la création d'unités spéciales comme la « Cinquième Direction » du SBU. Cette unité, isolée des autres départements du service, se consacrait à des « mesures actives » contre la Russie, c'est-à-dire des opérations de sabotage, de désinformation et d'actions directes, souvent menées en collaboration avec le MI6.

Un épisode emblématique est celui de 2015, lorsque le général Valeriy Kondratiuk, alors chef du GUR, a transmis à la station de la CIA à Kiev des documents ultra-secrets sur la

flotte russe de la mer du Nord, incluant des détails sur les nouveaux sous-marins nucléaires. Le partenariat entre la CIA et le GUR a commencé à s'intensifier cette année-là, grâce à cette initiative ukrainienne. Selon Maxime Chaix, qui cite des révélations du *Times*, « le général Valeriy Kondratiuk, alors chef du renseignement militaire ukrainien, s'est présenté à une réunion avec le chef adjoint de la station de la CIA [à Kyiv] et, sans prévenir, il a remis une pile de dossiers top secret [à ses alliés états-uniens]. Cette première tranche contenait des secrets sur la flotte du Nord de la Marine russe, y compris des informations détaillées sur les derniers modèles de sous-marins nucléaires russes. Peu après, des équipes d'agents de la CIA quittaient régulièrement son bureau avec des sacs à dos remplis de documents. (...) À mesure que le partenariat s'approfondissait après 2016, les Ukrainiens ressentaient une impatience croissante face à ce qu'ils considéraient comme une prudence excessive de la part de Washington. Ils commencèrent donc à mener des assassinats ciblés et d'autres opérations létales, ce qui violait les termes que les Ukrainiens étaient censés avoir acceptés, selon la Maison-Blanche. Furieux, des hauts responsables à Washington menacèrent de stopper leur soutien, mais ils n'ont jamais mis cette menace à exécution. » Une autre unité clé était l'unité 2245 du GUR, formée par la CIA pour opérer derrière les lignes ennemies. Composée d'environ 5 000 membres, cette unité était responsable de missions à haut risque, telles que des incursions transfrontalières et des attaques de drones contre des cibles russes. En 2016, le lieutenant-colonel Kyrylo Budanov, futur chef du GUR, a participé à une opération clandestine dans le Donbass, s'infiltrant en territoire contrôlé par les séparatistes prorusses pour saboter un dépôt de munitions. L'opération, initialement couronnée de succès, s'est conclue par une embuscade russe qui a coûté la vie à plusieurs opérateurs ukrainiens, mettant en évidence les risques de ces missions.

Les provocations et la réponse russe

Avant février 2022, les opérations clandestines ukrainiennes, souvent menées avec le soutien logistique et technologique de la CIA et du MI6, ont inclus des attaques directes sur le territoire russe, malgré les avertissements de Washington contre des actions susceptibles de provoquer une escalade. Mais après l'invasion russe, le cabinet Biden a supprimé toutes les restrictions dans le soutien de la CIA pour les opérations létales ukrainiennes. Ainsi, l'utilisation de missiles à longue portée, comme les Storm Shadow britanniques et les HIMARS américains, a permis à l'Ukraine de frapper des cibles stratégiques en Ukraine puis en Russie, telles que des dépôts de carburant et des infrastructures militaires. Ces attaques ont alimenté le discours du Kremlin, selon lequel l'OTAN menait une guerre par procuration contre la Russie à travers l'Ukraine.

Le président Vladimir Poutine a accusé à plusieurs reprises la CIA et le MI6 de manipuler Kiev pour attiser un sentiment antirusse. Cette perception a été renforcée par des événements comme l'assassinat du colonel Maksim Shapoval, chef de l'unité 2245 du GUR, en juin 2017. Cet attentat, attribué aux services russes, a été interprété comme une riposte directe aux opérations clandestines ukrainiennes. Poutine a exploité ces événements pour justifier sa rhétorique d'une menace existentielle posée par l'Occident, qui a culminé avec l'invasion de 2022.

Les contradictions de l'Occident

Malgré le soutien de la CIA et du MI6, les décideurs occidentaux étaient conscients des risques d'une escalade incontrôlée. Sous l'administration Obama, le directeur de la CIA, John Brennan, a tenté d'établir des « lignes rouges » pour limiter les actions provocatrices

des Ukrainiens. Cependant, ces lignes étaient souvent floues et difficiles à faire respecter, compte tenu de l'autonomie opérationnelle du SBU et du GUR. Par exemple, en 2016, une opération ratée en Crimée, qui a entraîné la mort de plusieurs opérateurs ukrainiens et russes, a suscité l'irritation de la Maison Blanche. Le vice-président Joe Biden a contacté le président ukrainien Petro Porochenko pour exprimer ses préoccupations, soulignant que de telles actions risquaient de compromettre le soutien occidental.

Avec l'arrivée de l'administration Trump, la collaboration avec l'Ukraine s'est intensifiée, malgré les réticences initiales du président. Des figures comme Mike Pompeo, directeur de la CIA, et John Bolton, conseiller à la sécurité nationale, ont approuvé des programmes de formation avancés et des fournitures d'armements, renforçant encore les capacités ukrainiennes. Cependant, cette escalade a contribué à alimenter la paranoïa russe, perçue comme une menace directe à la sécurité nationale.

Le contexte géopolitique : Une tragédie des grandes puissances

Selon l'analyste John Mearsheimer, le conflit ukrainien s'inscrit dans la « tragédie de la politique des grandes puissances », où les nations, opérant dans un système international anarchique, cherchent à maximiser leur sécurité, souvent en interprétant les actions des autres comme des menaces existentielles. L'expansion de l'OTAN vers l'Est, combinée au soutien occidental à l'Ukraine, a été perçue par la Russie comme une tentative d'encerclement stratégique. Les opérations clandestines de la CIA et du MI6 ont amplifié cette perception, transformant l'Ukraine en un acteur capable de menacer directement la Russie.

George Friedman, fondateur de Stratfor, a souligné que les États-Unis ont poursuivi une stratégie cohérente pour empêcher l'émergence d'une puissance dominante en Europe. Dans ce contexte, l'Ukraine est devenue une arène cruciale pour contrer l'influence russe, mais au prix d'un conflit qui risque de déstabiliser tout le continent. Les avertissements d'experts comme Jack Matlock et Henry Kissinger, qui dès 2008 soulignaient les risques de l'expansion de l'OTAN, ont été ignorés, contribuant à créer les conditions de la crise actuelle.

Le sabotage de Nord Stream et les tensions transatlantiques

Un chapitre controversé de la guerre clandestine est le sabotage des gazoducs Nord Stream, qui a mis en lumière les tensions entre les États-Unis et leurs alliés européens. Bien qu'il n'existe aucune preuve définitive, de nombreux indices suggèrent l'implication de services occidentaux, probablement en collaboration avec l'Ukraine. Cet épisode, combiné aux sanctions contre Nord Stream 2, a créé des frictions avec l'Allemagne et l'Autriche, qui considéraient les gazoducs comme un élément clé de la sécurité énergétique européenne.

En 2021, l'administration Biden a tenté de rétablir les relations avec les alliés européens en suspendant temporairement les sanctions contre Nord Stream 2. Cependant, les opérations clandestines en Ukraine ont continué à compliquer le dialogue transatlantique, Washington devant équilibrer son soutien à Kiev avec la nécessité de maintenir la cohésion de l'OTAN.

La guerre clandestine en Ukraine, orchestrée par la CIA et le MI6 en collaboration avec le SBU et le GUR, a transformé le pays en un champ de bataille stratégique contre la Russie. Ces opérations, bien qu'ayant renforcé les capacités ukrainiennes, ont contribué à déclencher une spirale d'escalade qui a conduit à l'invasion russe de 2022. La perception russe d'un encerclement par l'OTAN, alimentée par des années d'activités secrètes, a joué un rôle déterminant dans la décision de Poutine d'agir militairement.

Le conflit ukrainien n'est donc pas seulement une guerre territoriale, mais le résultat d'une compétition stratégique entre grandes puissances, où l'Ukraine est devenue un terrain d'affrontement pour des intérêts divergents. Les responsabilités sont partagées : la Russie a répondu par une politique agressive, mais l'Occident, à travers ses opérations clandestines, a contribué à créer les conditions d'une crise qui aurait pu être évitée avec une approche plus prudente.

Opération Barracuda : La France et l'éviction de Bokassa en Centrafrique

En 1979, la République centrafricaine est devenue un casse-tête pour la France. Jean-Bedel Bokassa, l'autoproclamé empereur de ce pays africain, est au cœur d'une tempête politique et diplomatique.

Son régime, marqué par une mégalomanie extravagante et des violations des droits humains, est devenu intenable pour Paris, qui voit en lui un allié encombrant. Alexandre de Marenches, chef du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), est chargé de trouver une solution radicale pour mettre fin à cette situation explosive, tout en préservant les intérêts français en Afrique.

Depuis son accession au pouvoir par un coup d'État en 1966, Bokassa a entretenu des relations ambiguës avec la France. D'un côté, il se présente comme un partenaire fidèle, garantissant l'accès de Paris aux ressources centrafricaines, notamment l'uranium, crucial pour le programme nucléaire français. De l'autre, son comportement erratique – couronnement fastueux en 1977, inspiré de Napoléon, et accusations de massacres, y compris contre des écoliers protestant contre son régime – ternit l'image de la France, accusée de soutenir un despote. À cela s'ajoute un rapprochement inquiétant de Bokassa avec l'URSS et la Libye de Kadhafi, une menace directe pour l'influence française dans la région.

Pour Marenches, fin stratège de l'ombre, la situation est claire : Bokassa doit partir. La France ne peut plus se permettre de cautionner un régime qui discrédite son rôle de puissance tutélaire en Afrique francophone. Mais comment agir sans provoquer un chaos qui risquerait de profiter aux rivaux géopolitiques, notamment les Soviétiques ? La réponse vient sous la forme d'une opération secrète, baptisée « Barracuda », orchestrée avec une précision chirurgicale par le SDECE.

En septembre 1979, profitant d'un voyage de Bokassa à l'étranger, les forces françaises soutiennent un coup d'État discret pour installer David Dacko, ancien président et figure modérée, au pouvoir. L'opération, menée avec l'appui de troupes françaises et de mercenaires, se déroule sans heurts majeurs. Bokassa est renversé, exilé, et la France peut revendiquer une transition « ordonnée » en Centrafrique. Marenches, dans l'ombre, veille à ce que l'opération reste discrète, évitant de donner l'impression d'une ingérence trop flagrante.

Mais cette intervention n'est pas sans ambiguïtés. Si elle permet à la France de se débarrasser d'un allié devenu toxique, elle soulève des questions sur la légitimité de telles actions et sur leur coût à long terme. La Centrafrique, loin de trouver la stabilité, s'enfonce dans une spirale d'instabilité chronique, marquée par des coups d'État à répétition. De plus, l'opération renforce l'image d'une France prête à manipuler les destins africains pour préserver ses intérêts, alimentant les critiques de néocolonialisme.

Marenches, fidèle à sa vision pragmatique, voit dans l'opération « Barracuda » une nécessité géopolitique. Pour lui, il ne s'agit pas seulement de sauver la face de la France, mais de protéger un bastion stratégique face aux appétits soviétiques et libyens. Pourtant, cette intervention illustre aussi les limites de la politique française en Afrique : une dépendance

excessive envers des régimes autoritaires, souvent instables, et une difficulté à promouvoir une gouvernance durable.

L'éviction de Bokassa reste un épisode emblématique des jeux d'influence de la guerre froide en Afrique. Derrière la façade d'une opération réussie, elle révèle les tensions d'une France tiraillée entre ses ambitions de puissance et les réalités complexes d'un continent en pleine mutation. Marenches, en maître des ombres, a su trancher le nœud gordien, mais les cicatrices de cette décision continuent de marquer la Centrafrique, bien au-delà de 1979.

L'Irak et la France: Une brèche dans l'hégémonie soviétique au Moyen-Orient

À la fin des années 1970, le Moyen-Orient était une arène de tensions où les superpuissances jouaient leurs cartes. L'Union soviétique, avec son expansionnisme, semblait avancer inexorablement, tandis que l'Occident peinait à suivre, contraint de colmater les brèches ouvertes par Moscou.

En Afrique – Zaïre, Angola, Tchad, Éthiopie –, les Soviétiques gagnaient du terrain. En 1978, le vent de la contagion s'étendit à l'Asie et au Moyen-Orient. En Afghanistan, un coup d'État porta au pouvoir Mohamed Taraki, un homme proche du Kremlin, marquant un précédent inquiétant : pour la première fois depuis 1945, un pays frontalier de l'URSS basculait dans le camp communiste. Au Yémen du Sud, un autre bouleversement suivit : Salem Roubaya Ali fut renversé et exécuté, remplacé par Abdel Fattah Ismail, considéré comme un fidèle serviteur de Moscou. Pour les services de renseignement français, le dessein était limpide : l'URSS visait le cœur du Moyen-Orient – Iran, Irak, Arabie saoudite – pour étrangler les piliers de la résistance occidentale.

Dans ce contexte explosif, la France, sous l'impulsion d'Alexandre de Marenches, chef du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), entreprit une démarche audacieuse pour contrer l'influence soviétique, en particulier en Irak. Marenches, visionnaire inquiet, avait identifié dès 1977 le danger d'une hégémonie soviétique dans cette région stratégique. Il voyait l'Occident sur la défensive, incapable de répondre efficacement à l'offensive de Moscou. Mais il discerna aussi une opportunité : l'Irak, dirigé par un Saddam Hussein encore vice-président mais déjà maître incontesté du pays, pouvait être arraché à l'orbite soviétique.

Dès le milieu des années 1970, Marenches effectuait des voyages réguliers à Bagdad, accueilli avec tous les honneurs. Son objectif était clair : ouvrir une brèche dans le monopole soviétique sur les fournitures d'armes à l'Irak. Les Irakiens, loin d'être des alliés idéologiques de l'URSS, achetaient des armes russes par nécessité, faute d'autres fournisseurs. La France saisit cette ouverture. Dès 1967, Paris avait commencé à vendre des équipements militaires à Bagdad, et dans les années 1970, l'Irak représentait un quart des approvisionnements pétroliers français. En 1972, la nationalisation de l'Iraq Petroleum Company envoya un signal clair : les intérêts français seraient prioritaires. Georges Pompidou, alors président, approuva la vente de matériel militaire, bien que les chasseurs Mirage fussent initialement exclus. En 1974, un contrat majeur fut signé avec Thomson-CSF pour un système de couverture radar, suivi en 1975 par un accord de coopération nucléaire. En 1977, la France officialisa la vente de soixante-douze Mirage F1 à l'Irak.

Marenches, bien que le SDECE ne fût pas directement impliqué dans ces négociations, joua un rôle clé en éclairant le gouvernement français sur la situation irakienne. Il comprit que Saddam Hussein, sunnite dans un pays majoritairement chiite, maintenait son pouvoir par une poigne de fer, tout en cherchant à diversifier ses alliances pour échapper à la dépendance envers Moscou. L'Irak, conscient de la menace soviétique pesant sur la région, améliorait ses relations avec l'Iran et l'Arabie saoudite, ses voisins stratégiques. Cette convergence d'intérêts face à un ennemi commun offrait à la France une fenêtre d'opportunité.

Cependant, il serait exagéré de parler d'un véritable basculement de l'Irak dans le camp occidental. Bagdad poursuivait une politique indépendante, ancrée dans les principes du

parti Baath socialiste arabe. Les Français, sous l'impulsion de Marenches, jouaient un jeu subtil : des considérations mercantiles – la vente d'armes et l'accès au pétrole – se mêlaient à une stratégie géopolitique visant à affaiblir l'influence soviétique. Jacques Chirac, alors Premier ministre, scella cette relation en 1974 lors d'une visite à Bagdad, où des contrats d'une valeur colossale furent signés.

Ce rapprochement, bien que limité, marqua une étape cruciale. La France, en s'appuyant sur une diplomatie pragmatique et une vision stratégique, réussit à ouvrir une brèche dans le mur soviétique au Moyen-Orient. Mais, comme souvent dans ces jeux de pouvoir, mesurer l'impact réel de ces manœuvres reste une tâche ardue. Ce qui est certain, c'est que l'Irak de Saddam Hussein, grâce à l'audace française, commença à regarder au-delà de l'URSS, redessinant les équilibres d'une région au bord du précipice.

Le Safari Club: Une alliance clandestine contre l'expansion soviétique

En décembre 1975, un émissaire français atterrit discrètement à Riyad. Il ne s'agit pas d'un diplomate ordinaire, mais du comte Alexandre de Marenches, directeur du SDECE, les services secrets extérieurs français...

Il ne vient pas les mains vides. Dans ses bagages, une lettre de confiance personnelle signée par le président Valéry Giscard d'Estaing, sorte de sauf-conduit diplomatique lui conférant l'autorité morale et politique d'agir en dehors des canaux officiels. Sa mission ? Tisser, dans l'ombre, une alliance interétatique inédite entre les puissances musulmanes sunnites et chiïtes et une France aux prises avec une crise énergétique et stratégique.

Tout commence avec le premier choc pétrolier de 1973. Les économies occidentales chancellent sous l'effet de l'embargo de l'OPEP. Marenches, homme d'action et de réseaux, comprend vite que la sécurité énergétique et politique de l'Occident passera désormais par le Sud. Dès 1976, dans ses notes personnelles, il dessine un triangle stratégique Riyad-Téhéran-Le Caire. L'Égypte, alors encore dans l'orbite soviétique, bascule progressivement dans le camp occidental. Peu après, le Maroc est intégré à l'édifice. Ainsi naît ce que l'histoire retiendra sous le nom de « Safari Club ».

Une structure clandestine, un objectif clair: Contenir l'expansion soviétique en Afrique

L'Afrique devient alors un vaste échiquier où s'affrontent par procuration les deux blocs. Angola, Éthiopie, Mozambique, Tchad : partout, les guérillas soutenues par Moscou menacent les intérêts français et occidentaux. Il faut une réponse rapide, discrète et non soumise aux aléas des débats parlementaires démocratiques. La CIA, alors paralysée par les scandales du Watergate et les commissions Church et Pike, délègue. Le relais clandestin passe par la DGSE, par Marenches, par le Safari Club.

Installé au Caire, le secrétariat général du Club dispose de départements opérationnels et de planification. La France en assure la sécurité. L'Iran impérial, riche et autoritaire, fournit les fonds. L'Arabie Saoudite mobilise son influence religieuse et ses pétrodollars. Le Maroc offre ses réseaux de renseignement africains, l'Égypte ses ports et ses pistes d'aviation. Un document daté du 1er septembre 1976 en définit les bases : coordination des services de renseignement hors cadre institutionnel, dans le seul but de sauvegarder les intérêts géostratégiques du « monde libre ».

Mais cette organisation n'est pas un simple mécanisme technique. C'est un théâtre feutré de diplomatie parallèle, un lieu de mondanités et de conspirations. Alain Chouet, ancien chef du service de sécurité à la DGSE, décrit sans détour ces sommets du renseignement : hôtels cinq étoiles, déjeuners raffinés, médailles échangées comme dans un bal diplomatique. Ces rencontres, loin d'être anecdotiques, renforcent les liens informels entre les États, court-circuitant les ambassades et les ministères.

Et les Américains ?

Officiellement absents, ils sont en réalité omniprésents. Richard Helms, ancien patron de la CIA, est ambassadeur à Téhéran. George H.W. Bush et Henry Kissinger soutiennent tacitement la manœuvre. Le Safari Club devient alors le bras armé non officiel de Washington en Afrique. Grâce à lui, les États-Unis peuvent continuer à frapper l'URSS sans passer par le Congrès ni s'exposer aux critiques internes.

Une autre singularité frappe : le Club est presque entièrement musulman. Une gageure pour Marenches, homme d'ordre et catholique convaincu. Mais l'urgence géopolitique prime :

pour sauver l'Europe de l'instabilité post-coloniale et du péril rouge, mieux vaut pactiser avec les monarchies du Golfe et les régimes autoritaires laïcs. Une Realpolitik assumée, à laquelle Marenches donne même un nom dans ses mémoires : « facilitateur privé », agissant dans l'ombre mais avec la bénédiction tacite du pouvoir.

Un engrenage dangereux

En s'alliant avec des puissances qui n'ont ni la culture démocratique ni la transparence occidentale, la France et ses partenaires occidentaux acceptent un compromis moral qui pèsera lourd. L'idéologie devient secondaire. Ce qui compte, c'est l'accès aux ressources, le contrôle des ports, le contournement du droit international. Ce modèle de coopération clandestine deviendra une matrice pour les opérations ultérieures : soutien à des coups d'État, trafics d'armes, manipulation de conflits civils.

En 1982, un autre club voit le jour : le « Médi Club », réunissant l'Italie, l'Espagne, le Maroc et la Tunisie, toujours dans cette logique d'échange d'informations extra-officielle. Ce n'est plus un mécanisme d'urgence, mais une infrastructure pérenne de coordination sécuritaire méditerranéenne.

Finalement, le Safari Club préfigure une ère nouvelle : celle des guerres hybrides, des alliances discrètes, des manipulations secrètes. Une époque où les États, pour préserver leur influence, préfèrent l'ombre à la lumière, les couloirs feutrés aux forums publics. Une époque qui, malgré les discours sur la démocratie, continue à se reproduire aujourd'hui, sous d'autres noms, sur d'autres continents.

Opération Condor : le réseau de terreur des dictatures sud-américaines

Entre 1975 et 1978, dans les coulisses d'une guerre froide qui, en Amérique latine, prenait les allures d'une guerre civile internationale, se met en place l'une des architectures répressives les plus sophistiquées et impitoyables du XXe siècle : l'opération Condor.

Sous la direction de Manuel Contreras, chef de la DINAs chilienne, et avec la bénédiction silencieuse de Washington, se consolide un réseau supranational de coopération entre les services de renseignement militaire et les polices politiques des dictatures du Cône Sud : Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay, Bolivie, et plus tard Brésil, Équateur et Pérou. Une organisation sans siège officiel, mais capable d'étendre son influence de Santiago à Rome, de Buenos Aires à Paris, de La Paz à Washington.

Un monde sans frontières : la doctrine de sécurité nationale comme fondement

La logique à l'origine de la création de Condor repose sur la radicalisation de la *Doctrina de la Seguridad Nacional*, adaptée des manuels contre-insurrectionnels américains et réinterprétée par les chefs militaires latino-américains à partir de leurs expériences répressives locales. L'idée centrale était que la menace communiste ne venait plus de l'extérieur mais constituait une infiltration idéologique interne, permanente et transversale, capable de se glisser dans les institutions, les partis, les syndicats, les églises et les universités. Un ennemi sans visage, omniprésent, nécessitant un appareil de surveillance et d'anéantissement illimité.

Dans cette vision paranoïaque, les distinctions traditionnelles entre civils et militaires, entre sphères intérieure et extérieure, entre espace public et secret, s'effacent progressivement. Les militaires ne se contentent plus de défendre l'ordre étatique : ils deviennent des acteurs politiques totaux, dotés de pouvoirs illimités, légitimés à intervenir dans tous les domaines de la vie nationale et à coopérer sans restriction avec d'autres appareils militaires dans des opérations clandestines. Le concept même de guerre est élargi : il ne s'agit plus seulement de guerre conventionnelle, mais de guerre psychopolitique, de guerre préventive, de guerre contre les idées et les biographies.

La genèse de Condor : un projet chilien, une stratégie américaine

Le 29 octobre 1975, dans un document classifié, Manuel Contreras expose les principes stratégiques du nouvel organisme : une guerre asymétrique et fluide, fondée sur un système d'échange permanent entre les agences de renseignement des pays participants, sans commandement centralisé mais avec un réseau de contacts directs entre les chefs des services de sécurité. L'objectif n'est pas seulement de contenir la subversion, mais de la neutraliser par l'élimination physique de ses cadres dirigeants.

La légitimation internationale du projet est recherchée – et obtenue – à Washington. À l'été 1975, Contreras se rend aux États-Unis sous une fausse identité et rencontre, au siège de la CIA, le général Vernon Walters, directeur adjoint de l'agence. Il obtient une approbation officieuse et des promesses de soutien. Bien que le département d'État – par la voix du sous-secrétaire William Rogers – exprime des réserves sur l'image publique de Contreras, l'opération avance. Même l'embargo du Congrès est contourné, grâce à des livraisons d'armement clandestines.

Le renseignement comme clef de voûte du pouvoir : de la répression au contrôle politique de l'ennemi

L'opération Condor n'est pas simplement un protocole opérationnel : elle constitue une véritable vision du monde. Elle repose sur la conviction que les institutions civiles sont structurellement vulnérables à la contamination idéologique, et que seule une fonction de renseignement centralisée peut garantir la stabilité. Les agences de renseignement deviennent ainsi des organes politiques, dotés d'une autonomie financière et opérationnelle, appelés à intervenir non seulement en cas de crise, mais aussi dans la gestion quotidienne du conflit idéologique.

Les demandes de budget extraordinaires – comme les 600 000 dollars que Contreras réclame à Pinochet pour des opérations à l'étranger – visent à construire une machine répressive d'envergure intercontinentale : Mexique, Costa Rica, États-Unis, France, Italie. Chaque ambassade devient une base logistique ; chaque consul, un agent potentiel de liaison ; chaque dissident, une cible potentielle.

La conférence fondatrice : Santiago, 25 novembre 1975

La réunion fondatrice de l'opération Condor se tient à Santiago, à l'Académie de guerre, du 25 novembre au 1er décembre 1975. Y participent les chefs des polices politiques du Chili, d'Argentine, d'Uruguay, du Paraguay, de Bolivie et, à titre d'observateurs, du Brésil. L'objectif est de créer un réseau continental de sécurité anticomuniste, capable d'agir sans entraves juridiques ni contraintes diplomatiques. Les fiches des dissidents sont partagées dans une base de données centralisée, il est décidé que tout suspect pourra être extradé ou enlevé sans procédure officielle. Une infrastructure technologique est mise en place pour permettre les échanges cryptés d'informations (« Condortel »).

Dissidents, exilés, intellectuels : les cibles de la terreur

La répression ne se limite pas aux membres de la JCR (Junta de Coordinación Revolucionaria) : elle s'étend à toute personne, partout dans le monde, considérée comme un « ennemi idéologique ». Les ambassades deviennent des centres opérationnels de surveillance et d'action. Des agents en civil sont affectés à chaque mission diplomatique pour « éliminer les traîtres ». Des bases opérationnelles sont prévues en Europe, notamment en France, où un centre de surveillance des exilés chiliens et argentins est mis en place.

Une dimension mondiale : l'opération Thésée

En juin 1976, quelques mois après le coup d'État militaire argentin, la « troisième phase » de Condor est définie : la guerre contre le marxisme au-delà des frontières sud-américaines. L'opération Thésée naît, inspirée du héros grec, et conçue pour « tuer le Minotaure subversif » en Europe et en Amérique du Nord. Des unités d'élite sont entraînées dans la caserne du 601e bataillon de renseignement à Buenos Aires, prêtes à mener des incursions sur des territoires étrangers, armées d'explosifs, d'armes silencieuses et d'appareils électroniques.

Washington observe, analyse... mais n'intervient pas

La CIA est informée de chaque détail. Ses rapports – dont beaucoup sont encore partiellement censurés – décrivent avec précision les opérations de Condor : arrestations conjointes, échanges de prisonniers, exécutions extrajudiciaires. Les diplomates américains observent, signalent... mais ne prennent aucune mesure. Certains, comme Harry Shlaudeman, expriment leur inquiétude face à la possibilité que le terrorisme d'État atteigne

le sol américain. Kissinger, redoutant des retombées internationales, ordonne aux ambassadeurs du Cône Sud d'avertir les gouvernements locaux : les États-Unis s'opposent aux assassinats extraterritoriaux. Mais l'ordre est ignoré. Les ambassadeurs à Buenos Aires, Santiago et Montevideo ne transmettent pas le message.

Un équilibre sanglant : entre pragmatisme géopolitique et silence diplomatique

L'opération Condor se poursuit sans entrave. En 1977, l'Équateur et le Pérou rejoignent l'alliance, portant à huit le nombre de pays participants. Les opérations s'intensifient : entre avril et décembre, des missions clandestines sont menées en Argentine, en Uruguay, en Italie et en France. La CIA continue de collecter des informations, mais rien n'est fait pour enrayer l'escalade. Les crimes de Condor ne sont pas le fruit d'excès isolés, mais d'une stratégie concertée, acceptée, gérée avec une efficacité froide.

Une machine à tuer légalisée

L'opération Condor fut bien plus qu'une simple alliance entre services de renseignement. Elle constitua un système de pouvoir parallèle, bâti sur la négation des droits de l'homme et la criminalisation du dissensus. Au nom de la « sécurité nationale », des milliers de personnes ont disparu, ont été torturées, assassinées. Tandis que les chancelleries occidentales parlaient de « stabilité », dans les sous-sols des ambassades, on rédigeait des listes noires.

Une partie du monde détourna le regard. Une autre couvrit les faits. Mais le Condor continua de voler. Haut, silencieux, mortel.

DINA and Operation Condor: the international of repression between Chile and the Río de la Plata (1973–1980)

Introduction

The Chilean coup of September 11, 1973, which toppled Salvador Allende's government and ushered in Augusto Pinochet's regime, transcends the boundaries of a mere domestic event, embedding itself within the intricate geopolitical dynamics of Cold War-era Latin America. In a global landscape defined by the U.S.-Soviet rivalry, Chile emerged as a critical arena for testing strategies of influence and control in the Western Hemisphere. The establishment of the Dirección de Inteligencia Nacional (DINA) in January 1974 formalized a repressive apparatus that, far from being an isolated phenomenon, became a cornerstone of a broader regional and transnational system, epitomized by the Plan Condor. This network, uniting Southern Cone dictatorships in a coordinated effort of intelligence and repression, reflected not only the drive to neutralize perceived "subversive" threats but also the alignment of strategic, economic, and ideological interests between local regimes and Western powers, particularly the United States.

The DINA, with its secretive and brutal methods, was not merely a tool for consolidating Pinochet's authority but a prototype that shaped repressive practices across the continent. The Plan Condor, formalized in 1975, marked the zenith of this cooperation, rendering national borders irrelevant in the pursuit of political opponents, from armed militants to democratic exiles. This system operated within a framework of interdependence, with Washington providing resources, training, and ideological legitimacy through agencies like the CIA, while maintaining a formal distance to mitigate diplomatic fallout. Simultaneously, the neoliberal economic reforms spearheaded by the "Chicago Boys" in Chile aligned with a global vision that positioned Latin America as a testing ground for authoritarian governance and market liberalization, often at the expense of marginalized populations.

In this geopolitical chessboard, Chile was not an outlier but a node in a wider network where power dynamics intersected with tensions between national sovereignty and external influence. Europe, while offering refuge to exiles and occasionally denouncing atrocities, largely remained a bystander, with notable exceptions like the solidarity shown by Swedish and Italian diplomats. The transnational repression of Condor, underpinned by an anticommunist narrative, not only redrew the contours of South American politics but also contributed to an order where security trumped human rights, leaving lasting scars on the affected societies. The Chilean case thus illuminates the complexities of an era where global superpower ambitions were mirrored in local tragedies, reshaping power balances that continue to challenge collective memory and justice.

The Explosion of Repression: The Chilean Coup and the Birth of the DINA

September 11, 1973, marked a turning point in the history of Chile and Latin America. The coup d'état that overthrew the democratically elected government of Salvador Allende, culminating in the aerial bombardment of the presidential palace La Moneda, was not merely a military act but the beginning of an era of systematic terror. The National Stadium in Santiago, transformed into a concentration camp, became the symbol of this repression: thousands of prisoners, including figures like the renowned musician Víctor Jara, were

tortured and murdered in an unprecedented climate of brutality. Among the detainees in September, approximately 600 foreigners stood out—147 Bolivians, 89 Uruguayans, 88 Brazilians, 63 Argentines—interrogated by intelligence officers from their respective countries, foreshadowing the transnational cooperation that would later take shape in the Plan Condor.

The post-coup repression was not limited to an initial wave but evolved into a daily hunt for “subversives,” becoming the *raison d’être* of the military junta led by Augusto Pinochet. Clandestine detention centers, such as Villa Grimaldi, a house on the outskirts of Santiago, proliferated. Operational between 1974 and 1978, Villa Grimaldi held approximately 4,500 detainees subjected to systematic torture and, in many cases, secret executions. These hidden sites were the dark heart of a strategy aimed at crushing all political and social resistance.

On January 5, 1974, less than four months after the coup, the junta formalized the creation of the Dirección de Inteligencia Nacional (DINA), a security agency composed of members of the armed forces and police, placed directly under the junta’s control. The DINA, whose symbol—a clenched fist in a circle—evoked relentless repression, absorbed all other investigative and repressive structures, becoming Pinochet’s primary tool for consolidating power. An American military attaché, in a report to Washington, described the DINA as a “Gestapo-like police structure,” emphasizing its dominance: “In Chile, there are three powers: Pinochet, God, and the DINA.”

The Structure and Functioning of the DINA: An Apparatus of Terror

The DINA operated under absolute secrecy, with its members—from leaders to civilian informants—protected by anonymity and guaranteed impunity. Its central headquarters, hidden in a house at 11 Calle Belgrado in Santiago (now Calle José Carrasco Tapia), remained unknown for a long time. Colonel Manuel Contreras, founder and director, was the organization’s linchpin. A former student at a training course in Fort Belvoir, Virginia, in the 1960s, Contreras maintained close ties with American military circles and the CIA, particularly with Stewart D. Burton, head of the CIA station in Santiago. Every morning, Contreras met with Pinochet to report on operations and receive orders, in a relationship of trust rooted in their shared years at the Military Academy.

The DINA’s organizational structure reflected its totalitarian nature. Pinochet was its *de facto* leader, while Contreras oversaw both operations and the legal department. The general staff, led by Pedro Espinoza, included figures like Miguel Krassnoff, Vaniel Valdivieso (responsible for propaganda and psychological warfare), and Raúl Iturriaga Neumann, head of the foreign department. The press office, managed by Beatriz Undurraga and Roberto Araya, controlled the official narrative, while the religious department, entrusted to the ultraconservative theologian Osvaldo Lira, ideologically legitimized the repression.

The DINA relied on arrest and interrogation brigades, named after indigenous Mapuche peoples (Antumapu, Pehuenche, Peldehue), composed of small groups of plainclothes agents. These units, often moved between secret bases for security reasons, used torture to extract information. Prisoners deemed “irredeemable” disappeared without a trace: in the first year of activity, 421 out of approximately 4,000 detainees were secretly killed, with no record of their deaths. Among the prisoners, 10% were women, often pregnant, and 3% were minors. The DINA’s network expanded rapidly, growing from 600 initial operatives to

9,300, supported by over 20,000 informants infiltrated into all sectors of society. Denunciation became a formidable weapon, fueling a climate of paranoia and mistrust.

The Plan Condor: From the DINA to a Transnational Network

The DINA did not limit itself to internal repression but laid the foundations for a regional cooperation that culminated in the Plan Condor, a coordinated system among the secret services of South American dictatorships to eliminate political opponents beyond national borders. The DINA's methods—secrecy, torture, disappearances—became the model for this transnational network, orchestrated by Contreras and supported by the United States. Collaboration with the secret police of Argentina, Brazil, Uruguay, and other countries began as early as 1973, as evidenced by the interrogations of foreign prisoners in Santiago. American support was crucial. In March 1974, the CIA's deputy director, Vernon Walters, agreed with Contreras to send counter-guerrilla specialists to Santiago, enhancing the DINA's technical capabilities. Meanwhile, the "Chicago Boys," neoliberal economists trained at the University of Chicago, drove Chile's economic transformation, imposing deregulations and privatizations that deepened social inequalities. Fearing that these reforms might limit the DINA's budget, Contreras had the Minister of Economy, Sergio De Castro, and his collaborators monitored, an action that continued until 1978.

The DINA was structured into five sub-directorates—foreign, domestic, economy, psychology, technical support, and transport—with the foreign department divided into two sections: Condor, for transnational repressive operations, and espionage-counterespionage. This department established contacts with anti-Castro groups in Miami, involved in terrorist activities and drug trafficking, and used Chile as a base to train Cuban exiles. The DINA also created 26 foreign companies, with headquarters in Argentina, Paraguay, Bolivia, and Panama, under innocuous names like Pesquera Chile Comercial Caronte. These companies, managed by Contreras and his collaborators, were used to finance secret operations and gather intelligence, with bank accounts opened in foreign banks and activities ranging from restaurants in Florida to operational bases in Europe.

Solidarity and Silence: The International Response

The international response to the repression was fragmented. Diplomats like Enrico Calamai, Italian vice-consul in Argentina, and Harald Edelstam, Swedish ambassador to Chile, distinguished themselves through their courage, offering refuge to fugitives and providing passports for exile. However, many embassies, including Italy's in Buenos Aires, remained indifferent to asylum requests. The Italian judiciary later established that the Italian embassy had sheltered "no political refugees." In contrast, Europe, particularly Italy, became a haven for many Chilean exiles, thanks to the solidarity of leftist parties, unions, and associations that organized reception and support networks.

In Italy, the Chilean coup had a profound political impact. Enrico Berlinguer, secretary of the Italian Communist Party (PCI), feared that an electoral victory of the left could trigger U.S.-orchestrated destabilization, as in Chile. This fear led him to propose the "historic compromise," an alliance with the Christian Democrats and Socialists to ensure stability. On the right, the coup was enthusiastically welcomed by neofascists, who saw South American dictatorships as a model of resistance to the decline of authoritarian regimes in Europe, such as those of Franco in Spain, Caetano in Portugal, and the colonels in Greece.

A Legacy of Terror and Complicity

The DINA was not merely a repressive instrument, but the core of a political project aimed at redefining Chile in an authoritarian and neoliberal direction. By consolidating Pinochet's power, the DINA promoted an authoritarian modernization, supported by the United States and local economic elites. Its influence extended beyond national borders, laying the groundwork for the Plan Condor and establishing a system of terror that marked an entire generation.

The Nixon-Kissinger administration, implicated in the coup's genesis, provided the junta with financial, diplomatic, and military support, ensuring the regime's survival. American complicity, combined with the DINA's brutality, transformed Chile into a laboratory of repression, whose methods were exported across the continent.

The Genesis of a Coordinated Repression System

In the second half of the 1970s, Latin American military dictatorships consolidated an authoritarian model that redefined relations between the state, civil society, and the armed forces, supplanting democratic institutions with a regime of absolute control. This new paradigm, supported by economic elites and blessed by American hegemony, relied on the expansion of secret services' powers, transformed into strategic repressive instruments. In this context, the Plan Condor was born, a transnational cooperation project conceived by Pinochet's regime and Colonel Manuel Contreras, director of the DINA. Its objective was clear: to counter communist "subversion" through a repressive system that transcended national borders, uniting the secret police of the Southern Cone in a network of espionage, torture, and disappearances.

The Plan Condor was not an isolated initiative but the product of a shared ideology among military regimes, which viewed the Latin American left as an existential threat. As Contreras stated in a speech on August 29, 1975: "Subversion spreads without regard for borders, infiltrating every aspect of national life. To combat it, a coordinated response is needed – not a centralized command, but an effective sharing of information and experiences among security officials." This vision reflected the belief that the "psychopolitical war" against Marxism required a supranational approach, capable of neutralizing opponents wherever they were, from South America to Europe.

The Origins of Condor: The DINA's Role and American Support

The genesis of the Plan Condor was rooted in the DINA's repressive experience, whose model of secrecy, brutality, and internal coordination became the prototype for the transnational alliance. In July 1975, Contreras traveled to the United States under a pseudonym to secure American approval. At Langley, he met with CIA deputy director Vernon Walters, presenting the project for an anticommunist coordination uniting South American secret services. Walters approved the initiative, guaranteeing military supplies in violation of Congressional restrictions. However, Undersecretary of State William D. Rogers expressed concerns: "Contreras embodies Chilean repression; his public involvement in such a project could spark a scandal." This ambivalence reflected the U.S. position, which supported Latin American dictatorships while fearing the diplomatic fallout of overt association.

Bolstered by American support, Contreras refined the project with Pinochet. On September 16, 1975, he sent the dictator a memorandum emphasizing the need for an extraordinary budget: "I propose an additional fund of \$600,000 to neutralize the main opponents of our government abroad, in countries like Mexico, Argentina, Costa Rica, the United States,

France, and Italy.” This request revealed the ambition to extend the national security doctrine beyond Chile’s borders, transforming the DINA into a global actor in the fight against the left. Contreras visited Buenos Aires, La Paz, Montevideo, and Asunción, meeting with local secret police chiefs and promoting collaboration based on shared values of “order and homeland,” transcending inter-state rivalries.

The Founding of the Plan Condor: The Santiago Meeting

The decisive moment came on November 25, 1975, during a secret week-long meeting at the Santiago War Academy to define the structure and objectives of the Plan Condor. Participants included the heads of intelligence services from Chile (Contreras, Mario Jahn, and Raúl Iturriaga Neumann of the DINA), Argentina (Jorge Casas of SIDE), Uruguay (Amaury Prantl and José Fons of SID), Paraguay (Benito Guanes Serrano), and Bolivia (Carlos Mena Burgos). Brazil sent observers (Flávio de Marco and Thaumaturgo Sotero), while Peru and Ecuador expressed interest in future membership.

The preparatory document, drafted by Contreras, painted an alarming picture: “Subversion operates through a global network, with structures like the Tricontinental Conference in Havana and the Junta de Coordinación Revolucionaria (JCR), supported by solidarity committees and international congresses.” Although the JCR was already in decline, Contreras exaggerated its threat to justify the creation of a repressive alliance. The Plan Condor aimed to dismantle leftist organizations through a shared database, transnational missions, and the elimination of political leaders deemed “Marxist.” The network relied on anti-Castro Cuban exiles, former Nazis settled in South America, members of the French OAS, and Italian neofascists, forming a mosaic of actors united by anticommunism.

The agreement provided for the presence of intelligence agents in member countries’ embassies, transforming diplomatic missions into centers of espionage and covert operations. The proposal to name the organization “Condor,” in homage to the Chilean bird of prey, was put forward by the Uruguayan delegate and enthusiastically adopted. Formal ratification was set for January 30, 1976, with funding allocated for the structure’s operations, and its central headquarters established in Buenos Aires at 2547 Calle Billinghamurst, in the San Telmo neighborhood. There, representatives from Chile (Christoph Willeke), Argentina (Juan Nieto Moreno), and Uruguay (Nino Gavazzo) coordinated repressive activities.

CIA Complicity and Operational Expansion

The CIA closely monitored the birth of the Plan Condor, acquiring and translating its founding pact and Contreras’s communications. Reports sent to the State Department, addressed to Henry Kissinger, described the South American regimes’ intentions to act with extreme violence, including in Europe, through “specialized units for physical attacks.” Contreras, who visited the United States five times to present the project’s progress, portrayed Condor as an anticommunist bulwark, omitting the links between official structures and clandestine apparatuses, such as secret detention centers and death squads. The CIA, while aware of these dynamics, avoided delving deeper, convinced that repressing the left served American interests.

An early example of Condor’s operability was the April 10, 1976, kidnapping in Buenos Aires of Chilean doctor Edgardo Enríquez, a prominent figure in the JCR, and Brazilian journalist María Regina Marcondes, executed by a Chilean Argentine team. Both disappeared without a trace. A CIA report described the cooperation between South

American intelligence services: "Security forces from several countries collaborate in operations against political refugees in Argentina. Recently, documents on thousands of immigrants were stolen from the Argentine Catholic Commission, and 24 Chilean and Uruguayan refugees, whose data appeared in those files, were abducted and tortured by Chilean and Uruguayan officers, likely with Argentine complicity."

Transnational Repression in the Río de la Plata: The Operational Core of Plan Condor

In the 1970s, the Río de la Plata region, where Buenos Aires and Montevideo face each other across the same estuary, became the operational heart of the Plan Condor, a system of repressive coordination among South American dictatorships. The military juntas of Argentina and Uruguay, led respectively by Jorge Rafael Videla and Juan María Bordaberry, granted their intelligence services a borderless mandate, transforming the region into a laboratory of transnational intelligence and terror. This collaboration, cemented by shared ideological goals, aimed to neutralize all forms of opposition, from armed militants to political exiles, in a strategically critical area for controlling the Southern Cone.

During the last government of Juan Perón (1973–1974) and the subsequent Argentine military regime, Buenos Aires became a refuge for thousands of Uruguayan exiles fleeing the 1973 coup. Among them were activists from the Tupamaros, communists, socialists, anarchists, and members of the Grupos de Acción Unificadora (GAU), inspired by Christian ideals. Many lived in clandestinity, using false documents, while others had obtained legal residency. In this context, new political formations emerged: the Partido por la Victoria del Pueblo (PVP), with an anarcho-Marxist orientation; the Unión Artiguista de Liberación, founded by Zelmar Michelini with a democratic program; and Nuevo Tiempo, a splinter group from the Tupamaros. With the activation of the Plan Condor, these groups became priority targets, struck by systematic repression that led to their annihilation.

The Dynamics of Repression: Torture, Disappearances, and Plunder

Condor operations in the Río de la Plata were distinguished by their brutality and organization. Mixed Argentine Uruguayan teams carried out abductions, interrogations, and torture, often aimed at extracting information and seizing the economic resources of clandestine organizations. The Argentines targeted the funds of rebel groups, while the Uruguayans sought to dismantle exile networks, not hesitating to share the "spoils" with their allies. Torture, practiced with methods such as electric shocks, beatings, and prolonged suspension, was standard, and in many cases, culminated in the death of prisoners.

Orchestrating this persecution was Uruguayan Foreign Minister Juan Carlos Blanco, a far-right jurist determined to eliminate not only revolutionary movements but also democratic figures like Enrique Erro, Héctor Gutiérrez Ruiz, Zelmar Michelini, and Wilson Ferreira, who posed a threat due to their potential for alternative leadership. Blanco, in agreement with Argentine Foreign Minister César Guzzetti, encouraged the hunt for exiles in Buenos Aires and proposed the creation of special units to target political leaders in Europe. During a July 1976 meeting with Harry Shlaudeman, a U.S. official for inter-American affairs, Blanco defined the Southern Cone countries as "the last bastion of Christian civilization" against global Marxism, a threat he deemed, though "exaggerated," to justify an extreme response. Shlaudeman, while acknowledging Blanco's lucidity, noted his paranoid vision: "The military considers anyone who opposes the government subversive, from the center-left to nonviolent dissidents, in a besieged mentality that borders on obsession."

The Role of José Nino Gavazzo: An Architect of Terror

At the center of transnational repression was Uruguayan Major José Nino Gavazzo, a key figure in the Servicio de Información de Defensa (SID) and the Órgano Coordinador de Operaciones Antisubversivas (OCHOA). Born in Montevideo in 1939 to an Italian-origin family, Gavazzo pursued a military career that led him, in the 1960s, to specialize in intelligence and counter-guerrilla warfare. In 1972–1973, he managed the interrogations of Tupamaro leaders like Mauricio Rosencof, Henry Engler, and Adolfo Wasem, refining coercion techniques. When Zelmar Michelini denounced the torture of detainees in parliament, Gavazzo arranged a meeting between Rosencof and his father to refute the accusations, but the prisoner, visibly broken, was unrecognizable, prompting the father to exclaim: “This is not my son!”

From 1974, Gavazzo assumed a leading role in the SID, coordinating operations against political prisoners and establishing contacts with Argentine intelligence. In 1976, he obtained an office in Buenos Aires, shared with the Chilean Christoph Willeke, the DINA’s representative in Condor. His activities ranged from prisoner transfers to coordinating abductions, often followed by disappearances. The repression intensified after the May 1976 assassination of Michelini and Gutiérrez Ruiz, prompting exile Wilson Ferreira to request the U.S. Congress to suspend aid to Uruguay, which was achieved in September. To divert international attention, the Uruguayan and Argentine regimes amplified the narrative of a guerrilla threat, targeting the PVP.

Automotores Orletti: The Condor’s Laboratory

The clandestine center Automotores Orletti, a former mechanical workshop in Buenos Aires (Calle Venancio Flores 3519/21, Floresta neighborhood), became the operational core of Condor in the Río de la Plata. Between 1976 and 1977, hundreds of prisoners, primarily foreigners – Chileans, Uruguayans, Bolivians, Brazilians, Paraguayans – were detained and tortured there, captured by Condor teams. Managed by the Gordon gang, the Argentine Federal Police, and Uruguayan agents like Gavazzo and Manuel Cordero, Orletti was a place of horror, with a garage converted into a torture room and makeshift cells.

A emblematic case was that of Sara Méndez, co-founder of the PVP, abducted on July 13, 1976, with her housemate Asilú Maceiro. The Argentine Uruguayan team burst into their Belgrano apartment, mistreating them and seizing Méndez’s newborn son, Simón, who was handed to a police sub-commissioner. The two women, tortured with electric shocks and suspensions, suffered severe physical and psychological injuries. Méndez, a survivor, reunited with her son only in 2002, an exceptional case in a context where mothers of “appropriated” babies were typically killed.

Death Flights and Media Staging

Condor operations in the Río de la Plata were marked by their theatricality. Between July and October 1976, two “secret flights” transferred prisoners from Buenos Aires to Montevideo. The “first flight,” on July 24 transported 24 PVP members, captured at Orletti, to the clandestine center in Punta Gorda. After months of torture, about fifteen were forced to participate in a staged event: on October 26, they were moved to a chalet in Shangrilá, presented as guerrillas captured in a military operation. Filmed by television, this masquerade—with weapons and money displayed as “spoils”—served to justify the repression and legitimize Condor as a bulwark against subversion. Gavazzo and Captain Gilberto Vázquez, the operation’s directors, were celebrated as heroes.

The “second flight,” on October 5, 1976, was even darker. Prisoners, including PVP leaders Alberto Mechoso and León Duarte, were transferred from El Palomar to Montevideo, their faces hooded, following the Argentine disappearance *modus operandi*. None reappeared. Despite promises of salvation in exchange for ransoms, the detainees were eliminated, and the money – over one million dollars – was divided between Argentines and Uruguayans, used to finance new clandestine detention centers.

The Careers of the Oppressors and the CIA’s Shadow

The success of the Shangrilá staging earned promotions. Vázquez was promoted to major and assigned to the Instituto Militar de Estudios Superiores, while Gavazzo became a military attaché at the Uruguayan embassy in Washington. However, both were implicated in a plot to assassinate U.S. Congressman Edward Koch, an opponent of military aid to Uruguay. A 1976 CIA report, sent to George H.W. Bush, flagged Gavazzo as a potential executor of a Condor operation in the U.S. The State Department declared Gavazzo and José Fons, another Uruguayan officer, “*personae non gratae*,” but avoided public disclosure to prevent controversy.

Gavazzo, enraged, wrote in his autobiography: “The Americans accuse us for what we did, but it was they, with the Cold War, who created the problems afflicting Latin America.” [19] His career ended in 1978 when he was forced to resign for plotting against General Gregorio Álvarez. With Uruguay’s return to democracy in 1985, Gavazzo was tried for crimes against humanity. Convicted in 2009 to 25 years alongside Vázquez, he faced further sentences for abductions and murders. In 2019, the Rome Tribunal sentenced him to life for the disappearance of Italo-Uruguayan and Italo-Argentine citizens, recognizing him as the “commander of Condor operations in Uruguay.” He died in 2021 at the Military Hospital in Montevideo, followed months later by Vázquez.

A Crucial Testimony: The Condor’s Chain of Command

During the trial, Vázquez provided critical testimony: “In early 1976, we created the Plan Condor outside military structures, through coordination between the Gordon gang, Generals Otto Paladino and Campos Hermida. The exchange of information was directly approved by Videla and Pinochet.” This statement confirmed Condor’s centralized nature, with a chain of command linking the dictatorships’ leadership to their repressive apparatuses, under the complicit shadow of the United States.

The Río de la Plata, with its clandestine centers and secret flights, was the laboratory where Condor perfected its terror techniques. The repression not only eliminated opponents but destroyed an entire generation of activists, leaving a legacy of pain and impunity that continues to mark Latin America’s memory.

A Coordinated Repression System: Objectives and Mechanisms of the Plan Condor

The Plan Condor, operational in the late 1970s, represented the pinnacle of collaboration among Southern Cone military dictatorships, uniting their intelligence apparatuses in a transnational network to neutralize communist “subversion.” As Argentine junta leader Jorge Rafael Videla stated, the enemy was defined not only by actions but by attacking the “fundamental values of national identity.” This ideological vision justified a borderless war against militants, exiles, and dissidents, wherever they were. Condor aimed not only to

repress the “internal enemy” but to destroy resistance hubs abroad, weakening international solidarity networks and discouraging leftist activism.

Condor’s structure relied on periodic meetings of intelligence chiefs, who refined strategies and identified priority targets. By December 1975, months after the alliance’s formalization, members shared detailed information on the Junta de Coordinación Revolucionaria (JCR), including its clandestine activities in Europe, funding sources, and the movements of Brazilian, Paraguayan, and Argentine militants. This data, gathered through deep infiltration of the JCR, demonstrated Condor’s intelligence efficiency, capable of penetrating an already declining organization used as a scarecrow to legitimize repression.

Strengthening the Alliance: Argentina’s Role and U.S. Support

Argentina, under Videla’s dictatorship, played a central role in strengthening Condor. In 1976, the junta sent Hugo Miatello, former head of the Secretaría de Inteligencia de Estado (SIDE) and a counterinsurgency expert, as ambassador to Santiago. Miatello, who had convinced Videla to wage an “intelligence war” with abductions, executions, and disappearances, became a key architect of repressive coordination. His presence in Santiago enhanced synergy between Argentina’s SIDE and Chile’s DINA, perfecting transnational operations.

Condor relied on a heterogeneous coalition: members of ultranationalist groups like Patria y Libertad and the Triple A, anti-Castro Cuban exiles, European neofascists, and former Nazis settled in South America. This “black international,” though operating outside legality, was rooted in state apparatuses and enjoyed the CIA’s tacit approval. A 1976 report by Paraguayan General Francisco Britez Borges offered a sanitized view: “Paraguay, due to its strategic position and anticommunism, is a priority target of global subversion. A Marxist victory here would expose neighboring countries. Our collaboration is not a favor but collective self-defense to protect our institutions and way of life.”

American complicity was pivotal. In September 1976, FBI Special Agent Robert Scherrer described Condor in a report to Washington: “A system to collect, exchange, and store information on alleged communists and Marxists, aiming to eliminate leftist terrorist activities in South America.” Scherrer highlighted the enthusiasm of Argentina, Uruguay, and Chile and revealed the project’s expansion beyond the continent: “A secret phase involves special teams operating in third countries, including Europe, to locate, monitor, and eliminate terrorists or their supporters.” The report’s precision suggested direct sources at Condor’s highest levels, such as Contreras, with whom Scherrer maintained contacts.

Technological Infrastructure: Condortel and Condoreye

Condor developed an advanced technological infrastructure, inspired by Interpol but focused on “political crime.” Each member country had operational centers equipped with voice-scrambling phones, photographic labs, and teleprinters connected in a cryptographically secure communication system called Condortel. The Condoreye** division, based in Buenos Aires’ Recoleta neighborhood, coordinated European missions, assigned to South American officers. Brazil provided Swiss encryption machines, Argentina supplied Swedish Hagelin Cripto equipment, and communications used complex, regularly updated alphabetic codes to prevent interception. For example, the word “enemy” could be encrypted as an incomprehensible sequence of capital letters.

The United States facilitated these operations, providing facilities in the Panama Canal Zone to coordinate communications. A U.S. diplomat noted: “Southern Cone countries use

bilateral codes to keep their transmissions secret, supported by technologies installed in our jurisdiction." This technological collaboration confirmed Washington's active role in supporting Condor, despite its human rights violations.

Condor's Brutality: The ESMA and Death Flights

In Argentina, the most notorious clandestine center was the Escuela de Mecánica de la Armada (ESMA), located in Buenos Aires on Avenida del Libertador. Directed by Rear Admiral Rubén Chamorro, the ESMA became a symbol of terror, holding around 5,000 prisoners during the dictatorship. Torture, accompanied by loud rock music to drown out screams, included sexual abuse, particularly against women. The "death flights," in which sedated prisoners were thrown alive into the ocean, represented the height of this brutality. Admiral Emilio Massera, Navy commander, promoted the ESMA as a trophy, organizing visits for dignitaries, military delegations, and ambassadors from Condor countries. The Church, through figures like papal nuncio Pio Laghi and military chaplains like Alberto Zanchetta, was aware of the atrocities but never denounced them.

Among the torturers, Alfredo Astiz, a naval lieutenant known for his cruelty, stood out. In January 1977, he abducted Dagmar Hagelin, an Argentine Swedish teenager, injuring her and taking her to the ESMA, where she disappeared. In late 1977, infiltrating the Madres de Plaza de Mayo, he orchestrated the arrest of twelve activists, including founders Esther Ballestrino, Azucena Villaflor and María Ponce, as well as French nuns Alice Domon and Léonie Duquet, all eliminated. Astiz also operated abroad, infiltrating Paris in 1978 and teaching courses in South Africa for the apartheid regime. Convicted to life in Argentina, France, and Italy, Astiz justified his crimes: "The Navy taught me to destroy, not to build. I know how to kill, infiltrate, dismantle. It's what I do best." [23]

Global Expansion and Death Lists

Condor was not confined to South America. Member countries' embassies served as espionage hubs, monitoring exiles and foreign activists. In October 1977, a U.S. embassy report in Stockholm revealed a Condor "death list" targeting Swedish Prime Minister Olof Palme, Chileans like Orlando Letelier (assassinated in 1976 in Washington) and Carlos Altamirano, and former president Eduardo Frei. Palme, targeted for his criticism of the Chilean coup and support for exiles, was monitored by the Chilean embassy in Stockholm, transformed into an intelligence center. Social Democratic secretary Pierre Schori confirmed that Palme was aware of the threat for months, with the Swedish police (SÄPO) mobilized to monitor Chileans in Scandinavia.

Public Denunciation and U.S. Inaction

On August 3, 1976, journalist Jack Anderson published an article in the Washington Post, exposing Condor to the American public, describing it as an "international consortium of assassins" supported by "former and new Nazis" and the CIA. Drawing on a McGovern subcommittee report, Anderson condemned Condor's terrorist operations, including in the U.S. That same day, Harry Shlaudeman drafted a State Department memo attributing Condor's strengthening to the "growing effectiveness" of the JCR, a misleading claim given the organization's decline.

Despite the Ford administration's knowledge—through the CIA, FBI, and embassies—Condor operated unimpeded. Ambassadors like Robert Hill and Ernest Siracusa sympathized with the military regimes, sharing their anticommunism. John Dinges, a

Washington Post journalist, helped unmask Condor, collecting dossiers on Chilean crimes under the pseudonym Ramón Marsano. Arrested multiple times by the DINA, he was saved by the regime's fear of international repercussions.

The Failure of Revolutionary Counteroffensives

Condor's network proved devastating against leftist movements. In 1979, the Montonero attempted a "strategic counteroffensive" in Argentina, organizing the return of exiled militants. Condor's intelligence, backed by Uruguay, Brazil, Bolivia, Paraguay, and Peru, intercepted the plans, capturing around 100 guerrillas and crushing the project. Similarly, the Operación Retorno of the Chilean Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), launched in 1979 with Cuban support, failed. About 200 repatriated militants were decimated by the Central Nacional de Informaciones (CNI), with 70 deaths and few successes, such as the 1980 assassination of Lieutenant Colonel Roger Vergara. A mix of idealism, underestimation of the enemy, and infiltrations doomed these initiatives.

Le coup d'État de 1953 en Iran : l'ombre de l'impérialisme britannique

La Grande-Bretagne a joué un rôle central et déterminant dans le coup d'État qui a renversé le gouvernement démocratique de Mohammad Mossadegh en Iran en 1953. Bien que l'attention se soit par la suite principalement portée sur l'implication de la CIA américaine, de nouvelles recherches historiques et des documents déclassifiés ont confirmé que le plan avait été conçu et initié en premier lieu par le Secret Intelligence Service britannique (SIS, aujourd'hui MI6). Poussée par des raisons économiques, politiques et stratégiques, Londres s'est révélée être la force motrice derrière cette opération, démontrant que l'ère de l'impérialisme britannique était loin d'être révolue.

La Anglo-Iranian Oil Company : moteur économique de la politique britannique

La question pétrolière était la principale cause de la crise. La Anglo-Iranian Oil Company (AIOC), prédécesseur de la British Petroleum (BP) moderne, exploitait les champs pétroliers iraniens depuis le début du XXe siècle. Il ne s'agissait pas seulement d'une entreprise commerciale, mais d'une pierre angulaire de l'économie britannique. Le pétrole iranien alimentait une grande partie de la marine britannique et constituait une ressource vitale pour la reconstruction du Royaume-Uni après la Seconde Guerre mondiale. Cependant, les conditions d'exploitation étaient manifestement injustes : l'AIOC retenait presque tous les bénéfices, tandis que le gouvernement iranien ne percevait que 16 % des revenus, une somme dérisoire par rapport aux richesses générées.

La décision de Mossadegh de nationaliser l'industrie pétrolière en 1951, approuvée par le Parlement iranien, a frappé de plein fouet les intérêts britanniques. Ce n'était pas seulement une perte économique majeure, mais aussi une atteinte directe à l'autorité de l'Empire britannique, qui ne pouvait se permettre qu'un tel précédent soit suivi dans d'autres anciennes colonies. Cette nationalisation menaçait également le contrôle britannique sur le Moyen-Orient, une région cruciale pour la politique mondiale de l'époque.

La réponse britannique : embargo, isolement et complot

Le gouvernement britannique a répondu avec une stratégie multiforme pour déstabiliser Mossadegh. Dans un premier temps, Londres a imposé un embargo pétrolier à l'Iran, bloquant les exportations via ses raffineries et empêchant les autres pays d'acheter du pétrole iranien. La Royal Navy a patrouillé dans le golfe Persique pour s'assurer que les sanctions étaient respectées, réduisant drastiquement les revenus iraniens. Cet embargo, accompagné de pressions diplomatiques, visait à créer une crise économique susceptible de délégitimer Mossadegh aux yeux de la population iranienne.

Parallèlement, le Royaume-Uni a cherché à isoler l'Iran sur la scène internationale. La question de la nationalisation a été portée devant la Cour internationale de justice et aux Nations Unies, mais Mossadegh a su habilement défendre sa position, gagnant le respect de l'opinion publique mondiale. Malgré l'échec de ces tentatives légales, la Grande-Bretagne n'a pas abandonné. Churchill et son gouvernement ont décidé de recourir à une stratégie plus directe : un complot pour renverser Mossadegh.

Le rôle du SIS et de Norman Darbyshire

Le Secret Intelligence Service (SIS) britannique a joué un rôle clé dans la planification et l'exécution du coup d'État. Norman Darbyshire, un haut responsable du SIS, a été le

principal architecte de l'Opération Ajax. Selon des documents déclassifiés et une célèbre interview révélée dans le documentaire *Coup 53*, Darbyshire a admis avoir orchestré plusieurs opérations pour déstabiliser le gouvernement iranien, y compris l'élimination de figures clés proches de Mossadegh.

L'un des épisodes les plus emblématiques a été l'enlèvement et l'assassinat du général Mahmoud Afshartous, chef de la police de Téhéran et partisan de Mossadegh. L'élimination d'Afshartous a davantage déstabilisé le gouvernement, ouvrant la voie à une intervention militaire et à des manifestations orchestrées contre Mossadegh. Darbyshire et le SIS ont également coordonné le financement de manifestations anti-Mossadegh, recrutant des groupes de criminels et de mercenaires pour provoquer des troubles dans les rues de Téhéran. Ces protestations, présentées comme spontanées, étaient en réalité le fruit d'une planification minutieuse.

Churchill et l'implication américaine

Winston Churchill a été le principal promoteur politique du coup d'État. Après son retour au pouvoir en 1951, il s'est efforcé de convaincre les États-Unis de soutenir l'opération. Initialement, le président Harry Truman était réticent à participer, préférant des solutions diplomatiques. Cependant, avec l'élection de Dwight Eisenhower en 1953, la situation a changé. Eisenhower et son secrétaire d'État, John Foster Dulles, considéraient le Moyen-Orient comme un champ de bataille crucial de la guerre froide et craignaient que l'instabilité en Iran ne favorise l'influence soviétique. C'est dans ce contexte que Churchill a obtenu le soutien américain, transformant le plan britannique en une opération conjointe.

La victoire britannique et le prix payé par l'Iran

Le coup d'État du 19 août 1953 a représenté une victoire stratégique pour la Grande-Bretagne. Bien que le terme de "nationalisation" soit resté en vigueur formellement, la Anglo-Iranian Oil Company a retrouvé le contrôle des ressources pétrolières iraniennes, bien que selon une répartition des bénéfices légèrement plus équitable. L'Opération Ajax a démontré la capacité du Royaume-Uni à utiliser des méthodes clandestines pour protéger ses intérêts économiques, même à une époque où son pouvoir mondial était en déclin.

Cependant, le prix de cette victoire a été payé par l'Iran. L'intervention britannique, en collaboration avec les États-Unis, a détruit le mouvement démocratique naissant en Iran et a consolidé le pouvoir autoritaire du shah Mohammad Reza Pahlavi. La répression, la corruption et les politiques pro-occidentales du régime du shah ont alimenté le ressentiment populaire, qui a culminé avec la Révolution islamique de 1979.

Un héritage d'ingérences

Le rôle britannique dans le coup d'État de 1953 est un exemple frappant de la manière dont les intérêts économiques peuvent l'emporter sur toute considération éthique ou démocratique. La Grande-Bretagne, bien qu'en déclin en tant que puissance impériale, a démontré qu'elle était prête à utiliser tous les moyens nécessaires pour préserver son contrôle sur le pétrole iranien. Cette intervention n'a pas seulement marqué un chapitre sombre de l'histoire des relations anglo-iraniennes, mais a laissé un héritage d'instabilité qui continue d'influencer le Moyen-Orient. L'Iran n'a jamais oublié l'humiliation subie, et le souvenir de cet épisode alimente encore aujourd'hui les tensions avec l'Occident.

La guerre de l'information: quand la narration virtuelle l'emporte sur la réalité

La propagande de guerre et la tromperie sont aussi anciennes que le monde. Rien de nouveau donc. Cependant, ce qui est vraiment novateur, c'est que la guerre de l'information n'a plus lieu en complément d'actions militaires opérationnelles, mais est devenue une fin en soi. L'Occident a commencé à considérer que « posséder » la narration gagnante – et présenter celle de l'Autre comme maladroite, dissonante et extrémiste – est plus important que de se confronter aux faits sur le terrain. De ce point de vue, s'emparer de la narration gagnante signifie gagner. Ainsi, la « victoire » virtuelle triomphe de la réalité « réelle ».

De cette manière, la guerre devient plutôt un scénario pour imposer un alignement idéologique par le biais d'une large alliance globale et le faire à travers des médias complaisants. Pour les Occidentaux, cet objectif bénéficie d'une priorité plus grande, par exemple, que celle de garantir une capacité de production suffisante pour soutenir les objectifs militaires. L'élaboration d'une « réalité » imaginée a pris le pas sur la configuration de la réalité sur le terrain.

Le fait est que cette approche crée des pièges de fausses réalités et de fausses attentes, dont il devient presque impossible de sortir (lorsque cela devient nécessaire), précisément parce que le narratif imposé a ossifié le sentiment public. La possibilité pour un État de changer de cap à mesure que les événements se déroulent se réduit ou se perd, et la lecture des faits de terrain est détournée vers le politiquement correct et s'éloigne de la réalité.

L'effet cumulatif d'une « narration virtuelle gagnante » comporte cependant le risque de glisser progressivement vers une « guerre réelle » non intentionnelle. Prenons, par exemple, l'incursion orchestrée et équipée par l'OTAN dans la région symboliquement significative de Koursk. En termes de « narration gagnante », son attrait pour l'Occident est évident : l'Ukraine « porte la guerre en Russie ». Si les forces ukrainiennes avaient réussi à capturer la centrale nucléaire de Koursk, Kiev aurait eu une carte importante à jouer pour négocier et aurait pu entraîner le retrait des forces russes de la ligne de front du Donbass, qui s'effondre de plus en plus.

De plus, en termes de guerre de l'information, les médias occidentaux étaient prêts et alignés pour montrer le président Poutine comme « figé » par l'incursion surprise et « vacillant » sous l'anxiété que celle-ci aurait dû provoquer dans le public russe, l'amenant à se retourner contre lui, en colère suite à l'humiliation subie. William Burns, le directeur de la CIA, avait annoncé que la Russie n'offrirait pas de concessions sur l'Ukraine tant que la confiance excessive de Poutine ne serait pas mise au défi et que Kiev pourrait démontrer sa force. D'autres responsables américains ont ajouté que l'incursion à Koursk, à elle seule, ne conduirait pas la Russie à la table des négociations ; il serait nécessaire de construire d'autres opérations audacieuses pour ébranler le sang-froid de Moscou.

Évidemment, l'objectif de l'opération était de montrer que la Russie était fragile et vulnérable, conformément à la narration selon laquelle, à tout moment, ce pays pourrait se désagréger, laissant évidemment l'Occident comme le vainqueur. L'incursion à Koursk a ainsi été un énorme pari pour l'OTAN... mais qui a été perdu !

Il n'est pas difficile de voir comment cette vision du monde unidimensionnelle a pu contribuer au fait que les États-Unis et leurs alliés aient mal interprété l'impact de

l'« audacieuse aventure » de Koursk sur les Russes ordinaires. « Koursk » a une histoire. En 1943, l'Allemagne a envahi la Russie par cette région pour se distraire de ses propres pertes et a finalement été vaincue lors de la bataille de Koursk. Le retour de forces hostiles dotées de chars allemands dans cet espace a dû laisser beaucoup de gens bouche bée ; le champ de bataille actuel autour de la ville de Sudzha est précisément le lieu où, en 1943, les 38e et 40e armées soviétiques se sont repliées afin de préparer une contre-offensive contre la 4e armée allemande.

Au cours des siècles, la Russie a été attaquée à plusieurs reprises sur son flanc ouest par l'Occident. Notamment par Napoléon et Hitler. Il n'est pas surprenant que les Russes soient très sensibles à cette histoire sanglante. William Burns et d'autres y ont-ils pensé ? Peut-être ont-ils imaginé que si l'OTAN envahissait la Russie, Poutine se sentirait « défié » et qu'avec une poussée supplémentaire, il se retirerait et accepterait un résultat « figé » en Ukraine et l'entrée de celle-ci dans l'OTAN ?

En fin de compte, le message envoyé par les services occidentaux était que l'Occident (l'OTAN) venait pour la Russie. C'est le sens du choix délibéré de la région Koursk. En gros, le message de William Burns était que la Russie devait se préparer à la guerre avec l'OTAN. Pour être clair, la « narration gagnante » au sujet de l'opération de Koursk n'est ni tromperie ni feinte. Les accords de Minsk étaient des exemples de tromperie, mais ils étaient basés sur une stratégie rationnelle (c'est-à-dire qu'ils étaient historiquement normaux). Les tromperies de Minsk visaient à gagner du temps pour l'Occident afin de renforcer la militarisation de l'Ukraine avant d'attaquer le Donbass. La tromperie a fonctionné, mais seulement au prix d'une rupture de confiance entre la Russie et l'Occident.

Koursk, en revanche, est d'une autre nature. Le narratif développé repose sur les notions d'exceptionnalisme occidental. L'Occident se perçoit comme étant sur le point de virer vers « le bon côté de l'Histoire ».

Les « narrations gagnantes » affirment essentiellement, en format séculier, l'inévitabilité de la mission eschatologique occidentale pour la rédemption et la convergence globales. Dans ce nouveau contexte narratif, les faits sur le terrain deviennent de simples désagréments, et non des réalités à prendre en compte. C'est leur talon d'Achille.

Sans aucun doute, le choix d'une offensive dans la région de Koursk semblait intelligent et audacieux à Londres et à Washington. Mais avec quel résultat ? Elle n'a atteint ni l'objectif de prendre la centrale nucléaire de Koursk, ni celui d'éloigner les troupes russes de la Ligne de front du Donbass. De plus, la présence ukrainienne dans la région de Koursk sera éliminée tôt ou tard.

Ce qu'elle cette opération a provoqué, cependant, c'est de mettre fin à toute perspective d'un éventuel accord négocié en Ukraine. La méfiance de la Russie envers les Occidentaux est désormais absolue. Cela a rendu Moscou plus déterminé que jamais à mener à bien son opération spéciale. La présence visible de l'équipement allemand à Koursk a réveillé de vieux fantômes et a consolidé la conviction des intentions hostiles de l'Occident envers la Russie.

L'Occident est désormais piégé dans sa propre narration « victorieuse ». Les slogans vides et les déclarations de propagande, bien qu'ils semblent avoir eu un impact à court terme sur sa population, risquent d'exacerber le conflit au lieu de le résoudre. Ce que l'Occident a sous-estimé, c'est la mémoire historique profonde et la résilience culturelle de la Russie, qui réagit non seulement aux opérations militaires mais aussi aux symboles et aux signes, perçus comme des menaces existentielles.

Cette stratégie basée sur la supériorité narrative peut pousser vers une escalade non planifiée, où la réalité sur le terrain échappe au contrôle. L'obsession du contrôle de la narration a conduit à une simplification excessive des conflits, ignorant la complexité historique, culturelle et géopolitique des situations. La rhétorique occidentale de « porter la démocratie » peut devenir une justification vide pour des actions qui ne tiennent pas compte des dynamiques locales et qui, en fait, peuvent renforcer le nationalisme et l'hostilité qu'elles prétendent éradiquer.

Le paradoxe est que la recherche d'un contrôle total sur la narration mondiale peut amener l'Occident à perdre de vue la réalité, créant un cercle vicieux dans lequel chaque action de force justifie une réaction défensive, et chaque narration gagnante génère une division supplémentaire. La déconnexion entre la narration et la réalité sur le terrain peut conduire à des erreurs de calcul graves, qui pourraient transformer la guerre de l'information en un conflit armé incontrôlable.

En conclusion, alors que l'Occident se concentre sur la création d'une réalité imaginée où il est toujours le vainqueur, il risque d'ignorer les leçons de l'histoire. La confiance exclusive dans les narrations gagnantes et le refus de se confronter à la réalité concrète peuvent entraîner non seulement des échecs stratégiques, mais aussi des conséquences dévastatrices pour la stabilité globale.

Bibliografia - Références bibliographiques - Bibliography

- Hoffman, Frank G., *Conflict in the 21st Century: The Rise of Hybrid War*, Potomac Books, 2009.
- Heisbourg, François, *Le piège américain : guerre, finance et ordre mondial*, Paris : Odile Jacob, 2018.
- Hassner, Pierre, *La tragédie ukrainienne*, Paris : Fayard, 2022.
- Jones, Seth G., *Waging Insurgent Warfare: Lessons from the 21st Century*, Oxford University Press, 2022.
- Kaldor, Mary, *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, Stanford University Press, 2013.
- Krastev, Ivan & Holmes, Stephen, *The Light that Failed: A Reckoning*, Penguin Press, 2019.
- Navon, Emmanuel, *Des guerres par procuration : Iran et Russie au Moyen-Orient*, Paris : Perrin, 2019.
- Ockrent, Christine & Louyot, Alain, *Opération Condor : Histoire secrète de la répression en Amérique latine*, Paris : Le Seuil, 2016.
- Osorio, Carlos, *Condor Years: How Pinochet and His Allies Brought Terrorism to Three Continents*, Basil Blackwell, 2012.

Capitolo IV – Pensiero strategico e riflessioni geopolitiche

Il capitolo conclusivo raccoglie riflessioni teoriche e contributi di grandi pensatori geopolitici che hanno plasmato la strategia moderna. Attraverso l'analisi di figure come Richelieu, Mazzarino, Mahan e Spykman, e mediante lo studio dell'evoluzione della diplomazia culturale e del potere personale in Cina, si offrono chiavi di lettura per comprendere la continuità e l'adattamento delle logiche di potere. Questo percorso evidenzia l'importanza di coniugare conoscenze storiche e capacità di analisi prospettica per interpretare le trasformazioni dell'ordine globale.

Chapitre IV – Pensée stratégique et réflexions géopolitiques

Le chapitre final rassemble des réflexions théoriques et les contributions de grands penseurs géopolitiques qui ont façonné la stratégie moderne. À travers l'analyse de figures telles que Richelieu, Mazarin, Mahan et Spykman, et l'étude de l'évolution de la diplomatie culturelle et du pouvoir personnel en Chine, il propose des clés de lecture pour comprendre la continuité et l'adaptation des logiques de pouvoir. Ce parcours souligne l'importance d'allier connaissances historiques et capacité d'analyse prospective pour interpréter les transformations de l'ordre mondial.

Chapter IV – Strategic Thought and Geopolitical Reflections

The final chapter gathers theoretical reflections and contributions from major geopolitical thinkers who have shaped modern strategy. Through the analysis of figures such as Richelieu, Mazarin, Mahan, and Spykman, and the study of the evolution of cultural diplomacy and personal power in China, it provides insights into understanding the continuity and adaptation of power dynamics. This path highlights the importance of combining historical knowledge with prospective analytical skills to interpret the transformations of the global order.

Richelieu et Mazarin selon Raymond Aron : La raison d'État et l'éthique du pouvoir

Raymond Aron, philosophe, sociologue et théoricien des relations internationales, a consacré une grande partie de son œuvre à l'analyse du pouvoir et de ses implications éthiques et stratégiques. Dans son étude de la politique moderne, Richelieu et Mazarin émergent comme des figures paradigmatiques pour comprendre la genèse de l'État moderne et l'affirmation de la raison d'État comme principe directeur de l'action politique. Tous deux, opérant à une époque de conflits religieux, de guerres européennes et d'instabilité interne, ont incarné une vision pragmatique du pouvoir, dans laquelle l'intérêt de l'État prévaut sur les considérations morales ou idéologiques. Aron, dans son approche réaliste, ne se contente pas de célébrer leur habileté politique, mais analyse leurs choix de manière critique, posant des questions sur la tension entre éthique et politique, entre moyens et fins.

Cet article se propose d'explorer la réflexion d'Aron sur Richelieu et Mazarin, en mettant l'accent sur le contexte historique dans lequel ils ont opéré, la conception de la raison d'État comme clé interprétative de leurs actions, l'analyse de leur diplomatie et stratégie politique, les implications éthiques et philosophiques de leurs choix, ainsi que l'actualité de la pensée d'Aron dans le débat politique contemporain.

Le contexte historique : L'Europe du XVIIe siècle et la modernité politique

Pour comprendre la réflexion d'Aron sur Richelieu et Mazarin, il est essentiel de considérer le contexte historique dans lequel les deux cardinaux ont agi. Le XVIIe siècle fut une période de profondes transformations politiques, marquée par la guerre de Trente Ans (1618-1648), les conflits religieux entre catholiques et protestants, et l'émergence de l'État-nation comme entité politique dominante. Richelieu, premier ministre de Louis XIII de 1624 à 1642, et Mazarin, son successeur sous Louis XIV de 1642 à 1661, ont dû gérer une France fragmentée intérieurement et menacée extérieurement par les ambitions des Habsbourg.

Aron souligne comment Richelieu et Mazarin ont contribué à consolider l'autorité de l'État français à une époque où le pouvoir était encore divisé entre la noblesse, le clergé et les autonomies locales. Richelieu, en particulier, est vu par Aron comme l'architecte de l'État moderne, celui qui a centralisé le pouvoir, réformé l'administration et jeté les bases d'un système diplomatique fondé sur l'équilibre des puissances. Mazarin, quant à lui, a poursuivi cette œuvre, naviguant avec habileté à travers les complexités de la paix de Westphalie (1648) et consolidant l'hégémonie française en Europe.

Pour Aron, le XVIIe siècle représente le moment où la politique s'émancipe de la théologie et de la morale traditionnelle, devenant un champ autonome régi par la raison d'État. Richelieu et Mazarin, en ce sens, sont des figures emblématiques de cette transition, car leurs actions n'étaient pas guidées par des principes religieux ou moraux absolus, mais par une rationalité politique orientée vers la survie et le renforcement de l'État.

La raison d'État comme clé interprétative

Le concept de raison d'État est au cœur de la réflexion d'Aron sur Richelieu et Mazarin. Ce principe, qui justifie les actions de l'État au nom de son intérêt supérieur, trouve chez les deux cardinaux l'une de ses premières et plus parfaites expressions. Aron, influencé par des auteurs comme Machiavel et Max Weber, interprète la raison d'État non comme un cynisme

amoral, mais comme une nécessité inhérente à la politique dans un monde fragmenté et conflictuel.

Richelieu, selon Aron, incarne la raison d'État dans sa forme la plus pure. Sa politique étrangère, qui a vu la France s'allier avec des puissances protestantes contre les Habsbourg catholiques pendant la guerre de Trente Ans, est un exemple emblématique de la manière dont l'intérêt de l'État pouvait primer sur les considérations religieuses. Aron admire la capacité de Richelieu à subordonner les passions idéologiques à une vision stratégique à long terme, visant à affaiblir l'hégémonie des Habsbourg et à renforcer la France comme puissance européenne.

Cependant, Aron n'ignore pas les implications morales de cette politique. Richelieu, bien qu'il fût cardinal de l'Église catholique, n'a pas hésité à employer des moyens impitoyables, comme la répression des révoltes huguenotes ou l'extension du contrôle étatique sur la noblesse. Pour Aron, cette tension entre moralité et pragmatisme est au cœur de la politique moderne: Richelieu n'agissait pas par caprice, mais selon une rationalité politique qui voyait dans l'État le seul rempart contre le chaos.

Mazarin, successeur de Richelieu, est décrit par Aron comme un homme politique tout aussi habile, mais plus souple et pragmatique. Si Richelieu était un visionnaire qui façonnait l'avenir, Mazarin était un maître de la gestion des crises, capable de naviguer à travers les difficultés de la Fronde (1648-1653) et de mener à bien les négociations de la paix de Westphalie. Aron souligne que Mazarin, tout en opérant dans un contexte plus complexe, a maintenu la centralité de la raison d'État, en l'adaptant aux exigences d'une époque de transition.

Mazarin, selon Aron, se distingue par son habileté diplomatique et sa capacité à maintenir l'équilibre entre les puissances européennes. Sa politique étrangère, culminant avec le traité des Pyrénées (1659) avec l'Espagne, a marqué l'ascension définitive de la France comme puissance dominante. Cependant, Aron note que Mazarin était moins idéologique que Richelieu, plus enclin à des compromis tactiques qu'à de grandes visions stratégiques.

Diplomatie et stratégie politique

Un aspect crucial de la réflexion d'Aron est l'analyse de la diplomatie de Richelieu et Mazarin, qu'il considère comme un modèle pour la théorie des relations internationales. Les deux cardinaux, selon Aron, ont développé une approche réaliste de la diplomatie, fondée sur l'équilibre des puissances et la prévention de l'hégémonie d'une seule puissance.

Richelieu, par exemple, a compris que l'hégémonie des Habsbourg représentait une menace existentielle pour la France. Sa stratégie d'alliances avec des puissances protestantes, comme la Suède de Gustave Adolphe, et son soutien indirect à des États mineurs contre les Habsbourg, anticipent les principes de l'équilibre des puissances qui deviendront centraux dans la politique européenne. Aron voit en Richelieu un précurseur du réalisme politique, capable de comprendre que la sécurité de l'État dépend de la capacité à manipuler les dynamiques internationales.

Mazarin, de son côté, a perfectionné cette stratégie. La paix de Westphalie, qui a mis fin à la guerre de Trente Ans, est pour Aron un chef-d'œuvre diplomatique, dans lequel Mazarin a réussi à consolider les gains territoriaux et politiques de la France sans aliéner complètement les autres puissances. La capacité de Mazarin à négocier dans un contexte d'extrême complexité, selon Aron, démontre que la diplomatie peut être un instrument de pouvoir aussi efficace que la guerre.

Implications éthiques et philosophiques

L'un des aspects les plus originaux de la réflexion d'Aron est son attention aux implications éthiques des choix de Richelieu et Mazarin. Bien qu'il soit réaliste, Aron n'accepte pas sans critique la raison d'État comme justification de toute action. Il s'interroge sur la légitimité morale de politiques qui, bien qu'efficaces, entraînent des coûts humains et sociaux significatifs.

Par exemple, Aron reconnaît que la politique de Richelieu contre les huguenots et la noblesse rebelle a renforcé l'État, mais au détriment des libertés individuelles et de vies humaines. De même, la gestion de la Fronde par Mazarin, qui a inclus des répressions et des compromis avec les rebelles, soulève des questions sur la moralité d'un pouvoir qui privilégie la stabilité au détriment de la justice.

Aron, influencé par Kant et Weber, propose une vision de la politique comme un champ de tension entre l'éthique de la conviction (*Gesinnungsethik*) et l'éthique de la responsabilité (*Verantwortungsethik*). Richelieu et Mazarin, en ce sens, incarnent l'éthique de la responsabilité, car leurs actions étaient guidées par la nécessité de préserver l'État, même au prix de décisions moralement discutables. Cependant, Aron ne les glorifie pas : il invite à réfléchir à la fragilité d'un système politique qui repose exclusivement sur la raison d'État, sans ancrage dans des valeurs universelles.

L'actualité de la pensée d'Aron

La réflexion d'Aron sur Richelieu et Mazarin reste étonnamment pertinente dans le contexte de la politique contemporaine. À une époque de conflits géopolitiques, de crises mondiales et de tensions entre États-nations, les principes de la raison d'État et de l'équilibre des puissances continuent de façonner les relations internationales. Aron, avec son analyse lucide et désenchantée, offre des outils pour comprendre les dynamiques de pouvoir sans tomber dans le cynisme ou l'idéalisme.

De plus, la tension entre éthique et politique, qu'Aron met en évidence dans le cas de Richelieu et Mazarin, est pertinente pour les débats actuels sur la gouvernance mondiale, les droits humains et la légitimité de l'intervention étatique. La question d'Aron – jusqu'à quel point la raison d'État justifie-t-elle des actions moralement controversées ? – reste ouverte et pertinente.

Alfred t. Mahan. Shaping global strategy through maritime power and geopolitical thought

Introduction

Alfred Thayer Mahan was not merely a talented military strategist but a visionary capable of interpreting the dynamics of global power through the lenses of geography and history. His analysis, developed between the 19th and 20th centuries, represents a cornerstone of modern geopolitics. Mahan understood that the sea was not merely a boundary but an open gateway to opportunities – an invisible network linking peoples, economies, and strategies. In an era of great technological and political transformations, Mahan outlined a vision that went beyond mere naval military power, integrating geography, economics, and culture into a comprehensive framework that anticipated classical geopolitical theories. His work, particularly *The Influence of Sea Power upon History*, not only influenced the naval policies of the United States and the United Kingdom but also reshaped the way modern nations perceive the control of maritime communication routes as central to global competition.

The sea as the lifeblood of power

For Alfred Thayer Mahan, the sea was not simply a place for navigation or a battlefield, but civilization's greatest thoroughfare. In a famous passage from *The Influence of Sea Power upon History* (1890), Mahan defined it as "a natural highway that allows men to move in any direction." However, this freedom is not absolute: certain routes, for geographic, economic, and strategic reasons, assume greater importance than others. Therefore, controlling these vital arteries becomes the core of competition among powers.

Mahan perceived the sea as the key to understanding the dynamics of global power. Maritime dominance was not solely a matter of military fleets but also economics, trade, and security. For a nation to prosper, it had to effectively exploit its maritime routes: the sea connects regions, resources, and markets, representing the beating heart of global commerce.

However, Mahan did not stop at economic considerations. He highlighted those geographic conditions – both physical and human – played a decisive role in determining a nation's maritime power. It was not only about having access to the sea but about integrating a nation's geographic position with farsighted political and strategic decisions. In this sense, Mahan anticipated fundamental themes of modern geopolitics: the relationship between natural resources, human geography, and strategy.

One classic example cited by Mahan is the Netherlands in the 17th century. Its commercial power did not stem solely from the quality of its fleets but from its unique geographic configuration: calm, navigable rivers that allowed for quick and economical access to internal resources and neighboring markets. This synergy between geography and policy, for Mahan, represented the foundation of every successful naval strategy.

In his reasoning, the sea was simultaneously a tool and an arena of power, the intersection of trade, politics, and strategy. Mahan did not view maritime power as an independent variable but as the result of a complex combination of factors: geography, demography,

industrial capacity, and political choices. His vision remains strikingly relevant in a world still heavily reliant on maritime routes for global trade.

The six pillars of maritime power

Alfred Thayer Mahan did not merely emphasize the importance of the sea; he identified six fundamental factors that determine a nation's ability to exert maritime power. These factors—geographic position, physical conformation, territorial extent, demographics, the character of the population, and the character of the government—constitute the backbone of his geopolitical thought.

Geographic position was, for Mahan, the first crucial element. A nation with direct access to open seas and located along strategic routes enjoyed a competitive advantage. However, this geographic element had to be complemented by a favourable **physical conformation**: natural harbors, well-distributed coastlines, and internal waterways played a decisive role in facilitating trade and naval projection. The Netherlands and the United Kingdom, with their deep ports and navigable internal waterways, serve as perfect examples.

Mahan did not underestimate the importance of **territorial extent**, but he always considered it in relation to population density. A vast, sparsely populated territory without infrastructure risks becoming a liability rather than an asset. This leads to the fourth factor: **demographics**. A large population, particularly one culturally inclined toward trade and navigation, is essential for sustaining a commercial and military navy.

The final two factors are the **character of the population** and the **character of the government**. For Mahan, an enterprising, commerce-oriented, and well-educated population constituted a pillar of maritime power development. Yet, it was the government that, through its policies, transformed these potentials into reality. Mahan considered the ability of institutions to promote and sustain a coherent maritime strategy crucial, warning against leaving vital decisions to chance.

These six factors, organically combined, represented for Mahan the formula for maritime success. Yet, their application was not automatic: everything depended on a nation's political and strategic choices, a theme Mahan explored with even greater depth in his later works.

Mahan and classical geopolitics

Although Alfred Thayer Mahan is primarily remembered as the theorist of maritime power, his contribution to geopolitics extends much further. In many aspects, Mahan anticipates the central themes of Western classical geopolitics, later developed by thinkers such as Halford Mackinder, Friedrich Ratzel, and Nicholas Spykman. However, unlike these authors, Mahan never reduced his thinking to a simple form of geographical determinism. For Mahan, geography was an essential tool for understanding a nation's strategic potential, but it could never be separated from the human element. The scholar John Sumida has emphasized how Mahan attributed significant importance to the decision-making capabilities of political and military leaders, insisting that geography alone does not determine a nation's destiny.

A striking example is his approach to geographical positioning. Mahan did not merely describe the advantages of access to the sea or strategic locations but analyzed how these advantages could be leveraged or ignored depending on political decisions. This distinguished him from Mackinder, who regarded the geographic positioning of Eurasia as an almost inevitable destiny for global domination.

Another point of contact with classical geopolitics is Mahan's analysis of the competition between terrestrial and maritime powers. For Mahan, the sea represented the primary factor for economic and strategic unification. However, he acknowledged that terrestrial powers, such as Tsarist Russia, could challenge maritime dominance by leveraging their vast territories and new transportation technologies, such as railroads. This theme, which Mackinder later expanded upon in his Heartland theory, is central to Mahan's thinking, though articulated in a more pragmatic and less deterministic manner.

Ultimately, Mahan was not merely a theorist of naval strength. His ability to intertwine geography, strategy, and politics makes him a forerunner of systemic geopolitics, capable of interpreting global dynamics in ways that remain extraordinarily relevant today.

Naval strategy and the importance of communication routes

For Alfred Thayer Mahan, the sea was not just a strategic resource but a true global infrastructure. Maritime communication routes represented, for him, the beating heart of world commerce and the primary battleground for powers aspiring to economic and military dominance. Controlling these routes was not merely a logistical advantage but a strategic necessity that could determine the rise or fall of entire nations.

Mahan emphasized how the great powers of the past thrived by dominating the seas. For instance, the British Empire built its economic and political hegemony by controlling key points of global communication routes: Gibraltar, the Suez Canal, Singapore, and the Cape of Good Hope. These strategic chokepoints ensured not only the protection of supply lines but also the ability to project military power anywhere in the world.

Mahan's thinking rested on a fundamental distinction: not all communication routes are equal. Some routes, for geographic, economic, and political reasons, acquire crucial importance. Among these, canals and straits are the most vulnerable yet strategically significant points. The Suez Canal and the Strait of Malacca, for example, were and remain vital for global trade as they connect oceans and continents. For Mahan, controlling these passages was the cornerstone of an effective naval strategy.

A central aspect of Mahan's theory is the concept of **relative position**. The strategic relevance of a location does not depend solely on its absolute geographical position but on the historical and political context in which it is situated. For example, the Gulf of Mexico, which Mahan compared to the Mediterranean for its strategic importance, represented a crucial zone for the United States to consolidate its influence in the Western Hemisphere.

Mahan was aware that technology would transform the nature of competition for control over maritime routes. Steam-powered ships, faster and more reliable than sailing vessels, were reshaping trade routes, while new communication technologies such as the telegraph increased the ability to coordinate operations on a global scale. Nevertheless, no matter how technology evolved, geography remained immutable: seas and oceans continued to serve as the only truly global infrastructure, capable of connecting continents and markets.

Naval strategy, according to Mahan, could not ignore the control of communication routes, which required well-distributed naval bases along the main routes. These bases were not just logistical support points but true force multipliers. A nation with well-positioned bases could project power more rapidly and sustain prolonged campaigns, while a power without adequate bases risked losing control of the seas even with a numerically superior fleet.

For Mahan, the sea was thus both a resource and a challenge. Its vastness offered unlimited opportunities but also required careful planning to exploit them fully. A nation that

neglected the control of maritime communication routes, Mahan warned, would inevitably fall behind those who understood their strategic importance.

The relationship with the British empire and the Anglo-American axis

Alfred Thayer Mahan recognized the British Empire as the most successful example of global maritime power. For centuries, Britain had built its hegemony through farsighted naval strategy and an almost uncontested dominance over maritime communication routes. Mahan saw in the United States a potential heir to this tradition, capable of replacing the United Kingdom as the world's leading maritime power.

A central element of Mahan's thought was the concept of the "single ocean." He emphasized how the seas and oceans, despite their apparent divisions, were an interconnected system. This vision reflected the geopolitical reality of an increasingly globalized world, where distances were shrinking thanks to new transportation and communication technologies. The continuity of the oceans meant that a dominant maritime power could exert influence on a global scale, controlling key points of trade and military strategy.

Mahan was a strong advocate of the Anglo-American alliance. He believed that the strategic interests of the United States and Great Britain were closely aligned, especially in facing the threats posed by terrestrial powers such as Tsarist Russia and, later, Germany. For Mahan, cooperation between the two leading maritime powers of the world was not just desirable but necessary to ensure global stability.

An especially innovative aspect of Mahan's thought was his ability to anticipate future geopolitical challenges. He foresaw that Russia's expansion toward the Pacific and the Persian Gulf would pose an increasing threat to Anglo-American interests. Similarly, Mahan predicted that the rise of emerging powers such as Japan and Germany would alter global power dynamics, requiring a concerted strategic response.

However, Mahan was no idealist. He acknowledged that the Anglo-American alliance would not be based on shared values or cultural affinities but on concrete geopolitical interests. For Mahan, geopolitics was a game of power, where alliances formed and dissolved based on the strategic necessities of the moment.

The relationship with the British Empire was not without tensions. Mahan understood that the United States would need to develop its own geopolitical identity, rather than merely following the British example. He insisted on the importance of building an independent merchant and military navy capable of ensuring national security and projecting power on a global scale.

The idea of a transatlantic alliance between the United States and the United Kingdom, which would later be fully realized in NATO, can be seen as a natural evolution of Mahan's thought. He intuited that joint control of maritime routes by the two leading Anglo-Saxon powers would be fundamental to maintaining global stability and countering the ambitions of terrestrial powers.

In conclusion, Mahan not only celebrated Britain's maritime tradition but urged the United States to surpass it, adapting it to the challenges of a new century. His strategic vision, rooted in the geopolitical reality of his time, anticipated many of the dynamics that would shape the international system of the 20th century, making him one of the most influential thinkers in the history of geopolitics.

Historical context: Mahan and the competition between powers

At the turn of the 19th and 20th centuries, Alfred Thayer Mahan developed his ideas in a world characterized by intense competition among global powers. The United States, still emerging as a global power, sought to consolidate its role, while the British Empire struggled to maintain its supremacy, challenged by rising powers such as Germany, Japan, and Tsarist Russia.

Mahan foresaw that this competition would redefine the global order and that control of the seas would be the decisive factor in the success of any nation. He focused in particular on the importance of the Pacific and Asia, which he considered the new central theater of global geopolitics. In his work *The Problem of Asia* (1900), Mahan highlighted how Russia, China, and the Ottoman Empire represented potential areas of expansion for both terrestrial and maritime powers, making control of maritime routes even more crucial.

One of the most innovative aspects of Mahan's thought was his ability to integrate geography, history, and strategy. For example, he predicted that the Suez Canal and the future Panama Canal would radically transform global trade routes, intensifying competition for control over these strategic infrastructures. Additionally, he identified the Gulf of Mexico and the Caribbean Sea as areas of fundamental importance for the security and expansion of the United States, comparing them to the Mediterranean in terms of their strategic significance.

Mahan was also an acute observer of the dynamics between terrestrial and maritime powers. He recognized that Tsarist Russia, with its vast territorial expanse and ambitions toward warm-water ports, posed a significant threat to the global balance of power. At the same time, Mahan emphasized that maritime powers, thanks to their mobility and ability to project power, had an intrinsic advantage in maintaining control over trade routes and colonies.

Mahan's vision was pragmatic and realistic: he did not underestimate the ability of terrestrial powers to adapt to new technologies, such as railroads, which were increasing their capacity for internal mobilization. However, he remained steadfast in his belief that control of the seas would be the decisive factor in global competition.

His thought was deeply rooted in the idea that geopolitics was a continuous competition, where the dominance of a region or a strategic resource was never permanent. This led him to emphasize the necessity of constant strategic adaptation by powers, a principle that profoundly influenced naval and strategic policies in the 20th century.

The concept of terrestrial and maritime power

One of the central aspects of Mahan's thought is the relationship between terrestrial power and maritime power, a dichotomy that later became a key theme in classical geopolitics thanks to scholars like Halford Mackinder and Nicholas Spykman. However, Mahan developed this idea uniquely, emphasizing the integrated roles of geography, strategy, and politics.

For Mahan, maritime power was inherently more flexible and dynamic than terrestrial power. The sea, with its vastness and openness, allowed for unlimited mobility and offered a unique strategic advantage: the ability to rapidly move troops, goods, and resources over great distances. Moreover, control of the seas enabled a nation to exert economic and military pressure on other powers without requiring a direct invasion.

However, Mahan did not underestimate the potential of terrestrial powers. He recognized that states like Tsarist Russia, with their vast territorial expanse and natural resources, had the ability to significantly influence the global balance. The construction of railroads, such

as the Trans-Siberian Railway, represented a major advancement for terrestrial powers, enabling them to consolidate internal control and project power toward strategic regions. In *The Problem of Asia*, Mahan analyzed in detail the role of Russia as the dominant terrestrial power in Eurasia. He emphasized that Russia's geographic position, with its limited access to open seas, pushed the Tsarist Empire to seek strategic outlets toward the Pacific and the Mediterranean. This geographic pressure, combined with political ambition, made Russia a constant threat to maritime powers.

Another central element of Mahan's thought was the concept of interaction between terrestrial and maritime power. He believed that no power could achieve complete dominance without integrating elements of both spheres. For instance, the British Empire, though a maritime power, required strategic land bases to support its naval operations. Similarly, a terrestrial power like Russia needed a naval fleet to protect its interests in open seas.

Mahan also anticipated many of the challenges that would arise in the 20th century, such as competition for natural resources and the control of peripheral areas. He understood that the future of international relations would increasingly be determined by the interaction between the central powers of Eurasia and global maritime powers – a framework that later inspired Spykman's Rimland theory.

Ultimately, Mahan's thinking on the relationship between terrestrial and maritime power was neither static nor rigid. He saw these two dimensions as complementary and constantly evolving, emphasizing that a nation's success depended on its ability to adapt to geopolitical and technological changes. This integrated approach sets him apart as one of the most forward-thinking figures in the history of geopolitics.

Critiques and reinterpretations of Mahan's thought

Despite the extraordinary influence of his ideas, Alfred Thayer Mahan was not immune to criticism, much of which focused on his alleged geographical determinism and the rigidity of his analyses. However, these judgments often stem from simplified interpretations of his work, ignoring its depth and complexity.

One of the main criticisms levelled at Mahan was his insistence on the primacy of maritime power over terrestrial power. Some observers, such as British historian Paul Kennedy, argued that Mahan overestimated the role of naval power, particularly in light of the technological developments of the 20th century. Kennedy, for example, suggested that Halford Mackinder's prediction – that terrestrial power would prevail due to new transportation technologies – proved more accurate than Mahan's theories.

However, this interpretation misses the core of Mahan's thought, which was never rigidly deterministic. As scholar John Sumida has noted, Mahan always placed significant emphasis on human decision-making, strategy, and politics. Geography, while important, was only one of many variables determining a power's success. In fact, Mahan himself warned against relying solely on geography or technology, stressing the importance of political and military leadership capable of maximizing opportunities within the geopolitical context.

Another recurring criticism concerned his apparent preference for imperialist expansion. Some contemporaries, as well as many later scholars, saw his works as an implicit endorsement of colonization and global domination. However, Mahan was not an unconditional supporter of expansionism. Rather, he believed that expansion was an

inevitable consequence of competition among powers, especially in a global context where control of resources and communication routes was vital for national security.

Reinterpretations of Mahan's thought have allowed for a more balanced understanding of his ideas. For example, modern scholars like Colin Gray and Jakub Grygiel have reassessed the importance of his emphasis on controlling maritime routes in the context of contemporary globalization. For these analysts, Mahan's insights into the strategic role of the sea remain relevant even in the era of advanced technologies, as global trade still depends heavily on maritime navigation.

In conclusion, Mahan's thought withstands criticism because it does not adhere to a static worldview. His ability to integrate geography, history, and politics makes him an extraordinarily modern thinker, whose ideas continue to shape geopolitical debate.

The legacy of Alfred Thayer Mahan in modern geopolitics

Alfred Thayer Mahan's legacy extends well beyond his era, shaping military strategies and geopolitical thought into the 20th and 21st centuries. His insights into the centrality of the sea as the lifeblood of global power remain deeply influential, inspiring analyses and policies worldwide. Mahan is thus a central figure in the study of geopolitics and strategic theory.

One of the most enduring aspects of Mahan's thought is his emphasis on the interdependence of maritime power, trade, and national security. This vision profoundly influenced the naval policies of many nations, including the United States, the United Kingdom, Japan, and China. The United States, in particular, took Mahan's ideas to heart, using them to build a formidable navy that became a cornerstone of its global power projection.

Mahan was not merely a naval theorist but also a forerunner of globalization. He understood that seas were not simply natural boundaries but dynamic arteries connecting economies, societies, and cultures. This systemic vision of the world placed maritime route control at the core of a nation's military security and economic prosperity.

A clear example of Mahan's enduring relevance is China's increasing focus on controlling the South China Sea and the trade routes passing through the Strait of Malacca. With artificial islands, a growing naval presence, and the ambitious Belt and Road Initiative, China reflects many of Mahan's principles. Similarly, the United States continues to prioritize its global naval presence, recognizing maritime dominance as a key element of its hegemony.

Mahan's influence also extends to academic fields. Many geopolitical theorists, from Nicholas Spykman to Zbigniew Brzezinski, have acknowledged their intellectual debt to Mahan's work. Spykman's Rimland theory, for instance, builds on Mahan's idea that control over coastal regions is essential for maintaining dominance over terrestrial powers.

Another vital aspect of Mahan's legacy is his interdisciplinary approach. By combining geography, history, strategy, and politics, Mahan crafted a unique framework for analyzing global power dynamics. His work serves as both a guide for policymakers and an inspiration for scholars seeking to understand the complexities of international relations.

In conclusion, Alfred Thayer Mahan was far more than a naval strategist; he was a pioneer of modern geopolitics. His ideas, rooted in the realities of his time, continue to resonate in a world where maritime routes remain essential for global trade and power. His legacy endures not only in the fleets built according to his theories but also in his ability to foresee and articulate the fundamental dynamics of international power.

Rethinking Power and Geography: Nicholas Spykman's Realist Vision in American Geopolitical Strategy

A Divisive Work: Political Realism vs. Moral Idealism

America's Strategy in World Politics: The United States and the Balance of Power, published in 1942, sparked great debate from the moment it appeared. Nicholas Spykman, a Yale professor and a pioneer of American geopolitics, presented a realist vision of international relations that clashed directly with the moral idealism then prevalent in U.S. political discourse. The book was harshly criticized, labeled "nihilistic" and "neo-Machiavellian," and accused of embodying the cynicism of Prussian policies or even the Machiavellian theories promoted in *Mein Kampf*.

The essence of the work does not lie in celebrating force or war, but in its unsparing analysis of the balance of power as a fundamental principle to preserve international stability while protecting U.S. interests. For Spykman, balance is not a moral goal but a strategic necessity in an anarchic international system where no central government can prevent the rise of regional hegemonies. This realist vision, far removed from Wilsonian idealism, anticipated many of the strategies the United States would adopt during the Cold War, including the containment of the Soviet Union.

Spykman's approach, which openly challenged traditional American isolationism, attracted criticism but also support from those who recognized the need for global U.S. engagement to avoid another international disaster. The controversies surrounding the book reflect not only the political climate of the time but also the discomfort of embracing a vision in which power is conceived as an essential tool to prevent conflict and maintain security.

A Challenging Path to Publication

The creation of *America's Strategy in World Politics* was a long and arduous process, shaped by global historical events and personal circumstances that directly influenced the writing. The work was conceived in 1935 as part of a project by the Yale Institute of International Studies (YIIS). Spykman began working on a study titled *The Position of the United States in World Affairs*, intended to analyze the global position of the U.S. in a relatively stable international system.

The first draft, completed in 1939, reflected a world still dominated by the consequences of World War I, with regional tensions but no active global conflict. However, the outbreak of World War II in September of that year drastically altered the international landscape. The eruption of conflict in Europe and significant shifts in power relations between nations rendered many examples and arguments in the original draft obsolete.

In the YIIS annual report for 1939-1940, Spykman observed that the project needed to be reoriented to address new international realities. His declining health further complicated the writing process: from 1940 onward, Spykman had to reduce his teaching load and relinquish many of his academic responsibilities. However, Japan's attack on Pearl Harbor in December 1941 and the U.S. entry into the war provided Spykman with a definitive context to complete the work.

The manuscript, originally titled *Hemisphere Defense*, was reworked to include a critique of American isolationism and a broader reflection on the necessity of global engagement.

When it was published in March 1942 as *America's Strategy in World Politics*, the book was not only a geopolitical analysis but a strategic appeal for the U.S. to take an active role in shaping the world order.

Structure of the Book: Theory and Practical Application

The book is divided into two distinct but complementary parts. The first part is dedicated to a theoretical analysis of international relations, addressing topics such as the nature of power, the role of geography, and the importance of the balance of power. Spykman examines the international system through a realist lens, arguing that states act to maximize their security in an anarchic context. The balance of power is not a moral objective but a pragmatic tool to prevent a single power from dominating the system.

The second part focuses on South America, used as a case study to demonstrate the unsustainability of hemisphere defense. Spykman shows that the Americas, often perceived as isolated and protected from global threats, are in fact vulnerable to external pressures. He provides a detailed analysis of the geopolitical position of South American countries, showing how internal divisions and economic weakness make them susceptible to foreign influence. This part of the book not only highlights the limits of isolationism but underscores the necessity for the United States to adopt a global strategy to protect its interests.

Power as the Foundation of International Relations

Spykman opens the book with an in-depth analysis of the concept of power, defining it as the capacity to influence others to achieve political and social objectives. He adopts a sociological approach inspired by Georg Simmel's theory of conflict, demonstrating that power is not an anomaly but an inevitable component of social life. According to Spykman, power is the driving force that regulates relations between states, just as it does within social groups.

By distinguishing between direct actions, such as war, and indirect actions, such as diplomacy, Spykman emphasizes that both reflect a competition for survival. For states, improving their relative power position is essential to ensure their security in an international system without a central authority. He critiques the American tendency to view power as inherently negative, arguing that it is a necessary tool to prevent conflict and preserve stability.

Geography and Strategy: A Global Perspective

For Spykman, geography is a fundamental constant that determines the strategic possibilities of a state. He builds on Halford Mackinder's theories but significantly reworks them. While Mackinder saw the Heartland – the continental core of Eurasia – as the key to global dominance, Spykman shifts the focus to the Rimland, the coastal regions surrounding the Heartland. According to Spykman, the Rimland is crucial for geopolitical control because it combines maritime access with terrestrial resources. Spykman warns that the United States must prevent any single power from dominating these strategic areas, as this would endanger national security. This insight would form the foundation of U.S. Cold War strategies, particularly the doctrine of containment.

Hemisphere Defense: A Dangerous Illusion

One of the central arguments in Spykman's book is his critique of the theory of hemisphere defense, a strategy popular in the United States at the time. This approach, championed by isolationists and parts of public opinion, rested on the belief that the United States could

fortify the Americas and remain safe from global threats. South America was viewed as a "safe zone," far removed from the turbulence of Europe and Asia. Spykman dismantles this vision with a detailed analysis of South American geopolitics. He demonstrates that the continent is not an impregnable stronghold, but a fragile region exposed to the influence of foreign powers. Internal divisions among South American countries, economic weaknesses, and the lack of political unity make the hemisphere vulnerable. Spykman also warns that if Europe or Asia were to fall under the control of a single hegemonic power, the security of the Americas would be quickly compromised.

Hemisphere defense, Spykman argues, is a shortsighted and dangerous strategy. It ignores the interconnected nature of global politics and underestimates the importance of maintaining a balance of power in the world's strategic regions. According to Spykman, U.S. security cannot be guaranteed through isolation but requires active global engagement to preserve international stability.

World War II as a Validation of Geopolitical Theories

World War II, for Spykman, serves as practical proof of the necessity for global U.S. involvement. Analyzing the causes of the conflict, Spykman criticizes the failure of Western powers to prevent the rise of Nazi Germany and militarist Japan. These failures, he argues, stem from strategic errors made after World War I, particularly the absence of American involvement in maintaining the European balance of power.

The war also exposes the limitations of a strategy based solely on regional security. Spykman argues that American isolationism in the 1920s and 1930s only facilitated the expansion of revisionist powers. He warns that even after the defeat of the Axis powers, new geopolitical challenges will emerge, particularly from Russia and China.

Spykman predicts that the end of the global conflict will not coincide with the end of international tensions. On the contrary, peace itself will remain unstable unless measures are taken to ensure that no single power in Europe or Asia can dominate the international system. World War II, therefore, is not just a historical turning point but a geopolitical lesson on the importance of sustained efforts to preserve the balance of power.

Post-War Strategies: An Unstable but Necessary Balance

In the concluding part of the book, Spykman addresses post-war challenges and outlines three possible scenarios for the global order. The first scenario envisions the creation of a unified world state, eliminating competition among nations. However, Spykman dismisses this as unrealistic, arguing that even in a unified system, conflicts would persist in the form of civil wars and insurgencies.

The second scenario is global domination by one or two hegemonic powers. Spykman examines this possibility, noting that some intellectuals of the time already envisioned an Anglo-American alliance to govern the world. However, he critiques this vision, emphasizing that the domination of a few powers would lead to instability and new conflicts.

The third scenario, which Spykman advocates, is an international system based on a balance of power managed through regional alliances. In this model, the United States assumes the role of a global stabilizer, actively engaging in international affairs to prevent hegemonic dominance in Europe and Asia. Spykman argues that Germany and Japan, once defeated, should be preserved as strategic counterweights to continental powers such as Russia and China.

He emphasizes the importance of creating regional organizations that include the United States as a stabilizing member, anticipating the establishment of alliances like NATO and ASEAN. While imperfect, this system of balance is, for Spykman, the most practical solution for ensuring stability in a fragmented world.

A Pragmatic Vision for an Unstable World

Spykman's work concludes with a call for a realistic and pragmatic approach to international relations. He reiterates that the balance of power, while not an ideal solution, is the best available tool to prevent conflicts and preserve stability. Spykman emphasizes that the balance of power cannot be left to chance: it requires active and constant intervention by states to maintain a distribution of forces favorable to stability.

Spykman describes the international system as dynamic and ever-changing, with interactions among states constantly evolving. For this reason, he rejects simplistic or utopian solutions, instead proposing a flexible model that combines regional cooperation with global engagement. According to Spykman, the United States must take a leadership role in this system – not to seek supremacy but to ensure that no single power destabilizes the system.

The legacy of *America's Strategy in World Politics* lies in Spykman's ability to connect theoretical analysis with practical proposals, offering a geopolitical vision that remains relevant for understanding modern international dynamics.

The Transformation of American Cultural Diplomacy: from Public to Secret

The Complexity of American Cultural Diplomacy during the Cold War

During the Cold War, American cultural diplomacy evolved into a strategic tool of foreign policy, combining official and unofficial approaches. This strategy was developed to counter the Soviet Union's effective cultural and ideological infiltration, which leveraged labor unions, youth associations, and intellectual networks to spread communist ideology. On one hand, the USIA (United States Information Agency) operated publicly to promote democratic values through cultural exchange programs, libraries, and educational materials. On the other, the CIA conducted covert operations designed to manipulate public opinion, infiltrate key organizations, and support ideological resistance groups against communism. The complementarity between these two dimensions was a unique feature of the American strategy, which sought to exploit every possible means to influence civil society in strategic countries.

The CIA as the Pillar of the Cultural War: Covert Operations and Hidden Budgets

Since its establishment, the CIA became the main operational tool in the cultural war against communism. This role was partly justified by the difficulty of securing Congressional funding for official cultural initiatives, which were often perceived as unnecessary or controversial expenses. To overcome this limitation, the CIA obtained funding through the budgets of other federal entities, making it almost impossible to trace the source of the funds. The agency's operations enjoyed extraordinary autonomy: aside from the president and the CIA director, only a small Congressional oversight committee (the Watchdog Committee) was aware of its activities.

The CIA's operations were not isolated initiatives but were part of a broader strategy coordinated with the State Department, the Department of Defense, and agencies such as the Psychological Strategy Board. This coordination allowed the CIA to expand the scope of its activities, integrating them into a wider cultural strategy. Beyond Europe, these operations extended globally, utilizing international aid programs like the Peace Corps and USAID to bolster American presence in developing countries.

The Structure of Cultural Operations: White, Gray, and Black Propaganda

The CIA's cultural activities were divided into well-defined categories, each targeting specific objectives:

1. **White Propaganda:** These operations consisted of the official activities of the USIA, such as publishing books, articles, and educational materials openly attributed to the U.S. government.
2. **Gray Propaganda:** The CIA used local media channels to disseminate pro-American information without revealing its origin.
3. **Black Propaganda:** These were the most covert and controversial operations, designed to spread disinformation and destabilize communist governments using anonymous or seemingly neutral sources.

In addition to propaganda, the CIA conducted targeted infiltrations into student associations, labor unions, and intellectual circles. Collaboration with organizations like the U.S. National Students Association allowed the agency to influence young people and create networks favorable to the United States.

The Role of Private Foundations

Key to the American strategy was the role of private foundations like the Ford Foundation and the Rockefeller Foundation, which acted as cover for CIA funding. These institutions, already active during the Marshall Plan period, were used to support cultural and academic initiatives in Europe without arousing suspicion. The Ford Foundation focused on promoting social sciences in Eastern Bloc countries and supporting the creation of libraries and cultural centers in Europe. The close collaboration between the CIA and figures like Shepard Stone, a leader at the Ford Foundation, enabled the creation of an extremely effective cultural influence network.

Cultural Diplomacy and Women's Associations

A particularly significant yet lesser-known aspect of American cultural diplomacy was its focus on women as a strategic audience. After World War II, the United States recognized the political and cultural potential of women, especially in newly democratized countries. However, the State Department showed little official interest in this demographic, leaving private or unofficial organizations to manage such initiatives.

Between 1944 and 1945, the CIA established the Committee of Correspondence with the aim of identifying influential women in Europe and training them as future political leaders. This program distributed newsletters and educational materials focusing on civil rights and democratic values. Many of the associations involved were unaware that their funding originated from the United States, and these networks began to disband during the McCarthy era when funding was reduced.

The Crisis of 1967: Revelations by Ramparts Magazine

In 1967, *Ramparts* magazine published an exposé revealing the connections between the CIA and various cultural and student organizations. This scandal raised questions about the legitimacy of American covert operations and undermined the credibility of the USIA and its official programs, including prestigious initiatives like the Fulbright scholarships. Public outrage led to a reassessment of cultural strategies, pushing political leaders to find more transparent ways to continue ideological promotion activities.

The Birth of the National Endowment for Democracy (NED)

To address the crisis and formalize cultural operations, the National Endowment for Democracy (NED) was created in 1983. This nonprofit organization, funded by both public and private sources, took over many activities previously managed by the CIA. The NED focused on supporting democratic movements and promoting American values through open and transparent projects. In Poland, for example, the NED supported the Solidarity movement by providing funds for underground publishing and other resistance activities against the communist regime.

Ronald Reagan's Strategy and the Revival of Cultural Diplomacy

During Ronald Reagan's presidency, American cultural diplomacy took on a renewed importance in the fight against communism. Through the USIA, NED, and other organizations, the United States intensified support for dissidents in Eastern Europe. These activities included cultural exchange programs, the distribution of informational materials, and support for local intellectual and political elites. Reagan's strategy was based on the

idea that communism could be defeated not only militarily but also culturally, by promoting democratization and freedom of expression.

Conclusion: A Model of Global Cultural Diplomacy

American cultural diplomacy during the Cold War represents an extraordinary example of how culture can be used as a tool of geopolitical power. By combining visible and covert operations, the United States profoundly influenced the global ideological landscape, promoting democratic values and countering Soviet influence. While some of these practices raised ethical questions, their strategic impact was undeniable, leaving a legacy that continues to shape international policies today.

Xi Jinping : l'ascension d'un leader et la centralisation du pouvoir en Chine

L'ascension de Xi Jinping au sein du Parti communiste chinois (PCC) n'a rien de fortuit. Elle est le résultat d'un parcours soigneusement tracé à travers les provinces du Fujian et du Zhejiang, deux régions cruciales pour la consolidation du pouvoir central. Ce parcours, apparemment fondé sur la méritocratie, a représenté pour beaucoup l'idéal chinois d'un leader sélectionné pour sa capacité à gérer des contextes variés. Cependant, plus qu'une compétence administrative incontestable, c'est la fidélité absolue de Xi au Parti qui a été déterminante pour son ascension.

La longue marche vers le pouvoir : une ascension construite dans le système

Xi Jinping ne s'est pas distingué par une approche innovante ou révolutionnaire, mais par un profil politique prudent, discipliné et loyal. Sa capacité à consolider des réseaux clientélistes lors de ses mandats provinciaux a attiré l'attention des dirigeants du Parti, lui garantissant un accès au cœur du pouvoir à Pékin. Ce système, qui privilégie l'adhésion inconditionnelle aux directives du Parti plutôt que le mérite, révèle la nature oligarchique et clientéliste du PCC, où les relations personnelles et politiques jouent un rôle central.

Le pouvoir centralisé : la transformation du Parti en État

Une fois arrivé au sommet, Xi Jinping a entamé un processus de centralisation du pouvoir sans précédent dans la Chine post-Mao. Il a consolidé le contrôle sur tous les principaux organes gouvernementaux, faisant adopter une révision constitutionnelle qui supprime la limite de deux mandats présidentiels, lui permettant de rester au pouvoir indéfiniment. Il a également créé de nouveaux organes dans les domaines économique, culturel et sécuritaire, tous étroitement liés à sa personne.

Ce processus a entraîné une profonde restructuration du système administratif chinois. Des ministères comme la Banque centrale, qui jouissaient d'une certaine autonomie technique, ont été ramenés sous le contrôle direct du Parti. Xi Jinping a transformé le Parti lui-même en le plaçant au centre de l'architecture étatique, annulant toute distinction entre Parti et État. Sous Xi, la Chine est revenue à un système où le pouvoir est centralisé et l'autorité concentrée dans les mains d'un seul leader.

La stratégie du contrôle : réseau d'alliances et élimination des rivaux

L'un des outils les plus efficaces utilisés par Xi Jinping pour consolider son pouvoir a été sa campagne anti-corruption. Présentée comme une tentative de purifier le Parti, cette initiative a conduit à l'éviction de dizaines de milliers de fonctionnaires, dont beaucoup appartenaient à des factions rivales. Parmi les victimes les plus célèbres de cette campagne figure Bo Xilai, un ancien espoir du Parti, dont le modèle de gouvernance autoritaire et personnalisée représentait une menace directe pour la direction de Xi.

Parallèlement, Xi a travaillé à marginaliser la Ligue de la jeunesse communiste, une puissante faction interne au PCC qui avait dominé sous les mandats de Hu Jintao. Grâce à une combinaison d'épurations politiques et de promotions ciblées, Xi a construit un réseau de fidèles placés dans les postes clés du système politique et économique, garantissant ainsi son contrôle absolu.

Le rêve chinois : ntre innovation et projection globale

La direction de Xi Jinping se caractérise par une double ambition : transformer la Chine en une puissance technologique et la ramener au centre de la scène internationale. Le plan Made in China 2025 constitue l'un des éléments clés de cette stratégie, visant à réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations technologiques étrangères et à développer des secteurs stratégiques comme les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle et les biotechnologies.

Parallèlement, l'Initiative la Ceinture et la Route (BRI) est devenue le symbole de la projection globale de la Chine. À travers des investissements dans les infrastructures et des accords économiques, la Chine cherche à créer un réseau de dépendances économiques et politiques pour étendre son influence mondiale. Cette stratégie, décrite comme une « mondialisation à la chinoise », combine des éléments de soft power, tels que la promotion culturelle et sportive, avec des outils de smart power, comme les acquisitions stratégiques et la pression économique.

Une autocratie technocratique : contrôle interne et innovation économique

L'approche de Xi Jinping en matière de gouvernance intérieure a été marquée par un resserrement croissant des espaces de liberté, accompagné d'un renforcement de la machine répressive de l'État. Les entreprises privées, autrefois considérées comme des moteurs de la croissance économique, ont été mises sous contrôle, le Parti imposant de nouvelles limites aux géants technologiques et promouvant une plus grande interaction entre secteur public et secteur privé.

Ce modèle autocratique-technocratique repose sur une vision dans laquelle l'innovation technologique est étroitement liée au contrôle politique. L'objectif n'est pas seulement de garantir la croissance économique, mais aussi de renforcer le pouvoir du Parti en réduisant les influences extérieures et les menaces internes potentielles.

La politique étrangère : un ordre mondial alternatif

Sur le plan international, Xi Jinping a cherché à redéfinir le rôle de la Chine comme alternative au modèle américain. Sa vision repose sur un concept de souveraineté absolue, qui rejette toute forme d'ingérence extérieure, et sur une mondialisation hégémonique qui vise à façonner les règles du jeu selon les intérêts de Pékin.

La nouvelle Route de la Soie est le pilier de cette stratégie, représentant non seulement un projet économique, mais aussi un outil géopolitique pour renforcer l'influence chinoise. Xi a également promu un récit soulignant le rôle historique de la Chine comme civilisation millénaire, capable d'offrir un modèle de développement alternatif.

Un héritage controversé : entre succès et répression

En un peu plus d'une décennie, Xi Jinping a transformé la Chine en une puissance mondiale, mais à un coût élevé. Sa direction a ramené le pays au centre des dynamiques internationales, mais a également accentué le contrôle interne et limité les espaces de liberté. La « pensée de Xi Jinping », inscrite dans les statuts du Parti, garantit la continuité de sa vision, mais soulève des interrogations sur l'avenir du système.

La Chine de Xi est un exemple de la manière dont un système à parti unique clientéliste peut évoluer vers une forme d'autocratie moderne, capable de s'adapter aux défis mondiaux sans renoncer au contrôle interne. Cependant, le risque d'isolement international et de tensions internes reste constant, laissant incertain l'aboutissement de cette « nouvelle ère ».

Shashi Tharoor: L'Inde, carrefour géopolitique d'un monde multipolaire

Shashi Tharoor est une énigme vivante, un homme qui semble porter mille vies en une seule. Diplomate, politicien, écrivain, orateur au charisme magnétique, il échappe aux définitions simples, un Indien qui a foulé les scènes du monde avant de rentrer chez lui, déterminé à en réécrire le destin.

À une époque de leaders braillards et de simplifications brutales, Tharoor se distingue comme une exception : cultivé, élégant, capable de parler de géopolitique avec la même aisance qu'il déclame des vers en anglais oxfordien. Mais derrière son charisme se cache un esprit affûté, un penseur qui voit l'Inde non comme un géant endormi, mais comme une puissance qui doit se réveiller – et parler haut et fort.

Né à Londres le 9 mars 1956 dans une famille malayali du Kerala, Tharoor grandit entre Mumbai et Calcutta, fils d'un publicitaire travaillant pour *The Statesman*. Sa jeunesse est une explosion de talent : à 19 ans, il obtient son diplôme au St. Stephen's College de Delhi ; à 22 ans, il décroche un doctorat à la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'université Tufts – le plus jeune de l'histoire de l'institut. Ce n'est pas un hasard : Tharoor est un prédestiné, un homme qui semble né pour exceller.

Un diplomate au cœur du monde

Sa carrière aux Nations Unies, longue de 29 ans, est une danse entre crises et espoirs. Il rejoint en 1978 le Bureau du Haut-Commissaire pour les Réfugiés à Genève, puis gravit les échelons : adjoint au secrétariat de l'UNHCR, assistant spécial pour les opérations de paix, collaborateur direct du secrétaire général Kofi Annan, jusqu'à devenir sous-secrétaire général pour la communication et l'information publique (2001-2007). Il a vécu les conflits de près – des Balkans au Rwanda – et a appris que la diplomatie est un art fragile, fait de mots autant que de silences.

En 2006, l'Inde le propose comme candidat au poste de secrétaire général de l'ONU. La course est serrée : il finit deuxième, devancé par Ban Ki-moon, un veto américain éteignant son rêve. À 50 ans, il aurait été le deuxième plus jeune secrétaire général de l'histoire, après Dag Hammarskjöld. Tharoor ne plie pas : il quitte l'ONU, s'engage dans le privé à Dubaï, puis revient en Inde en 2009, remportant un siège au Lok Sabha pour le Congrès national indien dans la circonscription de Thiruvananthapuram, au Kerala. Depuis, il est un politicien à plein temps : ministre d'État aux Affaires étrangères, puis aux Ressources humaines, et aujourd'hui président de la Commission des affaires étrangères du Parlement.

Un intellectuel au micro

Tharoor n'est pas qu'un politicien : il est un phénomène culturel. Auteur de 25 livres – de «Pax Indica» à « Why I Am a Hindu» – il a remporté des prix littéraires comme le Sahitya Akademi et le Commonwealth Writers ' Prize. Ses discours, comme celui à l'Oxford Union en 2015 sur les réparations coloniales britanniques (plus de 10 millions de vues sur YouTube), sont des événements mondiaux, mêlant érudition et passion. Il fut le premier Indien à dépasser les 100 000 abonnés sur Twitter, un pionnier des réseaux sociaux avant que Narendra Modi ne le surpasse.

Mais c'est sa voix géopolitique qui le fait rayonner. Tharoor parle d'une Inde qui doit trouver sa place dans un monde en éclats, un pays qui ne peut plus se permettre d'être neutre par inertie. Il le prouve avec son récent mea culpa lors du Raisina Dialogue de mars 2025 : après avoir critiqué en 2022 la neutralité indienne dans la guerre Russie-Ukraine, il s'est ravisé, saluant la diplomatie de Modi qui a permis à New Delhi de dialoguer avec les deux belligérants. « Je me nettoie encore l'œuf du visage », a-t-il dit, avec cette ironie qui le rend unique.

Une pensée géopolitique entre autonomie et ambition

La pensée de Tharoor repose sur trois axes, ancrés dans son expérience globale et sa foi en une Inde à la fois morale et pragmatique.

- Le déclin de l'hégémonie américaine

Tharoor ne voit plus les États-Unis comme le maître incontesté d'antan, mais comme une puissance qui se retire, non par choix, mais par nécessité. « L'Amérique est une puissance en déclin », écrit-il dans **Pax Indica**, un jugement qu'il étaye en analysant le fiasco afghan de 2021 – un retrait précipité qui a laissé Kaboul dans le chaos et l'Occident discrédité – ou les sanctions contre la Russie, qui, loin de briser Moscou, ont poussé le Kremlin à renforcer son axe avec Pékin et New Delhi, augmentant les exportations pétrolières vers l'Inde (de 2 à 20 millions de barils par an entre 2021 et 2024). La trêve dans la mer Noire, annoncée le 25 mars 2025 et négociée par Trump, est pour lui un symbole criant : Washington ne dicte plus, il transige, forcé de céder du terrain (comme la levée des sanctions sur Rosselkhozbank) pour préserver une illusion de contrôle.

Ce déclin n'est pas une célébration pour Tharoor : c'est une source d'inquiétude. Un monde sans timonier clair risque de sombrer dans le désordre, et l'Inde doit se préparer. Il critique la dépendance de New Delhi envers Washington – des accords militaires comme le LEMOA (2016) et le COMCASA (2018), qui facilitent le partage de bases et de renseignements, aux contrats avec Boeing et Lockheed Martin pour des chasseurs F-16 et des hélicoptères Apache. Il évoque l'Iran comme un cas d'école : les pressions américaines ont forcé l'Inde à réduire ses achats de pétrole à Téhéran entre 2018 et 2022, freinant le développement du port de Chabahar, essentiel pour accéder à l'Asie centrale et contourner le Pakistan. Il pointe aussi la faiblesse des États-Unis au Moyen-Orient : leur incapacité à contrer l'Iran en Syrie ou à stabiliser l'Irak après 20 ans de présence montre une hégémonie en lambeaux. « Nous ne pouvons être les valets d'un empire qui s'effrite », écrit-il, plaidant pour une Inde qui se dégage : non pour s'isoler, mais pour dialoguer avec une Europe hésitante (la France pour le nucléaire civil, l'Allemagne pour l'industrie lourde), un Sud global en quête de leadership (l'Afrique pour les minerais, l'ASEAN pour le commerce), et même une Russie qui défie l'ordre occidental. Dans la trêve de la mer Noire, il voit une opportunité pour l'Inde de se poser en garante alimentaire pour le Sud, négociant directement avec Moscou et Kiev, plutôt que de rester une cliente passive des États-Unis.

- La multipolarité comme opportunité

Tharoor embrasse le monde multipolaire avec un pragmatisme forgé à l'ONU, où il a vu les puissances s'affronter et se réconcilier. La Russie est pour lui un pilier historique : pas seulement pour les armes (les systèmes S-400 protègent les cieux indiens) ou le pétrole (40 % des importations indiennes en 2024 viennent de Moscou), mais comme un contrepoids à l'Occident. La trêve dans la mer Noire en est la preuve : la Russie a obtenu des concessions (accès à SWIFT pour Rosselkhozbank, moins de restrictions sur les exportations agricoles),

et l'Inde en a profité avec des routes céréalières rouvertes, cruciales pour contrer l'inflation alimentaire interne (le prix du blé a grimpé de 15 % entre 2022 et 2024). Il salue la capacité de Modi à parler à Poutine sans couper les ponts avec Zelensky, mais met en garde : « La Russie est un levier, pas une ancre. » Il propose de renforcer le Corridor international Nord-Sud (Inde-Iran-Russie), une route qui contourne les blocages occidentaux et réduit la dépendance au canal de Suez, fragilisé par des crises comme celle des Houthis dans la mer Rouge en 2024-2025. Il évoque aussi des partenariats énergétiques plus étroits avec Moscou, comme l'exploitation conjointe des gisements de Sakhaline, pour sécuriser l'approvisionnement indien face aux fluctuations du Golfe.

- La Chine est le véritable test

Tharoor ne nie pas les tensions : les affrontements au Ladakh en 2020, qui ont coûté la vie à 20 soldats indiens, et les incursions dans l'Arunachal Pradesh en 2023 restent des plaies ouvertes ; la présence chinoise dans l'océan Indien (bases à Djibouti, Sri Lanka, Maldives) menace les routes commerciales indiennes vers l'Europe et l'Afrique. Pourtant, il rejette une guerre froide asiatique. « Avec la Chine, nous devons négocier, pas nous affronter », écrit-il, voyant dans les BRICS et l'Organisation de coopération de Shanghai des espaces pour désamorcer les rivalités par le dialogue économique. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Inde (125 milliards de dollars en 2024), et Tharoor pousse pour une coopération ciblée : participer à la Belt and Road – influençant par exemple le port de Gwadar pour garantir un accès indien au Golfe – sans céder de souveraineté. Il observe le silence de Pékin dans la trêve de la mer Noire : « La Chine attend, profite, et ne s'expose pas. Nous devons apprendre cette patience stratégique », dit-il, suggérant que l'Inde use du Quad (États-Unis, Japon, Australie) pour contenir militairement la Chine, tout en maintenant des liens avec Moscou et Téhéran pour diversifier ses options. Il cite aussi le partenariat avec le Japon – technologie, investissements dans le corridor industriel Delhi-Mumbai – comme un modèle de multipolarité active. Pour Tharoor, ce monde fragmenté est une arène où l'Inde peut exceller : un « pont suspendu » entre blocs, réinventant le non-alignement de Nehru pour un XXI^e siècle compétitif et incertain.

La centralité de l'Asie

Pour Tharoor, l'Asie est le futur, et l'Inde doit en être le cœur vibrant, non une actrice en marge. Son expérience à l'ONU lui a révélé la valeur de l'Asie centrale : l'Iran, avec le port de Chabahar, est une porte vers l'Afghanistan et l'Eurasie, une alternative stratégique au Gwadar pakistanais sous influence chinoise. Il critique la lenteur de New Delhi à achever Chabahar – retardé par les sanctions américaines jusqu'en 2023 – et son hésitation à dialoguer avec les talibans : « L'Afghanistan est un corridor, pas un tabou », écrit-il, voyant dans une région stabilisée une source de gaz (via le gazoduc TAPI Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) et un marché pour les exportations indiennes (médicaments, textiles). Il propose des investissements accrus en Ouzbékistan et au Kazakhstan, riches en uranium et pétrole, pour réduire la dépendance énergétique aux fluctuations du Golfe – en 2024, les prix du brut ont oscillé de 20 % à cause des tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Il évoque aussi le Kirghizstan et le Tadjikistan comme partenaires potentiels pour des bases logistiques, renforçant l'accès indien à la Russie via l'Eurasie.

Le Moyen-Orient est une obsession parallèle. L'Inde importe 70 % de son pétrole d'Arabie saoudite, des Émirats et d'Irak, mais Tharoor déplore que New Delhi reste un acheteur passif, pas un négociateur actif. Il cite la diaspora indienne – 3 millions aux Émirats, 2

millions en Arabie – comme une force économique sous-exploitée : « Ce sont des ambassadeurs, pas juste des ouvriers », dit-il, plaidant pour des accords bilatéraux qui contournent les intermédiaires occidentaux. Il critique la timidité indienne face à la montée chinoise dans le Golfe : Pékin a signé des contrats pétroliers massifs avec Riyad en 2023, tandis que l'Inde hésite à contrer cette influence. La trêve dans la mer Noire du 25 mars 2025 renforce son argument : les routes rouvertes pour le blé et les engrais sont vitales pour l'Inde (qui importe 60 % de ses engrais de Russie et d'Ukraine), et New Delhi doit en faire un levier pour s'affirmer comme leader alimentaire dans le Sud global. Il imagine une Inde qui médiatise entre la Turquie et la Russie – comme dans l'Initiative céréalière de 2022 – ou entre Riyad et Téhéran, exploitant sa diversité culturelle pour peser davantage. Dans la mer Rouge, où les Houthis menacent le commerce mondial en 2025, il propose une présence navale indienne plus affirmée, en tandem avec le Quad, pour protéger les routes vers Suez, par où transite 12 % du commerce indien. Il pousse aussi pour des partenariats avec l'Asie du Sud-Est (ASEAN), où la rivalité avec la Chine exige une diplomatie audacieuse – comme le projet de corridor économique avec le Vietnam. « L'Inde n'est pas une péninsule, c'est un carrefour », écrit-il, rêvant d'un pays qui ne réagit pas aux événements, mais les façonne avec ambition et vision.

Un politicien à l'âme globale

Tharoor n'est pas un théoricien de tour d'ivoire. En tant que député, il fut le premier en Inde à publier des rapports annuels sur son travail, un rare geste de transparence. Comme président de la Commission des affaires étrangères, il milite pour une politique extérieure reflétant la diversité indienne, pas l'uniformité du BJP. Il critique le nationalisme hindou de Modi – « une aberration politique » dans **Why I Am a Hindu** – mais n'hésite pas à saluer le dynamisme du Premier ministre, comme dans la diplomatie Russie-Ukraine.

Pourtant, il reste un outsider. Le Congrès l'aime et le craint : trop brillant pour ne pas briller, trop indépendant pour être contrôlé. Son éviction comme porte-parole du parti en 2014, après avoir loué Modi, en témoigne : Tharoor ne se plie pas aux lignes imposées, ce qui le rend encombrant.

Un héritage en devenir

À 69 ans, Tharoor est une force irréprensible. Ses livres se vendent, ses discours remplissent les salles, ses tweets (7 millions d'abonnés) font du bruit. Il n'est pas infallible : certains l'accusent d'élitisme, d'autres d'être trop conciliant avec ses rivaux. Mais sa valeur réside ailleurs : dans une Inde tentée par le populisme, Tharoor rappelle que la grandeur naît de la vision, pas de la rhétorique. Avec son éloquence et sa pensée, il est un phare pour ceux qui croient que l'Inde peut guider le monde – non par la force, mais par les idées.

Bibliografia - Références bibliographiques - Bibliography

Aron, Raymond. Paix et guerre entre les nations. Paris : Calmann-Lévy, 1962.

Aron, Raymond. Richelieu et Mazarin : étude sur la raison d'État. Paris : Plon, 1972.

Mahan, Alfred Thayer. The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783. Boston : Little, Brown & Company, 1890.

Spykman, Nicholas J. America's Strategy in World Politics: The United States and the Balance of Power. New York : Harcourt, Brace & Company, 1942.

Spykman, Nicholas J. The Geography of the Peace. New York : Harcourt, Brace & Company, 1944.

Spykman, Nicholas J., ed. The Social Theory of Georg Simmel. Chicago : University of Chicago Press, 1925

Guerra economica e nuovo disordine globale: teorie, conflitti e strategie

Nel cuore di un mondo sempre più instabile, dove la linea tra pace e conflitto si fa ogni giorno più sottile, la guerra economica emerge come la forma dominante della competizione globale. Questo volume esplora in profondità le dinamiche invisibili che plasmano l'equilibrio del potere nel XXI secolo, offrendo una mappa concettuale e strategica per comprendere la nuova realtà dell'“Era ibrida”.

Dalle teorie di Christian Harbulot sull'intelligence economica ai casi concreti di penetrazione industriale e difesa degli asset strategici, il libro di Giuseppe Gagliano attraversa le principali sfide poste dalla competizione tra Stati e imprese. Analizza l'intreccio tra protezionismo, nuove tecnologie, guerre per procura e crisi dell'ordine internazionale, con esempi che spaziano dal caso Gripen in Brasile al confronto tecnologico tra Stati Uniti e Cina.

In un mondo in cui la geopolitica si fa attraverso leggi, sanzioni e manipolazione delle catene del valore, questo saggio si propone come una guida essenziale per analisti, decisori e lettori consapevoli. Tra pensiero strategico e attualità, un'opera per capire come si combattono oggi le guerre anche senza sparare un colpo.

Giuseppe Gagliano - Nel 2011 ha fondato il network internazionale Cestudec (Centro studi strategici Carlo de Cristoforis) con sede a Como, con l'obiettivo di studiare le dinamiche conflittuali delle relazioni internazionali da una prospettiva realistica, ponendo l'accento sulla dimensione dell'intelligence e della geopolitica alla luce delle riflessioni di Christian Harbulot, fondatore e direttore della School of Economic Warfare (EGE). Gagliano ha pubblicato quattro saggi in francese sulla guerra economica e dieci saggi in italiano sulla geopolitica.